

# BMO Groupe financier annonce ses résultats du troisième trimestre de 2022

## RAPPORT AUX ACTIONNAIRES

Le Rapport aux actionnaires de BMO pour le troisième trimestre de 2022, y compris les états financiers consolidés intermédiaires non audités de la période close le 31 juillet 2022, est disponible dans son intégralité à l'adresse [www.bmo.com/relationinvestisseurs](http://www.bmo.com/relationinvestisseurs) ainsi qu'à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

## Points saillants des résultats financiers

Comparaison du troisième trimestre de 2022 et du troisième trimestre de 2021 :

- Bénéfice net de 1 365 millions de dollars, comparativement 2 275 millions; bénéfice net ajusté<sup>1,3</sup> de 2 132 millions, comparativement à 2 292 millions
- Bénéfice par action (BPA) comptable<sup>2</sup> de 1,95 \$, par rapport à 3,41 \$; BPA ajusté<sup>1,2,3</sup> de 3,09 \$, par rapport à 3,44 \$
- Dotation à la provision pour pertes sur créances de 136 millions de dollars, comparativement à un recouvrement de pertes sur créances de 70 millions
- Rendement des capitaux propres (RCP) de 8,8 %, comparativement à 17,5 %; RCP ajusté<sup>1,3</sup> de 13,8 %, comparativement à 17,6 %
- Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires<sup>4</sup> de 15,8 %, par rapport à 13,4 %

Comparaison des neuf premiers mois de 2022 et des neuf premiers mois de 2021 :

- Bénéfice net de 9 054 millions de dollars, par rapport à 5 595 millions; bénéfice net ajusté<sup>1,3</sup> de 6 903 millions, par rapport à 6 425 millions
- Bénéfice par action (BPA) comptable<sup>2</sup> de 13,45 \$, par rapport à 8,35 \$; BPA ajusté<sup>1,2,3</sup> de 10,20 \$, par rapport à 9,63 \$
- Dotation à la provision pour pertes sur créances de 87 millions de dollars, comparativement à une dotation à la provision de 146 millions
- RCP de 21,1 %, comparativement à 14,5 %; RCP ajusté<sup>1,3</sup> de 16,0 %, comparativement à 16,7 %

**Toronto, le 30 août 2022** – Pour le troisième trimestre clos le 31 juillet 2022, BMO Groupe financier a inscrit un bénéfice net comptable de 1 365 millions de dollars, ou 1,95 \$ par action, et un bénéfice net ajusté de 2 132 millions, ou 3,09 \$ par action.

« Notre performance ce trimestre a continué de démontrer la solidité et la qualité de nos activités diversifiées, l'excellence du crédit et la résilience de notre capacité bénéficiaire. Nous avons enregistré une forte croissance des prêts et une augmentation des marges qui ont permis à nos secteurs des Services bancaires aux particuliers et aux entreprises en Amérique du Nord de générer des revenus records, atténuant l'impact des conditions difficiles du marché sur nos secteurs des Marchés des capitaux, a déclaré Darryl White, chef de la direction, BMO Groupe financier.

« Notre attention constante à la mobilisation des employés et à la satisfaction de la clientèle continue à prendre de l'ampleur, ce qui constituera, selon nous, un facteur de différenciation durable au fil du temps. Nous sommes déterminés à offrir aux clients une expérience exceptionnelle et des conseils personnalisés à chaque interaction et à leur donner les moyens d'améliorer leurs finances, comme en témoignent notre obtention de la plus haute note pour la satisfaction de la clientèle en matière de conseils bancaires aux particuliers dans le cadre de l'étude de J.D. Power de 2022, qui nous a permis de reprendre le premier rang parmi les plus grandes banques du Canada, ainsi que la reconnaissance que nous avons reçue à titre de meilleure banque privée, de meilleure banque commerciale et de meilleure banque de services aux particuliers au Canada par le magazine *World Finance*.

1) Les résultats et mesures figurant dans le présent document sont présentés selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR). Ils le sont également après ajustement de sorte à exclure l'incidence de certains éléments particuliers des résultats présentés. Les résultats et ratios ajustés ne sont pas conformes aux PCGR et sont expliqués en détail, pour toutes les périodes indiquées, dans la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières. Pour obtenir de plus amples renseignements sur la composition des montants, des mesures et des ratios non conformes aux PCGR ainsi que des mesures financières complémentaires, il y a lieu de se reporter à la section Glossaire de termes financiers.

2) Sauf indication contraire, lorsqu'il est question du BPA dans ce document, il s'agit du bénéfice dilué par action. Le BPA est calculé au moyen du bénéfice net après déduction du total des dividendes sur les actions privilégiées et des distributions à payer sur les autres instruments de capitaux propres.

3) Le bénéfice net comptable tient compte de l'incidence de l'acquisition annoncée de Bank of the West et d'une perte de 694 millions de dollars (945 millions avant impôts) inscrite au troisième trimestre de 2022 afférente à la gestion de l'incidence des fluctuations des taux d'intérêt, survenues entre l'annonce et la clôture de l'acquisition, sur sa juste valeur et son écart d'acquisition ainsi que des coûts liés à l'acquisition et à l'intégration de 61 millions (82 millions avant impôts). Le bénéfice net pour la période de neuf mois à l'étude tient compte de revenus de 2 331 millions (3 172 millions avant impôts) ainsi que de coûts liés à l'acquisition et à l'intégration de 94 millions (125 millions avant impôts). Pour de plus amples renseignements sur les éléments d'ajustement, il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

4) Le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires est communiqué conformément à la ligne directrice Normes de fonds propres (NFP) du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF).

Note : Tous les ratios et variations de pourcentage figurant dans ce document sont fondés sur des chiffres qui n'ont pas été arrondis.

« Les antécédents de BMO en matière de gestion du risque supérieure, de solidité du capital et de la liquidité et de gestion financière dynamique nous placent en bonne position pour réussir dans tout contexte économique. Nous continuons à mettre en œuvre notre stratégie de croissance rigoureuse en investissant dans nos talents et notre technologie, y compris l'intégration de Bank of the West, afin d'offrir des rendements à long terme à nos actionnaires et de progresser pour contribuer à une économie florissante, à un avenir durable et à une société inclusive », a conclu M. White.

Concurremment à la publication de ses résultats, BMO a annoncé un dividende de 1,39 \$ par action ordinaire pour le quatrième trimestre de 2022, inchangé par rapport au trimestre précédent, et en hausse de 0,33 \$, ou 31 %, par rapport à l'exercice précédent. Le dividende trimestriel de 1,39 \$ par action ordinaire correspond à un dividende annuel de 5,56 \$ par action ordinaire.

### Mise en garde

La section ci-dessus contient des déclarations prospectives. Il y a lieu de se reporter à la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

### Faits marquants

Au cours du premier trimestre de 2022, nous avons conclu la vente de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique à Ameriprise Financial, Inc., comprenant le transfert de certains clients des activités de gestion d'actifs aux États-Unis et, le 30 avril 2021, nous avons réalisé la vente de nos activités de banque privée à Hong Kong et à Singapour à J. Safra Sarasin Group. Collectivement, nous désignons ces transactions comme des « dessaisissements ». Les dessaisissements ont entraîné une diminution des revenus nets et des charges d'environ 2 % et 4 %, respectivement, sur une base comptable et une base ajustée, par rapport à l'exercice précédent.

Le 20 décembre 2021, nous avons annoncé la signature d'une entente définitive avec BNP Paribas en vue d'acquérir Bank of the West et ses filiales. Aux termes de l'entente, nous paierons un prix d'achat au comptant de 16,3 milliards de dollars américains, soit 13,4 milliards de dollars américains, déduction faite du capital excédentaire (à la conclusion) de Bank of the West qui est estimé à 2,9 milliards de dollars américains. La clôture de cette transaction devrait avoir lieu vers la fin de l'année civile 2022, sous réserve des conditions de clôture habituelles et de l'approbation des organismes de réglementation.

À la clôture, l'acquisition devrait ajouter, à notre bilan consolidé, environ 94 milliards de dollars américains d'actifs, 59 milliards de dollars américains de prêts et 80 milliards de dollars américains de dépôts. Ces montants sont basés sur la situation financière et les résultats de Bank of the West pour la période close le 30 juin 2022. Nous nous attendons à financer la transaction principalement à même le capital excédentaire, ce qui reflète notre assise financière solide et la génération anticipée de fonds propres.

Le 29 mars 2022, nous avons émis 20 843 750 actions ordinaires pour un montant de 3 106 millions de dollars, afin de financer une tranche du prix d'achat.

Cette acquisition, qui cadre avec nos objectifs en matière de stratégie, finance et culture, accélère sensiblement notre croissance aux États-Unis. Grâce à notre solide performance et à nos bases intégrées en Amérique du Nord, l'acquisition apportera près de 1,8 million de clients à BMO et élargira davantage notre présence bancaire avec les 502 succursales et bureaux de services aux grandes entreprises et de services de gestion de patrimoine additionnels dans d'importants marchés en croissance aux États-Unis. Après la conclusion de la transaction, nous serons présents dans 32 États, et ferons notamment une entrée immédiate sur le marché attrayant de la Californie où nous comptons présenter une offre hautement concurrentielle dans de nouveaux marchés en croissance, en combinant la force de notre plateforme bancaire numérique et notre solide équipe de banquiers pour générer une bonne croissance de la clientèle.

L'une des forces de Bank of the West réside dans les relations profondes qu'entretiennent ses employés, ses clients et les collectivités qu'elle sert depuis plus de 100 ans. Dans le cadre de cette transaction, BMO ne prévoit pas de fermer de succursales de Bank of the West et s'engage à conserver les employés de première ligne des succursales de Bank of the West.

Tirant le meilleur parti de notre grande expérience en termes d'intégration et de nos résultats passés pour ce qui est de l'expansion aux États-Unis, nous demeurons persuadés que nous réaliserons des synergies de coûts annuelles d'environ 670 millions de dollars américains avant impôts (860 millions de dollars canadiens) grâce à l'efficacité opérationnelle parmi nos entreprises combinées. Notre plan d'intégration en cours est supervisé par une équipe conjointe et dédiée chargée de la gestion de l'intégration.

Aux termes des IFRS, le prix d'achat sera réparti entre les actifs identifiables acquis et des passifs identifiables repris de Bank of the West à la clôture, sur la base de leurs justes valeurs relatives, la différence étant comptabilisée en tant qu'écart d'acquisition. La différence entre la juste valeur et la valeur nominale, désignée comme étant la juste valeur de marché, sera amortie par imputations au résultat sur la durée d'utilité estimée de l'actif (du passif) sous-jacent. Les immobilisations incorporelles identifiées, dont les immobilisations incorporelles au titre des dépôts de base se rapportant aux dépôts sans échéance, seront amorties sur leur durée d'utilité estimée. La juste valeur des prêts à taux fixe et des dépôts repose en grande partie sur les taux d'intérêt. Si les taux augmentaient, la juste valeur des actifs à taux fixe acquis (plus particulièrement, les prêts et les titres) diminuerait, ce qui donnerait lieu à un écart d'acquisition plus élevé. L'inverse serait vrai si les taux d'intérêt diminuaient. En revanche, la juste valeur des actifs (passifs) à taux variable et des dépôts sans échéance se rapproche de la valeur nominale, faisant en sorte que la variation de la juste valeur ne serait pas compensée naturellement. Les variations de l'écart d'acquisition eu égard à nos hypothèses initiales annoncées le 20 décembre 2021 auront une incidence sur les ratios des fonds propres à la clôture de la transaction du fait que l'écart d'acquisition est comptabilisé en déduction des fonds propres selon les règles de l'accord de Bâle III du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF). De plus, comme le prix d'achat afférent à l'acquisition est libellé en dollars américains, toute variation des cours de change entre le dollar canadien et le dollar américain depuis l'annonce de l'acquisition à la clôture de celle-ci, donnera lieu à une variation de l'écart d'acquisition en équivalent en dollars canadiens.

Nous gérons de manière proactive notre risque lié aux fonds propres du fait des variations de la juste valeur des actifs et des passifs de Bank of the West à la clôture. Dans le cadre de nos mesures de gestion de la juste valeur, nous avons conclu des swaps de taux d'intérêt dont la valeur augmente lorsque les taux d'intérêt sont à la hausse, ce qui donne lieu à des profits (pertes) à la valeur de marché inscrits dans les revenus de négociation. Le risque de taux d'intérêt auquel ces swaps sont exposés a été essentiellement contrebalancé par l'achat d'un portefeuille d'obligations du Trésor américain assorties d'une durée comparable et d'autres instruments inscrits au bilan qui génèrent des revenus nets d'intérêts. Ces deux transactions visent à atténuer les variations de l'écart d'acquisition découlant de la fluctuation des taux d'intérêt, survenue entre l'annonce et la clôture de l'acquisition, les revenus (la perte) en découlant étant traités comme un élément d'ajustement. Par ailleurs, BMO a conclu des contrats à terme de gré à gré qui répondent aux conditions de la comptabilité de couverture dans le but d'atténuer les fluctuations du prix d'achat libellé en dollars canadiens à la clôture de la transaction. Les variations de la juste valeur afférentes à ces contrats à terme de gré à gré sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global jusqu'au moment où la transaction se matérialisera.

L'incidence de nos mesures de gestion de la juste valeur sur nos résultats a été traitée comme un élément d'ajustement. Les chiffres du trimestre à l'étude tiennent compte d'une perte de 945 millions de dollars avant impôts (694 millions après impôts) liée à la gestion des variations des taux d'intérêt, ce qui comprend des pertes à la valeur du marché de 983 millions sur certains swaps de taux d'intérêt dont les taux d'intérêt à moyen et à long terme sont inférieurs en date du 31 juillet 2022 par rapport au 30 avril 2022, comptabilisées dans les revenus autres que d'intérêts, et des revenus d'intérêts de 38 millions tirés d'un portefeuille de titres du Trésor des États-Unis et d'autres instruments inscrits au bilan, comptabilisés dans les revenus nets d'intérêts. Les résultats des neuf premiers mois à l'étude comprennent un montant de 3 172 millions avant impôts (2 331 millions après impôts) constitué d'un montant de 2 967 millions comptabilisé dans les revenus autres que d'intérêts et d'un montant de 205 millions comptabilisé dans les revenus nets d'intérêts. L'incidence cumulative de notre ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires a représenté environ 70 points de base et découle des mesures de gestion de la juste valeur. En outre, les variations de la juste valeur de ces contrats à terme de gré à gré ont entraîné une baisse des autres éléments du résultat global de 4 millions pour le trimestre à l'étude et une baisse des autres éléments du résultat global de 68 millions pour la période de neuf mois à l'étude.

La présente section Faits marquants renferme des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

## Analyse des résultats du troisième trimestre de 2022

L'ordre dans lequel les répercussions sur le bénéfice net sont analysées dans la présente section suit l'ordre de présentation des revenus, des charges et des dotations à la provision pour pertes sur créances, peu importe leur incidence relative.

Les résultats et les ratios ajustés dans la présente analyse des résultats du troisième trimestre de 2022 sont non conformes aux PCGR, et sont analysés à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

Le bénéfice net comptable et le bénéfice net ajusté ont diminué par rapport à l'exercice précédent, la hausse du bénéfice net de nos Services bancaires PE ayant été contrée par les reculs enregistrés par BMO Marchés des capitaux et BMO Gestion de patrimoine. Les Services d'entreprise ont inscrit une perte nette comptable plus élevée par rapport à l'exercice précédent, alors que cette unité a enregistré un bénéfice net ajusté comparativement à une perte nette ajustée à l'exercice précédent.

Les résultats ajustés pour le trimestre considéré ne tiennent pas compte de l'incidence de l'acquisition annoncée de Bank of the West, notamment une perte de 694 millions de dollars (945 millions avant impôts) afférente à la gestion de l'incidence des fluctuations des taux d'intérêt, survenues entre l'annonce et la clôture de l'acquisition, sur sa juste valeur et son écart d'acquisition, ce qui reflète la diminution des taux d'intérêt à moyen terme et à long terme en regard du trimestre précédent, ainsi que des coûts liés à l'acquisition et à l'intégration de 61 millions (82 millions avant impôts). Par ailleurs, les résultats ajustés ne tiennent pas compte de l'incidence des coûts liés aux dessaisissements de 6 millions (7 millions avant impôts) pour le trimestre à l'étude. Il y a lieu de se reporter à la note 12 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités pour de plus amples renseignements. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte non plus de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions et des autres coûts liés à l'acquisition et à l'intégration pour le trimestre considéré et l'exercice précédent.

### PE Canada

Le bénéfice net comptable et le bénéfice net ajusté se sont élevés à 965 millions de dollars, en hausse de 137 millions, ou de 17 %. Les résultats s'expliquent par une hausse de 13 % des revenus, principalement en raison des revenus nets d'intérêts plus élevés du fait de la forte croissance des soldes et de l'élargissement des marges, ainsi que par l'augmentation des charges et la dotation à la provision pour pertes sur créances moins élevée qu'à l'exercice précédent.

### PE États-Unis

Le bénéfice net comptable s'est établi à 568 millions de dollars, en hausse de 18 millions, ou de 3 %, par rapport à il y a un an et, après ajustement, il a atteint 569 millions, en hausse de 13 millions, ou de 2 %. Le raffermissement du dollar américain a entraîné une hausse de la croissance du bénéfice net de 3 %, des revenus, de 5 %, et des charges, de 4 %.

Exprimé en dollars américains, le bénéfice net comptable s'est établi à 445 millions de dollars, demeurant pratiquement inchangé comparativement à l'an dernier et, après ajustement, il s'est chiffré à 446 millions, en baisse de 4 millions, ou de 1 %. Les résultats comptables et ajustés sont attribuables à une hausse de 12 % des revenus, principalement en raison des revenus nets d'intérêts plus élevés du fait de la forte croissance des prêts et de l'élargissement des marges, ainsi qu'à une hausse des charges et à celle de la dotation à la provision pour pertes sur créances, comparativement à un recouvrement de pertes à l'exercice précédent.

### BMO Gestion de patrimoine

Le bénéfice net comptable s'est chiffré à 324 millions de dollars, comparativement à 379 millions à l'exercice précédent, et, après ajustement, il a atteint 325 millions, comparativement à 384 millions. Le bénéfice net comptable des activités traditionnelles de gestion de patrimoine a été de 263 millions, un recul de 37 millions, ou de 12 %, comparativement à il y a un an, l'accroissement de 3 % des revenus sous-jacents ayant été plus que compensé par l'augmentation des charges sous-jacentes. Le bénéfice net des activités d'assurance s'est fixé à 61 millions, en baisse de 18 millions par rapport à l'an dernier, principalement en raison de l'incidence des variations défavorables du marché et des avantages moindres découlant des modifications apportées aux placements afin d'améliorer la gestion des actifs et des passifs au cours du trimestre considéré par rapport à l'exercice précédent.

### BMO Marchés des capitaux

Le bénéfice net comptable s'est situé à 262 millions de dollars, comparativement à 553 millions l'an dernier, tandis que le bénéfice net ajusté s'est fixé à 266 millions, comparativement à 559 millions. Les résultats comptables et ajustés s'expliquent par la baisse des revenus des secteurs Marchés mondiaux et Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés, ce qui reflète la conjoncture actuelle des marchés, des charges moins élevées, y compris la diminution de la rémunération liée au rendement, contrée en partie par la hausse de la charge liée aux indemnités de départ, ainsi qu'un recouvrement de pertes sur créances moins élevé, comparativement à l'exercice précédent.

## Services d'entreprise

La perte nette comptable s'est établie à 754 millions de dollars, comparativement à une perte nette comptable de 35 millions à l'exercice précédent, et le bénéfice net ajusté s'est élevé à 7 millions, comparativement à une perte nette ajustée de 35 millions. Les résultats comptables ont diminué en raison principalement de la baisse des revenus, ce qui reflète les mesures de gestion de la juste valeur dans le cadre de l'acquisition annoncée de Bank of the West au cours du trimestre à l'étude. La hausse des résultats ajustés s'explique en grande partie par la diminution des charges et l'incidence d'un taux d'impôt plus favorable au cours du trimestre considéré.

## Capital

Le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de BMO s'établissait à 15,8 % au 31 juillet 2022, en baisse par rapport aux 16,0 % enregistrés à la fin du deuxième trimestre de 2022, car la génération interne de fonds propres et les nouvelles actions ordinaires émises aux termes du régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires ont été plus que compensées par la hausse des actifs pondérés en fonction des risques et une diminution de l'avantage découlant des mesures de gestion de la juste valeur en lien avec l'acquisition annoncée de Bank of the West.

## Qualité du crédit

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 136 millions de dollars, comparativement à un recouvrement de pertes sur créances de 70 millions pour la même période de l'exercice précédent. Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances exprimé en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations s'est établi à 10 points de base, comparativement à un ratio du recouvrement de pertes sur créances de 6 points de base pour l'exercice précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux, établie à 104 millions, a augmenté de 33 millions par rapport à l'an dernier. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux exprimée en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations s'est établie à 8 points de base, contre 6 points de base un an plus tôt. Une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 32 millions a été enregistrée au cours du trimestre à l'étude en regard d'un recouvrement de 141 millions inscrit à l'exercice précédent. Cette dotation de 32 millions pour le trimestre considéré reflète une détérioration des perspectives économiques et la croissance des soldes, ce qui a été essentiellement contrebalancé par la diminution des incertitudes liées à la pandémie qui s'est poursuivie et une migration favorable du portefeuille. Le recouvrement de pertes sur créances de 141 millions inscrit à l'exercice précédent témoigne d'une amélioration des perspectives économiques et de la migration favorable du crédit, en partie contrebalancées par l'incidence d'une conjoncture économique incertaine sur les conditions de crédit futures, ainsi que la croissance des soldes.

Il y a lieu de se reporter à la section Estimations comptables critiques du Rapport annuel de BMO pour 2021 ainsi qu'à la note 4 afférente aux états financiers consolidés annuels audités pour de plus amples informations sur la provision pour pertes sur créances au 31 octobre 2021.

## Favoriser un avenir durable et inclusif

BMO a une raison d'être bien ancrée : être un champion du progrès et un catalyseur de changement. Nous tirons parti de notre position en tant que fournisseur de services financiers de premier plan pour permettre aux collectivités et à nos parties prenantes d'apporter des changements positifs et durables, car nous croyons que la réussite peut et doit être mutuelle. Afin de soutenir nos clients, les collectivités et nos employés, BMO :

- a amélioré son programme Nouveau Commencement pour offrir aux nouveaux arrivants au Canada, dont ceux qui ont été déplacés de l'Ukraine, le soutien dont ils ont besoin pour les aider à retrouver plus rapidement leur équilibre financier et à commencer à construire leur vie ici au Canada, en leur proposant une série de produits bancaires personnalisés sans frais;
- a annoncé un investissement supplémentaire dans les programmes et organismes communautaires visant à soutenir les entreprises détenues par des membres de la communauté noire et les entrepreneurs noirs, l'expansion des programmes culturels noirs et les possibilités de carrière dans des métiers spécialisés avec l'organisme Boys and Girls Clubs, portant notre engagement à Madison, dans l'État du Wisconsin à plus de 1 million de dollars américains;
- a annoncé que nous avons conclu une entente définitive en vue d'acquérir Radicle Group Inc., société de Calgary et chef de file des solutions et services-conseils en matière de durabilité et des solutions technologiques de mesure et de gestion des émissions. Cette acquisition fera de BMO un chef de file de la création de crédits carbone, des capacités de mesure des émissions et du marché des produits de base environnementaux et soutient notre ambition climatique d'être le principal partenaire de nos clients dans la transition vers un monde net zéro. La clôture de la transaction est assujettie aux approbations réglementaires requises et à d'autres conditions de clôture habituelles.

Le leadership de BMO a été une fois de plus reconnu dans de nombreux classements :

- obtention de la plus haute cote de satisfaction de la clientèle obtenue en matière de conseils bancaires aux particuliers dans l'étude de J.D. Power de 2022 sur la satisfaction de la clientèle dans le domaine des services bancaires aux particuliers au Canada, occupant ainsi la première place parmi les plus grandes banques canadiennes, ce qui démontre notre engagement continu à aider les clients à améliorer leurs finances, notamment la clarté des conseils et le souci des besoins des clients;
- reconnaissance comme la Meilleure banque privée, la Meilleure banque commerciale et la Meilleure banque de services aux particuliers au Canada décernée par le magazine *World Finance*, et comme un modèle de réussite et de meilleures pratiques dans divers domaines. Ces prix récompensent notre engagement à favoriser des relations centrées sur le client, à stimuler l'innovation et la transformation numériques, et à comprendre parfaitement l'évolution des besoins des clients et les développements du secteur;

- nomination au palmarès des 50 meilleures entreprises citoyennes au Canada de Corporate Knight, classement au premier rang des grandes banques canadiennes et obtention des scores du premier quartile en matière de diversité des sexes au sein du conseil d'administration, de diversité des dirigeants et de lien entre la rémunération et le développement durable. Nous avons également obtenu une cote de premier quartile pour nos sources de revenus durables (*clean revenue*), grâce à notre stratégie de finance durable.

### Mise en garde

Les sections ci-dessus contiennent des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

### Documents déposés auprès des organismes de réglementation

Les documents d'information continue de BMO, y compris les documents intermédiaires, le Rapport de gestion annuel, les états financiers consolidés annuels audités, la Notice annuelle, l'Avis de convocation à l'assemblée annuelle des actionnaires et la circulaire de sollicitation de procurations, sont accessibles sur notre site Web, au [www.bmo.com/relationsinvestisseurs](http://www.bmo.com/relationsinvestisseurs), sur le site des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, au [www.sedar.com](http://www.sedar.com), et dans la section EDGAR du site Web de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, au [www.sec.gov](http://www.sec.gov). L'information contenue ou accessible autrement sur notre site Web ([www.bmo.com](http://www.bmo.com)) ou sur les sites Web de tiers mentionnés dans le présent document ne fait pas partie de ce document.

---

**La Banque de Montréal utilise une marque unifiée reliant toutes les sociétés membres de l'organisation. La Banque de Montréal et ses filiales sont désignées par l'appellation BMO Groupe financier. Ainsi, dans le présent document, les appellations BMO et BMO Groupe financier désignent la Banque de Montréal et ses filiales.**

---

## Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements

Le 29 octobre 2012, le groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements (l'« Enhanced Disclosure Task Force », ou EDTF) du Conseil de la stabilité financière a publié son premier rapport, qui porte sur la divulgation accrue des renseignements que les banques doivent fournir sur les risques (en anglais). Nous appuyons les recommandations publiées par l'EDTF en ce qui a trait à la présentation d'informations sur les risques transparentes et de qualité.

Voici une liste détaillée des informations à fournir conformément aux recommandations de l'EDTF, comme il est présenté dans le Rapport annuel pour 2021 et le Rapport aux actionnaires du troisième trimestre de 2022, les données financières complémentaires ou les informations complémentaires sur les fonds propres réglementaires. L'information figurant sur le site Web de BMO, y compris l'information contenue dans les données financières complémentaires ou les données complémentaires sur les fonds propres réglementaires n'est pas intégrée par renvoi dans notre Rapport aux actionnaires du troisième trimestre de 2022 et ne doit pas être considérée comme telle.

Sujet	Informations à fournir conformément à l'EDTF	Pages de référence			
		Rapport annuel 2021	T3-2022		
			Rapport aux actionnaires	DFC	DCFPR
<b>Généralités</b>	1. Présenter tous les renseignements sur les risques dans chacun des rapports ainsi qu'une table des matières pour faciliter la consultation.	74-113	9	Table des matières	Table des matières
	2. Établir la terminologie du risque et les mesures du risque de la Banque et énumérer les principaux paramètres utilisés.	84-113, 136-138	49	-	-
	3. Analyser les principaux risques et les risques émergents de la Banque.	74-76	11, 49	-	-
	4. Établir des plans visant le respect des nouveaux principaux ratios réglementaires une fois que les règles applicables auront été finalisées.	67	27	-	-
<b>Gouvernance des risques et stratégies de gestion des risques/modèle opérationnel</b>	5. Résumer l'organisation, les processus et les fonctions clés de la gestion des risques de la Banque.	78-83	-	-	-
	6. Décrire la culture de gestion des risques de la Banque et les procédures appliquées pour soutenir cette culture.	83	-	-	-
	7. Décrire les principaux risques découlant du modèle opérationnel et des activités de la Banque.	81	-	-	-
	8. Décrire l'utilisation de simulations de crise à l'intérieur du cadre de gouvernance des risques et du cadre de gestion du capital de la Banque.	82	-	-	-
<b>Adéquation des fonds propres et actifs pondérés en fonction des risques</b>	9. Présenter les exigences de fonds propres minimales aux termes du premier pilier.	66-69	-	-	3-4, 10
	10. Résumer l'information contenue dans le modèle de déclaration de la composition des fonds propres et rapprochement du bilan comptable avec le bilan réglementaire. • On trouvera un modèle de déclaration des principales caractéristiques sur le site Web de BMO à l'adresse <a href="http://www.bmo.com">www.bmo.com</a> sous Relations avec les investisseurs et Dépôt réglementaire de documents.	69	28	-	3-5
	11. Présenter un tableau des flux des mouvements des fonds propres réglementaires, y compris les variations des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, des fonds propres de catégorie 1 supplémentaires et des fonds propres de catégorie 2.	-	-	-	6
	12. Traiter de la planification du capital dans le cadre d'un examen plus général de la planification stratégique de la direction.	65	-	-	-
	13. Fournir des informations plus détaillées en vue d'expliquer le lien entre les actifs pondérés en fonction des risques et les activités commerciales.	69-70	-	-	11
	14. Présenter un tableau illustrant les exigences de fonds propres pour chacune des méthodes utilisées pour calculer les actifs pondérés en fonction des risques.	69-70, 84-87	-	-	11, 17-30 et 37-43
	15. Illustrer sous forme de tableau le risque de crédit dans le portefeuille bancaire pour les catégories d'actifs définies dans l'accord de Bâle et portefeuilles importants.	-	-	-	17-30 et 37-43
	16. Présenter un tableau des flux servant à rapprocher les mouvements des actifs pondérés en fonction des risques par risque de crédit et risque de marché.	-	-	-	31, 57
	17. Décrire le processus de validation et de contrôle ex post de la Banque. Nos paramètres à l'égard des pertes estimées et réelles sont inclus dans nos DCFPR.	108	-	-	58
	18. Décrire la façon dont la Banque gère ses besoins en matière de liquidité et la réserve de liquidité dont elle dispose pour satisfaire ces besoins.	97-103	52, 55	-	-
<b>Financement</b>	19. Présenter sous forme de tableau les actifs grevés et non grevés en les classant en fonction des catégories du bilan.	99	52	37-38	-
	20. Présenter sous forme de tableau le total des actifs, des passifs et des engagements hors bilan consolidés en fonction des échéances contractuelles restantes.	104-105	58-59	-	-
	21. Analyser les sources de financement de la Banque et décrire sa stratégie de financement.	100-101	53-54	-	-
<b>Risque de marché</b>	22. Ventiler les postes du bilan selon des mesures du risque de marché lié aux activités de négociation et aux activités autres que de négociation.	96	50	-	-
	23. Répartir de façon qualitative et quantitative les mesures importantes de risque de marché lié aux activités de négociation et à des activités autres que de négociation.	92-96	51	-	-
	24. Décrire les principales méthodes de validation du modèle d'évaluation du risque de marché et le contrôle ex post et la manière dont ils sont utilisés pour affiner les paramètres du modèle.	92-95, 108	-	-	-
	25. Décrire les principales techniques de gestion du risque employées par la Banque pour évaluer et apprécier le risque de perte qui n'est pas pris en considération par les mesures du risque connu.	92-96	51	-	-

<b>Risque de crédit</b>	26. Fournir de l'information sur le profil de risque de crédit de la Banque.	84-91, 160-166	22-23, 72-76	24-34	11-56
	27. Décrire les politiques de la Banque concernant les prêts douteux et les prêts renégociés.	161,166	-	-	-
	28. Fournir des rapprochements des prêts douteux et de la provision pour pertes sur créances.	88-89, 164	23, 72-74	-	-
	29. Fournir une analyse quantitative et qualitative du risque de contrepartie de la Banque découlant de ses transactions sur instruments dérivés.	84-85, 91	-	-	35-48
	30. Fournir une analyse de l'atténuation du risque de crédit.	84-85, 171,177, 205	-	-	16, 32, 44
<b>Autres risques</b>	31. Décrire les autres risques et analyser la manière dont chacun des risques est repéré, régi, évalué et géré.	78-82, 106-113	-	-	-
	32. Analyser les événements impliquant des risques communément reconnus liés à d'autres risques, dans le cas où des événements causant une perte importante se sont produits ou pourraient se produire.	106-113	-	-	-



# Analyse des résultats

Les commentaires contenus dans le présent Rapport de gestion sont présentés au 30 août 2022. L'information qui précède cette section en fait partie intégrante. Ce Rapport de gestion doit être lu à la lumière des états financiers consolidés intermédiaires non audités pour la période close le 31 juillet 2022 qui figurent aux présentes, ainsi que des états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 octobre 2021 et du rapport de gestion pour l'exercice 2021 contenus dans le Rapport annuel de BMO pour 2021.

On trouvera une analyse détaillée des secteurs d'activité, des stratégies et des objectifs dans le Rapport annuel de BMO pour 2021, lequel est accessible sur notre site Web à l'adresse [www.bmo.com/relationinvestisseurs](http://www.bmo.com/relationinvestisseurs). Nous invitons également les lecteurs à visiter ce site pour y obtenir d'autres renseignements financiers trimestriels.

---

## Table des matières

<b>10</b>	Mise en garde concernant les déclarations prospectives	<b>45</b>	Transaction avec des parties liées
<b>11</b>	Évolution de la situation économique et perspectives	<b>45</b>	Arrangements hors bilan
<b>12</b>	Faits saillants financiers	<b>45</b>	Méthodes comptables et principales estimations comptables
<b>13</b>	Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières	<b>45</b>	Provision pour pertes sur créances
<b>17</b>	Change	<b>47</b>	Modifications futures de méthodes comptables
<b>18</b>	Bénéfice net	<b>47</b>	Autres faits nouveaux en matière de réglementation
<b>19</b>	Revenus	<b>49</b>	Gestion des risques
<b>22</b>	Total des dotations à la provision pour pertes sur créances	<b>49</b>	Principaux risques et risques émergents pouvant influencer sur les résultats futurs
<b>23</b>	Prêts douteux	<b>50</b>	Risque de marché
<b>24</b>	Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités	<b>52</b>	Risque de liquidité et de financement
<b>24</b>	Charges autres que d'intérêts	<b>55</b>	Cotes de crédit
<b>25</b>	Charge d'impôts sur le résultat	<b>60</b>	Expositions internationales
<b>25</b>	Bilan	<b>61</b>	Glossaire de termes financiers
<b>27</b>	Gestion du capital	<b>64</b>	États financiers consolidés intermédiaires
<b>31</b>	Analyse des résultats des groupes d'exploitation	<b>64</b>	État consolidé des résultats
<b>31</b>	Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE)	<b>65</b>	État consolidé du résultat global
<b>32</b>	Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada)	<b>66</b>	Bilan consolidé
<b>34</b>	Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis)	<b>67</b>	État consolidé des variations des capitaux propres
<b>37</b>	BMO Gestion de patrimoine	<b>68</b>	État consolidé des flux de trésorerie
<b>39</b>	BMO Marchés des capitaux	<b>69</b>	Notes afférentes aux états financiers consolidés
<b>41</b>	Services d'entreprise	<b>90</b>	Information à l'intention des investisseurs et des médias
<b>43</b>	Sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice		

---

La direction de la Banque de Montréal, sous la supervision du chef de la direction et du chef des finances, a évalué, au 31 juillet 2022, l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Banque de Montréal, tels qu'ils sont définis dans les règles de la Securities and Exchange Commission des États-Unis et des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, et elle a conclu que ces contrôles et procédures étaient efficaces.

Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2022, il n'y a eu aucun changement à notre contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu un effet important, ou qui est raisonnablement susceptible d'avoir un effet important, sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

En raison de leurs limites intrinsèques, les contrôles et procédures de communication de l'information et le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable, et il est possible qu'ils ne permettent pas de prévenir ou de détecter les inexactitudes.

Comme lors des trimestres précédents, le Comité d'audit et de révision de la Banque de Montréal a examiné le présent document, et le Conseil d'administration de la Banque de Montréal l'a approuvé avant sa publication.

## Mise en garde concernant les déclarations prospectives

Les communications publiques de la Banque de Montréal comprennent souvent des déclarations prospectives, écrites ou verbales. Le présent document contient de telles déclarations, qui peuvent aussi figurer dans d'autres documents déposés auprès des organismes canadiens de réglementation des valeurs mobilières ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis ou dans d'autres communications. Toutes ces déclarations sont énoncées sous réserve des règles d'exonération de la loi américaine *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* et des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables, et elles sont conçues comme des déclarations prospectives aux termes de ces lois. Les déclarations prospectives contenues dans le présent document peuvent comprendre notamment des énoncés concernant nos objectifs et nos priorités pour l'exercice 2022 et au-delà, nos stratégies ou actions futures, nos cibles et nos engagements (y compris en ce qui a trait à la carboneutralité), nos attentes concernant notre situation financière, notre assise financière ou le cours de nos actions, le contexte réglementaire dans lequel nous exerçons nos activités, nos résultats ou les perspectives de notre exploitation ou des économies canadienne, américaine et mondiale, la clôture de notre acquisition envisagée de Bank of the West, y compris les plans visant à combiner les activités de BMO et de Bank of the West, les incidences sur le plan des finances, de l'exploitation et des fonds propres, et la pandémie de COVID-19, et elles comprennent des déclarations de notre direction. Les déclarations prospectives sont généralement identifiées par des mots tels que « devoir », « croire », « s'attendre à », « anticiper », « projeter », « avoir l'intention de », « estimer », « planifier », « s'engager à », « viser » et « pouvoir », y compris sous leur forme négative et toutes leurs formes grammaticales.

En raison de leur nature, les déclarations prospectives exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes de nature aussi bien générale que particulière. Il existe un risque appréciable que les prévisions, pronostics, conclusions ou projections se révèlent inexacts, que nos hypothèses soient erronées et que les résultats réels diffèrent sensiblement de ces prévisions, pronostics, conclusions ou projections. L'incertitude créée par la pandémie de COVID-19 a fait croître le risque étant donné les défis accrus que pose l'établissement d'hypothèses, de prévisions, de pronostics, de conclusions ou de projections. Nous conseillons aux lecteurs du présent document de ne pas se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats, les conditions, les actions ou les événements réels futurs pourraient différer sensiblement des cibles, attentes, estimations ou intentions exprimées dans ces déclarations prospectives en raison de plusieurs facteurs, dont bon nombre sont indépendants de notre volonté et dont les effets peuvent être difficilement prévisibles.

Les résultats futurs ayant trait aux déclarations prospectives peuvent être influencés par de nombreux facteurs, notamment la situation économique générale et la conjoncture des marchés dans les pays où nous sommes présents, ce qui comprend les enjeux liés à la main-d'œuvre, la gravité, la durée et la propagation de la pandémie de COVID-19 et d'autres écloisions éventuelles de maladies et leur incidence sur les économies locales, nationales ou internationales ainsi que l'aggravation de certains risques susceptibles de toucher nos résultats futurs, la sécurité de l'information, la vie privée et la cybersécurité, y compris la menace d'atteinte à la protection des données, de piratage, de vol d'identité et d'espionnage d'entreprise, ainsi que le déni de service pouvant découler des efforts visant à provoquer une défaillance du système et une interruption de service, la réforme des taux de référence, les changements technologiques et la résilience technologique, la situation politique, notamment les changements liés aux questions économiques ou commerciales ou influant sur celles-ci, les changements climatiques et d'autres questions liées au risque environnemental et social, le marché de l'habitation au Canada et l'endettement des particuliers, les pressions inflationnistes, les perturbations des chaînes d'approvisionnement à l'échelle internationale, les changements de politique monétaire, budgétaire ou économique, les changements apportés aux lois, y compris la législation et les interprétations fiscales, ou les changements dans les attentes ou les exigences des organismes de supervision, y compris les exigences ou directives en matière de fonds propres, de taux d'intérêt et de liquidité, ainsi que l'incidence de tels changements sur les coûts de financement, la faiblesse, la volatilité ou l'illiquidité des marchés financiers ou du crédit, l'intensité de la concurrence dans les secteurs géographiques et les domaines d'activité dans lesquels nous œuvrons, les procédures judiciaires ou démarches réglementaires, l'exactitude et l'exhaustivité de l'information que nous obtenons sur nos clients et nos contreparties, l'incapacité de tiers de s'acquitter de leurs obligations envers nous, notre capacité à mettre en œuvre nos plans stratégiques, de conclure les acquisitions ou les cessions proposées, ce qui englobe l'obtention de l'approbation des organismes de réglementation, les principales estimations comptables et les effets des modifications des normes comptables, des règlements et des interprétations sur ces estimations, les risques opérationnels et infrastructurels, y compris en ce qui concerne la dépendance envers des tiers, la possibilité que notre acquisition envisagée de Bank of the West ne se concrétise pas ou ne se concrétise pas dans les délais prévus parce que les approbations réglementaires ne sont pas reçues ou que d'autres conditions de clôture ne sont pas remplies, ou ne le sont pas dans les délais voulus, que les approbations réglementaires requises n'auront pas été obtenues ou que d'autres conditions afférentes à la clôture n'auront pas été satisfaites ou ne le sont pas dans les délais voulus, sous réserve de conditions ou d'exigences préalables; l'incapacité de réaliser les avantages prévus découlant de l'acquisition envisagée de Bank of the West, tels que la création de synergies et l'efficacité opérationnelle; notre capacité à appliquer des mesures de gestion de la juste valeur efficaces et les conséquences imprévues résultant de ces mesures; les modifications de nos cotes de crédit, les activités des marchés financiers internationaux, les répercussions possibles de guerres ou d'activités terroristes sur nos activités, les catastrophes naturelles et les répercussions de perturbations des infrastructures publiques telles que les services de transport et de communication et les systèmes d'alimentation en énergie ou en eau, et notre capacité à prévoir et à gérer efficacement les risques découlant des facteurs susmentionnés.

Nous tenons à souligner que la liste de facteurs qui précède n'est pas exhaustive. D'autres facteurs et d'autres risques pourraient influencer défavorablement sur nos résultats. Pour plus d'informations, il y a lieu de se reporter à la section Risques pouvant influencer sur les résultats futurs ainsi qu'aux sections portant sur le risque de crédit et de contrepartie, le risque de marché, le risque d'assurance, le risque de liquidité et de financement, le risque opérationnel non financier, le risque juridique et réglementaire, le risque de stratégie, le risque environnemental et social, et le risque de réputation de la section Gestion globale des risques du Rapport annuel de BMO pour 2021 et à la section Gestion des risques du présent document, sections qui présentent l'incidence que certains de ces facteurs et risques clés pourraient avoir sur nos résultats futurs. Les investisseurs et toute autre personne doivent tenir soigneusement compte de ces facteurs et de ces risques, ainsi que d'autres incertitudes et événements potentiels, et de l'incertitude inhérente aux déclarations prospectives. Nous ne nous engageons pas à mettre à jour les déclarations prospectives, verbales ou écrites, qui peuvent être faites, à l'occasion, par l'entreprise ou en son nom, sauf si la loi l'exige. L'information prospective contenue dans le présent document est présentée dans le but d'aider les actionnaires et les analystes à comprendre notre situation financière aux dates indiquées ou pour les périodes closes à ces dates ainsi que nos priorités et objectifs stratégiques, et peut ne pas convenir à d'autres fins.

Les hypothèses économiques importantes qui sous-tendent les énoncés prospectifs contenus dans le présent document comprennent celles présentées dans la section Évolution de la situation économique et perspectives du Rapport annuel de BMO pour 2021, mises à jour dans la section Évolution de la situation économique et perspectives paraissant ailleurs dans le présent document, ainsi que dans la section Provision pour pertes sur créances du Rapport annuel de BMO pour 2021, mises à jour dans la section Provision pour pertes sur créances paraissant ailleurs dans le présent document. Les hypothèses relatives au comportement des économies canadienne et américaine, ainsi qu'à la conjoncture de marché globale et à leur effet combiné sur nos activités sont des facteurs importants dont nous tenons compte lors de l'établissement de nos priorités et objectifs stratégiques et des perspectives de nos divers secteurs d'activité. Les hypothèses relatives au bilan, à la gamme de produits et aux marges de Bank of the West, ainsi que les hypothèses relatives à la sensibilité aux taux d'intérêt ont été des facteurs significatifs que nous avons pris en compte pour estimer la juste valeur et les montants de l'écart d'acquisition et des immobilisations incorporelles à la clôture, et les hypothèses relatives à notre plan d'intégration, à l'efficacité et à la durée de l'intégration et à l'alignement des responsabilités organisationnelles ont été des facteurs significatifs que nous avons pris en compte pour estimer les synergies de coûts avant impôts.

Pour élaborer nos prévisions en matière de croissance économique, nous utilisons principalement les données économiques historiques, les liens passés entre les variables économiques et financières, les changements de politiques gouvernementales ainsi que des risques inhérents à l'économie nationale et mondiale. Il y a lieu de se reporter aux sections Évolution de la situation économique et perspectives et Provision pour pertes sur créances.

## Évolution de la situation économique et perspectives <sup>1)</sup>

La croissance annualisée du produit intérieur brut (PIB) réel au Canada au deuxième trimestre de l'année civile 2022 a été estimée à 4,5 %, aidée par des prix de produits de base élevés et par la demande refoulée pour les services. Cependant, des données plus récentes suggèrent que l'économie perd de son élan et ralentira probablement pour atteindre un taux de croissance de 1,0 % au troisième trimestre. L'activité sur le marché de l'habitation a chuté abruptement en raison de la hausse rapide des taux hypothécaires, et les prix ont commencé à effacer une partie de leur augmentation record des deux dernières années. Bien que l'effet négatif de l'inflation élevée sur les dépenses de consommation réelles ait été en partie compensé par la hausse des salaires et le niveau élevé de l'épargne accumulée, les ménages commencent à réduire leurs achats, notamment de biens durables. Compte tenu du fait que les taux d'intérêt devraient encore augmenter cette année, la croissance du PIB réel devrait ralentir, passant d'environ 3,4 % en 2022 à 1,0 % en 2023. Ce faible taux de croissance devrait faire passer le taux de chômage de 4,9 % en juillet 2022, soit son niveau le plus bas en cinq décennies, à 5,6 % à la fin de l'année 2023. L'inflation des prix à la consommation a atteint son niveau le plus élevé en 39 ans, soit 8,1 % sur un an, en juin 2022, et elle devrait rester élevée jusqu'à la fin de l'année en cours, avant de retomber à environ 3 % à la fin de 2023, à mesure que les prix des ressources se replieront, que les perturbations de la chaîne d'approvisionnement s'estomperont et que la pénurie de main-d'œuvre faiblira. La Banque du Canada a augmenté son taux du financement à un jour de 225 points de base cette année et elle entend l'accroître de 100 points de base supplémentaires à 3,50 % d'ici la fin de 2022, avant de stabiliser les taux en 2023 et de les réduire en 2024, en réponse au ralentissement de l'économie et du taux d'inflation. La forte croissance antérieure à l'échelle de l'industrie des soldes des prêts hypothécaires à l'habitation devrait s'établir à un niveau modéré ou faible à un seul chiffre en 2023, à mesure que l'activité du marché de l'habitation et les prix baissent. Les soldes de crédit à la consommation (à l'exception des prêts hypothécaires) ont été contenus par la hausse des coûts d'emprunt et l'accroissement de l'épargne élevée des ménages, et selon les prévisions, ils ne devraient augmenter que légèrement au cours de l'année à venir. Après avoir enregistré une forte augmentation l'an dernier, la croissance des prêts aux sociétés qui ne sont pas du secteur financier devrait ralentir en raison de la hausse des taux d'intérêt, du ralentissement de l'économie et de la baisse des prix des ressources.

Après s'être contracté au premier semestre de 2022, le PIB réel des États-Unis devrait vraisemblablement rebondir pour atteindre un modeste 0,6 % annualisé au troisième trimestre de 2022. Les forces qui freinent l'économie canadienne, soit la hausse des taux d'intérêt et de l'inflation, le ralentissement de la demande mondiale et la baisse de la confiance des consommateurs et des entreprises, ralentissent également l'expansion aux États-Unis. Les dépenses de consommation ont brusquement chuté cette année, malgré une épargne élevée et une forte progression de l'emploi et des salaires nominaux. L'activité sur le marché de l'habitation est tombée en dessous des niveaux prépandémiques, l'accessibilité financière étant la plus précaire depuis 1989. La croissance du PIB réel devrait ralentir pour s'établir à 1,5 % en 2022 et à 0,5 % en 2023. Alors que le taux de chômage est revenu aux niveaux prépandémiques de 3,5 % en juillet 2022, il devrait atteindre 4,6 % à la fin de l'année 2023. L'inflation des prix à la consommation devrait demeurer élevée cette année, avant de se resserrer pour se situer à environ 3 % à la fin de 2023. Après avoir relevé son taux directeur de 225 points de base cette année, la Réserve fédérale devrait le majorer de 125 points de base supplémentaires pour l'établir dans une fourchette allant de 3,50 % à 3,75 % à la fin de 2022. La forte croissance qu'affichent actuellement les soldes des prêts hypothécaires résidentiels dans l'ensemble du secteur d'activité devrait ralentir en raison de l'essoufflement de l'activité sur le marché de l'habitation. Le crédit à la consommation s'est raffermi au cours de la dernière année, mais cette croissance devrait ralentir en raison de la hausse des taux d'intérêt et de la montée du chômage. La croissance des prêts aux sociétés qui ne sont pas du secteur financier s'est renforcée au cours de la dernière année parallèlement à de fortes dépenses d'investissement, mais elle devrait ralentir en raison de la hausse des taux d'intérêt, du ralentissement de la croissance économique et de l'utilisation par les entreprises de soldes de trésorerie élevés.

Les perspectives économiques du Canada et des États-Unis sont soumises à plusieurs risques qui pourraient entraîner un grave ralentissement économique, notamment une inflation élevée persistante et de nouvelles hausses importantes des taux d'intérêt, une escalade du conflit en Ukraine, un accroissement des tensions géopolitiques entre les États-Unis et la Chine et de nouveaux variants du coronavirus. Une correction importante du marché immobilier pourrait également se produire si la politique monétaire devient un peu trop restrictive afin de juguler l'inflation.

La section Évolution de la situation économique et perspectives renferme des déclarations prospectives. Il y a lieu de se reporter à la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

1) Toutes les périodes dont il est fait mention dans la présente section font référence au trimestre civil et à l'année civile plutôt qu'au trimestre ou à l'exercice.

## Faits saillants financiers

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T3-2022	T2-2022	T3-2021	Cumul 2022	Cumul 2021
<b>Sommaire de l'état des résultats 1)</b>					
Revenus nets d'intérêts	4 197	3 902	3 521	12 118	10 554
Revenus autres que d'intérêts	1 902	5 416	4 041	11 022	10 059
Revenus	6 099	9 318	7 562	23 140	20 613
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	413	(808)	984	(314)	1 302
Revenus, déduction faite des SCVPI 2)	5 686	10 126	6 578	23 454	19 311
Dotations à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	104	120	71	310	441
Dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	32	(70)	(141)	(223)	(295)
Total des dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	136	50	(70)	87	146
Charges autres que d'intérêts	3 859	3 713	3 684	11 418	11 706
Charge d'impôts sur le résultat	326	1 607	689	2 895	1 864
Bénéfice net	1 365	4 756	2 275	9 054	5 595
Bénéfice net ajusté	2 132	2 187	2 292	6 903	6 425

**Données relatives aux actions ordinaires** (en dollars, sauf indication contraire) 1)

Bénéfice de base par action	1,96	7,15	3,42	13,49	8,36
Bénéfice dilué par action	1,95	7,13	3,41	13,45	8,35
Bénéfice dilué par action ajusté	3,09	3,23	3,44	10,20	9,63
Dividendes déclarés par action	1,39	1,33	1,06	4,05	3,18
Valeur comptable d'une action	90,88	89,17	80,00	90,88	80,00
Cours de clôture de l'action	127,66	136,21	123,53	127,66	123,53
Nombre d'actions ordinaires en circulation (en millions)					
À la clôture de la période	674,4	671,6	648,1	674,4	648,1
Nombre moyen de base	673,3	658,0	647,2	659,9	646,8
Nombre moyen dilué	674,8	660,0	649,0	661,7	648,2
Capitalisation boursière (en milliards de dollars)	86,1	91,5	80,1	86,1	80,1
Rendement de l'action (%)	4,4	3,9	3,4	4,2	3,4
Ratio de distribution (%)	71,1	18,6	31,0	30,0	38,0
Ratio de distribution ajusté (%)	44,9	41,0	30,7	39,6	33,0

**Mesures et ratios financiers** (%) 1)

Rendement des capitaux propres	8,8	34,5	17,5	21,1	14,5
Rendement des capitaux propres ajustés	13,8	15,7	17,6	16,0	16,7
Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires	9,6	37,9	19,8	23,2	16,7
Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté	15,1	17,2	19,8	17,5	19,0
Ratio d'efficacité, déduction faite des SCVPI	67,9	36,7	56,0	48,7	60,6
Ratio d'efficacité ajusté, déduction faite des SCVPI	56,7	55,6	55,7	55,4	56,2
Levier d'exploitation, déduction faite des SCVPI	(18,4)	75,0	2,6	24,0	0,3
Levier d'exploitation ajusté, déduction faite des SCVPI	(1,9)	1,8	2,1	1,5	7,3
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen	1,71	1,69	1,57	1,68	1,59
Taux d'impôt effectif	19,3	25,2	23,2	24,2	25,0
Taux d'impôt effectif ajusté	22,0	23,6	23,2	23,1	22,6
Ratio du total des dotations à la provision pour pertes sur créances au solde moyen net des prêts et acceptations	0,10	0,04	(0,06)	0,02	0,04
Ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux au solde moyen net des prêts et acceptations	0,08	0,10	0,06	0,08	0,13
Ratio de liquidité à court terme (RLCT) 3)	129	129	125	129	125
Ratio structurel de liquidité à long terme (RSLLT) 3)	114	116	118	114	118

**Bilan et autres informations** (à la date de clôture, en millions de dollars, sauf indication contraire)

Actifs	1 068 338	1 041 565	971 358	1 068 338	971 358
Actif productif moyen	972 879	949 279	887 231	965 120	890 240
Solde brut des prêts et acceptations	537 829	517 954	472 703	537 829	472 703
Solde net des prêts et acceptations	535 417	515 551	469 879	535 417	469 879
Dépôts	729 385	713 714	680 553	729 385	680 553
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	61 286	59 884	51 848	61 286	51 848
Total des actifs pondérés en fonction des risques 4)	351 711	342 287	322 529	351 711	322 529
Actifs sous administration	711 508	677 274	658 612	711 508	658 612
Actifs sous gestion	310 469	312 452	526 542	310 469	526 542

**Ratios des fonds propres** (%) 4)

Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	15,8	16,0	13,4	15,8	13,4
Ratio des fonds propres de catégorie 1	17,3	17,5	15,1	17,3	15,1
Ratio du total des fonds propres	19,4	19,7	17,4	19,4	17,4
Ratio de levier	5,3	5,4	5,0	5,3	5,0

**Cours de change** (\$)

Dollar CA/dollar US	1,2813	1,2833	1,2479	1,2813	1,2479
Dollar CA/dollar US – moyenne	1,2774	1,2665	1,2316	1,2717	1,2556

- Les résultats ajustés excluent certaines composantes des résultats comptables et ils servent à calculer nos mesures ajustées, tel qu'il est indiqué dans le tableau ci-dessus. La direction évalue le rendement à l'aide de mesures et résultats comptables et de mesures et résultats ajustés, et considère qu'ils sont utiles. Les revenus, déduction faite des SCVPI, les ratios comptables calculés déduction faite des SCVPI ainsi que les résultats, mesures et ratios ajustés figurant dans ce tableau ne sont pas conformes aux PCGR. Pour de plus amples renseignements, il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières, et, pour obtenir des informations sur la composition des montants, mesures et ratios non conformes aux PCGR, ainsi que sur les mesures financières supplémentaires, il y a lieu de se reporter au Glossaire de termes financiers.
- Nous présentons les revenus, le ratio d'efficacité et le levier d'exploitation, déduction faite des SCVPI, ce qui réduit la variabilité des revenus d'assurance découlant des variations de la juste valeur, lesquelles sont grandement atténuées par les variations de la juste valeur des passifs au titre des indemnités, dont l'incidence est reflétée dans les SCVPI.
- Le RLCT et le RSLLT sont présentés selon la ligne directrice Normes de liquidité (NL) établie par le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF), le cas échéant.
- Les ratios des fonds propres et les actifs pondérés en fonction des risques sont présentés selon la ligne directrice Normes de fonds propres (NFP) établie par le BSIF, le cas échéant.

## Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières

Les résultats et mesures figurant dans le présent document sont présentés conformément aux PCGR. Sauf indication contraire, les montants sont indiqués en dollars canadiens et proviennent de nos états financiers consolidés intermédiaires non audités établis en conformité avec les Normes internationales d'information financière (IFRS). Toute mention des PCGR renvoie aux IFRS. Nous avons recours à un certain nombre de mesures financières pour évaluer notre performance, ainsi que la performance de nos groupes d'exploitation, ce qui comprend des mesures et des ratios qui sont présentés sur une base non conforme aux PCGR, comme il en est fait mention ci-dessous. Nous sommes d'avis que ces montants, mesures et ratios non conformes aux PCGR, lus à la lumière de nos résultats établis aux termes des PCGR, donnent aux lecteurs une meilleure compréhension de la façon dont la direction analyse les résultats.

Les montants, les mesures et les ratios non conformes aux PCGR n'ont pas de sens normalisé aux termes de ceux-ci. Ils sont difficilement comparables aux mesures similaires qu'utilisent d'autres entreprises et ne devraient pas être interprétés de manière isolée ni comme pouvant remplacer les résultats établis aux termes des PCGR.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur la composition des montants, des mesures et des ratios non conformes aux PCGR, y compris les mesures financières complémentaires, il y a lieu de se reporter à la section Glossaire de termes financiers.

Nos mesures non conformes aux PCGR se classent généralement comme suit :

### Mesures et ratios ajustés

La direction considère que les résultats et mesures comptables et les résultats et mesures ajustés sont utiles aux fins de l'appréciation de la performance sous-jacente des secteurs. Les résultats et mesures ajustés retranchent certains éléments précis des revenus, des charges autres que d'intérêts et des impôts sur le résultat, comme il est indiqué en détail dans le tableau ci-après. Les résultats et mesures ajustés présentés dans le présent document sont non conformes aux PCGR. Le fait de recourir à la présentation des résultats comptables et ajustés permet au lecteur d'évaluer l'incidence de certains éléments sur les résultats des périodes présentées, et de mieux évaluer les résultats, compte non tenu de ces éléments qui ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats continus. C'est pourquoi ce mode de présentation peut aider les lecteurs à analyser les tendances. Sauf indication contraire, l'analyse, par la direction, des changements des résultats comptables figurant dans le présent document s'applique également à ceux des résultats ajustés correspondants.

### Mesures, déduction faite des sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)

Nous présentons également les revenus comptables et ajustés déduction faite des sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI) et notre ratio d'efficacité et notre levier d'exploitation sont calculés sur une base similaire, comme indiqué dans le rapprochement présenté à la section Revenus. Les mesures et les ratios présentés déduction faite des SCVPI sont non conformes aux PCGR. Les revenus d'assurance peuvent varier en raison des fluctuations de la juste valeur des actifs d'assurance, lesquelles sont occasionnées par les fluctuations des taux d'intérêt et des marchés boursiers. Les placements qui soutiennent les passifs au titre des indemnités sont essentiellement des actifs à revenu fixe qui sont inscrits à la juste valeur, et les variations de celle-ci sont constatées dans les revenus d'assurance figurant à l'état consolidé des résultats. Ces variations de la juste valeur sont en grande partie contrebalancées par celles de la juste valeur des passifs au titre des indemnités, dont l'incidence est prise en compte dans les SCVPI. La présentation et l'analyse des revenus, des ratios d'efficacité et du levier d'exploitation, sur une base nette, réduisent la variabilité des résultats, ce qui permet de mieux évaluer les résultats d'exploitation. Pour obtenir plus de renseignements, il y a lieu de se reporter à la section portant sur les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités.

### Présentation des résultats sur une base d'imposition comparable (bic)

Nous analysons les revenus consolidés sur une base comptable. À l'instar des membres du groupe de référence au Canada, nous analysons les revenus de nos groupes d'exploitation sur une base d'imposition comparable (bic). Les revenus et la charge d'impôts sur le résultat de BMO Marchés des capitaux et de PE États-Unis, relativement aux titres exonérés d'impôts, sont augmentés à un montant équivalent avant impôts. La compensation de cet ajustement est reflétée dans les Services d'entreprise. La présentation des résultats sur une bic reflète la façon dont nos groupes d'exploitation gèrent leurs activités et facilite la comparaison du bénéfice sur le plan des sources imposables et de celles qui ne le sont pas. Le taux d'impôt effectif est également analysé sur une bic pour assurer l'uniformité des méthodes, et la compensation des ajustements des unités d'exploitation est comptabilisée dans les Services d'entreprise.

### Capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires et rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires

Les capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires correspondent aux capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, moins les écarts d'acquisition et les immobilisations incorporelles liées aux acquisitions, déduction faite des passifs d'impôt différé connexes. Le rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires est largement utilisé dans le secteur bancaire en Amérique du Nord et il est significatif parce qu'il mesure uniformément la performance des unités, qu'elles aient été acquises ou mises sur pied à l'interne.

Les fonds propres sont imputés aux unités d'exploitation en fonction du montant de fonds propres réglementaires requis pour soutenir les activités commerciales. Les fonds propres non imputés sont comptabilisés dans les Services d'entreprise. Les méthodes d'imputation des fonds propres sont passées en revue chaque année.

## Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T3-2022	T2-2022	T3-2021	Cumul 2022	Cumul 2021
<b>Résultats comptables</b>					
Revenus	6 099	9 318	7 562	23 140	20 613
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	(413)	808	(984)	314	(1 302)
Revenus, déduction faite des SCVPI	5 686	10 126	6 578	23 454	19 311
Total (des dotations à la provision pour) recouvrement de pertes sur créances	(136)	(50)	70	(87)	(146)
Charges autres que d'intérêts	(3 859)	(3 713)	(3 684)	(11 418)	(11 706)
Bénéfice avant impôts sur le résultat	1 691	6 363	2 964	11 949	7 459
Charge d'impôts sur le résultat	(326)	(1 607)	(689)	(2 895)	(1 864)
Bénéfice net	1 365	4 756	2 275	9 054	5 595
BPA dilué (\$)	1,95	7,13	3,41	13,45	8,35
<b>Éléments d'ajustement influant sur les revenus (avant impôts)</b>					
Incidence des dessaisissements 1)	—	8	—	(21)	29
Gestion des variations de la juste valeur se rapportant à l'achat de Bank of the West 2)	(945)	3 555	—	3 172	—
Incidence des éléments d'ajustement sur les revenus (avant impôts)	(945)	3 563	—	3 151	29
<b>Incidence des éléments d'ajustement sur les charges autres que d'intérêts (avant impôts)</b>					
Coûts d'intégration des acquisitions 3)	(84)	(37)	(3)	(133)	(8)
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 4)	(7)	(8)	(19)	(23)	(68)
Incidence des dessaisissements 1)	(7)	(18)	(24)	(22)	(824)
(Coûts de restructuration) renversement 5)	—	—	24	—	24
Incidence des éléments d'ajustement sur les charges autres que d'intérêts (avant impôts)	(98)	(63)	(22)	(178)	(876)
Incidence des éléments d'ajustement sur le bénéfice net comptable (avant impôts)	(1 043)	3 500	(22)	2 973	(847)
<b>Éléments d'ajustement influant sur les revenus (après impôts)</b>					
Incidence des dessaisissements 1)	—	6	—	(23)	22
Gestion des variations de la juste valeur se rapportant à l'achat de Bank of the West 2)	(694)	2 612	—	2 331	—
Incidence des éléments d'ajustement sur les revenus (après impôts)	(694)	2 618	—	2 308	22
<b>Éléments d'ajustement influant sur les charges autres que d'intérêts (après impôts)</b>					
Coûts d'intégration des acquisitions 3)	(62)	(28)	(2)	(100)	(6)
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 4)	(5)	(6)	(15)	(17)	(52)
Incidence des dessaisissements 1)	(6)	(15)	(18)	(40)	(812)
(Coûts de restructuration) renversement 5)	—	—	18	—	18
Incidence des éléments d'ajustement sur les charges autres que d'intérêts (après impôts)	(73)	(49)	(17)	(157)	(852)
Incidence des éléments d'ajustement pris en compte dans le bénéfice net comptable (après impôts)	(767)	2 569	(17)	2 151	(830)
Incidence sur le BPA dilué (\$)	(1,14)	3,90	(0,03)	3,25	(1,28)
<b>Résultats ajustés</b>					
Revenus	7 044	5 755	7 562	19 989	20 584
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	(413)	808	(984)	314	(1 302)
Revenus, déduction faite des SCVPI	6 631	6 563	6 578	20 303	19 282
Total (des dotations à la provision pour) recouvrement de pertes sur créances	(136)	(50)	70	(87)	(146)
Charges autres que d'intérêts	(3 761)	(3 650)	(3 662)	(11 240)	(10 830)
Bénéfice avant impôts sur le résultat	2 734	2 863	2 986	8 976	8 306
Charge d'impôts sur le résultat	(602)	(676)	(694)	(2 073)	(1 881)
Bénéfice net	2 132	2 187	2 292	6 903	6 425
BPA dilué (\$)	3,09	3,23	3,44	10,20	9,63

- 1) Le bénéfice net comptable tient compte de l'incidence des dessaisissements de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique et de nos activités de banque privée à Hong Kong et à Singapour. Au troisième trimestre de 2022, les chiffres tiennent compte de charges de 6 millions de dollars (7 millions avant impôts). Au deuxième trimestre de 2022, les chiffres tiennent compte d'un profit de 6 millions (8 millions avant impôts) lié au transfert de certains clients des activités de gestion d'actifs aux États-Unis comptabilisés dans les revenus, et de charges de 15 millions (18 millions avant impôts), tous deux liés à la vente de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique. Au premier trimestre de 2022, les chiffres tenaient compte d'une perte de 29 millions (avant et après impôts), découlant de la conversion des monnaies étrangères, ce montant étant reclassé du cumul des autres éléments du résultat global vers les revenus autres que d'intérêts, d'un recouvrement net avant impôts de charges autres que d'intérêts de 3 millions, et des impôts de 22 millions à la clôture de la vente de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique. Au troisième trimestre de 2021, les chiffres tenaient compte de charges de 18 millions (24 millions avant impôts) liées à la vente de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique et de la vente de nos activités de banque privée à Hong Kong et à Singapour. Les chiffres du deuxième trimestre de 2021 tenaient compte d'une réduction de valeur de l'écart d'acquisition de 747 millions (avant et après impôts), liée à la vente de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique, d'un profit de 22 millions (29 millions avant impôts) à la vente de nos activités de banque privée et des coûts liés aux dessaisissements à l'égard des deux transactions de 47 millions (53 millions avant impôts). Le profit sur la vente a été constaté dans les revenus tandis que la réduction de valeur de l'écart d'acquisition et les coûts de dessaisissement ont été comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts.
- 2) Les revenus nets comptable tiennent compte des revenus (pertes) découlant de l'acquisition annoncée de Bank of the West, y compris la gestion de l'incidence des fluctuations des taux d'intérêt, survenues entre l'annonce et la clôture de l'acquisition, sur sa juste valeur et son écart d'acquisition. Les chiffres du troisième trimestre de 2022 tiennent compte d'une perte de 694 millions de dollars (945 millions avant impôts), ce qui comprend des pertes à la valeur de marché de 983 millions, avant impôts, sur certains swaps de taux d'intérêt comptabilisés dans les revenus autres que d'intérêts liés à la négociation et des revenus d'intérêts de 38 millions, avant impôts, tirés d'un portefeuille principalement composé de titres du Trésor des États-Unis inscrits dans les revenus nets d'intérêts. Les chiffres du deuxième trimestre de 2022 tiennent compte de revenus de 2 612 millions (3 555 millions avant impôts), ce qui comprend des profits à la valeur de marché avant impôts de 3 433 millions et des revenus nets d'intérêts avant impôts de 122 millions. Les chiffres du premier trimestre de 2022 tenaient compte de revenus de 413 millions (562 millions avant impôts), ce qui comprend des profits à la valeur de marché avant impôts de 517 millions et des revenus nets d'intérêts avant impôts de 45 millions. Pour de plus amples renseignements sur cette acquisition, il y a lieu de se reporter à la section Faits marquants.
- 3) Le bénéfice net comptable tient compte des coûts d'acquisition et d'intégration liés à l'acquisition annoncée de Bank of the West, comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts des Services d'entreprise. Les chiffres du troisième trimestre de 2022 tiennent compte de 61 millions de dollars (82 millions avant impôts), les chiffres du deuxième trimestre de 2022 tiennent compte de 26 millions (35 millions avant impôts) et les chiffres du premier trimestre de 2022 tiennent compte de 7 millions (8 millions avant impôts). Le bénéfice net comptable comprend les coûts d'intégration de l'acquisition de Clearpool au troisième trimestre de 2022 et au deuxième trimestre de 2022 et ceux de KGS-Alpha et de Clearpool au troisième trimestre de 2021, comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts de BMO Marchés des capitaux. Les coûts d'intégration de l'acquisition se ventilent comme suit : 1 million (2 millions avant impôts) au troisième trimestre de 2022, 2 millions (2 millions avant impôts) au deuxième trimestre de 2022 et 3 millions (4 millions avant impôts) au premier trimestre de 2022; ils s'étaient établis à 2 millions (3 millions avant impôts) au troisième trimestre de 2021, à 2 millions (2 millions avant impôts) au deuxième trimestre de 2021 et à 2 millions (3 millions avant impôts) au premier trimestre de 2021.
- 4) Le bénéfice net comptable tient compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions comptabilisé dans les charges autres que d'intérêts du groupe d'exploitation pertinent et se ventile comme suit : 5 millions de dollars (7 millions avant impôts) au troisième trimestre de 2022 et 6 millions (8 millions avant impôts) tant au deuxième trimestre de 2022 qu'au premier trimestre de 2022; ils s'étaient établis à 15 millions (19 millions avant impôts) au troisième trimestre de 2021, à 18 millions (24 millions avant impôts) au deuxième trimestre de 2021 et à 19 millions (25 millions avant impôts) au premier trimestre de 2021.
- 5) Le bénéfice net comptable du troisième trimestre de 2021 tenait compte d'un renversement partiel de charges de restructuration comptabilisées au quatrième trimestre de 2019, en lien avec des indemnités de départ de 18 millions de dollars (24 millions avant impôts), tous ces montants étant imputés aux charges autres que d'intérêts des Services d'entreprise.



## Sommaire des résultats comptables et ajustés par groupe d'exploitation

	PE Canada	PE États-Unis	Total PE	BMO Gestion de patrimoine	BMO Marchés des capitaux	Services d'entreprise	Total de la Banque	Résultat sectoriel aux États-Unis (en millions de dollars américains)
(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)								
<b>T3-2022</b>								
Bénéfice (perte) net comptable	965	568	1 533	324	262	(754)	1 365	(28)
Coûts liés à l'acquisition et à l'intégration 3)	—	—	—	—	1	61	62	49
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 4)	—	1	1	1	3	—	5	5
Incidence des dessaisissements 1)	—	—	—	—	—	6	6	—
Gestion des variations de la juste valeur à l'acquisition de Bank of the West 2)	—	—	—	—	—	694	694	545
Bénéfice (perte) net ajusté	965	569	1 534	325	266	7	2 132	571
<b>T2-2022</b>								
Bénéfice (perte) net comptable	940	588	1 528	314	448	2 466	4 756	2 656
Coûts liés à l'acquisition et à l'intégration 3)	—	—	—	—	2	26	28	23
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 4)	1	1	2	1	3	—	6	4
Incidence des dessaisissements 1)	—	—	—	—	—	9	9	(2)
Gestion des variations de la juste valeur à l'acquisition de Bank of the West 2)	—	—	—	—	—	(2 612)	(2 612)	(2 062)
Bénéfice (perte) net ajusté	941	589	1 530	315	453	(111)	2 187	619
<b>T3-2021</b>								
Bénéfice (perte) net comptable	828	550	1 378	379	553	(35)	2 275	707
Coûts liés à l'acquisition et à l'intégration 3)	—	—	—	—	2	—	2	1
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 4)	—	6	6	5	4	—	15	9
Incidence des dessaisissements 1)	—	—	—	—	—	18	18	3
Coûts de restructuration (renversement) 5)	—	—	—	—	—	(18)	(18)	(13)
Bénéfice (perte) net ajusté	828	556	1 384	384	559	(35)	2 292	707
<b>Cumul 2022</b>								
Bénéfice (perte) net comptable	2 909	1 837	4 746	953	1 415	1 940	9 054	3 773
Coûts liés à l'acquisition et à l'intégration 3)	—	—	—	—	6	94	100	79
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 4)	1	3	4	3	10	—	17	13
Incidence des dessaisissements 1)	—	—	—	—	—	63	63	(42)
Gestion des variations de la juste valeur à l'acquisition de Bank of the West 2)	—	—	—	—	—	(2 331)	(2 331)	(1 842)
Bénéfice (perte) net ajusté	2 910	1 840	4 750	956	1 431	(234)	6 903	1 981
<b>Cumul 2021</b>								
Bénéfice (perte) net comptable	2 355	1 667	4 022	1 037	1 589	(1 053)	5 595	1 975
Coûts liés à l'acquisition et à l'intégration 3)	—	—	—	—	6	—	6	4
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 4)	1	18	19	20	13	—	52	28
Incidence des dessaisissements 1)	—	—	—	—	—	790	790	23
Coûts de restructuration (renversement) 5)	—	—	—	—	—	(18)	(18)	(13)
Bénéfice (perte) net ajusté	2 356	1 685	4 041	1 057	1 608	(281)	6 425	2 017

Il y a lieu de se reporter aux notes 1) à 5) du tableau intitulé Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières pour obtenir de plus amples renseignements sur les éléments d'ajustement.

## Revenus nets, ratio d'efficacité et levier d'exploitation

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T3-2022	T2-2022	T3-2021	Cumul 2022	Cumul 2021
<b>Données comptables</b>					
Revenus	6 099	9 318	7 562	23 140	20 613
SCVPI	413	(808)	984	(314)	1 302
Revenus, déduction faite des SCVPI	5 686	10 126	6 578	23 454	19 311
Charges autres que d'intérêts	3 859	3 713	3 684	11 418	11 706
Ratio d'efficacité (%)	63,3	39,9	48,7	49,3	56,8
Ratio d'efficacité, déduction faite des SCVPI (%)	67,9	36,7	56,0	48,7	60,6
Croissance des revenus (%)	(19,4)	53,4	5,2	12,3	7,4
Croissance des revenus, déduction faite des SCVPI (%)	(13,6)	59,2	9,6	21,5	10,4
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	4,8	(15,8)	7,0	(2,5)	10,1
Levier d'exploitation (%)	(24,2)	69,2	(1,8)	14,8	(2,7)
Levier d'exploitation, déduction faite des SCVPI (%)	(18,4)	75,0	2,6	24,0	0,3
<b>Données ajustées 1)</b>					
Revenus	7 044	5 755	7 562	19 989	20 584
Incidence des éléments d'ajustement sur les revenus	(945)	3 563	—	3 151	29
SCVPI	413	(808)	984	(314)	1 302
Revenus, déduction faite des SCVPI	6 631	6 563	6 578	20 303	19 282
Incidence des éléments d'ajustement sur les charges autres que d'intérêts	(98)	(63)	(22)	(178)	(876)
Charges autres que d'intérêts	3 761	3 650	3 662	11 240	10 830
Ratio d'efficacité (%)	53,4	63,5	48,4	56,2	52,6
Ratio d'efficacité, déduction faite des SCVPI (%)	56,7	55,6	55,7	55,4	56,2
Croissance des revenus, déduction faite des SCVPI (%)	0,8	3,7	9,6	5,3	10,2
Croissance de charges autres que d'intérêts (%)	2,7	1,9	7,5	3,8	2,9
Levier d'exploitation, déduction faite des SCVPI (%)	(1,9)	1,8	2,1	1,5	7,3

1) Il y a lieu de se reporter aux notes 1) à 5) du tableau intitulé Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières pour obtenir de plus amples renseignements sur les éléments d'ajustement.

## Rendement des capitaux propres et rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T3-2022	T2-2022	T3-2021	Cumul 2022	Cumul 2021
Bénéfice net comptable	1 365	4 756	2 275	9 054	5 595
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur d'autres instruments de capitaux propres	(47)	(52)	(61)	(154)	(185)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires (A)	1 318	4 704	2 214	8 900	5 410
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions après impôts	5	6	15	17	52
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, déduction faite de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions (B)	1 323	4 710	2 229	8 917	5 462
Incidence des autres éléments d'ajustement après impôts 1)	762	(2 575)	2	(2 168)	778
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires (C)	2 085	2 135	2 231	6 749	6 240
Capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires (D)	59 707	55 843	50 208	56 304	49 890
Rendement des capitaux propres (%) (= A/D) 3)	8,8	34,5	17,5	21,1	14,5
Rendement des capitaux propres ajusté (%) (= C/D) 3)	13,8	15,7	17,6	16,0	16,7
Capitaux propres moyens corporels attribuables aux actionnaires ordinaires (E) 2)	54 846	51 022	44 720	51 437	43 806
Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires (%) (= B/E) 3)	9,6	37,9	19,8	23,2	16,7
Rendement ajusté des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires (%) (= C/E) 3)	15,1	17,2	19,8	17,5	19,0

1) Il y a lieu de se reporter aux notes 1) à 5) du tableau intitulé Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières pour obtenir de plus amples renseignements sur les éléments d'ajustement.

2) Les capitaux propres moyens corporels attribuables aux actionnaires ordinaires correspondent aux capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires (D ci-dessus) qui sont ajustés en fonction d'un écart d'acquisition de 4 981 millions de dollars au troisième trimestre de 2022, de 4 943 millions au deuxième trimestre de 2022 et de 5 393 millions au troisième trimestre de 2021; de 4 985 millions pour le cumul 2022 et de 5 964 millions pour le cumul 2021, et d'immobilisations incorporelles liées aux acquisitions de 126 millions au troisième trimestre de 2022, de 130 millions au deuxième trimestre de 2022 et de 367 millions au troisième trimestre de 2021; et de 131 millions pour le cumul 2022 et de 391 millions pour le cumul 2021. Ces montants sont présentés déduction faite des passifs d'impôt différé connexes de 246 millions au troisième trimestre de 2022, de 252 millions au deuxième trimestre de 2022 et de 272 millions au troisième trimestre de 2021; de 249 millions pour le cumul 2022 et de 271 millions pour le cumul 2021.

3) Les chiffres trimestriels sont calculés sur une base annualisée.



## Rendement des capitaux propres par unité d'exploitation

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2022							T2-2022	T3-2021
	PE Canada	PE États-Unis	Total – PE	BMO Gestion de patrimoine	BMO Marchés des capitaux	Services d'entreprise	Total de la Banque	Total de la Banque	Total de la Banque
<b>Résultats comptables</b>									
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	955	561	1 516	322	252	(772)	1 318	4 704	2 214
Total des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires	11 842	13 460	25 302	5 257	11 786	17 362	59 707	55 843	50 208
Rendement des capitaux propres (%)	32,0	16,5	23,8	24,3	8,5	s. o.	8,8	34,5	17,5
<b>Résultats ajustés 1)</b>									
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	955	562	1 517	323	256	(11)	2 085	2 135	2 231
Total des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires	11 842	13 460	25 302	5 257	11 786	17 362	59 707	55 843	50 208
Rendement des capitaux propres (%)	32,0	16,6	23,8	24,4	8,7	s. o.	13,8	15,7	17,6

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Cumul 2022							Cumul 2021	
	PE Canada	PE États-Unis	Total – PE	BMO Gestion de patrimoine	BMO Marchés des capitaux	Services d'entreprise	Total de la Banque	Total de la Banque	
<b>Résultats comptables</b>									
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	2 877	1 811	4 688	947	1 385	1 880	8 900	5 410	
Total des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires	11 652	13 624	25 276	5 243	11 404	14 381	56 304	49 890	
Rendement des capitaux propres (%)	33,0	17,8	24,8	24,2	16,2	s. o.	21,1	14,5	
<b>Résultats ajustés 1)</b>									
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	2 878	1 814	4 692	950	1 401	(294)	6 749	6 240	
Total des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires	11 652	13 624	25 276	5 243	11 404	14 381	56 304	49 890	
Rendement des capitaux propres (%)	33,0	17,8	24,8	24,2	16,4	s. o.	16,0	16,7	

1) Il y a lieu de se reporter aux notes 1) à 5) du tableau intitulé Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières pour obtenir de plus amples renseignements sur les éléments d'ajustement.  
s. o. – sans objet

## Change

L'équivalent en dollars canadiens des résultats sectoriels de BMO aux États-Unis libellés en dollars américains a reculé en regard du deuxième trimestre de 2022 et a augmenté en regard du troisième trimestre de 2021, en raison des fluctuations du taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain. Le cours de change pour les neuf premiers mois de 2022 a augmenté par rapport à celui pour les neuf premiers mois de 2021. Le tableau ci-dessous fait état des cours de change moyens des dollars canadien et américain ainsi que de l'incidence de leurs fluctuations sur les résultats sectoriels de BMO aux États-Unis. Dans le présent document, toute mention de l'incidence du dollar américain ne rend pas compte des montants libellés dans cette monnaie et constatés par des unités de BMO qui ne mènent pas d'activités aux États-Unis.

D'un point de vue économique, nos flux de revenus en dollars américains n'ont pas été couverts contre le risque découlant des fluctuations des cours de change survenues en 2022 et en 2021. Nous déterminons régulièrement s'il nous faut ou non couvrir notre exposition au risque de change afin d'atténuer l'incidence des fluctuations des cours de change sur notre bénéfice net. Les fluctuations des cours de change influenceront sur les résultats futurs établis en dollars canadiens, et l'incidence sur ces résultats est fonction de la période au cours de laquelle les revenus, les charges, les dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances et les impôts sur le résultat sont comptabilisés.

Il y a lieu de se reporter à la section Gestion globale du capital du Rapport annuel de BMO pour 2021 pour obtenir une analyse de l'incidence que peuvent avoir les fluctuations des cours de change sur le capital de BMO.

## Incidence des fluctuations des cours de change sur les résultats comptables et les résultats ajustés sectoriels aux États-Unis de BMO

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2022		Cumul 2022
	c. T3-2021	c. T2-2022	c. cumul 2021
Cours de change entre les dollars canadien et américain (moyenne)			
Période à l'étude	1,2774	1,2774	1,2717
Période antérieure	1,2316	1,2665	1,2556
<b>Incidence sur les résultats comptables sectoriels aux États-Unis</b>			
Augmentation (diminution) des revenus nets d'intérêts	52	14	52
Augmentation (diminution) des revenus autres que d'intérêts	33	37	2
Augmentation (diminution) des revenus	85	51	54
Diminution (augmentation) de la dotation à la provision pour pertes sur créances	5	—	4
Diminution (augmentation) des charges	(47)	(12)	(51)
Diminution (augmentation) des impôts sur le résultat	(11)	(10)	—
Augmentation (diminution) du bénéfice net comptable	32	29	7
Incidence sur le bénéfice par action (\$)	0,05	0,04	0,01
<b>Incidence sur les résultats ajustés sectoriels aux États-Unis</b>			
Augmentation (diminution) des revenus nets d'intérêts	52	13	53
Augmentation (diminution) des revenus autres que d'intérêts	33	7	35
Augmentation (diminution) des revenus	85	20	88
Diminution (augmentation) de la dotation à la provision pour pertes sur créances	5	—	4
Diminution (augmentation) des charges	(47)	(11)	(50)
Diminution (augmentation) des impôts sur le résultat	(11)	(2)	(9)
Augmentation (diminution) du bénéfice net ajusté	32	7	33
Incidence sur le bénéfice ajusté par action (\$)	0,05	0,01	0,05

Les résultats ajustés de la présente section sont des montants ou des mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

## Bénéfice net

### Comparaison du troisième trimestre de 2022 et du troisième trimestre de 2021

Le bénéfice net comptable s'est situé à 1 365 millions de dollars, comparativement à 2 275 millions l'an dernier, tandis que le bénéfice net ajusté s'est fixé à 2 132 millions, comparativement à 2 292 millions. Les résultats ajustés pour le trimestre considéré ne tiennent pas compte de l'incidence de l'acquisition annoncée de Bank of the West, notamment d'une perte de 694 millions liée aux mesures de gestion de la juste valeur. Les résultats ajustés pour les deux périodes excluent également l'incidence des dessaisissements et de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions et des coûts liés à l'acquisition et à l'intégration. Le BPA comptable s'est établi à 1,95 \$ comparativement à 3,41 \$ l'an dernier, et le BPA ajusté s'est situé à 3,09 \$, comparativement à 3,44 \$. L'appel public à l'épargne réalisé le 29 mars 2022 a entraîné une baisse de 0,05 \$ du BPA comptable et de 0,08 \$ du BPA ajusté.

La diminution des résultats comptables reflète la baisse des produits et la hausse des charges découlant des mesures de gestion de la juste valeur et des coûts d'intégration précités, et l'augmentation des dotations à la provision pour pertes sur créances au cours du trimestre à l'étude, comparativement à un recouvrement de pertes sur créances l'an dernier. Les résultats ajustés s'expliquent par la hausse des revenus nets, plus que contrebalancée par une augmentation de la provision pour pertes sur créances et par une hausse des charges. Le bénéfice net a augmenté dans le cas des Services bancaires PE, en raison principalement de la hausse des revenus nets d'intérêts, et il a diminué dans le cas de BMO Marchés des capitaux, ce qui reflète l'incidence de la baisse des activités des clients dans les conditions actuelles de marchés, ainsi que pour BMO Gestion de patrimoine, en partie en raison de l'accroissement des revenus sous-jacents ayant été plus que contré par la hausse des charges sous-jacentes et par l'incidence des dessaisissements. Sur une base comptable, les Services d'entreprise ont enregistré une perte nette accrue comparativement à l'exercice précédent, en raison de l'incidence des mesures de gestion de la juste valeur et des coûts d'acquisition et d'intégration précités, et sur une base ajustée, les Services d'entreprise ont affiché un bénéfice net comparativement à une perte nette un an plus tôt.

### Comparaison du troisième trimestre de 2022 et du deuxième trimestre de 2022

Le bénéfice net comptable s'est établi à 1 365 millions de dollars, en baisse de 3 391 millions, et le bénéfice net ajusté s'est chiffré à 2 132 millions, ce qui représente une baisse de 55 millions, ou de 3 %. Le BPA comptable a reculé de 5,18 \$ par rapport au trimestre précédent, tandis que le BPA ajusté a baissé de 0,14 \$.

Le recul des résultats comptables reflète principalement la baisse des produits en raison des mesures de gestion de la juste valeur comme il en a été question précédemment. Les résultats ajustés ont diminué, la hausse des produits ayant été plus que contrebalancée par l'augmentation des charges et l'accroissement de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Le bénéfice net a augmenté dans le cas de PE Canada et de BMO Gestion de patrimoine, et a reculé dans le cas de BMO Marchés des capitaux et de PE États-Unis. Sur une base comptable, les Services d'entreprise ont inscrit une baisse du bénéfice net, et, sur une base ajustée, ils ont enregistré un bénéfice net comparativement à une perte nette pour le trimestre précédent.

## Comparaison des neuf premiers mois de 2022 et des neuf premiers mois de 2021

Le bénéfice net comptable s'est établi à 9 054 millions de dollars, comparativement à 5 595 millions à l'exercice précédent, et le bénéfice net ajusté s'est situé à 6 903 millions, en hausse de 478 millions, ou de 7 %. Le BPA comptable a atteint 13,45 \$, soit une hausse de 5,10 \$ comparativement à un an plus tôt, et le BPA ajusté s'est établi à 10,20 \$, en hausse de 0,57 \$.

Les résultats comptables ont progressé en raison principalement de l'accroissement des revenus pour l'exercice à l'étude, du fait des mesures de gestion de la juste valeur, et de la diminution des charges découlant de l'incidence des dessaisissements, ce qui comprend la réduction de valeur de l'écart d'acquisition à l'exercice précédent. Les résultats ajustés ont progressé en raison d'une augmentation des revenus nets et d'une diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances, en partie contrebalancée par une hausse des charges. Le bénéfice net des Services bancaires PE a augmenté et celui de BMO Marchés des capitaux et de BMO Gestion de patrimoine a reculé. Les Services d'entreprise ont enregistré un bénéfice net, sur une base comptable, comparativement à une perte nette l'an dernier, et sur une base ajustée, la perte nette a reculé.

Pour de plus amples renseignements sur les montants, mesures et ratios non conformes aux PCGR que renferme la présente section qui traite du bénéfice net, il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

## Revenus

### Comparaison du troisième trimestre de 2022 et du troisième trimestre de 2021

Les revenus comptables se sont élevés à 6 099 millions de dollars, comparativement à 7 562 millions pour l'exercice précédent. Les revenus comptables, déduction faite des SCVPI, se sont établis à 5 686 millions, comparativement à 6 578 millions, et les revenus ajustés, déduction faite des SCVPI, se sont chiffrés à 6 631 millions, en hausse de 53 millions, ou de 1 %, par rapport à il y a un an. Les revenus nets ajustés du trimestre à l'étude ne tiennent pas compte de la perte découlant de l'incidence des mesures de gestion de la juste valeur en lien avec l'acquisition annoncée de Bank of the West de 945 millions. Le raffermissement du dollar américain a eu pour effet de faire croître les revenus comptables et ajustés de 1 %.

Les revenus inscrits par nos Services bancaires PE ont augmenté, principalement en raison de la hausse des revenus nets d'intérêts, laquelle reflète la forte croissance des prêts et l'élargissement des marges. Les revenus de BMO Marchés des capitaux ont diminué, du fait du recul des revenus inscrits par les secteurs Marchés mondiaux et Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés, ce qui reflète l'incidence de la baisse des activités des clients étant donné le contexte de marché actuel. Les revenus de BMO Gestion de patrimoine ont baissé, étant donné que les revenus sous-jacents plus élevés des activités traditionnelles de gestion de patrimoine ont été plus que contrebalancés par les dessaisissements et la diminution des revenus d'assurance. Les revenus comptables inscrits par les Services d'entreprise ont baissé par rapport à l'an dernier en raison des éléments précités et les revenus ajustés sont demeurés relativement inchangés.

Les revenus nets d'intérêts comptables se sont établis à 4 197 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 676 millions, ou de 19 %, par rapport à l'exercice précédent, tandis que les revenus nets d'intérêts ajustés se sont chiffrés à 4 159 millions, en hausse de 638 millions, ou de 18 %. Les résultats ajustés ne tiennent pas compte de revenus nets d'intérêts non liés à la négociation de 38 millions découlant de l'application des mesures de gestion de la juste valeur. Les revenus nets d'intérêts non liés à la négociation ajustés ont atteint 3 809 millions, en hausse de 675 millions, ou de 22 %, reflétant une croissance dans l'ensemble des groupes d'exploitation. Les revenus nets d'intérêts liés à la négociation se sont chiffrés à 350 millions, en baisse de 37 millions, ou de 10 %.

L'actif productif moyen s'est établi à 972,9 milliards de dollars, en hausse de 85,6 milliards, ou de 10 %, ce qui s'explique essentiellement par la croissance des prêts, par l'augmentation des valeurs mobilières, et par l'incidence de l'appréciation du dollar américain, facteurs en partie contrés par la diminution des soldes de trésorerie.

La marge nette d'intérêts comptable globale de BMO établie à 1,71 %, s'est accrue de 14 points de base par rapport à l'exercice précédent, en raison surtout de l'élargissement des marges de nos Services bancaires PE et de BMO Gestion de patrimoine et de l'incidence de l'élément d'ajustement précité, facteurs en partie contrés par l'incidence du recul des activités liées à la négociation. La marge nette d'intérêts ajustée, compte non tenu des revenus nets d'intérêts liés à la négociation et de l'actif productif de 1,83 %, s'est élargie de 16 points de base.

Les revenus autres que d'intérêts comptables, déduction faite des SCVPI, se sont élevés à 1 489 millions de dollars, comparativement à 3 057 millions il y a un an, et les revenus autres que d'intérêts ajustés, déduction faite des SCVPI, ont atteint 2 472 millions, comparativement à 3 057 millions l'an dernier, en raison principalement de la baisse des revenus de prise ferme et de consultation, ce qui reflète l'incidence de la conjoncture actuelle des marchés et de la diminution des revenus de négociation, notamment les réductions de valeur sur les engagements de souscriptions de prêt, le recul des profits nets sur les titres, autres que de négociation, et l'incidence des dessaisissements.

Le montant brut des revenus d'assurance s'est chiffré à 542 millions de dollars, contre 1 137 millions pour l'exercice précédent. La baisse est principalement attribuable aux variations de la juste valeur des placements et à la diminution des ventes de rentes. Les revenus d'assurance peuvent varier en raison des fluctuations de la juste valeur des actifs d'assurance, qui sont occasionnées par les fluctuations des taux d'intérêt et des marchés boursiers. Les placements qui soutiennent les passifs au titre des indemnités sont essentiellement des actifs à revenu fixe et des actifs sous forme de titres de participation qui sont inscrits à la juste valeur, et les variations de celle-ci sont constatées dans les revenus d'assurance figurant à l'état consolidé des résultats. L'incidence de ces variations de la juste valeur est en grande partie contrebalancée par les variations des passifs au titre des indemnités, qui sont prises en compte dans la section Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités.

## Comparaison du troisième trimestre de 2022 et du deuxième trimestre de 2022

Les revenus comptables se sont établis à 6 099 millions de dollars, contre 9 318 millions pour le trimestre précédent, et les revenus comptables, déduction faite des SCVPI, ont atteint 5 686 millions, comparativement à 10 126 millions pour le trimestre précédent, la baisse étant principalement attribuable à une perte liée à la gestion de la juste valeur pour le trimestre considéré en regard d'un profit pour le trimestre précédent. Les revenus ajustés, déduction faite des SCVPI, ont augmenté de 68 millions, ou de 1 %. Les résultats tenaient compte de l'incidence des trois jours de plus qu'a comptés le trimestre considéré.

Les revenus des Services bancaires PE ont augmenté en raison de la hausse des revenus nets d'intérêts, ce qui a été compensé partiellement par une baisse des revenus autres que d'intérêts. Les revenus de BMO Marchés des capitaux ont diminué, du fait de la baisse des revenus inscrits par les secteurs Marchés mondiaux et Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés, les revenus affichés par BMO Gestion de patrimoine sont demeurés relativement inchangés. Sur une base comptable, les revenus inscrits par les Services d'entreprise ont fléchi par rapport au trimestre précédent, du fait des éléments d'ajustements précités, et ils ont augmenté sur une base ajustée.

Les revenus nets d'intérêts comptables ont augmenté de 295 millions de dollars, ou de 8 %, par rapport au trimestre précédent, tandis que les revenus nets d'intérêts ajustés ont progressé de 379 millions, ou de 10 %. Les revenus nets d'intérêts non liés à la négociation ajustés ont augmenté de 436 millions, ou de 13 %, reflétant une croissance dans l'ensemble des groupes d'exploitation et les trois jours de plus qu'a comptés le trimestre considéré. Les revenus nets d'intérêts liés à la négociation ont diminué de 57 millions, ou de 14 %.

L'actif productif moyen a progressé de 23,6 milliards de dollars, ou de 2 %, en raison essentiellement de la croissance des prêts.

La marge nette d'intérêts comptable globale de BMO s'est accrue de 2 points de base en raison surtout de l'élargissement des marges de nos Services bancaires PE, des Services d'entreprise et de BMO Gestion de patrimoine, en partie contré par l'incidence du recul des activités liées à la négociation et de l'élément d'ajustement précité. La marge nette d'intérêts ajustée, compte non tenu des revenus nets d'intérêts liés à la négociation et de l'actif productif s'est élargie de 10 points de base.

Les revenus autres que d'intérêts comptables, déduction faite des SCVPI, ont diminué de 4 735 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, en raison surtout de la baisse des revenus de négociation découlant des mesures de gestion de la juste valeur, et les revenus autres que d'intérêts ajustés, déduction faite des SCVPI, ont reculé de 311 millions, ou de 11 %, du fait principalement de la diminution des revenus de négociation et de la baisse des revenus liés aux activités de prise ferme et de consultation.

Le montant brut des revenus d'assurance a augmenté de 1 215 millions de dollars en regard du trimestre précédent, en raison principalement des variations de la juste valeur des placements. L'augmentation des revenus d'assurance a été en grande partie contrebalancée par les variations des SCVPI, tel qu'il est indiqué à la section Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités.

## Comparaison des neuf premiers mois de 2022 et des neuf premiers mois de 2021

Le total des revenus comptables s'est chiffré à 23 140 millions de dollars, en hausse de 2 527 millions par rapport à celui de l'exercice précédent et le total des revenus comptables, déduction faite des SCVPI, s'est établi à 23 454 millions, en hausse de 4 143 millions par rapport à l'an dernier. Les revenus ajustés, déduction faite des SCVPI, se sont chiffrés à 20 303 millions de dollars, en hausse de 1 021 millions, ou de 5 %. Les revenus ajustés ne tiennent pas compte des éléments d'ajustements précités.

Les revenus inscrits par nos Services bancaires PE ont augmenté, principalement en raison de la hausse des revenus nets d'intérêts reflétant la forte croissance des prêts et la hausse des marges, et de l'augmentation des revenus autres que d'intérêts. Les revenus de BMO Marchés des capitaux ont progressé, en raison surtout de la hausse des revenus de négociation de Marchés mondiaux, ce qui reflète l'incidence de la forte activité des clients, tandis que les revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés sont demeurés relativement inchangés. Les revenus inscrits par BMO Gestion de patrimoine ont baissé, étant donné que la bonne croissance sous-jacente des revenus des activités traditionnelles de gestion de patrimoine a été plus que contrebalancée par les dessaisissements et la diminution des revenus d'assurance. Les revenus comptables inscrits par les Services d'entreprise ont augmenté par rapport à il y a un an, et les revenus sont demeurés pratiquement inchangés.

Les revenus nets d'intérêts comptables se sont établis à 12 118 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 1 564 millions, ou de 15 %, par rapport à l'exercice précédent, tandis que les revenus nets d'intérêts ajustés se sont chiffrés à 11 913 millions, en hausse de 1 359 millions, ou de 13 %. Les revenus nets d'intérêts non liés à la négociation ajustés ont atteint 10 592 millions, en hausse de 1 352 millions, ou de 15 %, reflétant une croissance dans l'ensemble des groupes d'exploitation. Les revenus nets d'intérêts liés à la négociation se sont chiffrés à 1 321 millions, soit un montant relativement inchangé par rapport à l'an dernier.

L'actif productif moyen s'est situé à 965,1 milliards de dollars, en hausse de 74,9 milliards, ou de 8 %, en raison principalement de la croissance des prêts et de l'augmentation des soldes sur titres.

La marge nette d'intérêts comptable globale de BMO, établie à 1,68 %, s'est accrue de 9 points de base par rapport à l'exercice précédent, en raison surtout de l'élargissement des marges de nos Services bancaires PE et des activités de gestion de patrimoine et de l'incidence de l'élément d'ajustement précité, facteurs en partie contrés par l'incidence des activités liées à la négociation. La marge nette d'intérêts ajustée, compte non tenu des revenus d'intérêts liés à la négociation et de l'actif productif, de 1,75 %, s'est accrue de 10 points de base.

Les revenus autres que d'intérêts ajustés, exclusion faite des revenus de négociation et des SCVPI, se sont chiffrés à 7 904 millions de dollars, comparativement à 8 334 millions il y a un an, en raison de l'incidence des dessaisissements.

Les revenus nets d'intérêts et les revenus autres que d'intérêts sont expliqués en détail dans les états financiers consolidés intermédiaires non audités.

Le montant brut des revenus d'assurance s'est établi à 61 millions de dollars, comparativement à 1 718 millions pour l'exercice précédent, en raison surtout des variations de la juste valeur des placements. La baisse des revenus d'assurance a été en grande partie contrebalancée par les variations des SCVPI, tel qu'il est indiqué à la section Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités.

Pour de plus amples renseignements sur les montants, mesures et ratios non conformes aux PCGR, et sur les résultats présentés sur la base des revenus nets que renferme la présente section qui traite des revenus, il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

### Variation des revenus nets d'intérêts, de l'actif productif moyen et de la marge nette d'intérêts <sup>1)</sup>

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Revenus nets d'intérêts (bic) 2)			Actif productif moyen 3)			Marge nette d'intérêts (en points de base)		
	T3-2022	T2-2022	T3-2021	T3-2022	T2-2022	T3-2021	T3-2022	T2-2022	T3-2021
PE Canada	1 938	1 763	1 660	282 781	272 231	250 980	272	266	262
PE États-Unis	1 278	1 141	1 048	137 169	133 774	119 129	370	350	349
Services bancaires Particuliers et entreprises (PE)	3 216	2 904	2 708	419 950	406 005	370 109	304	293	290
Tous les autres groupes d'exploitation et Services d'entreprise 4)	981	998	813	552 929	543 274	517 122	s. o.	s. o.	s. o.
Total comptable	4 197	3 902	3 521	972 879	949 279	887 231	171	169	157
Total ajusté	4 159	3 780	3 521	972 879	949 279	887 231	170	163	157
Revenus nets d'intérêts liés à la négociation et actifs de négociation	350	407	387	148 990	149 747	143 282	s. o.	s. o.	s. o.
Total comptable non tenu des revenus nets d'intérêts liés à la négociation et des actifs de négociation	3 847	3 495	3 134	823 889	799 532	743 949	185	179	167
Total ajusté non tenu des revenus nets d'intérêts liés à la négociation et des actifs de négociation	3 809	3 373	3 134	823 889	799 532	743 949	183	173	167
PE États-Unis (en millions de dollars américains)	1 001	900	851	107 372	105 628	96 730	370	350	349

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Revenus nets d'intérêts (bic) 2)		Actif productif moyen 3)		Marge nette d'intérêts (en points de base)	
	Cumul 2022	Cumul 2021	Cumul 2022	Cumul 2021	Cumul 2022	Cumul 2021
PE Canada	5 488	4 849	273 270	244 893	269	265
PE États-Unis	3 575	3 194	134 175	121 833	356	350
Services bancaires Particuliers et entreprises (PE)	9 063	8 043	407 445	366 726	297	293
Tous les autres groupes d'exploitation et Services d'entreprise 4)	3 055	2 511	557 675	523 514	s. o.	s. o.
Total comptable	12 118	10 554	965 120	890 240	168	159
Total ajusté	11 913	10 554	965 120	890 240	165	159
Revenus nets d'intérêts liés à la négociation et actifs de négociation	1 321	1 314	154 940	144 865	s. o.	s. o.
Total comptable non tenu des revenus nets d'intérêts liés à la négociation et des actifs de négociation	10 797	9 240	810 180	745 375	178	165
Total ajusté non tenu des revenus nets d'intérêts liés à la négociation et des actifs de négociation	10 592	9 240	810 180	745 375	175	165
PE États-Unis (en millions de dollars américains)	2 811	2 544	105 507	97 035	356	350

- 1) Les résultats et les ratios ajustés que renferme le présent tableau ne sont pas conformes aux PCGR et sont analysés à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.
  - 2) Les revenus des groupes d'exploitation sont présentés selon une base d'imposition comparable (bic) dans les revenus nets d'intérêts, ce qui n'est pas conforme aux PCGR. Pour de plus amples renseignements, il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières et à la section Méthode de présentation des résultats des groupes d'exploitation de BMO.
  - 3) L'actif productif moyen représente le solde moyen quotidien des dépôts auprès de banques centrales, des dépôts à d'autres banques, des titres pris en pension ou empruntés, des titres et des prêts, pour une période de un an.
  - 4) Pour de plus amples renseignements sur les revenus d'intérêts de ces autres groupes d'exploitation et des Services d'entreprise, il y a lieu de se reporter à la section Analyse des résultats des groupes d'exploitation.
- s. o. - sans objet

## Total des dotations à la provision pour pertes sur créances

### Comparaison du troisième trimestre de 2022 et du troisième trimestre de 2021

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances s'est chiffré à 136 millions de dollars, comparativement à un recouvrement de pertes sur créances de 70 millions un an plus tôt. Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances exprimé en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations s'est établi à 10 points de base, comparativement à un ratio du recouvrement de pertes sur créances de 6 points de base un an plus tôt. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux s'est élevée à 104 millions, en hausse de 33 millions par rapport à l'an dernier. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux exprimée en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations s'est établie à 8 points de base, contre 6 points de base un an plus tôt. Une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 32 millions a été comptabilisée pour le trimestre à l'étude, comparativement à un recouvrement de 141 millions pour l'exercice précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 32 millions pour le trimestre à l'étude reflète une détérioration des perspectives économiques et la croissance des soldes, en grande partie contrés par une diminution persistante de l'incertitude due à la pandémie et à une évolution positive des portefeuilles. Le recouvrement de pertes sur créances de 141 millions inscrit l'an dernier reflétait l'amélioration des perspectives économiques et la migration favorable du crédit, en partie contrebalancées par l'incidence d'une conjoncture économique incertaine sur les conditions de crédit futures, ainsi qu'une croissance des soldes.

### Comparaison du troisième trimestre de 2022 et du deuxième trimestre de 2022

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 136 millions de dollars, comparativement à une dotation à la provision de 50 millions pour le trimestre précédent. Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances exprimé en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations s'est établi à 10 points de base, comparativement à 4 points de base pour le trimestre précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux a diminué de 16 millions en regard du trimestre précédent, en raison surtout de la hausse des reprises pour BMO Marchés des capitaux et de la baisse des dotations à la provision enregistrée pour PE États-Unis, contrée en partie par la hausse des dotations à la provision pour PE Canada. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux exprimée en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations s'est établie à 8 points de base, comparativement à 10 points de base pour le trimestre précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 32 millions a été comptabilisée pour le trimestre considéré, comparativement à un recouvrement de 70 millions pour le trimestre précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 32 millions pour le trimestre à l'étude reflète les facteurs susmentionnés. Le recouvrement de pertes sur créances sur les prêts productifs de 70 millions pour le trimestre précédent reflétait la diminution de l'incertitude résultant de l'amélioration du contexte pandémique, l'amélioration de la qualité du crédit du portefeuille et des changements apportés à un modèle, facteurs partiellement compensés par la détérioration des perspectives économiques, la pondération accrue des scénarios défavorables et la croissance des soldes.

### Comparaison des neuf premiers mois de 2022 et des neuf premiers mois de 2021

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances s'est chiffré à 87 millions de dollars, comparativement à une dotation à la provision de 146 millions à l'exercice précédent. Le ratio du total des dotations à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 2 points de base, comparativement à 4 points de base pour l'exercice précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux s'est élevée à 310 millions, en baisse de 131 millions par rapport à l'an dernier, en raison principalement de la baisse de la dotation à la provision enregistrée pour PE Canada et pour BMO Marchés des capitaux, qui a été contrée en partie par une hausse des dotations à la provision pour PE États-Unis. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux s'est établi à 8 points de base, comparativement à 13 points de base pour la période correspondante de l'exercice précédent. Un recouvrement de pertes sur créances lié aux prêts productifs de 223 millions a été enregistré au cours de l'exercice considéré en regard d'un recouvrement de 295 millions enregistré pour l'exercice précédent. Les chiffres de l'exercice considéré reflètent essentiellement une diminution de l'incertitude résultant de l'amélioration du contexte pandémique et l'amélioration de la qualité du crédit du portefeuille, facteurs en partie contrebalancés par une détérioration des perspectives économiques, la croissance des soldes et l'adoption d'une pondération accrue des scénarios défavorables au cours du deuxième trimestre. Le recouvrement pour l'exercice précédent reflétait essentiellement une amélioration des perspectives économiques et une migration favorable du crédit, en partie compensées par des incertitudes en matière de conditions de crédit futures, y compris l'adoption d'une pondération accrue des scénarios défavorables au premier trimestre, ainsi que par un scénario défavorable plus marqué au deuxième trimestre, et la croissance des soldes.

## Dotation à la provision pour pertes sur créances par groupe d'exploitation

(en millions de dollars canadiens)	PE Canada	PE États-Unis	Total PE	BMO Gestion de patrimoine	BMO Marchés des capitaux	Services d'entreprise	Total de la Banque
<b>T3-2022</b>							
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances lié aux prêts douteux	104	22	126	2	(22)	(2)	104
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances lié aux prêts productifs	(15)	46	31	(12)	15	(2)	32
Total des dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	89	68	157	(10)	(7)	(4)	136
<b>T2-2022</b>							
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances lié aux prêts douteux	86	35	121	—	1	(2)	120
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances lié aux prêts productifs	(32)	(74)	(106)	1	32	3	(70)
Total des dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	54	(39)	15	1	33	1	50
<b>T3-2021</b>							
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances lié aux prêts douteux	100	(9)	91	—	(19)	(1)	71
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances lié aux prêts productifs	(7)	(53)	(60)	(2)	(75)	(4)	(141)
Total des dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	93	(62)	31	(2)	(94)	(5)	(70)
<b>Cumul 2022</b>							
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances lié aux prêts douteux	290	60	350	2	(37)	(5)	310
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances lié aux prêts productifs	(123)	(105)	(228)	(7)	12	—	(223)
Total des dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	167	(45)	122	(5)	(25)	(5)	87
<b>Cumul 2021</b>							
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances lié aux prêts douteux	404	17	421	3	20	(3)	441
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances lié aux prêts productifs	(22)	(133)	(155)	(10)	(126)	(4)	(295)
Total des dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	382	(116)	266	(7)	(106)	(7)	146

## Ratios de rendement des dotations à la provision pour pertes sur créances

	T3-2022	T2-2022	T3-2021	Cumul 2022	Cumul 2021
Ratio du total des dotations à la provision pour pertes sur créances au solde moyen net des prêts (annualisé) (%)	0,10	0,04	(0,06)	0,02	0,04
Ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux au solde moyen net des prêts et acceptations (annualisé) (%)	0,08	0,10	0,06	0,08	0,13

## Prêts douteux

Le total du solde brut des prêts douteux (SBPD) s'est chiffré à 1 954 millions de dollars, comparativement à 2 430 millions pour l'exercice précédent, la plus forte baisse des prêts douteux étant attribuable au secteur pétrolier et gazier. Le SBPD a diminué de 169 millions par rapport à 2 123 millions pour le trimestre précédent.

Les facteurs ayant contribué à la variation du SBPD sont indiqués dans le tableau ci-après. Les prêts qui ont été classés dans les prêts douteux au cours du trimestre ont totalisé 341 millions de dollars, comparativement à 390 millions un an plus tôt et à 333 millions pour le trimestre précédent.

## Variations du solde brut des prêts douteux (SBPD) <sup>1)</sup> et acceptations douteuses

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2022	T2-2022	T3-2021	Cumul 2022	Cumul 2021
SBPD à l'ouverture de la période	2 123	2 219	3 000	2 169	3 638
Prêts classés dans les prêts douteux durant la période	341	333	390	1 136	1 480
Prêts reclassés dans les prêts en règle durant la période	(162)	(132)	(293)	(428)	(668)
Remboursements, montant net	(220)	(221)	(488)	(667)	(1 349)
Montants sortis du bilan	(93)	(74)	(159)	(245)	(478)
Recouvrements de prêts et d'avances déjà sortis du bilan	—	—	—	—	—
Cessions de prêts	(34)	(11)	(47)	(45)	(61)
Fluctuations des cours de change et autres variations	(1)	9	27	34	(132)
SBPD à la clôture de la période	1 954	2 123	2 430	1 954	2 430
Ratio du SBPD au solde brut des prêts et acceptations (%)	0,36	0,41	0,51	0,36	0,51

1) Le SBPD ne tient pas compte des prêts douteux qui ont été acquis.



## Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités

Les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI) se sont établis à 413 millions de dollars comparativement à un montant de 984 millions à l'exercice précédent. Les résultats ont diminué, du fait surtout des variations de la juste valeur des passifs au titre des indemnités et de l'incidence du recul des ventes de rentes. Les SCVPI ont augmenté de 1 221 millions par rapport au trimestre précédent, du fait des variations de la juste valeur des passifs au titre des indemnités. Ces variations ont été contrebalancées en grande partie par les revenus d'assurance.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice, les SCVPI se sont établis à un montant négatif de 314 millions de dollars, comparativement à 1 302 millions à l'exercice précédent, en raison principalement des variations de la juste valeur des passifs au titre des indemnités. Ces variations ont été contrebalancées en grande partie par les revenus d'assurance.

## Charges autres que d'intérêts

### Comparaison du troisième trimestre de 2022 et du troisième trimestre de 2021

Les charges autres que d'intérêts comptables se sont établies à 3 859 millions de dollars, en hausse de 175 millions, ou de 5 %, par rapport à l'exercice précédent, et les charges autres que d'intérêts ajustées se sont chiffrées à 3 761 millions, en hausse de 99 millions, ou de 3 %. Les charges autres que d'intérêts ajustées pour les deux périodes excluent l'incidence des coûts de dessaisissement, l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions et les coûts liés à l'acquisition et à l'intégration. La hausse des charges comptables tient compte de l'incidence de la hausse des coûts liés à l'acquisition et à l'intégration en lien avec l'acquisition annoncée de Bank of the West. Les charges comptables et ajustées ont augmenté en raison de la hausse des coûts liés au matériel informatique et au matériel et des frais liés au personnel ainsi que de l'accroissement des frais de publicité et d'expansion des affaires et des honoraires, en partie contrebalancés par les dessaisissements. Le raffermissement du dollar américain a entraîné une hausse des charges d'environ 2 %.

Le ratio d'efficacité brut comptable s'est établi à 63,3 %, comparativement à 48,7 % à l'exercice précédent. Sur la base des revenus nets<sup>1)</sup>, le ratio d'efficacité comptable s'est établi à 67,9 %, comparativement à 56,0 % pour l'exercice précédent et le ratio d'efficacité ajusté s'est chiffré à 56,7 %, comparativement à 55,7 % un an plus tôt. Le levier d'exploitation brut comptable a été de -24,2 %. Sur la base des revenus nets, le levier d'exploitation comptable s'est élevé à -18,4 % et le levier d'exploitation ajusté s'est établi à -1,9 %.

### Comparaison du troisième trimestre de 2022 et du deuxième trimestre de 2022

Les charges autres que d'intérêts comptables ont augmenté de 146 millions de dollars, ou de 4 %, par rapport au trimestre précédent, et les charges autres que d'intérêts ajustées ont grimpé de 111 millions, ou de 3 %. La hausse des charges comptables tenait compte de l'incidence des coûts d'intégration et d'acquisition plus élevés liés à l'acquisition annoncée de Bank of the West. Les charges autres que d'intérêts ajustées pour les deux trimestres ne tiennent pas compte des éléments susmentionnés. Les charges comptables et ajustées ont augmenté, en raison surtout de la hausse des coûts liés au matériel informatique et au matériel, des frais liés au personnel, y compris l'augmentation des indemnités de départ, et de l'incidence des trois jours de plus qu'a comptés le trimestre à l'étude, facteurs en partie contrebalancés par la diminution de rémunération liée au rendement.

Le ratio d'efficacité brut comptable s'est établi à 63,3 %, comparativement à 39,9 % pour le trimestre précédent. Sur la base des revenus nets, le ratio d'efficacité comptable s'est situé à 67,9 %, contre 36,7 % au trimestre précédent et le ratio d'efficacité ajusté s'est établi à 56,7 %, comparativement à 55,6 % au trimestre précédent.

### Comparaison des neuf premiers mois de 2022 et des neuf premiers mois de 2021

Les charges autres que d'intérêts comptables se sont chiffrées à 11 418 millions de dollars, en baisse de 288 millions, ou de 2 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, et les charges autres que d'intérêts ajustées se sont élevées à 11 240 millions, en hausse de 410 millions, ou de 4 %. La diminution des charges comptables reflète la réduction de valeur de l'écart d'acquisition pour l'exercice précédent et l'incidence des coûts d'acquisition et d'intégration plus élevés liés à l'acquisition annoncée de Bank of the West, pour l'exercice à l'étude. Les résultats ajustés ne tiennent pas compte des éléments susmentionnés. Les résultats s'expliquent par la hausse des frais liés au personnel, ainsi que par l'augmentation des coûts liés au matériel informatique et au matériel, des frais de publicité et d'expansion des affaires et des honoraires, facteurs en partie contrebalancés par les dessaisissements.

Le ratio d'efficacité comptable s'est établi à 49,3 %, comparativement à 56,8 % pour l'exercice précédent, et, sur la base des revenus nets, il s'est situé à 48,7 %, contre 60,6 % l'an dernier. Le ratio d'efficacité ajusté, sur la base des revenus nets, s'est établi à 55,4 %, comparativement à 56,2 %, il y a un an.

Les états financiers consolidés intermédiaires non audités donnent plus de détails sur les charges autres que d'intérêts.

Pour de plus amples renseignements sur les montants, mesures et ratios non conformes aux PCGR que renferme la présente section qui traite des charges autres que d'intérêts, il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

1) Ce ratio est calculé à partir des revenus et des charges autres que d'intérêts. Pour obtenir plus de renseignements sur les revenus, il y a lieu de se reporter à la section Revenus.



## Charge d'impôts sur le résultat

La charge d'impôts sur le résultat s'est établie à 326 millions de dollars, ce qui représente une baisse de 363 millions par rapport au troisième trimestre de 2021 et une baisse de 1 281 millions par rapport au deuxième trimestre de 2022. Le taux d'impôt effectif a été de 19,3 % pour le trimestre à l'étude, comparativement à 23,2 % pour le troisième trimestre de 2021 et à 25,2 % pour le deuxième trimestre de 2022.

La charge d'impôts sur le résultat ajustée s'est établie à 602 millions de dollars, ce qui représente une baisse de 92 millions par rapport au troisième trimestre de 2021 et une baisse de 74 millions par rapport au deuxième trimestre de 2022. Le taux d'impôt effectif ajusté a été de 22,0 % pour le trimestre à l'étude, contre 23,2 % pour le troisième trimestre de 2021 et 23,6 % pour le deuxième trimestre de 2022. La variation du taux d'impôt effectif comptable pour le trimestre à l'étude en regard de celui du troisième trimestre de 2021 et du deuxième trimestre de 2022 est principalement attribuable à l'incidence d'un recul du bénéfice avant impôts pour l'exercice considéré. La variation du taux d'impôt effectif ajusté pour le trimestre à l'étude en regard de celui du troisième trimestre de 2021 et du deuxième trimestre de 2022 est principalement attribuable à la composition des résultats.

Pour de plus amples renseignements sur les montants, mesures et ratios non conformes aux PCGR que renferme la présente section qui traite de la charge d'impôts sur le résultat, il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

## Bilan

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 juillet 2022	Au 31 octobre 2021
<b>Actifs</b>		
Trésorerie et dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	76 903	101 564
Valeurs mobilières	265 614	232 849
Titres pris en pension ou empruntés	108 391	107 382
Solde net des prêts et acceptations	535 417	472 283
Instruments dérivés	39 717	36 713
Autres actifs	42 296	37 384
<b>Total des actifs</b>	<b>1 068 338</b>	<b>988 175</b>
<b>Passifs et capitaux propres</b>		
Dépôts	729 385	685 631
Instruments dérivés	43 643	30 815
Titres mis en pension ou prêtés	100 646	97 556
Autres passifs	120 227	109 757
Dette subordonnée	7 443	6 893
Capitaux propres	66 994	57 523
<b>Total des passifs et des capitaux propres</b>	<b>1 068 338</b>	<b>988 175</b>

Au 31 juillet 2022, le total des actifs atteignait 1 068,3 milliards de dollars, en hausse de 80,2 milliards en regard du 31 octobre 2021. Le raffermissement du dollar américain a conduit à une augmentation des actifs de 15,6 milliards, compte non tenu de son incidence sur les actifs financiers dérivés.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie ainsi que les dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques ont reculé de 24,7 milliards de dollars, essentiellement en raison de la baisse des soldes détenus auprès des banques centrales qui a été en partie compensée par l'incidence du raffermissement du dollar américain. Nous avons réduit les soldes de trésorerie détenus auprès des banques centrales et affecté le produit à l'achat de titres du Trésor américain dans le cadre de nos mesures de gestion de la juste valeur en lien avec l'acquisition annoncée de Bank of the West. Il y a lieu de consulter la section Faits marquants pour de plus amples renseignements sur les mesures de gestion de la juste valeur. Les soldes de trésorerie ont également diminué en partie pour financer la croissance des prêts des clients.

Les valeurs mobilières ont augmenté de 32,8 milliards de dollars, principalement du fait des mesures de gestion de la juste valeur précitées et de l'incidence du raffermissement du dollar américain.

Les titres pris en pension ou empruntés ont augmenté de 1,0 milliard de dollars, en raison du raffermissement du dollar américain et de l'intensification des activités menées par les clients de BMO Marchés des capitaux, facteurs ayant été contrés en partie par des activités de gestion de la trésorerie des Services d'entreprise.

Le solde net des prêts et acceptations a progressé de 63,1 milliards de dollars. Les prêts et acceptations aux entreprises et aux administrations publiques ont augmenté de 45,8 milliards, ce qui reflète la croissance dans l'ensemble des groupes d'exploitation et l'incidence du raffermissement du dollar américain. Les prêts hypothécaires à l'habitation ont augmenté de 8,3 milliards du fait principalement de la croissance enregistrée par PE Canada. Les prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers ont monté de 7,2 milliards, surtout en raison de la croissance enregistrée par PE Canada et par BMO Gestion de patrimoine et de l'incidence du raffermissement du dollar américain. Les soldes de cartes de crédit ont augmenté de 1,0 milliard, reflet de la croissance enregistrée par PE Canada.

Les actifs financiers dérivés ont progressé de 3,0 milliards de dollars, surtout en raison de l'augmentation de la valeur des instruments dérivés de négociation du fait des activités menées par les clients de BMO Marchés des capitaux, ainsi que de la hausse de la juste valeur des contrats sur produits de base et sur titres de participation, ce qui a été en partie compensé par une diminution de la valeur des contrats de change.

Les autres actifs ont augmenté de 4,9 milliards de dollars essentiellement en raison des soldes plus élevés de sûretés en trésorerie versées à des contreparties, de l'incidence du raffermissement du dollar américain et de l'augmentation de la valeur des actifs des régimes de retraite, facteurs compensés en partie par la réduction de valeur pour dépréciation de l'écart d'acquisition en lien avec la vente de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique.

Les passifs ont augmenté de 70,7 milliards de dollars depuis le 31 octobre 2021. Le raffermissement du dollar américain a contribué à la hausse des passifs de l'ordre de 15,2 milliards, compte non tenu de son incidence sur les passifs financiers dérivés.

Les dépôts ont augmenté de 43,8 milliards de dollars en raison surtout de la hausse des soldes de financement de gros pour financer la croissance des prêts des clients et de celle des activités menées par les clients des Marchés mondiaux, de la croissance des dépôts des clients de PE Canada et de l'incidence du raffermissement du dollar américain, ce qui a été contré en partie par une baisse des dépôts des entreprises dans la monnaie d'origine de PE États-Unis.

Les passifs financiers dérivés ont augmenté de 12,8 milliards de dollars, du fait surtout de l'augmentation de la valeur des instruments dérivés de négociation du fait des activités menées par les clients de BMO Marchés des capitaux ainsi que de la hausse de la juste valeur des contrats sur titres de participation, sur taux d'intérêt, sur produits de base et des contrats de change.

Les titres mis en pension ou prêtés ont augmenté de 3,1 milliards de dollars, en raison de l'incidence du raffermissement du dollar américain et de l'intensification des activités menées par les clients de BMO Marchés des capitaux.

Les autres passifs ont augmenté de 10,5 milliards de dollars du fait de l'augmentation des titres vendus à découvert imputable aux activités menées par les clients de BMO Marchés des capitaux, de la hausse des avances de la Federal Home Loan Bank et du raffermissement du dollar américain, en partie compensés par la diminution des sûretés en trésorerie reçues à l'égard des transactions sur dérivés hors cote, de la baisse des passifs liés à l'assurance et de celle des acceptations.

La dette subordonnée a augmenté de 0,6 milliard de dollars en raison surtout des nouvelles émissions au cours du premier trimestre, déduction faite d'un remboursement effectué au cours du trimestre considéré.

Les capitaux propres ont augmenté de 9,5 milliards de dollars en regard du 31 octobre 2021, du fait surtout de la hausse des résultats non distribués et de l'émission, en mars 2022, de nouvelles actions ordinaires, compensées en partie par la baisse du cumul des autres éléments du résultat global. Les résultats non distribués ont progressé de 6,2 milliards du fait du bénéfice net gagné pendant l'exercice, ce qui a été atténué en partie par les dividendes et les distributions sur les autres instruments de capitaux propres. Les actions ordinaires ont augmenté de 3,8 milliards par suite de l'offre publique en lien avec l'acquisition annoncée de Bank of the West et des actions émises aux termes du régime de réinvestissement de dividendes. Le cumul des autres éléments du résultat global a diminué de 0,6 milliard, en raison principalement de l'incidence de la hausse des taux d'intérêt sur les couvertures des flux de trésorerie compensée en partie par des profits sur la réévaluation du risque de crédit propre sur les passifs financiers désignés à la juste valeur et l'incidence du raffermissement du dollar américain sur la conversion d'investissements nets dans des établissements à l'étranger.

Les obligations contractuelles par année d'échéance sont décrites dans le tableau des échéances contractuelles des actifs et des passifs et engagements hors bilan de la section Gestion des risques.

## Gestion du capital

BMO continue de gérer son capital conformément au cadre décrit à la section Gestion globale du capital du Rapport annuel de BMO pour 2021.

### Analyse des fonds propres réglementaires du troisième trimestre de 2022

Le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de BMO s'établissait à 15,8 % au 31 juillet 2022, en baisse par rapport aux 16,0 % enregistrés à la fin du deuxième trimestre de 2022, du fait que la génération interne de fonds propres et les nouvelles actions ordinaires émises aux termes du régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires ont été plus que compensées par la hausse des actifs pondérés en fonction des risques et une diminution de l'avantage découlant des mesures de gestion de la juste valeur en lien avec l'acquisition annoncée de Bank of the West. Il y a lieu de se reporter à la section Faits marquants pour de plus amples renseignements sur les mesures de gestion de la juste valeur.

Les fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires se situaient à 55,5 milliards de dollars au 31 juillet 2022, en hausse par rapport à 54,8 milliards au 30 avril 2022, en raison principalement de la génération interne de fonds et de nouvelles actions ordinaires émises aux termes du régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires, ce qui a été compensé en partie par l'avantage moindre découlant des mesures de gestion de la juste valeur précitées.

La Banque est assujettie à un plancher de fonds propres conformément à la ligne directrice Normes de fonds propres (NFP) du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF). Dans le cadre du calcul des ratios pour les fonds propres réglementaires, il est nécessaire d'augmenter le total des actifs pondérés en fonction des risques lorsque le montant au titre du plancher de fonds propres calculé selon l'approche standard est plus élevé qu'un montant obtenu par un calcul similaire utilisant les règles de l'approche avancée, plus sensible au risque. Les actifs pondérés en fonction des risques tiennent compte d'un ajustement lié au niveau plancher de fonds propres de 2,5 milliards de dollars au 31 juillet 2022.

Les actifs pondérés en fonction des risques se chiffraient à 351,7 milliards de dollars au 31 juillet 2022, en hausse par rapport à 342,3 milliards au 30 avril 2022. Cette hausse est surtout attribuable à l'accroissement de la taille des actifs découlant de la croissance des prêts aux entreprises.

Le ratio des fonds propres de catégorie 1 et le ratio du total des fonds propres se situaient respectivement à 17,3 % et à 19,4 % au 31 juillet 2022, comparativement à 17,5 % et à 19,7 % au 30 avril 2022, en raison surtout des facteurs ayant eu une incidence sur les fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires.

L'incidence des fluctuations de change sur les ratios de fonds propres a été essentiellement contrebalancée. Les investissements de BMO dans ses établissements à l'étranger sont essentiellement libellés en dollars américains et l'incidence de la conversion des actifs pondérés en fonction des risques et des déductions des fonds propres libellés en dollars américains peut faire varier les ratios des fonds propres de la Banque. Nous pourrions gérer l'incidence qu'ont les variations des cours de change sur nos ratios de fonds propres, en fonction du bilan actuel et en prévision des répercussions de l'acquisition annoncée de Bank of the West, et c'est ce que nous avons fait au cours du trimestre à l'étude. De telles activités pourraient également se répercuter sur notre valeur comptable et sur notre rendement des capitaux propres.

Notre ratio de levier se situait à 5,3 % au 31 juillet 2022, en baisse par rapport à 5,4 % à la fin du deuxième trimestre de 2022, ce qui s'explique par l'accroissement de l'exposition aux fins du ratio de levier, essentiellement attribuable à la croissance des prêts.

Le ratio de la capacité totale d'absorption des pertes (TLAC) fondé sur les risques et le ratio de levier TLAC de la Banque se sont établis respectivement à 32,0 % et à 9,8 % au 31 juillet 2022 contre respectivement 30,7 % et 9,5 % au 30 avril 2022.

### Évolution des exigences en matière de fonds propres réglementaires

Le 18 août 2022, le BSIF a publié *Dispositions provisoires du régime au regard des normes de fonds propres et de liquidité visant les expositions sur cryptoactifs*, qui vise à faire en sorte que les institutions financières réglementées par le gouvernement fédéral adoptent un traitement conservateur et fixent des limites prudentes en ce qui concerne leurs expositions aux cryptoactifs.

Le 22 juin 2022, le BSIF a annoncé que la réserve pour stabilité intérieure demeurera à 2,50 % du total des actifs pondérés en fonction du risque.

Le 31 janvier 2022, le BSIF a annoncé que les règles de fonds propres, de levier, de liquidité et de communication de renseignements avaient été révisées, reflet de la mise en œuvre au Canada des dernières réformes bancaires de Bâle III. La plupart des révisions apportées prendront effet au deuxième trimestre de 2023, tandis que les révisions visant le risque de marché et le risque lié au rajustement de la valeur du crédit prendront effet en 2024.

Il y a lieu de se reporter à la section Gestion globale du capital du Rapport annuel de BMO pour 2021 pour une analyse plus détaillée sur l'évolution des exigences en matière de réglementation.

## Fonds propres réglementaires et TLAC

Les exigences en matière de fonds propres réglementaires pour BMO sont déterminées selon la ligne directrice NFP établie par le BSIF, en fonction des normes de fonds propres établies par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire. Les exigences relatives à la TLAC sont établies conformément à la ligne directrice TLAC du BSIF. Pour des renseignements plus détaillés à ce sujet, il y a lieu de se reporter à la section Gestion globale du capital du Rapport annuel de BMO pour 2021.

Les exigences du BSIF en matière de fonds propres et de la TLAC sont résumées dans le tableau ci-après.

(en pourcentage de l'actif moyen pondéré en fonction des risques ou de l'exposition aux fins du ratio de levier)	Exigences de fonds propres minimales	Réserve de fonds propres au titre du premier pilier 1)	Réserve pour stabilité intérieure 2)	Exigences du BSIF en matière de fonds propres, y compris les réserves de fonds propres	Ratio de fonds propres et ratio de levier de BMO au 31 juillet 2022
Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	4,5 %	3,5 %	2,5 %	10,5 %	15,8 %
Ratio des fonds propres de catégorie 1	6,0 %	3,5 %	2,5 %	12,0 %	17,3 %
Ratio du total des fonds propres	8,0 %	3,5 %	2,5 %	14,0 %	19,4 %
Ratio TLAC 3)	21,5 %	s. o.	2,5 %	24,0 %	32,0 %
Ratio de levier	3,0 %	s. o.	s. o.	3,0 %	5,3 %
Ratio de levier TLAC 3)	6,75 %	s. o.	s. o.	6,75 %	9,8 %

1) Le ratio minimal des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, qui est de 4,5 %, s'accroît des réserves de fonds propres au titre du premier pilier, qui sont de 3,5 % et qui peuvent absorber les pertes en situation de crise. Les réserves de fonds propres au titre du premier pilier comprennent une réserve de conservation des fonds propres de 2,5 %, un supplément de fonds propres sous forme d'actions ordinaires applicable aux banques d'importance systémique intérieure (BIS) de 1,0 % et la réserve contracyclique telle qu'elle est stipulée par le BSIF (dont l'importance a été négligeable au troisième trimestre de 2022). Si les ratios des fonds propres d'une banque tombent dans les limites de cette réserve combinée, des restrictions lui seront imposées à l'égard de ses distributions discrétionnaires à même le résultat (aux fins notamment des dividendes, des rachats d'actions et de la rémunération discrétionnaire), l'ampleur de ces restrictions variant alors selon la position des ratios de la Banque à l'intérieur des limites de la réserve.

2) Le BSIF exige des BIS qu'elles constituent une réserve pour stabilité intérieure au titre des risques associés aux vulnérabilités systémiques dont il est question dans le deuxième pilier. Cette réserve, qui peut varier de 0 % à 2,5 % du total des actifs pondérés en fonction des risques, est présentement établie à 2,5 % au 31 juillet 2022. Une banque qui manque à ses obligations relatives à la réserve pour stabilité intérieure ne se voit pas automatiquement assujettie à des limites de distribution de fonds propres. La Banque pourrait être tenue de détenir des réserves au titre du deuxième pilier en plus de la réserve pour stabilité intérieure.

3) En vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 2021.

s. o. - sans objet

## Fonds propres réglementaires et TLAC <sup>1)</sup>

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2022	T2-2022	T4-2021
Montant brut des fonds propres sous forme d'actions ordinaires 1)	61 286	59 884	51 965
Ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres sous forme d'actions ordinaires	(5 822)	(5 109)	(7 474)
<b>Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires</b>	<b>55 464</b>	<b>54 775</b>	<b>44 491</b>
Fonds propres de catégorie 1 supplémentaires admissibles 2)	5 308	5 208	5 558
Ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres de catégorie 1	(88)	(84)	(83)
<b>Fonds propres de catégorie 1 supplémentaires</b>	<b>5 220</b>	<b>5 124</b>	<b>5 475</b>
<b>Fonds propres de catégorie 1 (fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires et fonds propres de catégorie 1 supplémentaires)</b>	<b>60 684</b>	<b>59 899</b>	<b>49 966</b>
Fonds propres de catégorie 2 admissibles 3)	7 499	7 490	7 286
Ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres de catégorie 2	(50)	(51)	(51)
<b>Fonds propres de catégorie 2</b>	<b>7 449</b>	<b>7 439</b>	<b>7 235</b>
<b>Total des fonds propres (fonds propres de catégorie 1 et 2)</b>	<b>68 133</b>	<b>67 338</b>	<b>57 201</b>
Autres instruments TLAC 4)	44 568	37 889	33 238
Ajustements appliqués aux autres instruments TLAC	(167)	(87)	(86)
<b>Autres instruments TLAC disponibles après ajustements</b>	<b>44 401</b>	<b>37 802</b>	<b>33 152</b>
<b>TLAC</b>	<b>112 534</b>	<b>105 140</b>	<b>90 353</b>
Actifs pondérés en fonction des risques 5)	351 711	342 287	325 433
Exposition aux fins du ratio de levier	1 144 101	1 111 094	976 690
<b>Ratios des fonds propres (%)</b>			
Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	15,8	16,0	13,7
Ratio des fonds propres de catégorie 1	17,3	17,5	15,4
Ratio du total des fonds propres	19,4	19,7	17,6
Ratio TLAC	32,0	30,7	27,8
Ratio de levier	5,3	5,4	5,1
Ratio de levier TLAC	9,8	9,5	9,3

1) Le montant brut des fonds propres sous forme d'actions ordinaires comprend les actions ordinaires admissibles qui ont été émises, les résultats non distribués, le cumul des autres éléments du résultat global et les actions ordinaires admissibles émises par les filiales.

2) Les fonds propres de catégorie 1 supplémentaires admissibles comprennent les instruments de catégorie 1 supplémentaires admissibles émis directement ou indirectement.

3) Les fonds propres de catégorie 2 admissibles comprennent les débentures subordonnées et peuvent comprendre une partie des dotations à la provision pour pertes sur créances attendues.

4) Les autres instruments TLAC englobent la dette de premier rang non garantie admissible aux fins du régime de recapitalisation interne des banques au Canada.

5) Les institutions qui utilisent l'approche de mesures avancées pour le risque de crédit sont assujetties à un plancher de fonds propres, tel que le prescrit la ligne directrice NFP du BSIF.

## Actions en circulation et titres convertibles en actions ordinaires <sup>1)</sup>

Au 31 juillet 2022	Nombre d'actions ou montant en dollars (en millions)
<b>Actions ordinaires <sup>2)</sup></b>	674,4
<b>Actions privilégiées de catégorie B*</b>	
Série 27	500 \$
Série 29	400 \$
Série 31	300 \$
Série 33	200 \$
Série 42	400 \$
Série 44	400 \$
Série 46	350 \$
Série 50	500 \$
<b>Autres instruments de capitaux propres*</b>	
Billets subordonnés à 4,800 % aux termes des fonds propres de catégorie 1 supplémentaires	500 \$ US
Billets avec remboursement de capital à recours limité, série 1 à 4,300 %	1 250 \$
Billets avec remboursement de capital à recours limité, série 2 à 5,625 %	750 \$
<b>Billets à moyen terme*</b>	
Billets subordonnés à 3,803 % échéant en 2032	1 250 \$ US
Billets subordonnés à 4,338 % échéant en 2028	850 \$ US
Série J – tranche 1	1 000 \$
Série J – tranche 2	1 250 \$
Série K – tranche 1	1 000 \$
Billets subordonnés à 3,088 % échéant en 2037	1 250 \$ US
<b>Options sur actions</b>	
Droits acquis	2,7
Droits non acquis	3,3

\*Convertible en actions ordinaires. Les billets avec remboursement de capital à recours limité sont convertibles en actions ordinaires en vertu du recours aux actions privilégiées, série 48, et aux actions privilégiées, série 49, au titre des billets avec remboursement de capital à recours limité, série 1 et série 2, respectivement émises en même temps que les billets avec remboursement de capital à recours limité, qui comprennent actuellement les actifs détenus dans une fiducie à recours limité.

1) Des détails sur les billets à moyen terme sont présentés à la note 15 afférente aux états financiers consolidés audités du Rapport annuel de BMO pour 2021. La note 5 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités et la note 16 afférente aux états financiers consolidés annuels audités du Rapport annuel de BMO pour 2021, traitent en détail du capital social et des autres instruments de capitaux propres.

2) Le nombre d'actions ordinaires comprend 158 256 actions propres.

## Autres faits nouveaux touchant le capital

Au cours du trimestre à l'étude, 2,8 millions d'actions ordinaires ont été émises dans le cadre du régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires et aux termes de l'exercice d'options sur actions.

Le 25 août 2022, nous avons racheté la totalité de nos 16 millions d'actions privilégiées de catégorie B à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, série 42 (FPUNV) en circulation pour un total global de 400 millions de dollars.

Le 27 juillet 2022, nous avons procédé à une offre publique au Canada portant sur l'émission d'actions privilégiées de catégorie B à taux fixe rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, série 50 (FPUNV) pour un montant de 500 millions de dollars.

Le 1<sup>er</sup> juin 2022, nous avons racheté la totalité de nos débetures subordonnées pour 850 millions de dollars et de nos billets à moyen terme, série I, deuxième tranche (FPUNV) à la valeur nominale, majorés des intérêts courus et impayés à la date prévue de rachat, exclusion faite de celle-ci.

Le 25 mai 2022, nous avons racheté la totalité de nos 20 millions d'actions privilégiées de catégorie B à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, série 40 (FPUNV) en circulation pour un total global de 500 millions de dollars.

Le 29 mars 2022, nous avons procédé à une offre publique portant sur 20 843 750 actions ordinaires pour un montant de 3 106 millions de dollars dans le but de financer une partie du prix d'achat relatif à l'acquisition annoncée de Bank of the West.

Le 25 février 2022, nous avons racheté la totalité de nos 24 millions d'actions privilégiées de catégorie B à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif – série 38 (FPUNV), en circulation pour un total global de 600 millions de dollars.

Le 10 janvier 2022, nous avons finalisé notre offre publique de rachat aux États-Unis portant sur des billets subordonnés à 3,088 % (FPUNV), échéant en 2037, pour un montant de 1,25 milliard de dollars américains, dans le cadre de notre programme de billets à moyen terme américains.

Le 3 décembre 2021, nous avons annoncé notre intention, sous réserve de l'approbation du BSIF et de la Bourse de Toronto, de racheter à des fins d'annulation jusqu'à 22,5 millions de nos actions ordinaires dans le cadre d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités. Concomitamment avec l'acquisition annoncée de Bank of the West, nous n'entendons pas établir une offre publique de rachat dans le cours normal des activités et nous ne prévoyons pas racheter des actions avant la clôture de l'acquisition.

Aux termes du régime de recapitalisation interne des banques du Canada, les titres d'emprunt de premier rang admissibles émis le 23 septembre 2018 ou après cette date sont assujettis aux exigences sur la conversion aux fins de recapitalisation interne. La Société d'assurance-dépôts du Canada a le pouvoir de convertir des créances admissibles à la recapitalisation interne en actions ordinaires. Cette exigence prévue par la loi s'étend aux FPUNV, qui doivent être intégralement convertis avant la conversion des créances admissibles à la recapitalisation interne.

Advenant le cas où se produirait un événement déclencheur de FPUNV, nos instruments compris dans les FPUNV seraient convertis en actions ordinaires de BMO selon une formule de conversion automatique à un prix de conversion correspondant au plus élevé des montants suivants : i) un prix plancher de 5,00 \$ et ii) le cours du marché de nos actions ordinaires à la date de l'événement déclencheur (calculé selon un prix moyen pondéré sur 10 jours). Selon un prix plancher de 5,00 \$, ces instruments de capital compris dans les FPUNV seraient convertis en environ 3,4 milliards d'actions ordinaires de BMO, dans l'hypothèse où il n'y aurait ni intérêts courus ni dividendes déclarés et impayés.

## Dividendes

Le 30 août 2022, BMO a annoncé que le Conseil d'administration avait déclaré un dividende trimestriel sur les actions ordinaires de 1,39 \$ par action, demeurant inchangé par rapport au trimestre précédent et en hausse de 0,33 \$ ou 31 % par rapport à l'exercice précédent. Le dividende doit être versé le 28 novembre 2022 aux actionnaires inscrits le 1<sup>er</sup> novembre 2022. Les détenteurs d'actions ordinaires pourront choisir de réinvestir leurs dividendes en trésorerie dans des actions ordinaires de BMO, conformément au régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires (le « régime »).

Le 10 janvier 2022, nous avons annoncé que nous accordons un escompte de 2 % sur les nouvelles actions ordinaires émises selon les modalités de réinvestissement de dividendes du régime. À compter du dividende sur les actions ordinaires déclaré pour le premier trimestre de 2022 et jusqu'à nouvel ordre, les actions ordinaires émises par la Banque en vertu du régime seront de nouvelles actions comportant un escompte de 2 % calculé conformément aux modalités du régime. L'escompte ne s'appliquera pas aux actions ordinaires achetées dans le volet « versements facultatifs en espèces » du régime.

Aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et de toute autre loi provinciale ou territoriale similaire, et à moins d'indication contraire, BMO désigne tous les dividendes versés ou jugés comme ayant été versés sur ses actions ordinaires et privilégiées comme étant des « dividendes admissibles ».

## Mise en garde

La présente section qui traite de la gestion du capital renferme des déclarations prospectives. Il y a lieu de se reporter à la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

## Analyse des résultats des groupes d'exploitation

### Méthode de présentation des résultats des groupes d'exploitation de BMO

BMO présente les résultats financiers de ses trois groupes d'exploitation, dont l'un comprend deux unités d'exploitation, et ils sont tous soutenus par les unités fonctionnelles et l'unité Technologie et opérations des Services d'entreprise. Les résultats des unités d'exploitation comprennent les ventilations des revenus liées à la trésorerie, les ventilations des charges autres que d'intérêts provenant des unités fonctionnelles et de l'unité Technologie et opérations (T&O), et les fonds propres imputés.

BMO a recours à la fixation des prix de cession interne des fonds et des liquidités entre la trésorerie et les unités d'exploitation pour attribuer le coût et le crédit appropriés aux fonds afin d'établir adéquatement le prix des prêts et des dépôts et de faciliter l'évaluation de la performance en matière de rentabilité de chaque secteur d'activité. Ces méthodes tiennent également compte du coût des actifs liquides supplémentaires qui sont détenus afin de combler d'éventuels besoins en liquidité et de faciliter la gestion du risque de taux d'intérêt et du risque de liquidité dans le respect de notre cadre d'appétit pour le risque et des exigences réglementaires. Nous passons en revue nos méthodologies de prix de cession interne au moins une fois par an afin qu'elles soient conformes à nos pratiques de gestion des risques de taux d'intérêt, de liquidité et de financement.

Les coûts associés aux services fournis par les unités fonctionnelles et le groupe Technologie et opérations sont en grande partie répartis entre les quatre unités d'exploitation, les montants restants étant pris en compte dans les Services d'entreprise. Les charges directement engagées pour soutenir une unité d'exploitation spécifique sont généralement réparties à cette unité d'exploitation. Les autres charges qui ne sont pas directement attribuables à une unité d'exploitation spécifique sont réparties entre les unités d'exploitation d'une manière qui reflète raisonnablement le niveau de soutien fourni à chaque unité d'exploitation. Nous passons en revue périodiquement ces méthodes de répartition des charges.

Les fonds propres sont imputés aux unités d'exploitation en fonction du montant de fonds propres réglementaires requis pour soutenir les activités commerciales. Les fonds propres non imputés sont comptabilisés dans les Services d'entreprise. Les méthodes d'imputation des fonds propres sont passées en revue chaque année.

De temps à autre, il arrive que certains secteurs d'activité et certaines unités de notre structure organisationnelle soient réorientés pour appuyer nos priorités stratégiques. À compter du premier trimestre de 2022, des prêts, des dépôts et des revenus des Services bancaires aux entreprises ont été reclassés du secteur des Services bancaires aux grandes entreprises au secteur des Services bancaires Particuliers et entreprises au sein de PE Canada aux fins de l'harmonisation de notre structure organisationnelle. En outre, certaines répartitions de charges ont été actualisées afin de mieux refléter les circonstances. Les chiffres des périodes antérieures ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour l'exercice à l'étude.

À l'instar des membres de notre groupe bancaire de référence au Canada, nous analysons les revenus consolidés à partir des revenus calculés selon les PCGR figurant dans les états financiers consolidés annuels audités plutôt que sur une base d'imposition comparable (bic). Comme plusieurs autres banques, BMO analyse les revenus de ses unités d'exploitation sur une bic. Les revenus et la charge d'impôts sur le résultat relativement aux titres exonérés d'impôts sont augmentés à un montant équivalent avant impôts afin de faciliter la comparaison du bénéfice sur le plan des sources imposables et de celles qui ne le sont pas. La compensation des ajustements sur une bic des unités est reflétée dans les revenus et la charge d'impôts sur le résultat des Services d'entreprise.

### Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE) <sup>1)</sup>

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T3-2022	T2-2022	T3-2021	Cumul 2022	Cumul 2021
Revenus nets d'intérêts (bic) <sup>2)</sup>	<b>3 216</b>	2 904	2 708	<b>9 063</b>	8 043
Revenus autres que d'intérêts	<b>889</b>	935	885	<b>2 807</b>	2 568
Total des revenus (bic)	<b>4 105</b>	3 839	3 593	<b>11 870</b>	10 611
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances lié aux prêts douteux	<b>126</b>	121	91	<b>350</b>	421
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances lié aux prêts productifs	<b>31</b>	(106)	(60)	<b>(228)</b>	(155)
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances	<b>157</b>	15	31	<b>122</b>	266
Charges autres que d'intérêts	<b>1 906</b>	1 785	1 721	<b>5 427</b>	4 985
Bénéfice avant impôts sur le résultat	<b>2 042</b>	2 039	1 841	<b>6 321</b>	5 360
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	<b>509</b>	511	463	<b>1 575</b>	1 338
Bénéfice net comptable	<b>1 533</b>	1 528	1 378	<b>4 746</b>	4 022
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions <sup>3)</sup>	<b>1</b>	2	6	<b>4</b>	19
Bénéfice net ajusté	<b>1 534</b>	1 530	1 384	<b>4 750</b>	4 041

1) Les résultats ajustés et les montants sur une bic que renferme le présent tableau ne sont pas conformes aux PCGR et sont analysés à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

2) Des montants sur une base d'imposition comparable de 6 millions de dollars pour à la fois le troisième trimestre de 2022, le deuxième trimestre de 2022 et le troisième trimestre de 2021, de 18 millions pour le cumul 2022 et de 19 millions pour le cumul 2021 ont été comptabilisés dans les revenus nets d'intérêts.

3) Des montants globaux avant impôts liés à l'amortissement des immobilisations incorporelles se rapportant aux acquisitions des Services bancaires PE de 1 million de dollars pour le troisième trimestre de 2022, de 2 millions pour le deuxième trimestre de 2022, de 9 millions pour le troisième trimestre de 2021, de 5 millions pour le cumul 2022 et de 26 millions pour le cumul 2021 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

Les Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE) englobent nos deux unités d'exploitation de services bancaires aux particuliers et aux entreprises : Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada) et Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis). Le bénéfice net comptable des Services bancaires PE s'est élevé à 1 533 millions de dollars, en hausse de 155 millions, ou de 11 %, comparativement à l'exercice précédent. Ces unités d'exploitation sont passées en revue séparément dans les sections ci-après.

Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières pour obtenir de plus amples renseignements sur les montants, les mesures et les ratios non conformes aux PCGR de la présente section Analyse des résultats des groupes d'exploitation.

## Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada) <sup>1)</sup>

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T3-2022	T2-2022	T3-2021	Cumul 2022	Cumul 2021
Revenus nets d'intérêts	<b>1 938</b>	1 763	1 660	<b>5 488</b>	4 849
Revenus autres que d'intérêts	<b>591</b>	622	580	<b>1 833</b>	1 633
Total des revenus	<b>2 529</b>	2 385	2 240	<b>7 321</b>	6 482
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	<b>104</b>	86	100	<b>290</b>	404
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances lié aux prêts productifs	<b>(15)</b>	(32)	(7)	<b>(123)</b>	(22)
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances	<b>89</b>	54	93	<b>167</b>	382
Charges autres que d'intérêts	<b>1 134</b>	1 060	1 028	<b>3 218</b>	2 919
Bénéfice avant impôts sur le résultat	<b>1 306</b>	1 271	1 119	<b>3 936</b>	3 181
Charge d'impôts sur le résultat	<b>341</b>	331	291	<b>1 027</b>	826
Bénéfice net comptable	<b>965</b>	940	828	<b>2 909</b>	2 355
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 2)	—	1	—	<b>1</b>	1
Bénéfice net ajusté	<b>965</b>	941	828	<b>2 910</b>	2 356
Charges autres que d'intérêts ajustées	<b>1 134</b>	1 059	1 027	<b>3 217</b>	2 917
Revenus des Services bancaires Particuliers et entreprises	<b>1 770</b>	1 657	1 557	<b>5 104</b>	4 551
Revenus des Services bancaires aux grandes entreprises	<b>759</b>	728	683	<b>2 217</b>	1 931
Croissance du bénéfice net (%)	<b>16,6</b>	20,9	160,3	<b>23,5</b>	71,3
Croissance des revenus (%)	<b>12,9</b>	11,3	14,2	<b>12,9</b>	8,0
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	<b>10,3</b>	11,1	6,6	<b>10,3</b>	(0,4)
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	<b>10,3</b>	11,1	6,6	<b>10,3</b>	(0,4)
Rendement des capitaux propres (%) 3)	<b>32,0</b>	32,5	29,1	<b>33,0</b>	27,9
Rendement des capitaux propres ajustés (%) 3)	<b>32,0</b>	32,5	29,1	<b>33,0</b>	27,9
Levier d'exploitation (%)	<b>2,6</b>	0,2	7,6	<b>2,6</b>	8,4
Levier d'exploitation ajusté (%)	<b>2,6</b>	0,2	7,6	<b>2,6</b>	8,4
Ratio d'efficience (%)	<b>44,8</b>	44,5	45,9	<b>44,0</b>	45,0
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%)	<b>2,72</b>	2,66	2,62	<b>2,69</b>	2,65
Actif productif moyen	<b>282 781</b>	272 231	250 980	<b>273 270</b>	244 893
Solde moyen brut des prêts et acceptations	<b>295 167</b>	284 717	264 585	<b>285 661</b>	258 756
Solde moyen des dépôts	<b>246 832</b>	237 565	227 029	<b>240 305</b>	223 262

1) Les résultats et les ratios ajustés que renferme ce tableau ne sont pas conformes aux PCGR, et sont analysés à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

2) Un montant avant impôts lié à l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions de néant pour le troisième trimestre de 2022, de 1 million de dollars pour à la fois le deuxième trimestre de 2022 et le troisième trimestre de 2021, de 1 million pour le cumul 2022 et de 2 millions pour le cumul 2021 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

3) Le rendement des capitaux propres est fondé sur les fonds propres imputés. Pour de plus amples renseignements, il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

## Comparaison du troisième trimestre de 2022 et du troisième trimestre de 2021

Le bénéfice net comptable de PE Canada s'est établi à 965 millions de dollars, en hausse de 137 millions, ou de 17 %, par rapport à il y a un an.

Le total des revenus s'est établi à 2 529 millions de dollars, en hausse de 289 millions, ou de 13 %, en regard de l'exercice précédent. Les revenus nets d'intérêts ont augmenté de 278 millions, ou de 17 %, ce qui est imputable à la croissance des soldes des prêts et des dépôts et à l'élargissement des marges. Les revenus autres que d'intérêts ont augmenté de 11 millions, ou de 2 %, sous l'effet de l'augmentation des revenus générés par les cartes de crédit et des revenus tirés des dépôts, contrebalancée en partie par la baisse des profits sur les investissements dans nos services bancaires aux grandes entreprises. La marge nette d'intérêts de 2,72 % s'est améliorée de 10 points de base en regard de l'exercice précédent, du fait surtout de l'élargissement des marges sur les dépôts découlant de l'incidence du contexte de taux d'intérêt plus élevés, ce qui a été contré en partie par le rétrécissement des marges sur les prêts.

Les revenus des Services bancaires Particuliers et entreprises ont augmenté de 213 millions de dollars, ou de 14 %, en raison de la hausse des revenus nets d'intérêts et de l'accroissement des revenus autres que d'intérêts. Les revenus des services bancaires aux grandes entreprises ont augmenté de 76 millions, ou de 11 %, ce qui s'explique par la hausse des revenus nets d'intérêts, neutralisée en partie par la baisse des revenus autres que d'intérêts.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances s'est chiffré à 89 millions de dollars, en baisse de 4 millions par rapport à l'exercice précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux s'est élevée à 104 millions, en hausse de 4 millions, ce qui s'explique surtout par une hausse des dotations à la provision liées aux Services bancaires aux grandes entreprises, contrée en partie par une baisse des dotations à la provision pour les Services bancaires Particuliers et entreprises. Un recouvrement de la dotation à la provision pour pertes sur créances lié aux prêts productifs de 15 millions a été enregistré pour le trimestre à l'étude, comparativement à un recouvrement de 7 millions inscrit un an plus tôt.

Les charges autres que d'intérêts se sont établies à 1 134 millions de dollars, en hausse de 106 millions, ou de 10 %, par rapport à l'exercice précédent, ce qui reflète les investissements dans les activités, y compris l'augmentation de l'effectif de notre équipe de vente et les coûts plus élevés liés à la technologie.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations a augmenté de 30,6 milliards de dollars, ou de 12 %, par rapport à il y a un an, pour s'établir à 295,2 milliards. Les soldes des prêts des Services bancaires Particuliers et entreprises se sont accrus de 9 %, les soldes des prêts des Services bancaires aux grandes entreprises, de 16 % et les soldes de cartes de crédit, de 19 %. Le solde moyen des dépôts a progressé de 19,8 milliards, ou de 9 %, sur un an, pour s'établir à 246,8 milliards. Les dépôts des Services bancaires aux grandes entreprises ont augmenté de 11 % et les dépôts des Services bancaires Particuliers et entreprises, de 8 %, en raison de la croissance des dépôts des comptes de chèques et d'épargne et des dépôts à terme.



## Comparaison du troisième trimestre de 2022 et du deuxième trimestre de 2022

Le bénéfice net comptable a augmenté de 25 millions de dollars, ou de 3 %, par rapport au trimestre précédent.

Le total des revenus s'est accru de 144 millions de dollars, ou de 6 % par rapport au trimestre précédent. Les revenus nets d'intérêts ont augmenté de 175 millions, ou de 10 %, en raison de la croissance des soldes des prêts et des dépôts, de l'incidence des trois jours de plus qu'a comptés le trimestre considéré et de l'élargissement des marges. Les revenus autres que d'intérêts ont reculé de 31 millions, ou de 5 %, du fait surtout de la baisse des profits sur les investissements dans nos services bancaires aux grandes entreprises et des revenus plus faibles générés par les cartes de crédit. La marge nette d'intérêts a augmenté de 6 points de base par rapport au trimestre précédent pour s'établir à 2,72 %, en raison essentiellement de l'élargissement des marges sur les dépôts, ce qui a été contré en partie par le rétrécissement des marges sur les prêts.

Les revenus des Services bancaires Particuliers et entreprises ont augmenté de 113 millions de dollars, ou de 7 %, alors que les revenus des Services bancaires aux grandes entreprises ont augmenté de 31 millions, ou de 4 %, dans les deux cas en raison de l'augmentation des revenus nets d'intérêts, contrebalancée en partie par les revenus autres que d'intérêts moindres.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances s'est fixé à 89 millions de dollars, en hausse de 35 millions par rapport au trimestre précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux a augmenté de 18 millions, en raison essentiellement des dotations aux provisions liées aux Services bancaires Particuliers et entreprises plus élevées. Un recouvrement de la dotation à la provision pour pertes sur créances liées aux prêts productifs de 15 millions a été enregistré pour le trimestre à l'étude, comparativement à un recouvrement de 32 millions pour le trimestre précédent.

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 74 millions de dollars, ou de 7 %, par rapport au trimestre précédent, ce qui reflète les investissements dans les activités, y compris les coûts plus élevés liés à la technologie, à l'équipe de vente et à la commercialisation et l'incidence des trois jours de plus que comptait le trimestre à l'étude.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations a progressé de 10,5 milliards de dollars, ou de 4 %, par rapport au trimestre précédent. Les soldes des prêts des Services bancaires Particuliers et entreprises ont augmenté de 3 % et les soldes des prêts des Services bancaires aux grandes entreprises, de 4 %, alors que les soldes de cartes de crédit ont bondi de 9 %. Le solde moyen des dépôts a progressé de 9,3 milliards, ou de 4 %, par rapport au trimestre précédent. Les dépôts des Services bancaires aux grandes entreprises ont augmenté de 4 %, alors que les dépôts des Services bancaires Particuliers et entreprises ont augmenté de 4 %, sous l'effet de la forte croissance des dépôts à terme.

## Comparaison des neuf premiers mois de 2022 et des neuf premiers mois de 2021

Le bénéfice net comptable s'est établi à 2 909 millions de dollars, en hausse de 554 millions, ou de 24 % et, après ajustement, il a atteint 2 910 millions, en hausse de 554 millions, ou de 24 %, comparativement à l'an dernier.

Le total des revenus s'est établi à 7 321 millions de dollars, en hausse de 839 millions, ou de 13 %, par rapport à l'exercice précédent. Les revenus nets d'intérêts ont augmenté de 639 millions, ou de 13 %, en raison de l'augmentation des soldes des prêts et des dépôts et de l'élargissement des marges. Les revenus autres que d'intérêts ont augmenté de 200 millions, ou de 12 %, sous l'effet essentiellement de l'augmentation des revenus générés par les cartes de crédit et des revenus tirés des dépôts. La marge nette d'intérêts a monté de 4 points de base par rapport à l'exercice précédent pour s'établir à 2,69 %, du fait surtout de l'accroissement des marges sur les dépôts, en partie contrebalancé par le rétrécissement des marges sur les prêts.

Les revenus des Services bancaires Particuliers et entreprises ont augmenté de 553 millions de dollars, ou de 12 %, par rapport à l'an dernier, et les revenus des Services bancaires aux grandes entreprises se sont renforcés de 286 millions, ou de 15 %, dans les deux cas en raison de la hausse des revenus nets d'intérêts et de l'accroissement des revenus autres que d'intérêts.

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est chiffré à 167 millions de dollars, en baisse de 215 millions par rapport à l'exercice précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux s'est établie à 290 millions, en baisse de 114 millions, ce qui s'explique par une diminution des dotations à la provision liées aux Services bancaires aux grandes entreprises et aux Services bancaires Particuliers et entreprises. Un recouvrement de pertes sur créances lié aux prêts productifs de 123 millions a été comptabilisé pour l'exercice à l'étude, comparativement à 22 millions pour l'exercice précédent.

Les charges autres que d'intérêts ont diminué de 299 millions de dollars, ou de 10 %, par rapport à l'exercice précédent, ce qui reflète les investissements continus dans les activités, y compris l'augmentation de notre équipe de vente et des coûts liés à la technologie.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations a progressé de 26,9 milliards de dollars, ou de 10 %, par rapport à l'exercice précédent. Les soldes des prêts des Services bancaires Particuliers et entreprises se sont accrus de 9 %, les soldes des prêts des Services bancaires aux grandes entreprises, de 13 %, et les soldes de cartes de crédit, de 13 %. Le solde des dépôts moyens a progressé de 17,0 milliards, ou de 8 %, les dépôts des Services bancaires aux grandes entreprises ayant grimpé de 13 % et les dépôts des Services bancaires Particuliers et entreprises ayant augmenté de 5 %, la forte croissance continue des dépôts des comptes de chèques et d'épargne ayant été contrebalancée en partie par le recul des dépôts à terme.

Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières pour obtenir de plus amples renseignements sur les montants, les mesures et les ratios non conformes aux PCGR de la présente section Analyse des résultats des groupes d'exploitation.

## Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis) <sup>1)</sup>

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T3-2022	T2-2022	T3-2021	Cumul 2022	Cumul 2021
Revenus nets d'intérêts (bic) 2)	1 278	1 141	1 048	3 575	3 194
Revenus autres que d'intérêts	298	313	305	974	935
Total des revenus (bic)	1 576	1 454	1 353	4 549	4 129
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances lié aux prêts douteux	22	35	(9)	60	17
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances lié aux prêts productifs	46	(74)	(53)	(105)	(133)
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances	68	(39)	(62)	(45)	(116)
Charges autres que d'intérêts	772	725	693	2 209	2 066
Bénéfice avant impôts sur le résultat	736	768	722	2 385	2 179
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	168	180	172	548	512
Bénéfice net comptable	568	588	550	1 837	1 667
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 3)	1	1	6	3	18
Bénéfice net ajusté	569	589	556	1 840	1 685
Charges autres que d'intérêts ajustées	771	724	685	2 205	2 042
Croissance du bénéfice net (%)	3,2	9,3	102,4	10,2	70,2
Croissance du bénéfice net ajusté (%)	2,3	8,3	97,5	9,2	67,0
Croissance des revenus (%)	16,5	6,5	(3,4)	10,2	(1,7)
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	11,5	5,8	(6,4)	6,9	(9,9)
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	12,5	6,9	(5,8)	7,9	(9,4)
Actif productif moyen	137 169	133 774	119 129	134 175	121 833
Solde moyen brut des prêts et acceptations	131 878	127 677	113 005	128 240	115 711
Solde moyen net des prêts et acceptations	131 070	126 893	112 030	127 422	114 664
Solde moyen des dépôts	142 865	144 244	137 556	144 549	137 993

(équivalents en millions de dollars américains)

Revenus nets d'intérêts (bic) 4)	1 001	900	851	2 811	2 544
Revenus autres que d'intérêts	233	247	247	766	745
Total des revenus (bic)	1 234	1 147	1 098	3 577	3 289
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances lié aux prêts douteux	17	27	(6)	47	13
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances lié aux prêts productifs	36	(57)	(43)	(82)	(106)
Total des dotations à la provision pour (recouvrements de) pertes sur créances	53	(30)	(49)	(35)	(93)
Charges autres que d'intérêts	604	572	562	1 736	1 646
Bénéfice avant impôts sur le résultat	577	605	585	1 876	1 736
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	132	141	140	431	408
Bénéfice net comptable	445	464	445	1 445	1 328
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 5)	1	1	5	3	15
Bénéfice net ajusté	446	465	450	1 448	1 343
Charges autres que d'intérêts ajustées	603	570	555	1 732	1 626

### Principaux facteurs et mesures de la performance (en dollars américains)

Revenus des Services bancaires Particuliers et entreprises	363	318	328	1 018	989
Revenus des Services bancaires aux grandes entreprises	871	829	770	2 559	2 300
Croissance du bénéfice net (%)	(0,2)	7,7	124,2	8,8	83,3
Croissance du bénéfice net ajusté (%)	(1,1)	6,7	118,6	7,8	79,8
Croissance des revenus (%)	12,4	5,2	6,5	8,8	5,9
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	7,4	4,5	3,3	5,5	(3,0)
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	8,5	5,5	3,9	6,5	(2,4)
Rendement des capitaux propres (%) 6)	16,5	17,3	16,2	17,8	16,1
Rendement des capitaux propres ajustés (%) 6)	16,6	17,3	16,4	17,8	16,3
Levier d'exploitation (bic) (%)	5,0	0,7	3,2	3,3	8,9
Levier d'exploitation ajusté (bic) (%)	3,9	(0,3)	2,6	2,3	8,3
Ratio d'efficience (bic) (%)	49,0	49,8	51,2	48,5	50,1
Ratio d'efficience ajusté (bic) (%)	48,9	49,7	50,6	48,4	49,5
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (bic) (%)	3,70	3,50	3,49	3,56	3,50
Actif productif moyen	107 372	105 628	96 730	105 507	97 035
Solde moyen brut des prêts et acceptations	103 231	100 809	91 758	100 838	92 158
Solde moyen des dépôts	111 836	113 896	111 693	113 670	109 934

1) Les résultats et les ratios ajustés et les montants sur une bic que renferme le présent tableau ne sont pas conformes aux PCGR et sont analysés à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

2) Des montants sur une base d'imposition comparable de 6 millions de dollars pour à la fois le troisième trimestre de 2022, le deuxième trimestre de 2022 et le troisième trimestre de 2021, de 18 millions pour le cumul 2022 et de 19 millions pour le cumul 2021 ont été comptabilisés dans les revenus nets d'intérêts.

3) Des montants avant impôts liés à l'amortissement des immobilisations incorporelles se rapportant aux acquisitions de 1 million de dollars pour à la fois le troisième trimestre de 2022 et le deuxième trimestre de 2022 et de 8 millions pour le troisième trimestre de 2021, de 4 millions pour le cumul 2022 et de 24 millions pour le cumul 2021 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

4) Des montants sur une base d'imposition comparable de 5 millions de dollars américains pour le troisième trimestre de 2022, de 4 millions de dollars américains pour le deuxième trimestre de 2022, de 5 millions de dollars américains pour le troisième trimestre de 2021, de 14 millions de dollars américains pour le cumul 2022 et de 15 millions de dollars américains pour le cumul 2021 ont été comptabilisés dans les revenus nets d'intérêts.

5) Des montants avant impôts liés à l'amortissement des immobilisations incorporelles se rapportant aux acquisitions de 1 million de dollars américains pour le troisième trimestre de 2022, de 2 millions de dollars américains pour le deuxième trimestre de 2022, de 7 millions de dollars américains pour le troisième trimestre de 2021, de 4 millions de dollars américains pour le cumul 2022 et de 20 millions de dollars américains pour le cumul 2021 ont été comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts.

6) Le rendement des capitaux propres est fondé sur les fonds propres imputés. Pour de plus amples renseignements, il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

### Comparaison du troisième trimestre de 2022 et du troisième trimestre de 2021

Le bénéfice net comptable de PE États-Unis s'est établi à 568 millions de dollars, en hausse de 18 millions, ou de 3 %, par rapport à il y a un an. Le raffermissement du dollar américain a entraîné une hausse de la croissance du bénéfice net de 3 %, des revenus, de 5 %, et des charges, de 4 %. Tous les montants dans le reste de la présente section sont exprimés en dollars américains.

Le bénéfice net comptable s'est établi à 445 millions de dollars, un montant inchangé par rapport à l'an dernier.

Le total des revenus s'est établi à 1 234 millions de dollars, soit une hausse de 136 millions, ou de 12 % par rapport à l'an dernier. Les revenus nets d'intérêts ont augmenté de 150 millions, ou de 18 %, en raison surtout de la hausse des marges et des soldes des prêts, contrebalancée en partie par la baisse des revenus afférents au programme Paycheck Protection Program (PPP)<sup>1)</sup> et le rétrécissement des marges sur les prêts. Les revenus autres que d'intérêts ont diminué de 14 millions, ou de 6 %, ce qui s'explique essentiellement par la baisse des revenus tirés des contrats de location simple. La marge nette d'intérêts s'est élargie de 21 points de base pour s'établir à 3,70 %, principalement du fait de l'élargissement des marges sur les dépôts attribuable au contexte de taux d'intérêt plus élevés, contré en partie par la croissance plus rapide des soldes des prêts par rapport aux dépôts et le rétrécissement des marges sur les prêts.

Les revenus des Services bancaires Particuliers et entreprises ont augmenté de 35 millions de dollars, ou de 11 %, en raison de l'augmentation des revenus nets d'intérêts, contrebalancée en partie par la baisse des revenus autres que d'intérêts. Les revenus des Services bancaires aux grandes entreprises ont progressé de 101 millions, ou de 13 %, ce qui s'explique par la hausse des revenus nets d'intérêts, contrée en partie par la baisse des revenus autres que d'intérêts.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances s'est chiffré à 53 millions de dollars, comparativement à un total des recouvrements de 49 millions à l'exercice précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux s'est élevée à 17 millions, en hausse de 23 millions, ce qui s'explique essentiellement par une hausse des dotations à la provision liées aux Services bancaires aux grandes entreprises, contre un recouvrement à l'exercice précédent. Une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 36 millions a été enregistrée pour le trimestre à l'étude, comparativement à un recouvrement de 43 millions inscrit un an plus tôt.

Les charges autres que d'intérêts, établies à 604 millions de dollars, ont augmenté de 42 millions, ou de 7 %, par rapport à l'an dernier, ce qui s'explique surtout par la hausse des frais liés au personnel et des coûts liés à la technologie.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations a progressé de 11,5 milliards de dollars, ou de 13 %, sur un an pour s'établir à 103,2 milliards. La diminution des prêts liés au programme PPP a réduit la croissance des prêts de 4 %. Les soldes de prêts des Services bancaires aux grandes entreprises ont augmenté de 15 %, tandis que les soldes de prêts des Services bancaires Particuliers et entreprises sont demeurés relativement inchangés. Le solde moyen des dépôts est demeuré relativement inchangé, la hausse des dépôts des Services bancaires Particuliers et entreprises ayant été largement compensée par la baisse des dépôts des Services bancaires aux grandes entreprises.

### Comparaison du troisième trimestre de 2022 et du deuxième trimestre de 2022

Le bénéfice net comptable a diminué de 20 millions de dollars, ou de 4 %, par rapport au trimestre précédent. L'incidence du raffermissement du dollar américain a entraîné une hausse de la croissance des revenus et des charges de 1 %. Tous les montants dans le reste de la présente section sont exprimés en dollars américains.

Le bénéfice net comptable a diminué de 19 millions de dollars, ou de 4 %, par rapport au trimestre précédent.

Le total des revenus a augmenté de 87 millions de dollars, ou de 7 %, par rapport au trimestre précédent. Les revenus nets d'intérêts ont avancé de 101 millions, ou de 11 %, en raison surtout de l'élargissement des marges, de l'incidence des trois jours de plus qu'a comptés le trimestre considéré et des soldes des prêts plus élevés. Les revenus autres que d'intérêts ont diminué de 14 millions, ou de 6 %, par rapport au trimestre précédent, du fait surtout de la baisse des revenus tirés des contrats de location simple. La marge nette d'intérêts a augmenté de 20 points de base par rapport au trimestre précédent pour s'établir à 3,70 %, en raison de l'élargissement des marges sur les dépôts, ce qui a été contré en partie par le rétrécissement des marges sur les prêts et l'incidence de la croissance plus rapide des prêts par rapport aux dépôts.

Les revenus des Services bancaires Particuliers et entreprises ont augmenté de 45 millions de dollars, ou de 14 %, en raison de la hausse des revenus nets d'intérêts et des revenus autres que d'intérêts. Les revenus des Services bancaires aux grandes entreprises ont augmenté de 42 millions de dollars, ou de 5 %, du fait des revenus nets d'intérêts plus élevés, ce qui a été contrebalancé en partie par la baisse des revenus autres que d'intérêts.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances s'est chiffré à 53 millions de dollars, comparativement à un total des recouvrements de 30 millions au trimestre précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux a diminué de 10 millions, ce qui s'explique par la baisse des dotations à la provision liées aux Services bancaires aux grandes entreprises. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 36 millions a été comptabilisée pour le trimestre à l'étude, comparativement à un recouvrement de 57 millions au trimestre précédent.

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 32 millions de dollars, ou de 6 % par rapport au trimestre précédent, du fait de la hausse des frais liés au personnel et à la technologie.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations a progressé de 2,4 milliards de dollars, ou de 2 %, par rapport au trimestre précédent. Les soldes des prêts des Services bancaires aux grandes entreprises ont augmenté de 3 % et les soldes des prêts des Services bancaires Particuliers et entreprises, de 1 %. Le solde moyen des dépôts a reculé de 2,1 milliards, ou de 2 %, sur un an, pour s'établir à 111,8 milliards. Les dépôts des Services bancaires aux grandes entreprises ont diminué de 3 % et les dépôts des Services bancaires Particuliers et entreprises, de 1 %.

1) Le programme Small Business Administration Paycheck Protection Program des États-Unis est un programme de soutien gouvernemental visant à soutenir les entreprises aux prises avec des difficultés économiques occasionnées par la pandémie de COVID-19.

## Comparaison des neuf premiers mois de 2022 et des neuf premiers mois de 2021

Le bénéfice net comptable s'est établi à 1 837 millions de dollars, en hausse de 170 millions, ou de 10 %, comparativement à l'an dernier. L'incidence du raffermissement du dollar américain a fait croître de 1 % le bénéfice net, les revenus et les charges. Tous les montants dans le reste de la présente section sont exprimés en dollars américains.

Le bénéfice net comptable s'est établi à 1 445 millions de dollars, en hausse de 117 millions, ou de 9 %, comparativement à l'exercice précédent.

Le total des revenus s'est établi à 3 577 millions de dollars, en hausse de 288 millions, ou de 9 %, par rapport à l'exercice précédent. Les revenus nets d'intérêts ont augmenté de 267 millions, ou de 11 %, en raison surtout de la hausse des soldes des prêts et des dépôts et de l'élargissement des marges, facteurs contrebalancés en partie par la baisse des revenus de commissions tirés du programme accéléré PPP. Les revenus autres que d'intérêts ont augmenté de 21 millions, ou de 3 %, du fait de la hausse des revenus générés par les prêts et des revenus liés aux activités de prise ferme et de consultation, contrée en partie par la baisse des revenus tirés des contrats de location simple et des revenus tirés des frais hypothécaires. La marge nette d'intérêts s'est élargie de 6 points de base pour s'établir à 3,56 %, principalement du fait de l'accroissement des marges sur les dépôts et les prêts, contrebalancé en partie par la croissance plus rapide des prêts par rapport aux dépôts.

Les revenus des Services bancaires Particuliers et entreprises ont augmenté de 29 millions de dollars, ou de 3 %, en raison de la hausse des revenus nets d'intérêts, compensée en partie par la baisse des revenus autres que d'intérêts. Les revenus des Services bancaires aux grandes entreprises ont progressé de 259 millions, ou de 11 %, ce qui s'explique par la hausse des revenus nets d'intérêts et des revenus autres que d'intérêts.

Le total des recouvrements de pertes sur créances s'est chiffré à 35 millions de dollars, comparativement à un total des recouvrements de 93 millions à l'exercice précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux s'est chiffrée à 47 millions, en hausse de 34 millions, ce qui s'explique essentiellement par une hausse des dotations aux provisions liées aux Services bancaires aux grandes entreprises compensée en partie par une baisse des dotations aux provisions liées aux Services bancaires Particuliers et entreprises. Un recouvrement de pertes sur créances lié aux prêts productifs de 82 millions a été comptabilisé pour l'exercice considéré, comparativement à un recouvrement de 106 millions pour l'exercice précédent.

Les charges autres que d'intérêts se sont établies à 1 736 millions de dollars, soit une hausse de 90 millions, ou de 5 % par rapport à l'an dernier, ce qui reflète les investissements dans les activités, y compris les frais liés au personnel et à la technologie plus élevés, contrés en partie par la baisse de l'amortissement des actifs locatifs.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations a progressé de 8,7 milliards de dollars, ou de 9 %, sur un an pour s'établir à 100,8 milliards. Les soldes de prêts aux grandes entreprises ont augmenté de 11 %, tandis que les soldes des prêts des Services bancaires Particuliers et entreprises sont demeurés relativement inchangés. Le total des dépôts moyens a progressé de 3,7 milliards, ou de 3 %, pour se fixer à 113,7 milliards, les dépôts des Services bancaires aux grandes entreprises ayant progressé de 5 % et les dépôts des Services bancaires Particuliers et entreprises, de 1 %.

Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières pour obtenir de plus amples renseignements sur les montants, les mesures et les ratios non conformes aux PCGR de la présente section Analyse des résultats des groupes d'exploitation.

## BMO Gestion de patrimoine <sup>1)</sup>

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T3-2022	T2-2022	T3-2021	Cumul 2022	Cumul 2021
Revenus nets d'intérêts	314	278	247	864	723
Revenus autres que d'intérêts	1 391	206	2 180	2 730	4 795
Total des revenus	1 705	484	2 427	3 594	5 518
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	413	(808)	984	(314)	1 302
Revenus, déduction faite des SCVPI	1 292	1 292	1 443	3 908	4 216
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances lié aux prêts douteux	2	—	—	2	3
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances lié aux prêts productifs	(12)	1	(2)	(7)	(10)
Total des dotations à la provision pour (recouvrements de) pertes sur créances	(10)	1	(2)	(5)	(7)
Charges autres que d'intérêts	881	874	944	2 663	2 853
Bénéfice avant impôts sur le résultat	421	417	501	1 250	1 370
Charge d'impôts sur le résultat	97	103	122	297	333
Bénéfice net comptable	324	314	379	953	1 037
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 2)	1	1	5	3	20
Bénéfice net ajusté	325	315	384	956	1 057
Charges autres que d'intérêts ajustées	880	872	939	2 659	2 828
Bénéfice net comptable des activités traditionnelles de gestion de patrimoine	263	247	300	771	822
Bénéfice net ajusté des activités traditionnelles de gestion de patrimoine	264	248	305	774	842
Bénéfice net (perte nette) comptable des activités d'assurance	61	67	79	182	215
Bénéfice net (perte nette) ajusté des activités d'assurance	61	67	79	182	215
Croissance du bénéfice net (%)	(14,4)	(2,5)	19,2	(8,1)	47,0
Croissance du bénéfice net ajusté (%)	(15,1)	(4,5)	17,4	(9,5)	44,4
Croissance des revenus (%)	(29,7)	(56,6)	(2,4)	(34,9)	2,2
Croissance des revenus, déduction faite des SCVPI (%)	(10,4)	(7,5)	11,1	(7,3)	14,2
SCVPI ajustés	413	(808)	984	(314)	1 302
Croissance des revenus, déduction faite des SCVPI ajustés (%)	(10,4)	(7,5)	11,1	(7,3)	14,2
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	(6,6)	(10,1)	8,6	(6,7)	4,4
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	(6,2)	(9,3)	9,3	(6,0)	4,7
Rendement des capitaux propres (%) 3)	24,3	24,2	26,9	24,2	23,0
Rendement des capitaux propres ajustés (%) 3)	24,4	24,2	27,2	24,2	23,5
Leviers d'exploitation, déduction faite des SCVPI (%)	(3,8)	2,6	2,5	(0,6)	9,8
Levier d'exploitation ajusté, déduction faite des SCVPI (%)	(4,2)	1,8	1,8	(1,3)	9,5
Ratio d'efficacité comptable (%)	51,7	180,5	38,9	74,1	51,7
Ratio d'efficacité comptable, déduction faite des SCVPI (%)	68,3	67,6	65,5	68,2	67,7
Ratio d'efficacité ajusté (%)	51,6	180,3	38,7	74,0	51,3
Ratio d'efficacité ajusté, déduction faite des SCVPI (%)	68,2	67,5	65,2	68,1	67,1
Actifs sous gestion	310 469	312 452	526 542	310 469	526 542
Actifs sous administration 4)	419 901	425 383	457 964	419 901	457 964
Actif moyen	50 774	49 735	48 053	50 008	47 761
Solde moyen brut des prêts et acceptations	34 842	33 206	29 040	33 322	28 436
Solde moyen des dépôts	55 456	56 750	50 054	55 747	50 265

### Activités aux États-Unis – Principales données financières (en millions de dollars américains)

Total des revenus	142	139	154	431	463
Charges autres que d'intérêts	112	109	120	342	361
Bénéfice net comptable	28	21	27	71	79
Charges autres que d'intérêts ajustées	111	108	119	339	356
Bénéfice net ajusté	29	21	28	73	82
Solde moyen brut des prêts et acceptations	6 197	5 712	4 980	5 774	4 805
Solde moyen des dépôts	7 265	7 826	6 995	7 666	7 248

1) Les mesures des revenus, déduction faite des SCVPI, ainsi que les résultats et les ratios ajustés que renferme le présent tableau ne sont pas conformes aux PCGR et sont analysés à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

2) Des montants avant impôts liés à l'amortissement des immobilisations incorporelles se rapportant aux acquisitions de 1 million de dollars pour le troisième trimestre de 2022, de 2 millions pour le deuxième trimestre de 2022, de 5 millions pour le troisième trimestre de 2021, de 4 millions pour le cumul 2022 et de 25 millions pour le cumul 2021 ont été comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts.

3) Le rendement des capitaux propres est fondé sur les fonds propres imputés. Pour de plus amples renseignements, il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

4) Certains actifs sous gestion qui sont aussi administrés par la Banque sont inclus dans les actifs sous administration.

## Comparaison du troisième trimestre de 2022 et du troisième trimestre de 2021

Le bénéfice net comptable de BMO Gestion de patrimoine s'est établi à 324 millions de dollars, comparativement à 379 millions à l'exercice précédent. Le bénéfice net comptable des activités traditionnelles de gestion de patrimoine s'est élevé à 263 millions, ce qui représente une diminution de 37 millions, ou de 12 %, eu égard à l'exercice précédent, et le bénéfice net des activités d'assurance s'est établi à 61 millions, en baisse de 18 millions, ou de 23 %. Les dessaisissements ont réduit la croissance du bénéfice net comptable de 3 % et des actifs sous gestion de 41 %.

Le total des revenus s'est établi à 1 705 millions de dollars, comparativement à 2 427 millions à l'exercice précédent. Les revenus, déduction faite des SCVPI, ont diminué de 151 millions de dollars, ou de 10 %, pour se situer à 1 292 millions. Les revenus tirés des activités traditionnelles de gestion de patrimoine ont atteint 1 182 millions, ayant diminué de 127 millions, ou de 10 %, l'incidence des dessaisissements et de la faiblesse des marchés mondiaux ayant été contrebalancées en partie par la bonne croissance sous-jacente des revenus de 3 % découlant de l'augmentation des revenus nets d'intérêts attribuable à la forte croissance des dépôts et des prêts et de l'élargissement des marges. Les revenus d'assurance, déduction faite des SCVPI, se sont établis à 110 millions, en baisse de 24 millions, ou de 17 %, par rapport à l'exercice précédent, ce qui est principalement attribuable à l'incidence des variations défavorables des marchés et à la baisse des avantages découlant des modifications apportées aux placements afin d'améliorer la gestion des actifs et des passifs au cours du trimestre considéré par rapport à l'exercice précédent.

Les charges autres que d'intérêts ont diminué de 63 millions de dollars, ou de 7 %, pour se fixer à 881 millions, la poursuite des investissements dans les activités, y compris l'augmentation des coûts liés à notre équipe de vente et à la technologie, ayant été plus que contrebalancée par les dessaisissements.

Les actifs sous gestion ont diminué de 216,1 milliards de dollars, ou de 41 %, tandis que les actifs sous administration ont baissé de 38,1 milliards, ou de 8 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison surtout des dessaisissements, de l'attrition découlant des actifs à faible rendement et de la faiblesse des marchés mondiaux, facteurs contrebalancés en partie par la hausse des actifs nets sous-jacents des nouveaux clients et les fluctuations favorables des cours de change. Le solde moyen brut des prêts a augmenté de 20 % et le solde moyen des dépôts a progressé de 11 %.

### **Comparaison du troisième trimestre de 2022 et du deuxième trimestre de 2022**

Comparativement au trimestre précédent, le bénéfice net comptable a augmenté de 10 millions de dollars, ou de 3 %. Le bénéfice net comptable des activités traditionnelles de gestion de patrimoine a augmenté de 16 millions, ou de 6 %, tandis que le bénéfice net des activités d'assurance a reculé de 6 millions, ou de 9 %.

Le total des revenus s'est établi à 1 705 millions de dollars, en hausse par rapport à ceux de 1 221 millions. Les revenus, déduction faite des SCVPI, sont demeurés inchangés d'un trimestre à l'autre. Les revenus tirés des activités traditionnelles de gestion de patrimoine ont augmenté de 7 millions, ou de 1 %, du fait de l'incidence des trois jours de plus qu'a comptés le trimestre considéré et d'une progression des revenus nets d'intérêts découlant des marges plus élevées, ce qui a été contrebalancé en partie par l'incidence de la faiblesse des marchés mondiaux et par la baisse des revenus de transactions de courtage au Canada et des revenus de change. Les revenus d'assurance, déduction faite des SCVPI, ont diminué de 7 millions, ou de 6 %, du fait surtout de l'incidence des variations défavorables des marchés au cours du trimestre à l'étude, facteurs partiellement compensés par les avantages découlant des modifications apportées aux placements afin d'améliorer la gestion des actifs et des passifs.

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 7 millions de dollars, ou de 1 %, ce qui s'explique essentiellement par les investissements continus dans les activités et l'incidence des trois jours de plus qu'a comptés le trimestre considéré, facteurs contrebalancés en partie par la diminution des charges liées aux revenus.

Les actifs sous gestion ont diminué de 2,0 milliards de dollars, alors que les actifs sous administration ont fléchi de 5,5 milliards, en baisse dans les deux cas de 1 % par rapport au trimestre précédent, en raison surtout de la faiblesse des marchés boursiers mondiaux, partiellement contrebalancée par la croissance des nouveaux actifs nets des clients. Le solde moyen brut des prêts a augmenté de 5 %, tandis que le solde moyen des dépôts a diminué de 2 %.

### **Comparaison des neuf premiers mois de 2022 et des neuf premiers mois de 2021**

Le bénéfice net comptable s'est établi à 953 millions de dollars, comparativement à 1 037 millions à l'exercice précédent. Le bénéfice net comptable des activités traditionnelles de gestion de patrimoine s'est fixé à 771 millions, soit une diminution de 51 millions, ou de 6 %. Le bénéfice net des activités d'assurance s'est élevé à 182 millions, en baisse de 33 millions, ou de 16 %, comparativement à l'exercice précédent. Les dessaisissements ont réduit la croissance du bénéfice net comptable de 1 %.

Le total des revenus s'est établi à 3 594 millions de dollars, contre 5 518 millions à l'exercice précédent. Les revenus, déduction faite des SCVPI, ont diminué de 308 millions, ou de 7 %, pour se situer à 3 908 millions. Les revenus tirés des activités traditionnelles de gestion de patrimoine ont atteint 3 588 millions, ayant diminué de 258 millions, ou de 7 %, la bonne croissance des revenus de 6 % découlant de l'augmentation des revenus nets d'intérêts, de la forte croissance des dépôts et des prêts, de l'élargissement des marges et des actifs moyens des clients plus élevés, ces facteurs ayant été plus que contrebalancés par les dessaisissements et les revenus de transactions de courtage en ligne plus élevés à l'exercice précédent. Les revenus d'assurance, déduction faite des SCVPI, se sont établis à 320 millions, en baisse de 50 millions, ou de 13 %, par rapport à l'exercice précédent, du fait surtout des variations moins favorables des marchés au cours de l'exercice à l'étude et de la baisse des avantages découlant des modifications apportées aux placements afin d'améliorer la gestion des actifs et des passifs par rapport à l'exercice précédent.

Les charges autres que d'intérêts ont diminué de 190 millions de dollars, ou de 7 %, pour se fixer à 2 663 millions, les investissements dans les activités, y compris les coûts plus élevés liés à la technologie, à l'équipe de vente et à la commercialisation et la hausse des charges liées aux revenus, ayant été plus que contrebalancés par les dessaisissements et une provision pour frais juridiques à l'exercice précédent.

Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières pour obtenir de plus amples renseignements sur les montants, les mesures et les ratios non conformes aux PCGR de la présente section Analyse des résultats des groupes d'exploitation.

## BMO Marchés des capitaux <sup>1)</sup>

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T3-2022	T2-2022	T3-2021	Cumul 2022	Cumul 2021
Revenus nets d'intérêts (bic) 2)	750	745	696	2 419	2 242
Revenus autres que d'intérêts	514	819	888	2 348	2 454
Total des revenus (bic)	1 264	1 564	1 584	4 767	4 696
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances lié aux prêts douteux	(22)	1	(19)	(37)	20
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances lié aux prêts productifs	15	32	(75)	12	(126)
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances	(7)	33	(94)	(25)	(106)
Charges autres que d'intérêts	920	929	925	2 890	2 653
Bénéfice (perte) avant impôts sur le résultat	351	602	753	1 902	2 149
Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat (bic)	89	154	200	487	560
Bénéfice net comptable	262	448	553	1 415	1 589
Coûts d'intégration des acquisitions 3)	1	2	2	6	6
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 4)	3	3	4	10	13
Bénéfice net ajusté	266	453	559	1 431	1 608
Charges autres que d'intérêts ajustées	913	923	917	2 868	2 628
Revenus des Marchés mondiaux	813	928	881	2 912	2 831
Revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés	451	636	703	1 855	1 865
Croissance du bénéfice net (%)	(52,6)	(19,7)	29,5	(11,0)	123,2
Croissance du bénéfice net ajusté (%)	(52,2)	(19,7)	28,3	(11,0)	119,5
Croissance des revenus (%)	(20,1)	1,6	3,7	1,5	19,0
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	(0,5)	10,3	12,4	8,9	9,2
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	(0,5)	10,6	13,3	9,1	9,5
Rendement des capitaux propres (%) 5)	8,5	15,8	20,1	16,2	19,0
Rendement des capitaux propres ajusté (%) 5)	8,7	16,0	20,3	16,4	19,3
Levier d'exploitation (bic) (%)	(19,6)	(8,7)	(8,7)	(7,4)	9,8
Levier d'exploitation ajusté (bic) (%)	(19,6)	(9,0)	(9,6)	(7,6)	9,5
Ratio d'efficacité (bic) (%)	72,7	59,4	58,4	60,6	56,5
Ratio d'efficacité ajusté (bic) (%)	72,2	59,0	57,9	60,1	56,0
Actif moyen	398 282	388 901	367 900	398 394	371 046
Solde moyen brut des prêts et acceptations	64 264	59 158	56 981	60 462	59 565

### Activités aux États-Unis – Principales données financières (en millions de dollars américains)

Total des revenus (bic)	381	533	588	1 591	1 823
Charges autres que d'intérêts	341	363	349	1 071	1 007
Bénéfice net comptable	24	119	213	404	631
Charges autres que d'intérêts ajustées	336	358	343	1 055	988
Bénéfice net ajusté	28	124	217	417	645
Actif moyen	142 751	139 024	127 851	142 403	124 209
Solde moyen brut des prêts et acceptations	25 627	24 265	24 670	24 598	25 501

1) Les résultats et les ratios ajustés et les montants sur une bic ne sont pas conformes aux PCGR et sont analysés à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

2) Des montants sur une base d'imposition comparable de 61 millions de dollars pour le troisième trimestre de 2022, de 60 millions pour le deuxième trimestre de 2022, de 71 millions pour le troisième trimestre de 2021, de 185 millions pour le cumul 2022 et de 219 millions pour le cumul 2021 ont été comptabilisés dans les revenus nets d'intérêts.

3) Les coûts d'intégration de l'acquisition avant impôt de Clearpool de 2 millions de dollars pour à la fois le troisième trimestre de 2022 et le deuxième trimestre de 2022 et de 8 millions pour le cumul 2022 et les coûts d'intégration des acquisitions avant impôts de KGS-Alpha et de Clearpool de 3 millions pour le troisième trimestre de 2021 et de 8 millions pour le cumul 2021 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

4) Des montants avant impôts liés à l'amortissement des immobilisations incorporelles se rapportant aux acquisitions de 5 millions de dollars pour le troisième trimestre de 2022, de 4 millions pour le deuxième trimestre de 2022, de 5 millions pour le troisième trimestre de 2021, de 14 millions pour le cumul 2022 et de 17 millions pour le cumul 2021 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

5) Le rendement des capitaux propres est fondé sur les fonds propres imputés. Pour de plus amples renseignements, il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

## Comparaison du troisième trimestre de 2022 et du troisième trimestre de 2021

Le bénéfice net comptable de BMO Marchés des capitaux s'est établi à 262 millions de dollars, contre 553 millions à l'exercice précédent.

Le total des revenus s'est établi à 1 264 millions de dollars, en baisse de 320 millions, ou de 20 %, en regard de l'exercice précédent. Les revenus des Marchés mondiaux ont diminué de 68 millions, ou de 8 %, sous l'effet de la baisse des revenus des activités de négociation de contrats de taux d'intérêt et de contrats sur titres de participation ainsi que de la baisse des nouvelles émissions de titres d'emprunt et de capitaux propres, facteurs contrebalancés en partie par l'augmentation des autres revenus tirés des actifs autres que de négociation, les revenus de négociation de contrats de change plus élevés et le raffermissement du dollar américain. Les revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés ont diminué de 252 millions, ou de 36 %, en raison surtout de la baisse des commissions de prise ferme et de consultation, qui reflète l'incidence des niveaux plus faibles des activités menées pour les clients étant donné la conjoncture actuelle des marchés et les réductions de valeur d'engagements de souscription de prêts, surtout aux États-Unis, découlant de l'élargissement des écarts de crédit et du fléchissement des profits nets sur les titres, facteurs contrebalancés en partie par la hausse des revenus du secteur Banque d'affaires et le raffermissement du dollar américain.

Le total des recouvrements de pertes sur créances s'est chiffré à 7 millions de dollars, comparativement à un recouvrement de pertes sur créances de 94 millions un an plus tôt. Le recouvrement de pertes sur créances lié aux prêts douteux s'est fixé à 22 millions, en hausse de 3 millions par rapport à l'exercice précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 15 millions a été comptabilisée pour le trimestre à l'étude, comparativement à un recouvrement de 75 millions pour l'exercice précédent.

Les charges autres que d'intérêts se sont établies à 920 millions de dollars, soit une baisse de 5 millions, ou de 1 % par rapport à l'an dernier, en raison essentiellement de la diminution des frais liés au personnel découlant de la performance sous-jacente des secteurs, contrebalancée en partie par les investissements continus dans les activités, les coûts liés aux indemnités de départ et le raffermissement du dollar américain.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations de 64,3 milliards de dollars a augmenté de 7,3 milliards, ou de 13 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison de l'accroissement des activités d'octroi de prêts dans l'ensemble de nos portefeuilles de prêts et de l'incidence du raffermissement du dollar américain, facteurs contrés en partie par l'incidence de la déconsolidation de notre entité de titrisation des clients aux États-Unis et la diminution graduelle des soldes de notre portefeuille de titres du secteur de l'énergie non canadien.

### **Comparaison du troisième trimestre de 2022 et du deuxième trimestre de 2022**

Le bénéfice net comptable a diminué de 186 millions de dollars, ou de 41 %, par rapport au trimestre précédent.

Le total des revenus a reculé de 300 millions de dollars, ou de 19 %, par rapport au trimestre précédent. Les revenus des Marchés mondiaux ont diminué de 115 millions, ou de 12 %, sous l'effet de la baisse des revenus des activités de négociation de contrats de taux d'intérêt, de contrats sur titres de participation et de contrats sur produits de base ainsi que de la baisse des nouvelles émissions de titres d'emprunt et de capitaux propres, facteurs contrebalancés en partie par les autres produits tirés des actifs autres que de négociation plus élevés et la progression des revenus de négociation de contrats de change. Les revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés ont diminué de 185 millions, ou de 29 %, en raison d'un recul des commissions de prise ferme et de consultation, des réductions de valeur d'engagements de souscription de prêts et du fléchissement des profits nets sur les titres, facteurs contrés en partie par la hausse des revenus du secteur Banque d'affaires.

Le total des recouvrements de pertes sur créances s'est établi à 7 millions de dollars, comparativement à une dotation à la provision pour pertes sur créances de 33 millions pour le trimestre précédent. Le recouvrement de pertes sur créances lié aux prêts douteux s'est situé à 22 millions, comparativement à une dotation à la provision de 1 million au trimestre précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 15 millions a été comptabilisée pour le trimestre considéré, comparativement à une dotation à la provision de 32 millions pour le trimestre précédent.

Les charges autres que d'intérêts ont diminué de 9 millions de dollars, ou de 1 %, par rapport au trimestre précédent, sous l'effet de la diminution des frais liés au personnel découlant de la performance sous-jacente des secteurs, ce qui a été compensé en partie par les coûts liés aux indemnités de départ.

Le montant brut moyen des prêts et acceptations a augmenté de 5,1 milliards de dollars, ou 9 %, par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de l'accroissement des activités d'octroi de prêts dans l'ensemble de nos portefeuilles de prêts.

### **Comparaison des neuf premiers mois de 2022 et des neuf premiers mois de 2021**

Le bénéfice net comptable s'est établi à 1 415 millions de dollars, en baisse de 174 millions, ou de 11 %, comparativement à l'an dernier.

Le total des revenus s'est établi à 4 767 millions de dollars, en hausse de 71 millions, ou de 2 %. Les revenus des Marchés mondiaux ont progressé de 81 millions, ou de 3 %, sous l'effet d'une augmentation des revenus tirés des activités de négociation de contrats sur titres de participation et de contrats de change, ainsi que de la hausse des autres revenus tirés des actifs autres que de négociation, ce qui a été contrebalancé en partie par le recul des revenus de négociation de contrats de taux d'intérêt, le recul des nouvelles émissions de titres de participation et l'incidence des profits sur titres à l'exercice précédent. Les revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés ont diminué de 10 millions, ou de 1 %, la hausse des revenus du secteur Banque d'affaires et des revenus liés aux activités de prise ferme et de consultation ayant été largement contrée par les réductions de valeur d'engagements de souscription de prêts et le fléchissement des profits nets sur les titres.

Le total des recouvrements de pertes sur créances s'est chiffré à 25 millions de dollars, comparativement à un total des recouvrements de 106 millions à l'exercice précédent. Le recouvrement de pertes sur créances lié aux prêts douteux s'est fixé à 37 millions, contre une dotation à la provision de 20 millions à l'exercice précédent. Une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 12 millions a été comptabilisée pour l'exercice considéré, comparativement à un recouvrement de 126 millions pour l'exercice précédent.

Les charges autres que d'intérêts se sont accrues de 237 millions de dollars, ou de 9 %, comparativement à il y a un an, pour s'établir à 2 890 millions. L'augmentation découle des investissements continus dans les activités et de l'augmentation des frais liés au personnel, y compris les coûts liés aux indemnités de départ.

Le montant brut moyen des prêts et acceptations a augmenté de 0,9 milliard de dollars, ou 2 %, par rapport à l'exercice précédent, pour s'établir à 60,5 milliards, sous l'effet de l'accroissement des activités d'octroi de prêts dans l'ensemble de nos portefeuilles de prêts, contrebalancé en grande partie par l'incidence de la déconsolidation de notre véhicule de titrisation des clients aux États-Unis et de la réduction progressive de notre portefeuille de titres du secteur de l'énergie non canadien.

Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières pour obtenir de plus amples renseignements sur les montants, les mesures et les ratios non conformes aux PCGR de la présente section Analyse des résultats des groupes d'exploitation.



## Services d'entreprise <sup>1)</sup>

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T3-2022	T2-2022	T3-2021	Cumul 2022	Cumul 2021
Revenus nets d'intérêts avant compensation sur une bic des groupes	(16)	40	(53)	(26)	(217)
Compensation sur une bic des groupes	(67)	(65)	(77)	(202)	(237)
Revenus nets d'intérêts (bic)	(83)	(25)	(130)	(228)	(454)
Revenus autres que d'intérêts	(892)	3 456	88	3 137	242
Total des revenus (bic)	(975)	3 431	(42)	2 909	(212)
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances lié aux prêts douteux	(2)	(2)	(1)	(5)	(3)
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances lié aux prêts productifs	(2)	3	(4)	—	(4)
Total des dotations à la provision pour (recouvrements de) pertes sur créances	(4)	1	(5)	(5)	(7)
Charges autres que d'intérêts	152	125	94	438	1 215
Bénéfice (perte) avant impôts sur le résultat	(1 123)	3 305	(131)	2 476	(1 420)
Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat (bic)	(369)	839	(96)	536	(367)
Bénéfice net (perte nette) comptable	(754)	2 466	(35)	1 940	(1 053)
Coûts d'acquisition et d'intégration 2)	61	26	—	94	—
Incidence des dessaisissements 3)	6	9	18	63	790
Gestion des variations de la juste valeur se rapportant à l'achat de Bank of the West 4)	694	(2 612)	—	(2 331)	—
Coûts de restructuration (renversement) 5)	—	—	(18)	—	(18)
Bénéfice (perte) net ajusté	7	(111)	(35)	(234)	(281)
Total des revenus ajustés (bic)	(30)	(132)	(42)	(242)	(241)
Charges autres que d'intérêts ajustées	63	72	94	291	415

### Activités aux États-Unis – Principales données financières (en millions de dollars américains)

Total des revenus	(666)	2 817	19	2 586	(22)
Total des dotations à la provision pour (recouvrements de) pertes sur créances	(2)	—	(3)	(4)	(6)
Charges autres que d'intérêts	60	30	4	88	110
Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat (bic)	(199)	735	(4)	649	(63)
Bénéfice net (perte nette) comptable	(525)	2 052	22	1 853	(63)
Total des revenus ajustés	76	4	19	72	(22)
Charges autres que d'intérêts ajustées	(4)	(1)	18	43	97
Bénéfice net ajusté (perte nette ajustée)	68	9	12	43	(53)

1) Les résultats et les ratios ajustés et les montants sur une bic ne sont pas conformes aux PCGR et sont analysés à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

2) Le bénéfice net comptable tenait compte de coûts d'acquisition et d'intégration liés à l'acquisition annoncée de Bank of the West comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts. Le troisième trimestre de 2022 tenait compte de coûts de 61 millions de dollars (82 millions avant impôts), le deuxième trimestre de 2022 tenait compte de coûts de 26 millions (35 millions avant impôts) et le premier trimestre de 2022 tenait compte de coûts de 7 millions (8 millions avant impôts).

3) Le bénéfice net comptable tenait compte de l'incidence des dessaisissements de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique et de nos activités de banque privée à Hong Kong et à Singapour, soit, au troisième trimestre de 2022, des charges de 6 millions de dollars (7 millions avant impôts). Le deuxième trimestre de 2022 tenait compte d'un profit de 6 millions (8 millions avant impôts) se rapportant au transfert de certains clients des activités de gestion d'actifs aux États-Unis comptabilisé dans les revenus et de charges de 15 millions (18 millions avant impôts) qui se rapportent à la vente de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique. Le premier trimestre de 2022 tenait compte d'une perte (avant et après impôts) de 29 millions afférente à la conversion des monnaies étrangères qui a été réclassée du cumul des autres éléments du résultat global et comptabilisée dans les revenus autres que d'intérêts, d'un recouvrement net avant impôts de charges autres que d'intérêts de 3 millions, ainsi que des impôts de 22 millions à la clôture de la vente de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique. Le troisième trimestre de 2021 tenait compte de charges de 18 millions (24 millions avant impôts) liées à la vente annoncée de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique et à la vente de nos activités de banque privée à Hong Kong et à Singapour. Le deuxième trimestre de 2021 tenait compte d'une réduction de valeur de l'écart d'acquisition de 747 millions, avant et après impôts, liée à la vente de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique, d'un profit de 22 millions (29 millions avant impôts) lié à la vente de nos activités de banque privée et de coûts liés aux dessaisissements à l'égard des deux transactions de 47 millions (53 millions avant impôts). Le profit sur la vente a été constaté dans les revenus tandis que la réduction de valeur de l'écart d'acquisition et les coûts de dessaisissement ont été comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts.

4) Le bénéfice net comptable comprenait des revenus (pertes) liés à l'acquisition annoncée de Bank of the West, y compris la gestion de l'incidence des fluctuations des taux d'intérêt, survenues entre l'annonce et la clôture de l'acquisition, sur sa juste valeur et son écart d'acquisition. Le troisième trimestre de 2022 tenait compte d'une perte de 694 millions de dollars (945 millions avant impôts), ce qui comprend des pertes à la valeur du marché avant impôts de 983 millions sur certains swaps de taux d'intérêt comptabilisés dans les revenus autres que d'intérêts liés à la négociation et des revenus d'intérêts avant impôts de 38 millions comptabilisés à l'égard d'un portefeuille constitué principalement de titres du Trésor américain comptabilisés dans les revenus nets d'intérêts. Le deuxième trimestre de 2022 tenait compte de revenus de 2 612 millions (3 555 millions avant impôts), ce qui comprend des profits à la valeur du marché avant impôts de 3 433 millions et des revenus nets d'intérêts avant impôt de 122 millions. Le premier trimestre de 2022 tenait compte de revenus de 413 millions (562 millions avant impôts), ce qui comprend des profits à la valeur du marché avant impôts de 517 millions et des revenus nets d'intérêts avant impôt de 45 millions. Pour obtenir de plus amples renseignements sur cette acquisition, il y a lieu de se reporter à la section Événements importants.

5) Le bénéfice net comptable du troisième trimestre de 2021 tenait compte du renversement partiel de charges de restructuration comptabilisées au quatrième trimestre de 2019, en lien avec des indemnités de départ de 18 millions (24 millions avant impôts), dans les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés ne tiennent pas compte de l'incidence des éléments décrits dans les notes 2) à 5) du tableau.

Les Services d'entreprise comprennent les unités fonctionnelles et l'unité Technologie et opérations (T&O). Les unités fonctionnelles offrent à l'échelle de l'entreprise une expertise et des services de soutien et de gouvernance dans plusieurs domaines, dont la planification stratégique, la gestion des risques, la trésorerie, les finances, la conformité aux exigences juridiques et réglementaires, les ressources humaines, les communications, la commercialisation, les opérations immobilières et l'approvisionnement. T&O assure la conception, la surveillance, la gestion et le maintien de la gouvernance en matière de technologie de l'information, y compris les données et les analyses, ainsi que la prestation de services de cybersécurité et de services opérationnels.

Les coûts associés aux services fournis par les unités fonctionnelles et T&O sont en grande partie répartis aux quatre unités d'exploitation (PE Canada, PE États-Unis, BMO Gestion de patrimoine et BMO Marchés des capitaux), les montants restants étant pris en compte dans les résultats des Services d'entreprise. Ainsi, les résultats des Services d'entreprise reflètent en grande partie l'incidence des autres activités de gestion de la trésorerie, l'élimination des ajustements sur une base d'imposition comparable et les dépenses résiduelles non attribuées.

### **Comparaison du troisième trimestre de 2022 et du troisième trimestre de 2021**

La perte nette comptable des Services d'entreprise s'est établi à 754 millions de dollars, comparativement à une perte nette comptable de 35 millions il y a un an. Les résultats du trimestre considéré comprenaient l'incidence de l'acquisition annoncée de Bank of the West, y compris une perte relative à la gestion de l'incidence des fluctuations des taux d'intérêt, survenues entre l'annonce et la clôture de l'acquisition annoncée, sur sa juste valeur et son écart d'acquisition, ainsi que les coûts liés à l'acquisition et à l'intégration.

Le bénéfice net ajusté s'est établi à 7 millions de dollars, comparativement à 35 millions pour l'exercice précédent. Les résultats ajustés ont augmenté en raison surtout de la baisse des charges et de l'incidence d'un taux d'impôt plus favorable pour le trimestre à l'étude.

### **Comparaison du troisième trimestre de 2022 et du deuxième trimestre de 2022**

La perte nette comptable s'est fixée à 754 millions de dollars comparativement à un bénéfice net comptable de 2 466 millions au trimestre précédent. Les résultats ont diminué principalement en raison de la baisse des revenus découlant des mesures de gestion de la juste valeur. Le bénéfice net ajusté s'est élevé à 7 millions, comparativement à une perte nette ajustée de 111 millions au trimestre précédent. Les résultats ajustés ont augmenté, en raison surtout de la hausse des revenus, y compris l'augmentation des profits sur titres, de l'incidence d'un taux d'impôt plus favorable au trimestre à l'étude et de la baisse des charges.

### **Comparaison des neuf premiers mois de 2022 et des neuf premiers mois de 2021**

Le bénéfice net comptable s'est établi à 1 940 millions de dollars, comparativement à une perte nette comptable de 1 053 millions à l'exercice précédent, ce qui reflète les éléments susmentionnés ainsi que la réduction de valeur de l'écart d'acquisition en lien avec la vente de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique à l'exercice précédent. La perte nette ajustée s'est élevée à 234 millions, comparativement à une perte nette ajustée de 281 millions au cours de l'exercice précédent.

Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières pour obtenir de plus amples renseignements sur les montants non conformes aux PCGR de la présente section Analyse des résultats des groupes d'exploitation.

## Sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice <sup>1)</sup>

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2022	T2-2022	T1-2022	T4-2021	T3-2021	T2-2021	T1-2021	T4-2020
Revenus 1)	<b>6 099</b>	9 318	7 723	6 573	7 562	6 076	6 975	5 986
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	<b>413</b>	(808)	81	97	984	(283)	601	—
Revenus, déduction faite des SCVPI 1)	<b>5 686</b>	10 126	7 642	6 476	6 578	6 359	6 374	5 986
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances lié aux prêts douteux	<b>104</b>	120	86	84	71	155	215	339
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances lié aux prêts productifs	<b>32</b>	(70)	(185)	(210)	(141)	(95)	(59)	93
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances	<b>136</b>	50	(99)	(126)	(70)	60	156	432
Charges autres que d'intérêts 1)	<b>3 859</b>	3 713	3 846	3 803	3 684	4 409	3 613	3 548
Bénéfice avant impôts sur le résultat	<b>1 691</b>	6 363	3 895	2 799	2 964	1 890	2 605	2 006
Charge d'impôts sur le résultat	<b>326</b>	1 607	962	640	689	587	588	422
Bénéfice net comptable (voir ci-dessous)	<b>1 365</b>	4 756	2 933	2 159	2 275	1 303	2 017	1 584
Coûts d'acquisition et d'intégration 2)	<b>62</b>	28	10	1	2	2	2	3
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 3)	<b>5</b>	6	6	14	15	18	19	23
Incidence des dessaisissements 4)	<b>6</b>	9	48	52	18	772	—	—
Gestion des variations de la juste valeur se rapportant à l'achat de Bank of the West 5)	<b>694</b>	(2 612)	(413)	—	—	—	—	—
Coûts de restructuration (renversement) 6)	<b>—</b>	—	—	—	(18)	—	—	—
Bénéfice net ajusté (voir ci-dessous) 7)	<b>2 132</b>	2 187	2 584	2 226	2 292	2 095	2 038	1 610
<b>Bénéfice net comptable par groupe d'exploitation</b>								
Bénéfice net comptable de PE Canada	<b>965</b>	940	1 004	933	828	777	750	645
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 3)	<b>—</b>	1	—	—	—	1	—	1
Bénéfice net ajusté de PE Canada	<b>965</b>	941	1 004	933	828	778	750	646
Bénéfice net comptable de PE États-Unis	<b>568</b>	588	681	509	550	538	579	333
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 3)	<b>1</b>	1	1	6	6	5	7	9
Bénéfice net ajusté de PE États-Unis	<b>569</b>	589	682	515	556	543	586	342
Bénéfice net comptable de BMO Gestion de patrimoine	<b>324</b>	314	315	345	379	322	336	297
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 3)	<b>1</b>	1	1	4	5	7	8	8
Bénéfice net ajusté de BMO Gestion de patrimoine	<b>325</b>	315	316	349	384	329	344	305
Bénéfice net comptable de BMO Marchés des capitaux	<b>262</b>	448	705	531	553	558	478	380
Coûts d'acquisition et d'intégration 2)	<b>1</b>	2	3	1	2	2	2	3
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 3)	<b>3</b>	3	4	4	4	5	4	5
Bénéfice net ajusté de BMO Marchés des capitaux	<b>266</b>	453	712	536	559	565	484	388
Bénéfice net comptable des Services d'entreprise	<b>(754)</b>	2 466	228	(159)	(35)	(892)	(126)	(71)
Coûts d'acquisition et d'intégration 2)	<b>61</b>	26	7	—	—	—	—	—
Incidence des dessaisissements 4)	<b>6</b>	9	48	52	18	772	—	—
Gestion des variations de la juste valeur se rapportant à l'achat de Bank of the West 5)	<b>694</b>	(2 612)	(413)	—	—	—	—	—
Coûts de restructuration (renversement) 6)	<b>—</b>	—	—	—	(18)	—	—	—
Bénéfice net ajusté des Services d'entreprise	<b>7</b>	(111)	(130)	(107)	(35)	(120)	(126)	(71)
Bénéfice de base par action (\$ 7) 8)	<b>1,96</b>	7,15	4,44	3,24	3,42	1,91	3,03	2,37
Bénéfice dilué par action (\$ 7) 8)	<b>1,95</b>	7,13	4,43	3,23	3,41	1,91	3,03	2,37
Bénéfice dilué par action, après ajustement (\$)	<b>3,09</b>	3,23	3,89	3,33	3,44	3,13	3,06	2,41

- 1) Les mesures des revenus, déduction faite des SCVPI, les résultats et les ratios ajustés ainsi que les montants sur une bic que renferme le présent tableau ne sont pas conformes aux PCGR et sont analysés à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.
- 2) Le bénéfice net comptable tient compte de coûts d'acquisition et d'intégration liés à l'acquisition annoncée de Bank of the West de 61 millions de dollars (82 millions avant impôts) au troisième trimestre de 2022, de 26 millions (35 millions avant impôts) au deuxième trimestre de 2022 et de 7 millions (8 millions avant impôts) au premier trimestre de 2022 imputés aux charges autres que d'intérêts des Services d'entreprise. Les coûts d'acquisition et d'intégration se rapportent à KGS-Alpha et à Clearpool et ils ont été comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts de BMO Marchés des capitaux.
- 3) L'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions a été comptabilisé dans les charges autres que d'intérêts du groupe d'exploitation pertinent.
- 4) Le bénéfice net comptable tient compte de l'incidence des dessaisissements de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique et de nos activités de banque privée à Hong Kong et à Singapour. Les résultats du troisième trimestre de 2022 tiennent compte de charges de 6 millions de dollars (7 millions avant impôts), ceux du deuxième trimestre de 2022 tenaient compte d'un profit de 6 millions (8 millions avant impôts) se rapportant au transfert de certains clients des activités de gestion d'actifs aux États-Unis comptabilisé dans les revenus et de charges de 15 millions (18 millions avant impôts) ayant trait, dans les deux cas, à la vente de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique. Les résultats du premier trimestre de 2022 tiennent compte d'une perte de 29 millions (avant et après impôts) liée à la conversion de monnaies étrangères qui a été reclassée du cumul des autres éléments du résultat global vers les revenus autres que d'intérêts, d'un recouvrement net avant impôts de charges autres que d'intérêts de 3 millions, ainsi que des impôts de 22 millions à la clôture de la vente de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique. Les résultats du troisième trimestre de 2021 tenaient compte de charges de 18 millions (24 millions avant impôts) se rapportant à la vente de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique et de celle de nos activités de banque privée à Hong Kong et à Singapour. Les résultats du deuxième trimestre de 2021 comprennent une réduction de valeur de l'écart d'acquisition de 747 millions, avant et après impôts, liée à la vente de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique, un profit de 22 millions (29 millions avant impôts) à la vente de nos activités de banque privée et des coûts liés aux dessaisissements à l'égard de ces deux transactions de 47 millions (53 millions avant impôts). Le profit sur la vente a été constaté dans les revenus tandis que la réduction de valeur de l'écart d'acquisition et les coûts de dessaisissement ont été comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts.
- 5) Le bénéfice net comptable tient compte des revenus (pertes) afférents à l'acquisition annoncée de Bank of the West, dont la gestion de l'incidence des variations des taux d'intérêt survenues entre l'annonce de l'acquisition et la clôture de celle-ci sur sa juste valeur et son écart d'acquisition. Les résultats du troisième trimestre de 2022 tiennent compte d'une perte de 694 millions de dollars (945 millions avant impôts), ce qui comprend des pertes à la valeur du marché avant impôts de 983 millions sur certains swaps de taux d'intérêt comptabilisés dans les revenus autres que d'intérêts liés à la négociation et les revenus d'intérêts avant impôts de 38 millions tirés d'un portefeuille composé principalement de titres du Trésor des États-Unis, comptabilisés dans les revenus nets d'intérêts. Le deuxième trimestre de 2022 tenait compte de revenus de 2 612 millions (3 555 millions avant impôts) qui comprennent des profits à la valeur du marché avant impôts de 3 433 millions et des revenus nets d'intérêts avant impôts de 122 millions. Les résultats du premier trimestre de 2022 tenaient compte de revenus de 413 millions (562 millions avant impôts), ce qui comprend des profits à la valeur de marché avant impôts de 517 millions et des revenus nets d'intérêts avant impôts de 45 millions.
- 6) Au troisième trimestre de 2021, le bénéfice net comptable tenait compte d'un renversement partiel de charges de restructuration comptabilisé au quatrième trimestre de 2019 en lien avec des indemnités de départ de 18 millions de dollars (24 millions avant impôts) dans les charges autres que d'intérêts des Services d'entreprise.
- 7) Le bénéfice par action (BPA) est calculé au moyen du bénéfice net après déduction du total des dividendes sur les actions privilégiées et des distributions sur les autres instruments de capitaux propres. Pour obtenir plus de renseignements sur le BPA, il y a lieu de se reporter à la note 9 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités.
- 8) Le bénéfice net et le résultat tirés de nos activités commerciales sont attribuables aux actionnaires par l'intermédiaire du BPA ajusté et du BPA dilué ajusté. Le BPA et le BPA dilué sont des mesures non conformes aux PCGR. Pour de plus amples renseignements, il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

Les tendances trimestrielles relatives au bénéfice de BMO sont examinées en détail à la section Sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice figurant dans le Rapport annuel de BMO pour 2021. Nous invitons les lecteurs à se reporter à cette analyse pour obtenir des explications plus complètes de ces tendances et des facteurs qui ont influé sur les résultats trimestriels passés, dont la légère influence des variations saisonnières sur les résultats, notamment la hausse des frais liés au personnel découlant de l'accroissement des avantages du personnel et de la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite, qui sont toujours passés en charges au premier trimestre de l'exercice, ainsi que l'incidence des quelques jours de moins que compte le deuxième trimestre comparativement aux autres trimestres. La conversion des monnaies étrangères influe également sur le bénéfice trimestriel. Le tableau précédent présente un sommaire des résultats obtenus entre le quatrième trimestre de l'exercice 2020 et le troisième trimestre de l'exercice 2022.

### Tendances relatives au bénéfice

La performance financière du plus récent trimestre a été touchée par la montée des taux d'intérêt, le repli des marchés boursiers et la diminution des activités menées par les clients de nos groupes sensibles aux marchés ainsi que par les dotations plus élevées à la provision pour pertes sur créances liées aux prêts productifs en regard des trimestres précédents. Le rendement dégagé au cours des huit derniers trimestres a bénéficié de l'amélioration des conditions économiques et d'une bonne dynamique opérationnelle dans tous nos secteurs d'activité, notamment une forte croissance des revenus et une amélioration de l'efficacité du fait que l'économie se remet des répercussions négatives de la pandémie de COVID-19.

Les résultats comptables de 2022 tiennent compte de l'incidence de l'acquisition annoncée de Bank of the West, qui comprend des revenus (pertes) liés aux mesures de gestion de la juste valeur ainsi que des coûts d'acquisition et d'intégration. Les résultats des six derniers trimestres tiennent compte de l'incidence des dessaisissements. Le deuxième trimestre de 2021 tenait compte d'une réduction de valeur de l'écart d'acquisition liée à la vente de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique et d'un profit à la vente de nos activités de banque privée à Hong Kong et Singapour. Toutes les périodes tenaient compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions ainsi que de coûts d'acquisition et d'intégration.

Le total des revenus témoigne de l'avantage découlant de nos activités diversifiées. De manière générale, les revenus de nos Services bancaires PE se sont améliorés pour se renforcer au cours des derniers trimestres, reflet de la majoration des taux d'intérêt. Nos deux unités d'exploitation ont bénéficié de la hausse soutenue des prêts et des dépôts, de l'accroissement des marges et de l'amélioration des activités menées par les clients. Les revenus de BMO Gestion de patrimoine tenaient compte de la hausse soutenue des prêts et dépôts et de l'élargissement des marges donnant lieu à des revenus nets d'intérêts plus élevés alors que les revenus autres que d'intérêts ont été touchés par les fluctuations des marchés à l'échelle mondiale. Les revenus tirés des activités traditionnelles de gestion de patrimoine en 2022 ont reculé en raison des dessaisissements. Les revenus d'assurance, déduction faite des SCVPI, sont susceptibles de fluctuer en raison des variations des taux d'intérêt et des marchés boursiers. Les revenus de BMO Marchés des capitaux reflètent une conjoncture des marchés difficile au cours des deux derniers trimestres. Les résultats des six derniers trimestres témoignent de la forte croissance des revenus en raison principalement de la progression des revenus de négociation et de prise ferme et des revenus de consultation.

Alors que l'économie a connu une reprise suivant le ralentissement causé par la pandémie, nous avons comptabilisé une diminution des dotations à la provision pour pertes sur créances liées aux prêts douteux ainsi que des recouvrements de dotations à la provision pour pertes sur créances liés aux prêts productifs, ce qui reflète une amélioration des perspectives économiques, des conditions de crédit favorables et une migration favorable du crédit. Le dernier trimestre reflète l'incidence d'une détérioration des perspectives économiques, et une croissance plus solide des soldes.

Les charges autres que d'intérêts tenaient compte de l'accent que nous avons mis sur la gestion des charges et l'amélioration de l'efficacité. La croissance des charges autres que d'intérêts a découlé de la hausse des frais liés au personnel, y compris l'augmentation des effectifs et la rémunération liée au rendement, ainsi que l'augmentation des frais liés à la technologie et des coûts de publicité. La croissance des charges en 2022 a été influencée par les dessaisissements.

Le taux d'impôt effectif a varié à la suite de modifications législatives et des changements apportés à la politique fiscale, y compris leur interprétation par les autorités fiscales et les tribunaux, de la composition des résultats, y compris la proportion relative du bénéfice réalisé dans chaque territoire où nous exerçons nos activités, du niveau du bénéfice comptable avant impôts et du montant du bénéfice tiré des titres et exonéré d'impôts. Le taux d'impôt effectif comptable des six derniers trimestres a été touché par la vente de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique ainsi que par nos mesures de gestion de la juste valeur dans le cadre de l'acquisition annoncée de Bank of the West.

Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières pour obtenir de plus amples renseignements sur les montants, les mesures et les ratios non conformes aux PCGR de la présente section Sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice.

## Transactions avec des parties liées

Dans le cadre normal de nos activités, nous fournissons des services bancaires à notre personnel de direction clé selon les mêmes modalités que celles que nous offrons à nos clients privilégiés. Le personnel de direction clé s'entend des personnes qui ont le pouvoir et la responsabilité de planifier, d'orienter et de contrôler les activités d'une entité, soit les administrateurs et les plus hauts dirigeants de la Banque. Nous fournissons des services bancaires à nos coentreprises et à nos entités détenues comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence suivant les mêmes modalités que celles que nous offrons à nos clients pour ces services. Nous offrons également aux employés une subvention à l'égard des frais annuels de cartes de crédit.

Les politiques et procédures qu'applique la Banque à l'égard des transactions avec des parties liées n'ont pas changé de manière significative en regard de celles du 31 octobre 2021 et correspondent à celles décrites à la note 27 afférente aux états financiers consolidés annuels audités du Rapport annuel de BMO pour 2021.

## Arrangements hors bilan

Dans le cadre normal de nos activités, nous concluons un certain nombre d'arrangements hors bilan. Parmi ceux-ci, les plus importants sont les entités structurées, les instruments de crédit et les garanties, lesquels sont décrits à la section Arrangements hors bilan du Rapport annuel de BMO pour 2021. Nous consolidons nos propres entités de titrisation, certaines entités de capital et de financement ainsi que d'autres entités structurées créées pour satisfaire à nos besoins et à ceux de nos clients. Nous ne consolidons pas les entités de titrisation canadiennes et américaines des clients, certaines entités de capital, ni divers fonds d'investissement gérés par BMO, ni diverses autres entités structurées dans lesquelles des placements sont détenus. Il ne s'est produit aucun changement important aux arrangements hors bilan de la Banque depuis le 31 octobre 2021.

## Méthodes comptables et principales estimations comptables

Le Rapport annuel de BMO pour 2021 de même que les notes afférentes aux états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 octobre 2021 ainsi que la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités renferment la description de nos principales méthodes comptables ainsi que des explications sur certaines estimations comptables qui sont considérées comme particulièrement importantes puisqu'elles exigent que la direction pose des jugements importants, dont certains portent sur des questions qui sont inévitablement incertaines. Nous invitons les lecteurs à prendre connaissance de ces explications à la note 1 afférente aux états financiers consolidés annuels audités du Rapport annuel de BMO pour 2021 ainsi que dans les mises à jour fournies à la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités.

### Provision pour pertes sur créances

La provision pour pertes sur créances se compose des provisions liées aux prêts douteux, qui représentent l'estimation des pertes liées aux prêts douteux dans le portefeuille ayant déjà fait l'objet de provisions, mais qui ne sont pas encore sortis du bilan, et des provisions liées aux prêts productifs, qui constituent la meilleure estimation de la Banque en ce qui concerne la perte de valeur des prêts du portefeuille existant qui n'ont pas encore été individuellement désignés comme étant douteux. Les pertes sur créances attendues sont calculées d'après des pondérations probabilistes en fonction des scénarios économiques décrits ci-dessous, et sont calculées pour chaque exposition dans le portefeuille en fonction de la probabilité de défaut (PD), de l'exposition en cas de défaut (ECD) et de la perte en cas de défaut (PCD), ainsi que du moment de la perte. Lorsqu'il y a eu une augmentation importante du risque de crédit, une perte sur créances attendue pour la durée de vie est comptabilisée; sinon, une perte sur créances attendue sur 12 mois est généralement comptabilisée. L'augmentation importante du risque de crédit tient compte de nombreux facteurs et variera en fonction des catégories de produits et de risques. Les principaux facteurs à prendre en compte pour effectuer cette détermination sont les variations relatives de la PD depuis l'octroi et certains autres critères, dont le fait qu'un compte soit en souffrance depuis 30 jours ou qu'il soit inscrit dans une liste de comptes à surveiller. Nous pouvons appliquer un jugement fondé sur l'expérience en matière de crédit pour refléter les facteurs qui ne sont pas pris en compte dans les modèles de pertes sur créances attendues, selon ce que nous jugeons nécessaire. Nous avons fait appel à notre jugement fondé sur l'expérience en matière de crédit pour tenir compte de l'incidence continue du contexte incertain sur les conditions de crédit et l'économie résultant de la pandémie de COVID-19 ainsi que de l'effet d'une inflation élevée et des perturbations de la chaîne d'approvisionnement. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la section Provision pour pertes sur créances du Rapport annuel de BMO pour 2021 et à la note 4 afférente aux états financiers consolidés annuels audités, ainsi qu'à la note 3 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités.

Au 31 juillet 2022, le total des provisions pour pertes sur créances se chiffrait à 2 794 millions de dollars (2 958 millions au 31 octobre 2021), et il se composait d'une provision liée aux prêts productifs de 2 298 millions et d'une provision liée aux prêts douteux de 496 millions (2 447 millions et 511 millions, respectivement, au 31 octobre 2021). La provision liée aux prêts productifs a diminué de 149 millions par rapport au quatrième trimestre de 2021, du fait principalement des incertitudes moindres liées aux répercussions de la pandémie de COVID-19 et de la migration positive du crédit, facteurs en partie compensés par la détérioration des perspectives économiques, la croissance des soldes, les fluctuations des taux de change et l'adoption d'une pondération des scénarios défavorables plus élevée au cours du trimestre précédent.

Pour établir notre provision liée aux prêts productifs, nous appliquons des pondérations probabilistes à trois scénarios économiques, lesquels reflètent notre point de vue quant à la conjoncture économique et aux conditions des marchés, soit un scénario de référence qui, à notre avis, représente le résultat le plus probable, ainsi que des scénarios favorables et défavorables, tous élaborés par notre groupe Études économiques.

Au 31 juillet 2022, notre scénario de référence prévoit une croissance économique plus lente par rapport au quatrième trimestre de 2021, tant au Canada qu'aux États-Unis. Au Canada, la croissance annuelle du PIB réel devrait se situer en moyenne à 3,1 % au cours des 12 prochains mois et de 1,7 % au cours des 12 mois suivants du fait du ralentissement économique imputable à l'inflation élevée, à l'envolée des taux d'intérêt et à la demande refoulée à l'échelle mondiale. Le taux de croissance relativement élevé pour la période initiale de 12 mois témoigne de la croissance soutenue estimée au début de cette période en raison de l'allègement des restrictions liées à la pandémie, suivie d'une croissance minimale attendue au cours de la période suivante. Selon les prévisions, le taux de chômage au Canada devrait monter après avoir atteint des niveaux historiquement bas, pour s'établir en moyenne à 5,2 % au cours des 12 prochains mois et à 5,5 % au cours de l'année suivante. Quant à l'économie américaine, elle devrait suivre une trajectoire qui fléchira de façon similaire, la croissance du PIB devant se situer à 1,7 % au cours des 12 prochains mois et à 1,1 % au cours des 12 mois suivants. Le taux de chômage aux États-Unis devrait augmenter à 3,7 %, en moyenne, au cours des 12 prochains mois, après avoir été à son niveau le plus bas en près d'un demi-siècle, pour ensuite passer à 4,2 % au cours de l'année suivante, selon les prévisions. Au 31 octobre 2021, notre scénario de référence prévoit que l'économie sera plus forte, tant au Canada qu'aux États-Unis, au cours de la période visée par les prévisions. En supposant que les prévisions économiques du scénario de référence se réalisent à 100 % et compte tenu de l'incidence de la migration des prêts après reclassement, toutes les autres hypothèses demeurant constantes, y compris l'application d'un jugement fondé sur l'expérience en matière de crédit, la provision liée aux prêts productifs s'établirait à environ 1 750 millions de dollars au 31 juillet 2022 (1 725 millions au 31 octobre 2021), contre 2 298 millions pour la provision comptable liée aux prêts productifs (2 447 millions au 31 octobre 2021).

Au 31 juillet 2022, nos prévisions économiques aux termes du scénario défavorable font état d'une contraction de l'économie, avec un recul annuel moyen du PIB réel au cours des 12 prochains mois de 2,0 % et de 2,8 %, respectivement, au Canada et aux États-Unis, et d'une contraction de 1,1 % dans les deux cas au cours des 12 mois suivants. Notre scénario défavorable présume une escalade significative du conflit en Ukraine entraînant de graves perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales et une baisse marquée de la confiance des consommateurs et des entreprises. Le taux de chômage devrait grimper de façon marquée puis demeurer élevé pendant plusieurs années tant au Canada qu'aux États-Unis, passant notamment d'une moyenne de 7,9 % au cours des 12 prochains mois à une moyenne de 10,0 % l'année suivante au Canada et de 6,5 % à 8,6 % aux États-Unis au cours de la même période. Au 31 octobre 2021, notre scénario défavorable prévoyait un environnement économique un peu plus faible, tant au Canada qu'aux États-Unis, ainsi qu'un taux de chômage initialement plus élevé. En supposant que les prévisions économiques du scénario défavorable se réalisent à 100 % et compte tenu de l'incidence de la migration des prêts après reclassement, les autres hypothèses demeurant constantes, y compris l'application d'un jugement fondé sur l'expérience en matière de crédit, la provision liée aux prêts productifs serait d'environ 3 150 millions de dollars au 31 juillet 2022 (3 825 millions au 31 octobre 2021), contre 2 298 millions pour la provision comptable liée aux prêts productifs (2 447 millions au 31 octobre 2021).

Le scénario favorable suppose une croissance économique beaucoup plus vigoureuse que ne le laisse entendre notre scénario de référence ainsi qu'un taux de chômage sensiblement inférieur.

Lorsque des variations de la performance économique sont mesurées dans nos prévisions, nous nous appuyons sur le PIB réel, qui est le principal moteur des variations de bon nombre des autres variables économiques et du marché, y compris l'indice de volatilité (VIX), les écarts de taux de sociétés BBB, les taux de chômage, les indices des prix des habitations et le crédit à la consommation. Par ailleurs, nous tenons également compte de variables propres aux secteurs d'activité, le cas échéant. Bon nombre de ces variables présentent un degré élevé d'interdépendance et, par conséquent, il n'y a aucun facteur unique auquel l'ensemble des provisions sont sensibles.

Le tableau suivant présente certaines des principales variables économiques utilisées pour estimer la provision liée aux prêts productifs au cours de la période visée par les prévisions. Les valeurs indiquées représentent les niveaux ou les taux de croissance annuels moyens nationaux pour les 12 prochains mois et les 12 mois suivants de chaque période de présentation pour tous les scénarios. Bien que les valeurs indiquées ci-dessous soient des variables nationales, nous utilisons également des variables régionales dans nos modèles sous-jacents, le cas échéant.

		Au 31 juillet 2022					
		Scénario favorable		Scénario de référence		Scénario défavorable	
		12 premiers mois	12 mois suivants	12 premiers mois	12 mois suivants	12 premiers mois	12 mois suivants
Tous les chiffres sont des valeurs annuelles moyennes							
<b>Taux de croissance du PIB réel</b> 1)	Canada	5,4 %	3,3 %	3,1 %	1,7 %	(2,0)%	(1,1)%
	États-Unis	3,9 %	2,4 %	1,7 %	1,1 %	(2,8)%	(1,1)%
<b>Écart de rendement des obligations de sociétés à 10 ans, cotées BBB</b>	Canada	1,9 %	1,8 %	2,2 %	2,1 %	3,7 %	4,4 %
	États-Unis	1,4 %	1,5 %	1,7 %	1,9 %	4,2 %	4,5 %
<b>Taux de chômage</b>	Canada	4,3 %	3,7 %	5,2 %	5,5 %	7,9 %	10,0 %
	États-Unis	3,2 %	2,8 %	3,7 %	4,2 %	6,5 %	8,6 %
<b>Prix des habitations</b> 1)	Canada 2)	10,0 %	(2,3)%	6,6 %	(7,2)%	(4,6)%	(18,0)%
	États-Unis 3)	13,3 %	4,2 %	11,0 %	1,3 %	(6,3)%	(15,5)%

		Au 31 octobre 2021					
		Scénario favorable		Scénario de référence		Scénario défavorable	
Tous les chiffres sont des valeurs annuelles moyennes		12 premiers mois	12 mois suivants	12 premiers mois	12 mois suivants	12 premiers mois	12 mois suivants
Taux de croissance du PIB réel 1)	Canada	6,3 %	5,5 %	4,0 %	3,9 %	(2,7)%	(1,1)%
	États-Unis	7,1 %	4,0 %	4,8 %	2,7 %	(1,2)%	(1,1)%
Écart de rendement des obligations de sociétés à 10 ans, cotées BBB	Canada	1,4 %	1,7 %	1,8 %	2,0 %	3,6 %	4,4 %
	États-Unis	0,9 %	1,1 %	1,2 %	1,5 %	4,2 %	4,5 %
Taux de chômage	Canada	6,0 %	4,9 %	6,6 %	5,7 %	10,8 %	12,7 %
	États-Unis	4,2 %	3,2 %	4,7 %	3,7 %	8,5 %	11,0 %
Prix des habitations 1)	Canada 2)	18,2 %	10,2 %	15,1 %	5,2 %	(6,4)%	(18,0)%
	États-Unis 3)	14,6 %	6,7 %	12,3 %	4,3 %	(6,1)%	(15,5)%

1) Le produit intérieur brut réel et l'indice des prix des habitations correspondent à des moyennes sur quatre trimestres des taux de croissance d'un exercice à l'autre.

2) Pour le Canada, nous avons recours à l'indice composé des prix des habitations HPI.

3) Pour les États-Unis, nous avons recours à l'indice national des prix des habitations Case-Shiller.

Le tableau ci-dessous illustre l'évolution des prévisions du taux de croissance sur un an du PIB réel pour le scénario de référence au Canada et aux États-Unis par trimestre civil.

Trimestres civils clos les	30 septembre 2022	31 décembre 2022	31 mars 2023	30 juin 2023	30 septembre 2023	31 décembre 2023	31 mars 2024	30 juin 2024
<b>Taux de croissance annuel du PIB réel</b>								
Canada	3,9 %	2,3 %	1,6 %	1,1 %	1,4 %	1,9 %	2,2 %	2,1 %
États-Unis	2,3 %	0,7 %	1,2 %	0,9 %	0,9 %	1,2 %	1,5 %	1,7 %

Le modèle de pertes sur créances attendues exige la comptabilisation des pertes sur créances en fonction généralement des pertes attendues sur 12 mois pour les prêts productifs (étape 1) et la comptabilisation des pertes sur créances attendues pour la durée de vie des prêts productifs dont le risque de crédit a augmenté de manière importante depuis qu'ils ont été accordés (étape 2). Aux termes de nos scénarios actuels pondérés en fonction de la probabilité et compte tenu du profil de risque actuel de nos prêts, si la totalité de nos prêts productifs se situait à l'étape 1, notre provision liée aux prêts productifs s'élèverait à environ 1 725 millions de dollars (1 775 millions au 31 octobre 2021), comparativement à une provision comptable liée aux prêts productifs de 2 298 millions (2 447 millions au 31 octobre 2021).

Des renseignements sur la dotation à la provision pour pertes sur créances pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2022 se trouvent à la section Total des dotations à la provision pour pertes sur créances.

Pour de plus amples renseignements, il y a lieu de consulter la section Gestion des risques.

## Mise en garde

La section Méthodes comptables et principales estimations comptables renferme des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

## Modifications futures de méthodes comptables

Nous surveillons les éventuels changements proposés par l'International Accounting Standards Board (IASB) et analysons l'incidence que les changements de normes pourraient avoir sur la présentation de l'information financière et les méthodes comptables de BMO. Les nouvelles normes et les modifications apportées aux normes existantes, qui entreront en vigueur pour la Banque dans l'avenir, se trouvent à la note 1 afférente aux états financiers consolidés annuels audités du Rapport annuel de BMO pour 2021.

## Autres faits nouveaux en matière de réglementation

Nous continuons de surveiller l'évolution de la réglementation, y compris celle dont il est fait mention ailleurs dans le présent document, et de nous y préparer.

Pour une analyse plus poussée des autres faits nouveaux en matière de réglementation, il y a lieu de se reporter aux sections Gestion globale du capital, Risques pouvant influencer sur les résultats futurs, Risque de liquidité et de financement et Risque juridique et réglementaire du Rapport annuel de BMO pour 2021.



### Régime s'appliquant aux produits de prêts garantis par un bien immobilier innovants

Le 28 juin 2022, le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) a publié un préavis, *Clarification du régime s'appliquant aux produits de prêts garantis par un bien immobilier innovants en vertu de la ligne directrice B-20* (le « préavis »), y compris des clarifications sur les prêts hypothécaires inversés, les prêts hypothécaires résidentiels avec participation à la mise de fonds et les programmes de prêts combinés (PPC). En ce qui concerne les PPC, le préavis présente les attentes du BSIF sur l'option de nouvel octroi de crédit supérieure au ratio prêt-valeur (RPV) de 65 %.

BMO monte les PPC par l'intermédiaire de son produit BMO MargExpress sur valeur domiciliaire<sup>MD</sup>. Le préavis ne devrait pas avoir d'incidence sur la manière dont la plupart des emprunteurs utilise les PPC. Le préavis entrera en vigueur le 31 octobre 2023 et s'appliquera aux prêts montés après cette date.

### Mesures fiscales canadiennes proposées

Le 9 août 2022, le ministère des Finances a publié un projet de loi se rapportant à certaines mesures fiscales dont l'introduction d'un impôt ponctuel de 15 % (appelé dividende pour la relance du Canada) calculé en fonction du revenu imposable moyen pour les années d'imposition 2020 et 2021 duquel est retranché une exemption de 1 milliard de dollars, payable en versements égaux sur une période de cinq ans. Le projet de loi prévoit également une augmentation permanente du taux d'impôt de 1,5 % qui est calculée sur le revenu imposable supérieur à 100 millions de dollars (en vigueur pour les années d'imposition se terminant après le 7 avril 2022 et calculé au prorata pour la première année). Ces deux taux d'impôt s'appliquent à certaines sociétés canadiennes faisant partie d'un groupe de banques ou d'assureurs-vie.

BMO continue de suivre l'évolution du projet de loi, qui fait actuellement l'objet d'un appel à commentaires du public jusqu'au 30 septembre 2022. Les répercussions dépendront de la législation finale et seront comptabilisées une fois que celle-ci aura été quasi adoptée, ce qui ne se produira qu'après la troisième lecture législative.

### Mise en garde

La présente section qui traite d'autres faits nouveaux en matière de réglementation contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

## Gestion des risques

Les politiques en matière de gestion des risques de BMO et les procédés qu'il emploie pour détecter, évaluer, gérer, surveiller, atténuer et signaler ses risques de crédit et de contrepartie, de marché, d'assurance, de liquidité et de financement, le risque opérationnel, y compris le risque lié aux technologies et le cyberrisque, le risque juridique et réglementaire, le risque de stratégie, le risque environnemental et social et le risque de réputation sont décrits dans la section Gestion globale des risques du Rapport annuel de BMO pour 2021.

### Principaux risques et risques émergents pouvant influencer sur les résultats futurs

Les principaux risques, les risques émergents et les autres risques de BMO qui pourraient influencer sur les résultats futurs sont décrits dans la section Gestion globale des risques du Rapport annuel de BMO pour 2021. Ce qui suit constitue une mise à jour du Rapport annuel pour 2021.

#### Mise à jour sur la situation économique générale

La croissance économique en Amérique du Nord devrait reculer considérablement par rapport à la période de présentation précédente en raison du resserrement des politiques monétaires de manière plus agressive et de la faiblesse de la demande mondiale. Le fait que les ménages continuent encore de compter sur des économies supplémentaires qu'ils ont pu réaliser durant la pandémie constitue un facteur atténuant partiel, tout comme la demande refoulée pour les voyages, les services en personne et les véhicules automobiles. Cependant, d'autres incertitudes comme la hausse persistante de l'inflation, les variants de la COVID-19 et le conflit en Ukraine viennent assombrir les prévisions économiques. Des perturbations des chaînes d'approvisionnement à l'échelle internationale et la flambée des prix du pétrole et du gaz naturel continuent de freiner la croissance économique partout dans le monde. La hausse des taux d'intérêt a eu pour effet de ralentir l'activité sur le marché de l'habitation au Canada et aux États-Unis. Il existe un risque que le marché immobilier fasse l'objet d'une correction plus importante si les banques centrales continuent de relever les taux pour riposter plus vigoureusement à tout dérapage de l'inflation. La direction suit de près le climat économique afin de repérer les changements importants et leurs répercussions sur nos activités.

#### Risque géopolitique

L'escalade des tensions géopolitiques en Europe, en raison du conflit en Ukraine, a des répercussions à l'échelle mondiale en raison de la montée des prix des produits de base et de la baisse de la confiance des entreprises. L'imposition par les pays occidentaux de sanctions contre la Russie et des entités affiliées et personnes de ce pays ont également aggravé les pénuries d'approvisionnement partout dans le monde. Ceci pourrait avoir une incidence sur BMO directement ou sur les clients de BMO du fait de la flambée des coûts et des risques de perturbation des activités. Nous continuons de surveiller activement la situation et d'évaluer les répercussions que pourrait avoir une escalade potentielle des tensions géopolitiques sur la Banque.

#### Réforme des taux de référence (TIO)

Notre Bureau de transition du TIO continue de coordonner et de superviser la transition des TIO vers des taux de référence complémentaires et, comme prévu, la fixation du TIOL en livres sterling, du TIOL en euros, du TIOL en francs suisses et du TIOL en yens japonais ainsi que du TIOL en dollars américains à 1 semaine et à 2 mois a cessé d'être offerte le 31 décembre 2021.

Le 16 décembre 2021, le Groupe de travail sur le taux de référence complémentaire pour le marché canadien (TARCOM) a recommandé à l'administrateur du taux offert en dollar canadien (Canadian Dollar Offered Rate, ou CDOR), Refinitiv Benchmark Services UK Limited (RBSL), d'en cesser la publication immédiatement après le 28 juin 2024, au cours d'une période de transition en deux étapes. Au terme de la première période, soit le 30 juin 2023, le TARCOM s'attend à ce que le taux des opérations de pension à un jour (Canadian Overnight Repo Rate Average ou CORRA) soit devenu le taux de référence pour tous les nouveaux produits dérivés et titres, sauf dans le cas où les produits dérivés couvrent ou réduisent les expositions au CDOR i) liées à des produits dérivés ou des titres négociés avant le 30 juin 2023, ou ii) liées à des contrats de prêt négociés avant le 28 juin 2024. Le taux CORRA devrait devenir le taux de référence pour toutes les autres expositions au CDOR d'ici le 28 juin 2024, ce qui marquera la fin de la seconde étape.

À la suite d'une consultation publique, le 16 mai 2022, RBSL a annoncé que tous les taux CDOR restants cesseront d'être publiés immédiatement après le 28 juin 2024, conformément à la recommandation du TARCOM. Le Bureau de transition du TIO évalue actuellement l'incidence de cette annonce, y compris les instruments financiers fondés sur le CDOR, les relations de couverture et les plans de projet.

## Autres risques qui pourraient influencer sur les résultats futurs

### Acquisition en cours de Bank of the West

BMO est soumise à plusieurs risques liés à l'acquisition en cours de Bank of the West. Ces risques peuvent comprendre notamment la possibilité que l'acquisition annoncée de Bank of the West ne soit pas conclue au moment prévu ou ne soit pas conclue du tout parce que les approbations réglementaires requises ou d'autres conditions de clôture ne sont pas reçues ou satisfaites en temps opportun ou ne le sont pas du tout, ou que les approbations réglementaires sont reçues selon des conditions ou des exigences défavorables; le risque que BMO ne soit pas en mesure de réaliser, y compris dans les délais prévus, les avantages attendus de la transaction proposée, comme le fait qu'elle soit relative au bénéfice par action ajusté et qu'elle crée des possibilités de synergie; le risque que les activités de Bank of the West ne donnent pas les résultats attendus ou ne soient pas conformes aux résultats historiques; le risque que BMO ne soit pas en mesure d'intégrer rapidement et efficacement Bank of the West et que les coûts d'intégration soient plus élevés que prévu; le risque que la somme du capital excédentaire existant de BMO, d'une opération de financement et de la génération de capital prévue avant la clôture ne soit pas suffisante pour maintenir les objectifs en matière de capital sans réunir un capital additionnel; le risque que nos mesures de gestion de la juste valeur ne soient pas efficaces ou qu'elles aient des conséquences imprévues; les risques liés à la réputation et la réaction des clients et des employés de Bank of the West à la transaction; le risque d'une exposition accrue aux problèmes économiques régionaux et à d'autres problèmes en raison de l'expansion de la présence de BMO aux États-Unis; les risques liés à l'accaparement possible du temps de la direction sur des questions liées à la transaction; et les risques liés à l'exposition accrue aux fluctuations des taux de change. L'un ou l'autre de ces risques et d'autres risques liés à l'acquisition en cours de Bank of the West, y compris, mais sans s'y limiter, le risque que nos hypothèses nous concernant, concernant Bank of the West et l'acquisition annoncée se révèlent inexactes, pourrait avoir une incidence négative sur nos résultats financiers ou notre orientation stratégique.

### Risque de marché

Les méthodes de gestion du risque de marché de BMO et les principales mesures de ce risque sont décrites à la section Risque de marché de son Rapport annuel pour 2021.

### Liens entre des éléments du bilan et les informations sur le risque de marché

Le tableau ci-dessous présente les éléments de notre bilan consolidé qui sont exposés au risque de marché, à savoir les soldes qui résultent de techniques de mesure du risque associé à des éléments qui sont négociés ou à des éléments qui ne le sont pas.

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 juillet 2022				Au 31 octobre 2021				Principaux facteurs de risque des soldes d'éléments non négociés
	Exposés au risque de marché		Non exposés au risque de marché	Exposés au risque de marché		Non exposés au risque de marché			
	Bilan consolidé	Éléments négociés 1)		Éléments négociés 2)	Bilan consolidé		Éléments négociés 1)	Éléments négociés 2)	
<b>Actifs exposés au risque de marché</b>									
Trésorerie et équivalents de trésorerie	69 586	—	69 586	—	93 261	—	93 261	—	Taux d'intérêt
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	7 317	252	7 065	—	8 303	94	8 209	—	Taux d'intérêt
Valeurs mobilières	265 614	110 162	155 452	—	232 849	104 412	128 437	—	Taux d'intérêt, écart de taux, titres de participation
Titres pris en pension ou empruntés	108 391	—	108 391	—	107 382	—	107 382	—	Taux d'intérêt
Prêts et acceptations (déduction faite de la provision pour pertes sur créances)	522 802	3 476	519 326	—	458 262	3 665	454 597	—	Taux d'intérêt, change
Instruments dérivés	39 717	37 356	2 361	—	36 713	34 350	2 363	—	Taux d'intérêt, change
Engagements des clients aux termes d'acceptations	12 615	—	12 615	—	14 021	—	14 021	—	Taux d'intérêt
Actifs divers	42 296	3 456	22 618	16 222	37 384	3 359	16 970	17 055	Taux d'intérêt
Total des actifs	1 068 338	154 702	897 414	16 222	988 175	145 880	825 240	17 055	
<b>Passifs exposés au risque de marché</b>									
Dépôts	729 385	25 766	703 619	—	685 631	22 665	662 966	—	Taux d'intérêt, change
Instruments dérivés	43 643	34 961	8 682	—	30 815	27 875	2 940	—	Taux d'intérêt, change
Acceptations	12 615	—	12 615	—	14 021	—	14 021	—	Taux d'intérêt
Titres vendus à découvert	41 187	41 187	—	—	32 073	32 073	—	—	
Titres mis en pension ou prêtés	100 646	—	100 646	—	97 556	—	97 556	—	Taux d'intérêt
Passifs divers	66 425	58	66 054	313	63 663	85	63 165	413	Taux d'intérêt
Dette subordonnée	7 443	—	7 443	—	6 893	—	6 893	—	Taux d'intérêt
Total des passifs	1 001 344	101 972	899 059	313	930 652	82 698	847 541	413	

- 1) Comprend essentiellement des éléments du bilan qui sont assujettis au cadre de gestion du risque lié aux activités de négociation et à la prise ferme, et qui sont comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net.
- 2) Comprend essentiellement des éléments du bilan qui sont assujettis au cadre de gestion du risque structurel de marché et du risque d'assurance ainsi qu'à des transactions de financement garanties.

## Mesures du risque de marché lié aux activités de négociation

La moyenne du total de la valeur à risque (VaR) liée aux activités de négociation et la moyenne du total de la VaR liée aux activités de négociation en période de tension a augmenté d'un trimestre à l'autre du fait de l'intensification de la volatilité des marchés, de l'augmentation des taux d'intérêt en raison de l'exposition plus importante aux titres à revenu fixe et aux risques propres à la dette.

## Sommaire du total de la valeur à risque (VaR) liée aux activités de négociation et du total de la valeur à risque (VaR) liée aux activités de négociation en période de tension <sup>1) 2)</sup>

(équivalent en millions de dollars canadiens avant impôts)	Pour le trimestre clos le 31 juillet 2022				30 avril 2022	31 juillet 2021
	À la clôture du trimestre	Moyenne	Haut	Bas	Moyenne	Moyenne
VaR liée aux produits de base	4,4	3,4	5,2	2,2	3,7	1,8
VaR liée aux actions	13,5	13,8	17,8	10,2	11,7	12,4
VaR liée au change	1,1	1,7	4,7	0,6	2,3	1,4
VaR liée aux taux d'intérêt <sup>3)</sup>	21,7	19,5	26,5	14,4	15,7	14,8
Risque propre à la dette	5,8	7,0	8,7	5,3	4,6	2,4
Diversification	(12,2)	(16,8)	n. s.	n. s.	(16,3)	(12,2)
Total de la VaR – Négociation	34,3	28,6	34,3	23,8	21,7	20,6
Total de la VaR en période de tension – Négociation	63,6	54,7	63,6	47,0	43,8	43,4

1) Mesure quotidienne selon un niveau de confiance de 99 %. Les profits sont indiqués par des montants entre parenthèses et les pertes, par des montants positifs.

2) La VaR en période de tension est établie sur une base hebdomadaire et à la fin du mois.

3) La VaR liée aux taux d'intérêt comprend le risque d'écart de crédit général.

n. s. – non significatif

## Risque structurel de marché (lié aux activités autres que de négociation)

L'exposition de la valeur économique structurelle à une hausse des taux d'intérêt et l'avantage d'une baisse des taux d'intérêt ont diminué par rapport au 30 avril 2022, en raison surtout de la durée plus longue des dépôts sans échéance, du fait que les taux d'intérêt à terme prévus sont moins élevés, les taux à long terme ayant reculé et les courbes de rendement s'étant aplanies. L'avantage d'une hausse des taux d'intérêt pour le résultat structurel et l'exposition du résultat à une baisse des taux d'intérêt ont diminué eu égard au 30 avril 2022, ce qui s'explique en grande partie par une plus grande sensibilité attendue des taux des dépôts aux hausses de taux ultérieures de même que par les placements à taux fixe supplémentaires au cours du trimestre considéré.

## Sensibilité du résultat et de la valeur économique, au bilan, au risque structurel de fluctuations des taux d'intérêt <sup>1) 2)</sup>

(équivalent en millions de dollars canadiens avant impôts)	Sensibilité de la valeur économique					Sensibilité du résultat au cours des 12 prochains mois				
	31 juillet 2022		30 avril 2022	31 juillet 2021		31 juillet 2022		30 avril 2022	31 juillet 2021	
	Canada <sup>3)</sup>	États-Unis	Total	Total	Total <sup>4)</sup>	Canada <sup>3)</sup>	États-Unis	Total	Total	Total
Hausse de 100 points de base	(803,4)	(6,3)	(809,8)	(1 235,2)	(1 212,9)	264,8	260,1	524,8	635,0	366,2
Baisse de 25 points de base	171,1	(74,5)	96,5	236,3	143,8	(74,5)	(76,9)	(151,3)	(202,0)	(143,5)
Baisse de 100 points de base <sup>4)</sup>	625,6	(576,7)	48,9	s. o.	s. o.	(325,5)	(436,1)	(761,6)	s. o.	s. o.

1) Les pertes sont indiquées par des montants entre parenthèses et les profits, par des montants positifs.

2) L'incidence du risque de marché lié à l'assurance n'est pas reflétée dans le tableau. Le risque de marché lié à l'assurance englobe le risque de taux d'intérêt et le risque lié au marché boursier découlant des activités d'assurance de BMO. Une hausse de 100 points de base des taux d'intérêt au 31 juillet 2022 donnerait lieu à une augmentation de 40 millions de dollars du résultat avant impôts (39 millions au 30 avril 2022 et 46 millions au 31 juillet 2021). Une baisse de 25 points de base des taux d'intérêt au 31 juillet 2022 donnerait lieu à une diminution de 9 millions de dollars du résultat avant impôts (9 millions au 30 avril 2022 et 12 millions au 31 juillet 2021). Une hausse de 10 % de la valeur du marché boursier au 31 juillet 2022 entraînerait une augmentation de 17 millions de dollars du résultat avant impôts (20 millions au 30 avril 2022 et 21 millions au 31 juillet 2021). Une baisse de 10 % de la valeur du marché boursier au 31 juillet 2022 entraînerait une diminution de 16 millions de dollars du résultat avant impôts (20 millions au 30 avril 2022 et 21 millions au 31 juillet 2021). BMO peut conclure des arrangements de couverture pour compenser l'incidence des variations des valeurs du marché boursier sur ses résultats, ce qu'il a fait au cours des exercices 2022 et 2021. L'incidence du risque de marché lié à l'assurance sur le résultat est reflétée au poste sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités de l'état consolidé des résultats, une variation correspondante de la juste valeur des passifs au titre des indemnités de la Banque étant comptabilisée au poste autres passifs du bilan consolidé.

3) Comprend le dollar canadien et autres monnaies.

4) Du fait du contexte de faiblesse des taux d'intérêt entre le 30 avril 2020 et le 30 avril 2022, la sensibilité de la valeur économique et la sensibilité du résultat aux baisses de taux d'intérêt sont évaluées en fonction d'une baisse de 25 points de base.

s. o. – sans objet

## Risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité et de financement est géré au moyen d'un cadre de gestion des risques bien défini. Aucun changement important n'a été apporté à ce cadre durant le trimestre.

BMO a continué à maintenir une solide position de liquidité au troisième trimestre de 2022. Les prêts et dépôts des clients ont affiché une fois de plus une croissance alors que le financement de gros a augmenté, reflet des émissions nettes. Les paramètres de liquidité de BMO, y compris le ratio de liquidité à court terme (RLCT) et le ratio structurel de liquidité à long terme (RSLT), sont demeurés largement supérieurs aux cibles internes et aux exigences réglementaires.

Les actifs liquides de BMO sont détenus essentiellement par nos secteurs qui mènent des activités de négociation ainsi que dans des portefeuilles d'actifs liquides qui sont conservés aux fins de la gestion du risque de liquidité éventuel et comme des investissements de liquidités structurelles excédentaires. Les actifs liquides comprennent des actifs non grevés de haute qualité qui sont négociables, qui peuvent être cédés en garantie d'emprunts et qui peuvent être convertis en trésorerie à l'intérieur d'un délai qui répond à nos besoins de liquidité et de financement. Le tableau ci-après résume les actifs liquides de BMO.

Dans le cadre normal de ses activités, BMO peut grever d'une charge certains montants de trésorerie ainsi que des valeurs mobilières afin de soutenir ses activités de négociation et sa participation à des systèmes de compensation et de paiement au Canada, aux États-Unis et à l'étranger. En outre, BMO peut obtenir des actifs liquides en guise de nantissement et peut les redonner en garantie en échange d'une somme en trésorerie ou en guise de sûreté dans le but de soutenir ses activités de négociation. Les actifs nets liquides non grevés, soit des actifs figurant à son bilan, telles la trésorerie et les valeurs mobilières détenues par BMO et les titres pris en pension ou empruntés ainsi que d'autres garanties admissibles hors bilan qui ont été obtenues moins celles accordées, totalisaient 306,9 milliards de dollars au 31 juillet 2022 comparativement à 308,0 milliards au 30 avril 2022. La baisse des actifs liquides non grevés est essentiellement attribuable à la diminution des dépôts à d'autres banques et des soldes de trésorerie.

Les actifs nets liquides non grevés sont essentiellement détenus par la banque mère, par notre entité juridique américaine, BMO Harris Bank, et par nos activités de courtage. Outre ses actifs liquides, BMO a accès aux programmes d'aide de la Banque du Canada, au guichet d'escompte de la Federal Reserve Bank aux États-Unis et à des facilités de trésorerie de soutien de la Banque centrale européenne.

Outre la trésorerie et les valeurs mobilières qu'il détient, BMO peut également donner en nantissement d'autres actifs, dont des prêts hypothécaires et d'autres prêts, afin de mobiliser du financement garanti à long terme. Le total des actifs grevés et des actifs liquides non grevés de BMO est présenté dans le tableau qui porte sur les actifs grevés.

## Actifs liquides

	Au 31 juillet 2022					Au 30 avril 2022
	Actifs appartenant à la Banque	Autres éléments de trésorerie et valeurs mobilières reçus	Total des actifs bruts 1)	Actifs grevés	Actifs nets non grevés 2)	Actifs nets non grevés 2)
(en millions de dollars canadiens)						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	69 586	—	69 586	94	69 492	70 172
Dépôts à d'autres banques	7 317	—	7 317	—	7 317	7 704
Valeurs mobilières et titres pris en pension ou empruntés						
États souverains, banques centrales ou banques multilatérales de développement	136 833	99 894	236 727	129 266	107 461	105 691
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires émis par des agences américaines et titres garantis par des créances hypothécaires	51 417	5 101	56 518	24 399	32 119	34 663
Titres de créance d'entreprises et autres	24 511	18 857	43 368	8 643	34 725	34 079
Titres de participation d'entreprises	52 853	51 205	104 058	65 695	38 363	38 174
Total des valeurs mobilières et des titres pris en pension ou empruntés	265 614	175 057	440 671	228 003	212 668	212 607
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH (présentés comme des prêts au coût amorti) 3)	21 976	—	21 976	4 594	17 382	17 502
Total des actifs liquides	364 493	175 057	539 550	232 691	306 859	307 985

1) Les actifs bruts comprennent les actifs appartenant à la Banque ainsi que les éléments de trésorerie et les valeurs mobilières reçus de tiers.

2) Les actifs nets liquides non grevés désignent le total des actifs bruts, moins les actifs grevés.

3) Aux termes des IFRS, les titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (LNH) qui comprennent les prêts hypothécaires détenus par BMO à titre de sûretés sous-jacentes sont classés dans les prêts. Les titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH non grevés sont liquides et inclus à titre d'actifs liquides conformément au cadre de gestion du risque de liquidité et de financement de BMO. Ce montant est présenté comme un poste distinct appelé Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH.

## Actifs grevés

(en millions de dollars canadiens) Au 31 juillet 2022	Actifs grevés 2)			Actifs nets non grevés	
	Total des actifs bruts 1)	Donnés en garantie	Autres actifs grevés	Autres actifs non grevés 3)	Actifs pouvant être donnés en garantie 4)
Trésorerie et dépôts à d'autres banques	76 903	—	94	—	76 809
Valeurs mobilières 5)	462 647	185 805	46 792	13 095	216 955
Prêts	500 826	67 075	584	280 692	152 475
Autres actifs					
Instruments dérivés	39 717	—	—	39 717	—
Engagements de clients aux termes d'acceptations	12 615	—	—	12 615	—
Bureaux et matériel	4 604	—	—	4 604	—
Écart d'acquisition	4 995	—	—	4 995	—
Immobilisations incorporelles	2 130	—	—	2 130	—
Actifs d'impôt exigible	1 545	—	—	1 545	—
Actifs d'impôt différé	794	—	—	794	—
Actifs divers	28 228	10 972	—	17 256	—
Total des autres actifs	94 628	10 972	—	83 656	—
Total des actifs	1 135 004	263 852	47 470	377 443	446 239

(en millions de dollars canadiens) Au 30 avril 2022	Actifs grevés 2)			Actifs nets non grevés	
	Total des actifs bruts 1)	Donnés en garantie	Autres actifs grevés	Autres actifs non grevés 3)	Actifs pouvant être donnés en garantie 4)
Trésorerie et dépôts à d'autres banques	77 990	—	114	—	77 876
Valeurs mobilières 5)	452 797	178 012	44 676	12 814	217 295
Prêts	479 949	63 494	545	269 512	146 398
Autres actifs					
Instruments dérivés	45 820	—	—	45 820	—
Engagements de clients aux termes d'acceptations	13 228	—	—	13 228	—
Bureaux et matériel	4 581	—	—	4 581	—
Écart d'acquisition	5 002	—	—	5 002	—
Immobilisations incorporelles	2 090	—	—	2 090	—
Actifs d'impôt exigible	1 242	—	—	1 242	—
Actifs d'impôt différé	786	—	—	786	—
Actifs divers	27 635	10 040	—	17 595	—
Total des autres actifs	100 384	10 040	—	90 344	—
Total des actifs	1 111 120	251 546	45 335	372 670	441 569

1) Les actifs bruts comprennent les actifs appartenant à la Banque ainsi que les éléments de trésorerie et les valeurs mobilières reçus de tiers.

2) Les actifs donnés en garantie renvoient à la partie des actifs de BMO figurant à son bilan ainsi qu'à la trésorerie et aux valeurs mobilières qui sont données en garantie par voie de mises en pension de titres, de prêts de titres, de contrats dérivés, de dépôts minimaux requis auprès de banques centrales ainsi qu'aux termes des exigences associées à la participation à des chambres de compensation et des systèmes de paiement. Les autres actifs grevés comprennent les actifs qui font l'objet de restrictions de nature juridique ou autre, tels que la trésorerie soumise à des restrictions et les actifs liés à des ventes à découvert.

3) Les autres actifs non grevés comprennent certains actifs liquides qui, de l'avis de la direction, ne sont pas rapidement disponibles pour répondre aux besoins de BMO en matière de liquidité. Ces actifs se composaient de valeurs mobilières d'un montant de 13,1 milliards de dollars au 31 juillet 2022, y compris les titres détenus par la filiale d'assurance de BMO, de même que d'importants placements en titres de capitaux propres et certains investissements détenus par notre unité de banque d'affaires. Les autres actifs non grevés comprennent également des prêts hypothécaires et d'autres prêts pouvant être titrisés afin d'obtenir du financement garanti.

4) Les prêts compris dans les actifs pouvant être donnés en garantie représentent des prêts qui sont actuellement détenus dans des banques centrales et qui pourraient éventuellement servir à obtenir du financement auprès de celles-ci. Les prêts pouvant être donnés en garantie ne tiennent pas compte d'autres sources de liquidité supplémentaires pouvant être utilisées et associées au portefeuille de prêts de la Banque, notamment d'autres titrisations, des émissions d'obligations couvertes et des avances de la Federal Home Loan Bank.

5) Comprend des valeurs mobilières, des titres pris en pension ou empruntés et des titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH (présentés comme des prêts au coût amorti).

## Stratégie de financement

Selon la stratégie de financement de BMO, le financement de gros garanti et non garanti qui sert à financer les prêts et des actifs moins liquides doit être d'une durée (généralement de deux à dix ans) pouvant étayer la durée à court terme de ces actifs. Le financement de gros garanti et non garanti des actifs de négociation liquides est d'une durée nettement plus courte (d'un terme de un an ou moins), reflète la liquidité des actifs ainsi financés et est assujéti à des limites à l'égard de l'ensemble des échéances autorisées durant diverses périodes. Les lots d'actifs liquides supplémentaires sont essentiellement financés au moyen de sources de financement de gros à terme.

Nous avons une masse de dépôts de clients, à la fois vaste et stable qui, de concert avec un important capital, constitue une assise solide, ce qui favorise le maintien d'une saine position de liquidité et réduit la dépendance envers le financement de gros. Les dépôts de clients totalisaient 521,6 milliards de dollars au 31 juillet 2022, en hausse par rapport aux dépôts de 512,3 milliards au 30 avril 2022.

Au 31 juillet 2022, l'encours du financement de gros, garanti et non garanti, composé en grande partie de titres négociables, totalisait 225,4 milliards de dollars et, de ce montant, une tranche de 59,8 milliards était sous forme de financement garanti et une autre de 165,6 milliards, de financement non garanti. L'encours du financement de gros a augmenté en regard de celui de 215,6 milliards au 30 avril 2022 en raison principalement des émissions nettes du financement de gros au cours du trimestre. La composition et les échéances du financement de gros à terme sont présentées dans le tableau suivant. D'autres renseignements à ce sujet figurent à la section Échéances contractuelles des actifs et des passifs et engagements hors bilan. Nous maintenons un vaste portefeuille d'actifs liquides non grevés qui totalisaient 306,9 milliards au 31 juillet 2022 et qui, tel qu'il est décrit à la section sur les actifs liquides non grevés, pourraient être monétisés afin de combler des besoins de financement éventuels.

La diversification de nos sources de financement de gros constitue un volet important de notre stratégie globale de gestion de la liquidité. Les activités de financement de gros sont bien diversifiées, soit par territoire, monnaie, type d'investisseurs, type d'instrument et profil d'échéances. BMO s'assure d'avoir constamment accès à du financement de gros à long terme au moyen de divers programmes d'emprunt, notamment un programme d'émission de billets européens, des programmes de billets à moyen terme canadiens, australiens et américains, la titrisation de créances hypothécaires canadiennes et américaines, la titrisation de créances de cartes de crédit canadiennes, de prêts automobiles canadiens, et de marges de crédit sur valeur domiciliaire canadiennes, des prêts au financement de matériel de transport aux États-Unis, des obligations couvertes et des dépôts de premier rang non garantis canadiens et américains.

Grâce à son plan de financement de gros, BMO vise à maintenir une capacité de financement qui lui permet de mettre de l'avant ses stratégies commerciales. Ce plan tient compte des échéances projetées et de la croissance des actifs et des passifs de ses secteurs d'activité dans le cadre de processus de prévision et de planification, et évalue les besoins en financement à la lumière des sources disponibles. Le plan de financement est examiné une fois l'an par les comités de la haute direction pertinents, et approuvé par le Comité d'évaluation des risques, et est régulièrement mis à jour afin que les résultats réels y soient reflétés et les plus récentes informations prévisionnelles, intégrées.

## Échéances du financement de gros <sup>1)</sup>

	Au 31 juillet 2022								Au 30 avril 2022
(en millions de dollars canadiens)	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Total partiel – Moins de 1 an	De 1 an à 2 ans	Plus de 2 ans	Total	Total
Dépôts d'autres banques	3 519	1 086	208	2 045	6 858	6	—	6 864	5 511
Certificats de dépôt et papier commercial	9 741	18 350	22 982	29 565	80 638	153	307	81 098	81 612
Billets de dépôt au porteur	65	66	234	1 055	1 420	—	—	1 420	1 674
Papier commercial adossé à des actifs	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Billets à moyen terme non garantis de premier rang	—	2 607	3 590	9 013	15 210	17 971	28 714	61 895	55 831
Billets structurés non garantis de premier rang 2)	8	2	—	66	76	33	6 725	6 834	6 465
Financement garanti									
Titrisations de créances hypothécaires et de marges de crédit sur valeur domiciliaire	—	413	1 756	1 057	3 226	4 481	12 913	20 620	20 183
Obligations couvertes	—	1 310	1 964	5 754	9 028	4 366	14 401	27 795	27 582
Autres titrisations adossées à des actifs 3)	—	—	813	688	1 501	413	2 463	4 377	4 678
Avances de la Federal Home Loan Bank	—	—	—	3 203	3 203	—	3 845	7 048	3 850
Dette subordonnée	—	—	—	—	—	—	7 441	7 441	8 235
<b>Total</b>	<b>13 333</b>	<b>23 834</b>	<b>31 547</b>	<b>52 446</b>	<b>121 160</b>	<b>27 423</b>	<b>76 809</b>	<b>225 392</b>	<b>215 621</b>
Composé de ce qui suit :									
Financement garanti	—	1 723	4 533	10 702	16 958	9 260	33 622	59 840	56 293
Financement non garanti	13 333	22 111	27 014	41 744	104 202	18 163	43 187	165 552	159 328
<b>Total 4)</b>	<b>13 333</b>	<b>23 834</b>	<b>31 547</b>	<b>52 446</b>	<b>121 160</b>	<b>27 423</b>	<b>76 809</b>	<b>225 392</b>	<b>215 621</b>

1) Le financement de gros non garanti englobe essentiellement celui obtenu par l'émission de titres négociables. Le financement de gros ne tient pas compte des opérations de mise en pension de titres ni des acceptations bancaires, lesquelles sont présentées dans le tableau des échéances contractuelles des actifs et des passifs et engagements hors bilan, et exclut également le papier commercial adossé à des actifs qu'émettent certains fonds multicédants et qui n'est pas consolidé aux fins de la présentation de l'information financière.

2) Émis essentiellement à des investisseurs institutionnels.

3) Comprennent les titrisations de créances de cartes de crédit, de prêts automobiles et de prêts au financement de matériel de transport.

4) Le total du financement de gros était constitué de 47,2 milliards de dollars de fonds libellés en dollars canadiens et de 178,2 milliards de fonds libellés en dollars américains et en d'autres monnaies au 31 juillet 2022.

D'autres renseignements sur la gestion du risque de liquidité et de financement sont donnés à la section Risque de liquidité et de financement du Rapport annuel de BMO pour 2021. Il y a également lieu de se reporter à la section Gestion des risques.

## Cotes de crédit

Les cotes de crédit que des agences de notation externes attribuent aux titres d'emprunt à court terme et à long terme de premier rang de BMO jouent un rôle important pour la Banque dans la capacité à se procurer du capital et à obtenir le financement que requiert le soutien de ses activités commerciales. Le fait de maintenir d'excellentes cotes de crédit nous permet d'avoir accès aux marchés du financement de gros à des taux attractifs. Si les cotes de BMO se détérioraient, il est probable que le coût de ses fonds augmenterait et qu'il lui serait plus difficile d'obtenir du financement et du capital sur les marchés du financement de gros. Un abaissement majeur des cotes de BMO pourrait également avoir d'autres conséquences, dont celles décrites à la note 8 afférente aux états financiers consolidés annuels audités du Rapport annuel de BMO pour 2021.

Les cotes de crédit octroyées aux titres d'emprunt de premier rang de BMO par des agences de notation sont celles d'émissions de premier ordre et de grande qualité. Moody's, S&P et DBRS ont attribué une perspective stable à BMO, tandis que Fitch a attribué une perspective négative.

Au 31 juillet 2022

Agence de notation	Dettes à court terme	Dettes de premier rang 1)	Dépôts à long terme/ ancienne dette de premier rang 2)	Dettes subordonnées – (FPUNV)	Perspective
Moody's	P-1	A2	Aa2	Baa1 (hybr.)	Stable
S&P	A-1	A-	A+	BBB+	Stable
Fitch	F1+	AA-	AA	A	Négative
DBRS	R-1 (élevée)	AA (faible)	AA	A (faible)	Stable

1) Sous réserve de la conversion aux termes du régime de recapitalisation interne des banques (recapitalisation interne).

2) Les dépôts à long terme/l'ancienne dette de premier rang comprennent la dette de premier rang émise avant le 23 septembre 2018 et la dette de premier rang émise depuis le 23 septembre 2018 inclusivement, laquelle est exclue du régime de recapitalisation interne des banques (recapitalisation interne).

BMO est tenu de fournir des garanties à certaines contreparties si ses cotes de crédit sont abaissées. Les garanties supplémentaires requises sont fondées sur les risques associés à la valeur de marché, la valeur des garanties et les ententes prévoyant un seuil de garantie, le cas échéant.

Au 31 juillet 2022, si nos cotes étaient abaissées d'un cran, de deux crans et de trois crans, nous devrions fournir à des contreparties des garanties supplémentaires totalisant 154 millions de dollars, 406 millions et 969 millions, respectivement.

## Ratio de liquidité à court terme

Le ratio de liquidité à court terme (RLCT) est calculé selon la ligne directrice Normes de liquidités (NL) établie par le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) et est résumé dans le tableau ci-après. Pour le trimestre clos le 31 juillet 2022, le RLCT moyen quotidien a été de 129 %. Ce ratio est calculé quotidiennement et correspond au ratio des actifs liquides de haute qualité détenus au total des sorties nettes de trésorerie en période de tension dans les 30 jours civils suivants. Au cours du trimestre à l'étude, le RLCT quotidien moyen est demeuré inchangé par rapport à celui du trimestre précédent, la hausse des actifs liquides de haute qualité ayant été compensée par l'augmentation des sorties nettes de trésorerie. Bien que les banques soient tenues de maintenir un RLCT de plus de 100 % dans des circonstances normales, on s'attend à ce qu'elles puissent utiliser leurs actifs liquides de haute qualité en période de tension, ce qui peut ramener leur RLCT à moins de 100 % au cours de la période visée. Les actifs liquides de haute qualité de BMO sont essentiellement composés de sa trésorerie, de titres de créance jouissant d'une bonne cote de crédit et émis ou garantis par des administrations publiques, d'obligations couvertes ayant une excellente cote de crédit ainsi que de titres de créance et d'actions inscrits à un important indice boursier et émis par des entreprises qui n'œuvrent pas dans le secteur financier. Les flux de trésorerie nets tiennent compte des sorties de trésorerie associées aux dépôts, au financement de gros garanti ou non garanti, aux engagements et aux sûretés qui pourraient être exigées, ce qui est compensé par les entrées de trésorerie autorisées provenant des prêts, des activités de prêt de titres ainsi que d'autres titres de créance qui ne sont pas considérés comme des actifs liquides de haute qualité et qui échoient sur une période de 30 jours. Les pondérations prescrites par le BSIF sont appliquées aux flux de trésorerie et aux actifs liquides de haute qualité aux fins du calcul des valeurs pondérées et du RLCT. Le RLCT ne tient pas compte des liquidités excédentaires au-delà de 100 % dans BMO Financial Corp. en raison des restrictions quant au transfert de liquidités entre BMO Financial Corp. et la banque mère. Ce ratio n'est que l'une des mesures de la position de liquidité d'une banque et ne rend pas compte de tous ses actifs liquides ni des modes de financement de rechange auxquels elle pourrait recourir au cours d'une période de tension. Tous les actifs liquides de BMO sont indiqués dans le tableau intitulé Actifs liquides.



(en milliards de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Pour le trimestre clos le 31 juillet 2022	
	Total de la valeur non pondérée (moyenne) 1) 2)	Total de la valeur pondérée (moyenne) 2) 3)
<b>Actifs liquides de haute qualité</b>		
Total des actifs liquides de haute qualité	*	200,8
<b>Sorties de trésorerie</b>		
Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises, dont :	241,0	16,1
Dépôts stables	119,0	3,6
Dépôts moins stables	122,0	12,5
Financement de gros non garanti, dont :	253,7	117,3
Dépôts opérationnels (toutes les contreparties) et dépôts dans les réseaux de banques coopératives	138,1	34,4
Dépôts non opérationnels (toutes les contreparties)	89,9	57,2
Dettes non garanties	25,7	25,7
Financement de gros garanti	*	23,6
Exigences supplémentaires, dont :	188,9	37,5
Sorties associées aux expositions sur dérivés et autres sûretés exigées	18,8	6,7
Sorties associées à une perte de financement sur produits de dette	2,7	2,7
Facilités de crédit et de liquidité	167,4	28,1
Autres obligations de financement contractuelles	1,4	—
Autres obligations de financement conditionnelles	458,2	9,0
Total des sorties de trésorerie	*	203,5
<b>Entrées de trésorerie</b>		
Prêts garantis (p. ex., prises en pension)	146,5	32,6
Entrées liées aux expositions parfaitement productives	9,5	5,1
Autres entrées de trésorerie	10,3	10,3
Total des entrées de trésorerie	166,3	48,0
		<b>Total de la valeur ajustée 4)</b>
Total des actifs liquides de haute qualité		200,8
Total des sorties nettes de trésorerie		155,5
Ratio de liquidité à court terme (%) 2)		129
		<b>Total de la valeur ajustée 4)</b>
Trimestre clos le 30 avril 2022		
Total des actifs liquides de haute qualité		197,0
Total des sorties nettes de trésorerie		153,0
Ratio de liquidité à court terme (%)		129

\* Valeur non exigée par la norme régissant les informations à fournir sur le RLCT.

- 1) Les valeurs non pondérées sont calculées à la valeur de marché (dans le cas des actifs liquides de haute qualité) ou selon les soldes en cours échéant ou exigibles dans les 30 jours suivants (dans le cas des entrées et sorties de trésorerie).
- 2) Les valeurs sont calculées en fonction de la moyenne simple du RLCT quotidien sur 63 jours ouvrables au troisième trimestre de 2022.
- 3) Les valeurs pondérées sont calculées après l'application des pondérations prescrites par la ligne directrice *Normes de liquidité* du BSIF eu égard aux actifs liquides de haute qualité et aux entrées et sorties de trésorerie.
- 4) Les valeurs ajustées sont calculées en fonction du total des valeurs pondérées après l'application des plafonds définis par la ligne directrice *Normes de liquidité*.

## Ratio structurel de liquidité à long terme

Le ratio structurel de liquidité à long terme (RSLLT) est une mesure réglementaire de la liquidité qui évalue la stabilité du profil de financement d'une banque par rapport à la liquidité de ses actifs et est calculé selon la ligne directrice Normes de liquidités (NL) établie par le BSIF. Contrairement au RLCT, lequel est une mesure à court terme, le RSLLT calcule la résilience à moyen et à long terme d'une banque. Le RSLLT s'entend du montant du financement stable disponible (FSD) par rapport à celui du financement stable requis (FSR). Le montant du FSD représente la part des fonds propres et des passifs censée être disponible de manière fiable à un horizon de un an (ce qui comprend les dépôts de clients et le financement de gros à long terme). Le FSR est fondé sur la liquidité et les caractéristiques inhérentes à la durée des actifs inscrits au bilan d'une institution et d'éléments hors bilan. Les pondérations prescrites par le BSIF s'appliquent aux soldes nominaux des actifs et passifs, afin de calculer le FSD, le FSR et le RSLLT. Les banques d'importance systémique (BISI) au Canada, y compris BMO, sont tenues de maintenir un RSLLT minimal de 100 %. Le RSLLT de BMO de 114 % au 31 juillet 2022 excédait le seuil réglementaire minimal. Le RSLLT a diminué par rapport à 116 % au trimestre précédent, en raison principalement de l'augmentation du financement stable requis, en partie compensée par la hausse du financement stable disponible.

Pour le trimestre clos le 31 juillet 2022					
(en milliards de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Valeur non pondérée par échéance résiduelle				Valeur pondérée 2)
	Sans échéance 1)	Moins de 6 mois	De 6 à 12 mois	Plus de 1 an	
<b>Élément de financement stable disponible (FSD)</b>					
Fonds propres :	—	—	—	76,6	76,6
Fonds propres réglementaires	—	—	—	76,6	76,6
Autres instruments de fonds propres	—	—	—	—	—
Dépôts des particuliers et dépôts des petites entreprises :	214,4	26,8	18,7	35,8	275,0
Dépôts stables	106,9	12,9	7,9	6,9	128,2
Dépôts moins stables	107,5	13,9	10,8	28,9	146,8
Financement de gros :	247,6	181,8	61,9	84,2	226,3
Dépôts opérationnels	141,6	0,3	—	—	71,0
Autres financements de gros	106,0	181,5	61,9	84,2	155,3
Passifs et leurs actifs interdépendants correspondants	—	1,6	1,0	13,4	—
Autres passifs :	1,9	*	*	65,1	4,4
Passifs d'instruments dérivés du RSLLT	*	*	*	21,5	*
Tous les autres passifs ou fonds propres non couverts par les catégories ci-dessus	1,9	39,2	0,1	4,3	4,4
<b>FSD total</b>	*	*	*	*	<b>582,3</b>
<b>Élément de financement stable requis (FSR)</b>					
Total des actifs liquides de haute qualité du RSLLT	*	*	*	*	16,4
Dépôts détenus auprès d'autres institutions financières à des fins opérationnelles	—	—	—	—	—
Prêts et titres productifs :	176,7	135,6	49,1	287,5	431,2
Prêts productifs à des institutions financières garantis par des actifs liquides de haute qualité de niveau 1	—	45,1	2,2	—	3,3
Prêts productifs à des institutions financières garantis par des actifs liquides de haute qualité autres que de niveau 1 et prêts productifs à des institutions non garantis	32,0	51,5	5,0	14,2	54,6
Prêts productifs à des entreprises non financières, prêts aux particuliers et aux petites entreprises, et prêts à des entités souveraines, des banques centrales et des organismes publics, dont :	102,3	30,7	30,4	139,5	230,6
Prêts présentant un risque pondéré inférieur ou égal à 35 % dans l'approche standard de Bâle II pour le risque de crédit	—	—	—	—	—
Crédits hypothécaires au logement productifs, dont :	13,2	6,1	11,3	123,2	107,6
Prêts présentant un risque pondéré inférieur ou égal à 35 % dans l'approche standard de Bâle II pour le risque de crédit	13,2	5,9	11,1	118,7	103,6
Titres qui ne sont pas en défaut et qui ne remplissent pas les critères définissant les HQLA, y compris les actions négociées sur les marchés organisés	29,2	2,2	0,2	10,6	35,1
Actifs et leurs passifs interdépendants correspondants	—	1,6	1,0	13,4	—
Autres actifs :	13,9	*	*	49,9	43,1
Produits de base physiques, y compris l'or	3,6	*	*	*	3,1
Actifs versés en tant que marge initiale dans le cadre de contrats dérivés et contributions à des fonds de garantie de contreparties centrales	*	*	*	12,5	10,7
Actifs d'instruments dérivés du RSLLT	*	*	*	18,4	—
Passifs d'instruments dérivés du RSLLT avant déduction de la marge de variation versée	*	*	*	1,4	1,4
Tous les autres actifs non couverts par les catégories ci-dessus	10,3	2,3	0,2	15,1	27,9
Éléments hors bilan	*	*	*	519,1	17,9
<b>FSR total</b>	*	*	*	*	<b>508,6</b>
<b>Ratio structurel de liquidité à long terme (%)</b>	*	*	*	*	<b>114</b>
Trimestre clos le 30 avril 2022					
FSD total	Valeur pondérée 2)				
FSR total	567,3				
Ratio structurel de liquidité à long terme (%)	491,0				
	116				

\* Valeur non exigée par la norme régissant les informations à fournir sur le RSLLT.

1) Les éléments devant être classés dans la catégorie « Sans échéance » ne sont assortis d'aucune échéance stipulée. Ces éléments peuvent inclure notamment des dépôts sans échéance, des positions vendeurs, des positions à échéance ouverte, des titres autres que des actifs liquides de haute qualité, des produits de base physiques et des prêts à vue.

2) Les valeurs pondérées sont calculées après l'application des pondérations prescrites par la ligne directrice Normes de liquidité du BSIF eu égard au FSD et au FSR.

## Échéances contractuelles des actifs et des passifs et engagements hors bilan

Les tableaux ci-après présentent les échéances contractuelles résiduelles des actifs et des passifs inscrits au bilan et des engagements non inscrits au bilan. L'échéance contractuelle des actifs et des passifs financiers entre en jeu dans la gestion du risque de liquidité et de financement, mais elle n'est pas nécessairement conforme à l'échéance attendue des actifs et des passifs servant à cette gestion. Afin de gérer le risque de liquidité et de financement, nous établissons des prévisions des entrées et des sorties de trésorerie liées aux actifs et aux passifs compte tenu de conditions normales du marché et de divers scénarios de crise. Les scénarios de crise font intervenir des hypothèses relatives aux remboursements de prêts, aux retraits de dépôts et aux baisses des engagements de crédit et des facilités de trésorerie par type de contrepartie et de produit. Les scénarios de crise tiennent également compte de l'horizon temporel sur lequel les actifs liquides peuvent être monétisés, et pour quel montant (escompte), de même que les exigences en matière de sûretés éventuelles pouvant être imposées par suite de la volatilité du marché et des baisses des cotes de crédit, entre autres hypothèses.

(en millions de dollars canadiens)

	31 juillet 2022									
	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
<b>Instruments financiers inscrits au bilan</b>										
<b>Actifs</b>										
Trésorerie et équivalents de trésorerie	68 102	—	—	—	—	—	—	—	1 484	69 586
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	4 598	1 304	1 335	41	39	—	—	—	—	7 317
Valeurs mobilières	3 507	5 404	5 434	4 536	5 703	16 632	67 271	104 267	52 860	265 614
Titres pris en pension ou empruntés	76 200	23 473	5 973	1 653	1 092	—	—	—	—	108 391
Prêts 1)										
Prêts hypothécaires à l'habitation	545	1 581	2 777	3 778	5 975	16 564	101 731	11 006	119	144 076
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	219	497	933	1 032	1 780	4 804	37 082	13 724	24 266	84 337
Prêts sur cartes de crédit	—	—	—	—	—	—	—	—	9 132	9 132
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	13 370	10 022	10 174	10 933	10 621	36 664	96 245	15 864	83 776	287 669
Provision pour pertes sur créances	—	—	—	—	—	—	—	—	(2 412)	(2 412)
Total des prêts, déduction faite de la provision	14 134	12 100	13 884	15 743	18 376	58 032	235 058	40 594	114 881	522 802
Autres actifs										
Instruments dérivés	2 052	4 104	8 843	2 226	1 243	7 000	8 241	6 008	—	39 717
Engagements de clients aux termes d'acceptations	7 933	4 579	100	3	—	—	—	—	—	12 615
Divers	1 957	437	325	10	14	9	16	5 559	33 969	42 296
Total des autres actifs	11 942	9 120	9 268	2 239	1 257	7 009	8 257	11 567	33 969	94 628
Total des actifs	178 483	51 401	35 894	24 212	26 467	81 673	310 586	156 428	203 194	1 068 338

(en millions de dollars canadiens)

	31 juillet 2022									
	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
<b>Passifs et capitaux propres</b>										
Dépôts 2) 3)	29 337	35 613	42 401	41 004	47 786	36 920	58 380	17 037	420 907	729 385
Autres passifs										
Instruments dérivés	2 074	7 070	7 840	2 391	1 859	5 989	8 894	7 526	—	43 643
Acceptations	7 933	4 579	100	3	—	—	—	—	—	12 615
Titres vendus à découvert 4)	41 187	—	—	—	—	—	—	—	—	41 187
Titres mis en pension ou prêtés 4)	88 391	9 337	922	1 996	—	—	—	—	—	100 646
Titrisation et passifs liés aux entités structurées	15	459	2 733	1 255	820	6 249	8 871	4 618	—	25 020
Divers	10 575	183	4 455	91	133	836	2 431	5 791	16 910	41 405
Total des autres passifs	150 175	21 628	16 050	5 736	2 812	13 074	20 196	17 935	16 910	264 516
Dettes subordonnées	—	—	—	—	—	—	25	7 418	—	7 443
Total des capitaux propres	—	—	—	—	—	—	—	—	66 994	66 994
Total des passifs et des capitaux propres	179 512	57 241	58 451	46 740	50 598	49 994	78 601	42 390	504 811	1 068 338

1) Les prêts à vue sont inclus dans la colonne Sans échéance.

2) Les dépôts à vue et à préavis sont inclus dans la colonne Sans échéance.

3) Des dépôts de 26 970 millions de dollars au 31 juillet 2022 ont une date d'échéance fixe, mais ils peuvent toutefois faire l'objet d'une demande de remboursement anticipé (en totalité ou en partie) par le client sans pénalité. Ils sont classés comme étant exigibles à une date fixe en raison de leur date d'échéance contractuelle déclarée. BMO ne prévoit pas qu'un montant important fera l'objet d'un remboursement avant l'échéance.

4) Montants présentés selon leur date d'échéance la plus rapprochée.

(en millions de dollars canadiens)

	31 juillet 2022									
	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
<b>Engagements hors bilan</b>										
Crédits fermes 1)	1 401	6 946	8 897	11 798	13 958	37 787	108 662	6 097	—	195 546
Lettres de crédit 2)	2 103	2 668	5 242	4 704	5 464	2 594	3 488	74	—	26 337
Concours de trésorerie	—	1 045	713	369	1 353	3 365	8 470	1 039	—	16 354
Contrats de location	—	—	—	—	1	3	41	254	—	299
Prêt de titres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Obligations d'achat	17	36	49	35	35	129	240	27	—	568

1) Les crédits fermes ne tiennent pas compte des marges de crédit personnelles, des cartes de crédit et d'autres instruments de crédit que BMO peut annuler sans condition à son entière discrétion. La grande majorité de ces engagements arrivent à échéance avant d'avoir été utilisés. Par conséquent, le montant contractuel total peut ne pas être représentatif du financement qui sera vraisemblablement requis dans le cadre de ces engagements.

2) Les lettres de crédit peuvent faire l'objet de prélèvements en tout temps. Elles sont classées en fonction de leur date d'échéance contractuelle déclarée.

(en millions de dollars canadiens)

31 octobre 2021

	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
<b>Instruments financiers inscrits au bilan</b>										
<b>Actifs</b>										
Trésorerie et équivalents de trésorerie	91 736	—	—	—	—	—	—	—	1 525	93 261
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	3 529	1 440	1 172	1 753	409	—	—	—	—	8 303
Valeurs mobilières	5 286	4 742	5 116	3 383	2 692	17 512	43 571	90 225	60 322	232 849
Titres pris en pension ou empruntés	70 080	22 873	11 362	1 602	766	699	—	—	—	107 382
<b>Prêts 1)</b>										
Prêts hypothécaires à l'habitation	458	1 081	2 109	4 373	4 879	22 170	91 146	9 396	138	135 750
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	215	419	639	1 166	1 110	5 732	31 613	13 518	22 752	77 164
Prêts sur cartes de crédit	—	—	—	—	—	—	—	—	8 103	8 103
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	12 082	7 667	7 697	10 496	10 213	29 303	81 377	14 413	66 561	239 809
Provision pour pertes sur créances	—	—	—	—	—	—	—	—	(2 564)	(2 564)
Total des prêts, déduction faite de la provision	12 755	9 167	10 445	16 035	16 202	57 205	204 136	37 327	94 990	458 262
<b>Autres actifs</b>										
Instruments dérivés	2 752	4 924	2 187	1 809	1 634	7 525	8 787	7 095	—	36 713
Engagements de clients aux termes d'acceptations	11 574	2 428	19	—	—	—	—	—	—	14 021
Divers	2 002	461	140	4	3	5	1	5 097	29 671	37 384
Total des autres actifs	16 328	7 813	2 346	1 813	1 637	7 530	8 788	12 192	29 671	88 118
Total des actifs	199 714	46 035	30 441	24 586	21 706	82 946	256 495	139 744	186 508	988 175

(en millions de dollars canadiens)

31 octobre 2021

	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
<b>Passifs et capitaux propres</b>										
Dépôts 2) 3)	29 885	37 841	42 488	28 857	24 299	33 778	45 729	19 925	422 829	685 631
<b>Autres passifs</b>										
Instruments dérivés	2 771	3 651	2 379	1 508	1 444	5 723	7 140	6 199	—	30 815
Acceptations	11 574	2 428	19	—	—	—	—	—	—	14 021
Titres vendus à découvert 4)	32 073	—	—	—	—	—	—	—	—	32 073
Titres mis en pension ou prêtés 4)	73 190	17 199	3 994	3 103	70	—	—	—	—	97 556
Titrisation et passifs liés aux entités structurées	21	1 737	1 527	648	486	7 240	9 791	4 036	—	25 486
Divers	10 121	1 632	116	109	162	944	1 277	3 509	20 307	38 177
Total des autres passifs	129 750	26 647	8 035	5 368	2 162	13 907	18 208	13 744	20 307	238 128
Dettes subordonnées	—	—	—	—	—	—	25	6 868	—	6 893
Total des capitaux propres	—	—	—	—	—	—	—	—	57 523	57 523
Total des passifs et des capitaux propres	159 635	64 488	50 523	34 225	26 461	47 685	63 962	40 537	500 659	988 175

1) Les prêts à vue sont inclus dans la colonne Sans échéance.

2) Les dépôts à vue et à préavis sont inclus dans la colonne Sans échéance.

3) Des dépôts de 20 991 millions de dollars au 31 octobre 2021 ont une date d'échéance fixe, mais ils peuvent toutefois faire l'objet d'une demande de remboursement anticipé (en totalité ou en partie) par le client sans pénalité. Ils sont classés comme étant exigibles à une date fixe en raison de leur date d'échéance contractuelle déclarée. BMO ne prévoit pas qu'un montant important fera l'objet d'un remboursement avant l'échéance.

4) Montants présentés selon leur date d'échéance la plus rapprochée.

(en millions de dollars canadiens)

31 octobre 2021

	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
<b>Engagements hors bilan</b>										
Crédits fermes 1)	1 674	4 935	8 374	13 308	14 498	33 749	99 639	4 571	—	180 748
Lettres de crédit 2)	1 196	4 083	4 358	3 815	4 806	1 980	3 304	104	—	23 646
Concours de trésorerie	189	137	293	1 073	1 578	2 709	6 088	828	—	12 895
Contrats de location	—	—	—	—	1	3	22	222	—	248
Prêt de titres	3 909	—	—	—	—	—	—	—	—	3 909
Obligations d'achat	16	38	47	44	60	139	217	41	—	602

1) Les crédits fermes ne tiennent pas compte des marges de crédit personnelles, des cartes de crédit et d'autres instruments de crédit que BMO peut annuler sans condition à son entière discrétion. La grande majorité de ces engagements arrivent à échéance avant d'avoir été utilisés. Par conséquent, le montant contractuel total peut ne pas être représentatif du financement qui sera vraisemblablement requis dans le cadre de ces engagements.

2) Les lettres de crédit peuvent faire l'objet de prélèvements en tout temps. Elles sont classées en fonction de leurs échéances contractuelles déclarées.

## Expositions internationales

Sur le plan géographique, à l'extérieur du Canada et des États-Unis, les expositions de BMO sont assujetties à un cadre de gestion des risques pays qui met en jeu des évaluations économiques et politiques et la gestion des expositions conformément à des limites établies en fonction du produit, de l'entité et du pays où le risque final est assumé. Nos expositions à ces régions au 31 juillet 2022 sont présentées dans le tableau ci-après.

Le 26 octobre 2021, le BSIF a recommandé que les banques canadiennes d'importance systémique mondiale (BIS<sup>m</sup>) cessent de fournir les informations par pays relatives aux expositions en Europe et que les expositions sur des États souverains commencent à être présentées par région (continent) à compter du premier trimestre de 2022.

Le tableau ci-dessous indique les montants nets des expositions associées aux tranches financées des prêts, aux engagements inutilisés, aux titres, dont des produits de trésorerie, des titres de crédit négociables et des swaps sur défaillance, aux opérations de type mise en pension et aux dérivés. Les expositions associées aux opérations de type mise en pension et aux dérivés sont présentées à la valeur de marché. Les dérivés comprennent la compensation des transactions lorsque des conventions-cadres de compensation ont été conclues avec des contreparties et les compensations liées aux garanties dans le cas des contreparties à l'égard desquelles une annexe au soutien de crédit est en vigueur.

## Expositions par région

	Au 31 juillet 2022											Au 30 avril 2022		
(en millions de dollars canadiens)	Tranche financée des prêts et engagements				Titres				Opérations de type mise en pension et dérivés					
Région	Banque	Sociétés	États	Total	Banque	Sociétés	États	Total	Banque	Sociétés	États	Total	Total montant net	Total montant net 2)
			souverains				souverains				souverains			
Europe (excl. Royaume-Uni)	408	2 344	—	2 752	539	287	6 103	6 929	1 209	718	164	2 091	11 772	12 458
Royaume-Uni	12	4 612	—	4 624	69	143	2 453	2 665	238	1 004	63	1 305	8 594	8 991
Amérique latine	2 504	5 651	—	8 155	—	36	—	36	8	36	7	51	8 242	7 771
Asie-Pacifique	5 052	3 104	58	8 214	1 575	397	2 767	4 739	123	379	56	558	13 511	13 676
Afrique et Moyen-Orient	1 586	300	—	1 886	3	—	26	29	2	7	412	421	2 336	2 959
Autres 1)	—	2	25	27	26	—	3 502	3 528	—	—	911	911	4 466	5 243
Total	9 562	16 013	83	25 658	2 212	863	14 851	17 926	1 580	2 144	1 613	5 337	48 921	51 098

1) Reflète l'exposition à des institutions supranationales.

2) Reflète le reclassement des pays selon le plus récent trimestre.

## Mise en garde

La présente section qui traite de la gestion des risques contient des déclarations prospectives. Il y a lieu de se reporter à la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

# Glossaire de termes financiers

**Acceptation bancaire** Lettre de change ou autre effet négociable tiré par un emprunteur pour paiement à l'échéance et qui est accepté par une banque. L'acceptation bancaire constitue une garantie de paiement de la Banque et l'effet ainsi accepté peut être négocié sur le marché monétaire. La banque qui offre cette garantie perçoit une commission d'acceptation.

**Actif productif moyen** Solde moyen quotidien des dépôts auprès de banques centrales, des dépôts à d'autres banques, des titres pris en pension ou empruntés, des valeurs mobilières et des prêts pour une période de un an.

**Actifs pondérés en fonction des risques** Actifs définis comme les expositions inscrites au bilan et hors bilan qui sont pondérées en fonction des risques selon les lignes directrices établies par le BSIF. Cette mesure est utilisée aux fins de la gestion du capital et de la présentation de l'information pour répondre aux exigences réglementaires.

**Actifs sous administration et actifs sous gestion** Actifs administrés ou gérés par une institution financière et appartenant effectivement à des clients; ces actifs ne sont donc pas inscrits au bilan de l'institution financière qui les administre ou les gère.

**Base d'imposition comparable (bic)** Les revenus des groupes d'exploitation figurant dans le Rapport de gestion sont présentés sur une base d'imposition comparable (bic). Les revenus et la charge d'impôts sur le résultat sur les valeurs mobilières exemptes d'impôt sont portés à un équivalent avant impôts afin de faciliter les comparaisons des revenus de sources imposables et de sources exemptes d'impôt. Le taux d'impôt effectif est également analysé sur une base d'imposition comparable pour des raisons de cohérence avec l'approche, la compensation des ajustements des unités d'exploitation étant enregistrée dans les Services d'entreprise.

**Bénéfice avant dotation et impôts** Bénéfice calculé comme étant le bénéfice avant les impôts sur le résultat et la dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances. Nous utilisons le bénéfice avant dotation et impôts sur une base comptable et ajustée pour évaluer notre capacité à générer une croissance soutenue des revenus à l'exception des pertes sur créances, qui sont influencées par la nature cyclique d'un cycle de crédit.

## Bénéfice et mesures ajustés

- **Revenus ajustés** – Ils sont calculés comme les revenus, compte non tenu de l'incidence de certains éléments non récurrents, et les revenus nets ajustés correspondent aux revenus ajustés déduction faite des SCVPI, tel qu'il est indiqué à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.
- **Charges autres que d'intérêts ajustées** – Elles sont calculées comme les charges autres que d'intérêts, compte non tenu de l'incidence de certains éléments non récurrents définis à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.
- **Bénéfice net ajusté** – Il est calculé comme le bénéfice net, compte non tenu de l'incidence de certains éléments non récurrents définis à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

La direction considère que les résultats comptables et les résultats ajustés sont utiles pour évaluer la performance des activités poursuivies sous-jacentes.

**Bénéfice par action (BPA)** Bénéfice calculé en divisant le bénéfice net, déduction faite des dividendes sur actions privilégiées et des distributions sur d'autres instruments de capitaux propres, par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation. Le BPA ajusté est calculé de la même façon, à partir du bénéfice net ajusté. Le BPA dilué, qui sert de base à BMO et au secteur pour évaluer la performance, tient compte des conversions possibles d'instruments financiers en actions ordinaires qui auraient pour conséquence de réduire le BPA. La note 23 afférente aux états financiers consolidés annuels audités contient plus de détails sur cette mesure.

**Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF)** Organisme gouvernemental responsable de la réglementation des banques, des sociétés d'assurance, des sociétés de fiducie, des sociétés de prêt et des régimes de retraite au Canada.

**Capacité totale d'absorption des pertes (Total Loss Absorbing Capacity ou TLAC)** Elle s'entend du total des fonds propres et de la dette de premier rang non garantie admissibles aux fins du régime de recapitalisation interne des banques au Canada, moins certaines déductions réglementaires. Les plus grandes banques au Canada seront tenues de respecter des exigences minimales à l'égard du ratio TLAC et du ratio de levier TLAC à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2021, calculées conformément à la ligne directrice relative à la TLAC du BSIF.

**Capital économique** Il correspond aux fonds propres que doit détenir l'organisation, compte tenu des risques économiques sous-jacents à ses activités commerciales. Il représente l'estimation par la direction de l'ampleur potentielle des pertes économiques qui pourraient découler de circonstances extrêmement défavorables. Le capital économique est calculé pour divers types de risques, y compris le risque de crédit, le risque de marché (lié aux activités de négociation et autres), le risque opérationnel non financier, le risque d'entreprise et le risque d'assurance, en fonction d'un horizon de un an et selon un degré de confiance préétabli.

**Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires** Ces capitaux propres constituent la forme la plus permanente de capital. Aux fins des fonds propres réglementaires, les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires correspondent aux capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, moins les déductions du capital.

**Capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires** Ces capitaux propres correspondent aux capitaux propres des actionnaires ordinaires, moins les écarts d'acquisition et les immobilisations incorporelles liées aux acquisitions, déduction faite des passifs d'impôt différé connexes.

**Contrats à terme de gré à gré et contrats à terme standardisés** Ces contrats sont des ententes contractuelles portant sur la vente ou l'achat d'un montant déterminé d'une devise, d'un produit de base, d'un instrument financier sensible aux taux d'intérêt ou d'un titre à un prix et à une date ultérieure prédéterminés. Le contrat à terme de gré à gré est un contrat sur mesure négocié sur le marché hors cote. Le contrat à terme standardisé se négocie selon des montants préétablis sur des marchés boursiers réglementés et fait l'objet d'exigences quotidiennes sur les marges de sécurité.

**Couverture** Technique de gestion des risques utilisée pour neutraliser, gérer ou contrebalancer les risques qui sont liés aux taux d'intérêt, aux devises, aux titres de participation, aux produits de base ou au crédit, et qui découlent d'activités bancaires normales.

**Dette admissible aux fins de recapitalisation interne** Elle s'entend de la dette de premier rang non garantie admissible aux fins du régime de recapitalisation interne des banques au Canada. Cette dette inclut la dette de premier rang non garantie émise directement par la Banque le 23 septembre 2018 ou après cette date, dont l'échéance initiale est supérieure à 400 jours et qui est négociable, sous réserve de certaines exceptions. Une partie ou la totalité de cette dette peut être, selon la loi, convertie en actions ordinaires de la Banque aux termes du régime de recapitalisation interne si la Banque dépose une résolution.

**Dotation à la provision pour pertes sur créances** Charge portée en résultat, d'un montant jugé adéquat par la direction pour absorber toute perte de valeur des portefeuilles de prêts et acceptations et d'autres instruments de crédit, étant donné la composition des portefeuilles, la probabilité de défaut des emprunteurs, la conjoncture économique et la provision pour pertes sur créances déjà établie. La dotation à la provision pour pertes sur créances se compose de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux et de la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs. Pour obtenir de plus amples renseignements, il y a lieu de se reporter aux sections Provision pour pertes sur créances et Dotation à la provision pour pertes sur créances à la note 4 afférente aux états financiers consolidés annuels audités.

**Entités structurées (ES)** Elles s'entendent des entités pour lesquelles les droits de vote ou droits similaires ne constituent pas le facteur déterminant pour établir qui contrôle l'entité. BMO est tenue de consolider une ES si elle contrôle cette entité, à savoir qu'elle détient le pouvoir sur celle-ci, qu'elle est exposée à des rendements variables en raison de ses liens avec elle et qu'elle a la capacité d'exercer son pouvoir de manière à influencer sur le montant de ces rendements.

**Évaluation à la valeur de marché** Évaluation d'instruments financiers à la juste valeur (tel que défini précédemment) à la date du bilan.

**Exigences supplémentaires liées au risque (IRC)** Elles sont un complément aux mesures de la VaR et de la VaR en période de tension et représentent une estimation des risques de défaillance et de migration de produits autres que de titrisation détenus dans le portefeuille de négociation étant exposés au risque de taux d'intérêt, mesurée sur un an à un niveau de confiance de 99,9 %.

**Expositions aux fins du ratio de levier** Elles sont composées de la somme des éléments figurant au bilan et des éléments hors bilan spécifiés, moins les ajustements spécifiés.

**Fonds propres de catégorie 1** Ils sont constitués des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires et des fonds propres de catégorie 1 supplémentaires. Les fonds propres de catégorie 1 supplémentaires sont constitués des actions privilégiées et des autres instruments de fonds propres de catégorie 1 supplémentaires, moins les déductions réglementaires.

**Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires** Ces fonds propres comprennent les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, moins des déductions pour les écarts d'acquisition, les immobilisations incorporelles, les actifs au titre des régimes de retraite, certains actifs d'impôt différé et d'autres éléments qui pourraient inclure une partie des dotations à la provision pour pertes sur créances attendues.

**Fonds propres de catégorie 2** Ils se composent de débetures subordonnées et peuvent inclure certaines provisions pour pertes sur créances, moins les déductions réglementaires.

**Instruments dérivés** Contrats qui nécessitent peu ou pas du tout d'investissement initial dont la valeur est dérivée des mouvements des taux d'intérêt ou de change, du cours des titres de participation ou des produits de base ou d'autres indicateurs sous-jacents. L'instrument dérivé est utilisé pour transférer, modifier ou réduire les risques existants ou prévus résultant de fluctuations des taux ou des cours.

**Instruments financiers hors bilan** Ils s'entendent des divers arrangements financiers offerts aux clients, notamment les instruments dérivés de crédit, les options de vente position vendeur, les concours de trésorerie, les lettres de crédit de soutien, les garanties de bonne exécution, les facilités de rehaussement de crédit, les crédits fermes, le prêt de titres, les crédits documentaires et les lettres de crédit commerciales et d'autres types d'indemnisation.

**Juste valeur** Elle s'entend du montant de la contrepartie qui serait convenu dans le cadre d'une transaction conclue dans des conditions normales de concurrence entre deux parties averties et consentantes agissant en toute liberté dans une transaction normale sur le marché.

**Levier d'exploitation** Écart entre le taux de croissance des revenus et le taux de croissance des charges. Le levier d'exploitation ajusté correspond à l'écart entre le taux de croissance des revenus ajustés et le taux de croissance des charges ajustées.

**Levier d'exploitation, déduction faite des SCVPI** Écart entre le taux de croissance des revenus, déduction faite des SCVPI (ce qui correspond aux revenus nets), et le taux de croissance des charges. Le levier d'exploitation net ajusté correspond à l'écart entre le taux de croissance des revenus ajustés, déduction faite des SCVPI, et le taux de croissance des charges ajustées.

**Marge nette d'intérêts** Elle correspond au ratio des revenus nets d'intérêts à l'actif productif moyen, exprimé en pourcentage ou en points de base. La marge nette d'intérêts est parfois calculée au moyen du total des actifs moyens. La marge nette d'intérêts, compte non tenu des activités de négociation, est calculée de la même manière que si l'on excluait les revenus d'intérêts et l'actif productif lié à la négociation.

**Montant nominal de référence** Montant de capital utilisé pour calculer les intérêts et autres paiements aux termes d'instruments dérivés. Le montant de capital ne change pas de mains selon les modalités des instruments dérivés, sauf dans le cas de swaps de devises.

**Options** Contrats donnant à l'acheteur le droit, mais non l'obligation, d'acheter ou de vendre un montant déterminé d'une devise, d'un produit de base, d'un instrument financier sensible aux taux d'intérêt ou d'un titre à une date prédéterminée ou à n'importe quel moment dans une période future préétablie.

**Papier commercial adossé à des actifs** Instrument de placement à court terme. Le papier commercial est adossé à des actifs, tels que des comptes clients, et est généralement utilisé pour répondre à des besoins de financement à court terme.

**Point de base** Il équivaut à un centième de point.

**Prêts douteux** Prêts pour lesquels il n'est plus raisonnable de croire qu'il sera possible de recouvrer le capital ou les intérêts dans les délais prévus.

**Provision pour pertes sur créances** Montant jugé approprié par la direction pour éponger les pertes sur les créances liées aux prêts et acceptations et aux autres instruments de crédit, conformément aux normes comptables applicables. Une *provision liée aux prêts productifs* est maintenue afin de couvrir la perte de valeur des prêts du portefeuille existant qui n'ont pas encore été individuellement désignés comme étant douteux. Une *provision liée aux prêts douteux* est maintenue afin de ramener la valeur comptable des prêts qui ont été individuellement désignés comme douteux au montant recouvrable attendu.

**Ratio de distribution** Ce ratio représente les dividendes sur les actions ordinaires exprimés en pourcentage du bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires. Il correspond aux dividendes par action divisés par le bénéfice de base par action. Le ratio de distribution ajusté est calculé de la même façon, à partir du bénéfice net ajusté.

#### **Ratio d'efficience (ou ratio des charges aux revenus)**

Ce ratio est une mesure de la productivité. Il se calcule en divisant les charges autres que d'intérêts par le total des revenus et est exprimé en pourcentage. Le ratio d'efficience ajusté se calcule de la même façon, à partir du total des revenus ajustés et des charges autres que d'intérêts ajustés.

**Ratio d'efficience, déduction faite des SCVPI** Ce ratio se calcule en divisant les charges autres que d'intérêts par le total des revenus, déduction faite des sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI), exprimé en pourcentage. Le ratio d'efficience ajusté, déduction faite des SCVPI, se calcule de la même façon, à partir du total des revenus ajustés, déduction faite des SCVPI et des charges autres que d'intérêts.

**Ratio de la capacité totale d'absorption des pertes (TLAC)** Ce ratio reflète la mesure du TLAC, divisé par les actifs pondérés en fonction des risques.

**Ratio de levier** Ce ratio représente les fonds propres de catégorie 1, divisés par les expositions aux fins du ratio de levier.

**Ratio de levier de la capacité totale d'absorption des pertes (TLAC)** Ce ratio reflète la TLAC, divisée par les expositions aux fins du levier.

**Ratio de liquidité à court terme** Ce ratio est une mesure réglementaire calculée selon Bâle III et correspond au ratio des actifs liquides de haute qualité au total des sorties nettes de trésorerie en période de tension sur 30 jours conformément à un scénario de tension prévu par le BSIF.

**Ratio des fonds propres de catégorie 1** Ce ratio représente les fonds propres de catégorie 1, divisés par les actifs pondérés en fonction des risques.

#### **Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires**

Ce ratio s'entend des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, qui comprennent les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, nets des déductions pour les écarts d'acquisition, les immobilisations incorporelles, les actifs au titre des régimes de retraite, certains actifs d'impôt différé et d'autres éléments qui peuvent comprendre une portion des provisions pour pertes sur créances attendues, divisés par les actifs pondérés en fonction des risques. Le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires est calculé conformément à la ligne directrice Normes de fonds propres (NFP) établie par le BSIF.

**Ratio du total des fonds propres** Ce ratio représente le total des fonds propres, divisé par les actifs pondérés en fonction des risques.

**Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires (RCPCAA0)** Rendement calculé à partir du bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, ajusté pour tenir compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions, et exprimé en pourcentage des capitaux propres corporels moyens attribuables aux actionnaires ordinaires. Le RCPCAA0 ajusté est calculé à partir du bénéfice net ajusté plutôt qu'à partir du bénéfice net.

#### **Rendement des capitaux propres ordinaires ou attribuables aux actionnaires ordinaires (RCP)**

Ce rendement équivaut au bénéfice net moins les dividendes sur actions privilégiées et les distributions sur les autres instruments de capitaux propres, exprimé en pourcentage des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires. Les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires comprennent le capital social ordinaire, le surplus d'apport, le cumul des autres éléments du résultat global (de la perte globale) et les résultats non distribués. Le RCP ajusté est calculé à partir du bénéfice net ajusté plutôt qu'à partir du bénéfice net.

#### **Rendement total des capitaux propres (RTCP)**

Rendement annualisé sur trois et cinq ans qui correspond au rendement total moyen d'un placement en actions ordinaires de BMO effectué au début d'une période de trois et cinq ans, respectivement. Le rendement tient compte de l'évolution du cours des actions et du réinvestissement des dividendes dans d'autres actions ordinaires. Le RTCP sur un an tient également compte du réinvestissement des dividendes dans d'autres actions.

#### **Rendement total des capitaux propres (RTCP) annuel moyen**

Correspond au rendement total annuel moyen d'un placement en actions ordinaires de BMO effectué au début d'une période déterminée. Le rendement tient compte de l'évolution du cours des actions et du réinvestissement des dividendes dans d'autres actions ordinaires.

**Revenus d'assurance, déduction faite des SCVPI** Ils désignent les revenus d'assurance, déduction faite des sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI).

**Revenus de négociation** Ils se composent des revenus nets d'intérêts et des revenus autres que d'intérêts qui proviennent d'opérations inscrites au bilan et hors bilan effectuées à des fins de négociation. La gestion de ces opérations comprend généralement leur évaluation quotidienne à la valeur de marché. Les revenus de négociation comprennent également les revenus (charges) et les profits (pertes) relatifs aux instruments inscrits au bilan ainsi qu'aux contrats suivants : contrats de taux d'intérêt et de change (y compris les opérations au comptant), contrats sur titres de participation et sur produits de base et contrats de crédit.

**Revenus nets autres que d'intérêts** Ils correspondent aux revenus autres que d'intérêts, déduction faite des sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI).

**Revenus nets d'intérêts** Ils correspondent aux revenus perçus sur les actifs, notamment les prêts et les valeurs mobilières, y compris les revenus d'intérêts et certains revenus de dividendes, moins les charges d'intérêts liées aux passifs, notamment les dépôts. Les revenus nets d'intérêts, compte non tenu des revenus de négociation, sont établis sur une base qui exclut les revenus d'intérêts et l'actif productif lié à la négociation.

**Risque d'assurance** Ce risque correspond au risque qu'une perte soit causée par une situation qui, dans les faits, diffère de ce qui avait été envisagé lors de la conception et de la tarification d'un produit d'assurance, et se compose du risque de réclamation, du risque lié au comportement des titulaires de police et du risque lié aux frais.

**Risque de crédit et de contrepartie** Ce risque désigne la possibilité de subir une perte sur créances si un débiteur (p. ex. un emprunteur, un endosseur, un garant ou une contrepartie) ne respecte pas son obligation de rembourser un prêt ou de s'acquitter de toute autre obligation financière préétablie.

**Risque de liquidité et de financement** Ce risque désigne la possibilité de subir une perte si nous ne sommes pas en mesure de respecter nos engagements financiers en temps opportun et à des prix raisonnables lorsqu'ils arrivent à échéance. Les engagements financiers comprennent les obligations envers les déposants et les fournisseurs, ainsi que les engagements au titre de prêts, d'investissements et de nantissements.

**Risque de marché** Ce risque représente le risque que la valeur de nos actifs et de nos passifs affiche des fluctuations défavorables par suite de variations de paramètres du marché, notamment les taux d'intérêt, les cours de change, les cours des titres de participation et le prix des produits de base ainsi que leur volatilité implicite et les écarts de taux. Il désigne également les risques de migration du crédit et de défaillance de notre portefeuille de négociation.

**Risque de marché lié aux activités de négociation et de prise ferme** Ce risque est associé à l'achat et à la vente de produits financiers pour répondre aux besoins des clients, y compris les activités de tenue de marché et de financement connexes, et à l'appui offert aux clients pour lever des fonds au moyen de l'émission de titres.

**Risque de modèle** Ce risque désigne la possibilité que des décisions fondées sur des résultats obtenus au moyen de modèles erronés ou mal utilisés aient des conséquences négatives, dont une perte financière, la prise de décisions inappropriées ou une atteinte à la réputation.

**Risque de réputation** Ce risque correspond au risque de perte ou de préjudice lié à la marque BMO, ce qui peut se produire même si les autres risques sont gérés adéquatement.

**Risque de stratégie** Ce risque désigne la possibilité de subir une perte ou un préjudice en raison des changements du contexte commercial et de l'incapacité de s'adapter de manière appropriée à ces changements à cause d'un défaut d'agir, de l'utilisation de stratégies inefficaces ou de l'application déficiente des stratégies. Le risque de stratégie comprend également le risque d'entreprise, lequel découle des activités propres à une entreprise, ainsi que des effets que ces activités pourraient avoir sur son résultat.

**Risque environnemental et social** Ce risque correspond au risque de perte ou de préjudice, directement ou indirectement, découlant de répercussions ou de préoccupations environnementales et sociales, y compris les changements climatiques, liées à BMO, à nos clients ou à nos fournisseurs et à notre impact sur l'environnement et la société.

**Risque juridique et réglementaire** Ce risque désigne le risque de perte ou de préjudice qui découle du non-respect des lois, des obligations contractuelles ou des exigences réglementaires, notamment le risque de ne pas se conformer à la loi (dans son esprit et dans sa lettre) ou de ne pas maintenir les normes de diligence, de ne pas mettre en œuvre des exigences légales ou réglementaires, de ne pas exécuter ou de ne pas se conformer à des modalités contractuelles, de ne pas faire valoir des droits non contractuels, de ne pas régler efficacement les litiges ou de ne pas agir de manière à préserver notre réputation.

**Risque opérationnel non financier** Ce risque englobe une vaste gamme de risques non financiers, y compris ceux qui touchent les changements organisationnels, la confiance des clients, la réputation et les données et qui peuvent entraîner une perte financière. Ces pertes peuvent provenir de processus ou de systèmes internes inadéquats ou de leur défaillance, d'erreurs humaines, ou d'inconduite, et d'événements externes qui sont susceptibles d'avoir une incidence directe ou indirecte sur notre crédit ou sur nos portefeuilles de placements. Ces risques comprennent les risques technologiques, le risque de fraude, le risque lié à la continuité des opérations et le risque lié aux ressources humaines, mais ils excluent les risques juridiques et réglementaires, le risque d'entreprise, le risque de crédit, le risque de marché, le risque de liquidité et d'autres types de risques financiers.

**Risque structurel de marché (lié aux activités autres que de négociation)** Ce risque englobe le risque de taux d'intérêt qui découle de nos activités bancaires (prêts et dépôts) et le risque de change qui résulte de nos opérations en devises et expositions aux devises.

**Sensibilité de la valeur économique** Elle constitue une mesure de l'incidence des fluctuations éventuelles des taux d'intérêt sur la valeur marchande d'un portefeuille d'actifs, de passifs et de positions hors bilan, compte tenu de variations des taux d'intérêt parallèles et prescrites, les taux d'intérêt étant limités à un taux plancher de zéro.

**Sensibilité du résultat** Elle constitue une mesure de l'incidence des fluctuations éventuelles des taux d'intérêt sur le bénéfice net avant impôts projeté sur 12 mois d'un portefeuille d'actifs, de passifs et de positions hors bilan, compte tenu de variations des taux d'intérêt parallèles et prescrites, les taux d'intérêt étant limités à un taux plancher de zéro.

**Services d'entreprise** Ils comprennent les unités fonctionnelles et l'unité Technologie et opérations (T&O). Les unités fonctionnelles offrent à l'échelle de l'entreprise une expertise et des services de soutien et de gouvernance dans plusieurs domaines, dont la planification stratégique, la gestion des risques, les finances, la conformité aux exigences juridiques et réglementaires, les ressources humaines, les communications, la commercialisation, les opérations immobilières et l'approvisionnement. T&O assure la conception, la surveillance, la gestion et le maintien de la gouvernance en matière de technologie de l'information, y compris les données et l'analyse, ainsi que la prestation de services de cybersécurité et de services d'exploitation.

**Solde brut des prêts et acceptations douteux** Il est calculé comme le solde des prêts douteux et des engagements de clients aux termes d'acceptations, compte non tenu des prêts douteux qui ont été acquis.

**Swap** Contrat entre deux parties visant l'échange d'une série de flux de trésorerie. Les divers contrats de swaps que BMO conclut sont les suivants :

- *Swap d'actions* – les contreparties s'échangent le rendement d'une action ou d'un groupe d'actions contre un rendement fondé sur un taux d'intérêt fixe ou variable ou le rendement d'une autre action ou d'un autre groupe d'actions.
- *Swap de devises* – les contreparties s'échangent des versements d'intérêts à taux fixe et des montants en capital dans des devises différentes.
- *Swap de produits de base* – les contreparties s'échangent généralement des versements à taux fixe et variable, fondés sur la valeur nominale de référence d'un seul produit de base.

- *Swap de taux d'intérêt* – les contreparties s'échangent habituellement des versements d'intérêts à taux fixe et variable, fondés sur une valeur nominale de référence dans une même devise.
- *Swap de taux d'intérêt et de devises* – les contreparties s'échangent des versements d'intérêts à taux fixe et variable, et des montants en capital dans des devises différentes.
- *Swap sur défaillance* – une contrepartie verse des frais à l'autre contrepartie en échange d'un accord par lequel cette dernière accepte de faire un paiement si un incident de crédit survient, comme une faillite ou un défaut de paiement.
- *Swap sur rendement total* – une contrepartie accepte de payer à l'autre contrepartie ou de recevoir d'elle des sommes en trésorerie dont le montant est fonction des variations de la valeur d'un actif ou d'un groupe d'actifs de référence, y compris les rendements comme l'intérêt gagné sur ces actifs, en échange de sommes dont le montant est fonction des taux de financement en vigueur sur le marché.

**Taux d'impôt effectif ajusté** Taux calculé comme la charge d'impôts sur le résultat après ajustement divisée par le bénéfice ajusté avant charge d'impôts sur le résultat.

**Titres mis en pension ou prêtés** Passifs à faible coût et à risque peu élevé, souvent étayés du nantissement de garanties liquides, et résultant de transactions qui nécessitent le prêt ou la vente de titres.

**Titres pris en pension ou empruntés** Instruments à faible coût et à risque peu élevé, souvent étayés du nantissement de garanties liquides, et résultant de transactions qui nécessitent l'emprunt ou l'achat de titres.

**Titrisation** Elle consiste à vendre des lots de titres de créance contractuels, tels que des prêts hypothécaires résidentiels, des prêts automobiles et des créances sur cartes de crédit, à des tiers ou à des fiduciaires, qui, en général émettent des titres adossés à des actifs à l'intention des investisseurs pour financer l'achat des titres de créance contractuels.

**Total des fonds propres** Il inclut les fonds propres de catégorie 1 et de catégorie 2.

**Valeur à risque (VaR)** Elle mesure la perte maximale susceptible de survenir dans les portefeuilles de négociation et de prise ferme, selon un niveau de confiance de 99 %, sur une période de détention de un jour. La VaR est calculée en fonction des diverses catégories de risques que posent les activités de négociation et de prise ferme de BMO, ce qui englobe les taux d'intérêt, les cours de change, les écarts de taux, les cours des titres de participation et prix des produits de base ainsi que leur volatilité implicite.

**Valeur à risque en période de tension (VaR en période de tension)** Elle mesure la perte maximale susceptible de survenir dans les portefeuilles de négociation et de prise ferme, selon un niveau de confiance de 99 %, sur une période de détention de un jour, les données d'entrée des modèles étant définies d'après les données historiques enregistrées dans une période caractérisée par de fortes tensions financières. La VaR en période de tension est calculée en fonction des diverses catégories de risques que posent les activités de négociation et de prise ferme de BMO, ce qui englobe les taux d'intérêt, les cours de change, les écarts de taux, les cours des titres de participation et prix des produits de base ainsi que leur volatilité implicite.



# État consolidé des résultats

(non audité) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Pour les périodes de trois mois closes le			Pour les périodes de neuf mois closes le	
	31 juillet 2022	30 avril 2022	31 juillet 2021	31 juillet 2022	31 juillet 2021
<b>Revenus d'intérêts, de dividendes et de commissions</b>					
Prêts	5 311 \$	4 197 \$	3 916 \$	13 589 \$	11 794 \$
Valeurs mobilières (note 2)	1 505	1 252	929	3 824	2 921
Dépôts à d'autres banques	228	74	50	360	144
	7 044	5 523	4 895	17 773	14 859
<b>Charges d'intérêts</b>					
Dépôts	1 743	854	745	3 302	2 483
Dette subordonnée	57	51	44	153	153
Autres passifs	1 047	716	585	2 200	1 669
	2 847	1 621	1 374	5 655	4 305
<b>Revenus nets d'intérêts</b>	4 197	3 902	3 521	12 118	10 554
<b>Revenus autres que d'intérêts</b>					
Commissions et droits sur titres	262	281	264	825	849
Frais de service – Dépôts et ordres de paiement	338	332	319	999	930
Revenus de négociation (note 12)	(975)	3 629	135	3 453	394
Commissions sur prêts	351	334	348	1 070	1 047
Frais de services de cartes	131	143	113	405	316
Frais de gestion de placements et de garde de titres	432	441	502	1 339	1 460
Revenus tirés de fonds d'investissement	315	332	406	1 003	1 176
Commissions de prise ferme et de consultation	220	308	411	962	1 073
Profits sur titres, autres que de négociation (note 2)	85	86	198	309	411
Profits de change, autres que de négociation	47	59	41	128	128
Revenus d'assurance	542	(673)	1 137	61	1 718
Participations dans des entreprises associées et des coentreprises	99	50	67	215	183
Autres	55	94	100	253	374
	1 902	5 416	4 041	11 022	10 059
<b>Total des revenus</b>	6 099	9 318	7 562	23 140	20 613
<b>Dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances (note 3)</b>	136	50	(70)	87	146
<b>Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités</b>	413	(808)	984	(314)	1 302
<b>Charges autres que d'intérêts</b>					
Rémunération du personnel	2 135	2 087	2 102	6 521	6 263
Bureaux et matériel	918	850	829	2 596	2 496
Amortissement des immobilisations incorporelles	151	147	157	448	471
Publicité et expansion des affaires	135	115	101	356	264
Communications	67	75	63	206	199
Honoraires	182	180	140	517	423
Autres	271	259	292	774	1 590
	3 859	3 713	3 684	11 418	11 706
<b>Bénéfice avant charge d'impôts sur le résultat</b>	1 691	6 363	2 964	11 949	7 459
Charge d'impôts sur le résultat (note 10)	326	1 607	689	2 895	1 864
<b>Bénéfice net</b>	1 365 \$	4 756 \$	2 275 \$	9 054 \$	5 595 \$
<b>Bénéfice par action (en dollars canadiens) (note 9)</b>					
De base	1,96 \$	7,15 \$	3,42 \$	13,49 \$	8,36 \$
Dilué	1,95	7,13	3,41	13,45	8,35
Dividendes par action ordinaire	1,39	1,33	1,06	4,05	3,18

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

# État consolidé du résultat global

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

	Pour les périodes de trois mois closes le			Pour les périodes de neuf mois closes le	
	31 juillet 2022	30 avril 2022	31 juillet 2021	31 juillet 2022	31 juillet 2021
<b>Bénéfice net</b>	<b>1 365 \$</b>	<b>4 756 \$</b>	<b>2 275 \$</b>	<b>9 054 \$</b>	<b>5 595 \$</b>
<b>Autres éléments du résultat global (de la perte globale), après impôts</b>					
Éléments qui pourraient ultérieurement être reclassés en résultat net					
Variation nette des profits (pertes) latents sur les titres de créance à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global					
Profits (pertes) latents sur les titres de créance à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global survenus au cours de la période 1)	(2)	(238)	22	(302)	(10)
Reclassement, dans le résultat, de (profits) pertes au cours de la période 2)	(8)	6	(5)	(30)	(33)
	(10)	(232)	17	(332)	(43)
Variation nette des profits (pertes) latents sur les couvertures de flux de trésorerie					
Profits (pertes) sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie survenus au cours de la période 3)	546	(2 433)	218	(2 365)	(392)
Reclassement, dans le résultat, de (profits) sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie au cours de la période 4)	(80)	(111)	(116)	(329)	(279)
	466	(2 544)	102	(2 694)	(671)
Profits (pertes) nets à la conversion d'investissements nets dans des établissements à l'étranger					
Profits (pertes) latents à la conversion d'investissements nets dans des établissements à l'étranger	(77)	322	521	1 053	(1 914)
Profits (pertes) latents sur les couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger 5)	(25)	(64)	(139)	(217)	398
Reclassement, dans le résultat, de pertes nettes liées aux dessaisissements (note 12) 6)	—	—	—	29	—
	(102)	258	382	865	(1 516)
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net					
Profits (pertes) latents sur les titres de capitaux propres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global survenus au cours de la période 7)	(1)	—	7	1	7
Profits (pertes) sur la réévaluation des régimes de retraite et d'autres avantages futurs du personnel 8)	(95)	444	54	511	765
Profits (pertes) sur la réévaluation du risque de crédit propre sur les passifs financiers désignés à la juste valeur 9)	415	538	22	1 019	(220)
	319	982	83	1 531	552
<b>Autres éléments du résultat global (de la perte globale), après impôts</b>	<b>673</b>	<b>(1 536)</b>	<b>584</b>	<b>(630)</b>	<b>(1 678)</b>
<b>Total du résultat global</b>	<b>2 038 \$</b>	<b>3 220 \$</b>	<b>2 859 \$</b>	<b>8 424 \$</b>	<b>3 917 \$</b>

1) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de néant, de 84 millions de dollars et de (7) millions pour le trimestre et de 105 millions et de 5 millions pour la période de neuf mois, respectivement.

2) Après la charge (le recouvrement) d'impôts sur le résultat de 3 millions de dollars, de (2) millions et de 2 millions pour le trimestre et de 11 millions et de 11 millions pour la période de neuf mois, respectivement.

3) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (208) millions de dollars, de 878 millions et de (72) millions pour le trimestre et de 842 millions et de 147 millions pour la période de neuf mois, respectivement.

4) Après la charge d'impôts sur le résultat de 29 millions de dollars, de 40 millions et de 41 millions pour le trimestre et de 119 millions et de 100 millions pour la période de neuf mois, respectivement.

5) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de 12 millions de dollars, de 23 millions et de 50 millions pour le trimestre et de 83 millions et de (145) millions pour la période de neuf mois, respectivement.

6) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de s.o., s.o. et s.o. pour le trimestre et de néant et de s.o. pour la période de neuf mois, respectivement.

7) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de 1 million de dollars, de (1) million et (2) millions pour le trimestre et de néant et de (2) millions pour la période de neuf mois, respectivement.

8) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de 35 millions de dollars, de (160) millions et de (26) millions pour le trimestre et de (185) millions et de (283) millions pour la période de neuf mois, respectivement.

9) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (152) millions de dollars, de (194) millions et de (9) millions pour le trimestre et de (370) millions et de 79 millions pour la période de neuf mois, respectivement.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

## Bilan consolidé

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

	Au		
	31 juillet 2022	30 avril 2022	31 octobre 2021
<b>Actifs</b>			
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>69 586 \$</b>	<b>70 286 \$</b>	<b>93 261 \$</b>
<b>Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques</b>	<b>7 317</b>	<b>7 704</b>	<b>8 303</b>
<b>Valeurs mobilières (note 2)</b>			
Titres de négociation	110 144	99 546	104 411
Titres à la juste valeur par le biais du résultat net	14 036	13 682	14 210
Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	39 273	37 879	63 123
Titres de créance au coût amorti	100 906	101 658	49 970
Participations dans des entreprises associées et des coentreprises	1 255	1 303	1 135
	<b>265 614</b>	<b>254 068</b>	<b>232 849</b>
<b>Titres pris en pension ou empruntés</b>	<b>108 391</b>	<b>106 800</b>	<b>107 382</b>
<b>Prêts</b>			
Prêts hypothécaires à l'habitation	144 076	139 651	135 750
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	84 337	81 890	77 164
Prêts sur cartes de crédit	9 132	8 637	8 103
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	287 669	274 548	239 809
	<b>525 214</b>	<b>504 726</b>	<b>460 826</b>
Provision pour pertes sur créances (note 3)	(2 412)	(2 403)	(2 564)
	<b>522 802</b>	<b>502 323</b>	<b>458 262</b>
<b>Autres actifs</b>			
Instruments dérivés	39 717	45 820	36 713
Engagements de clients aux termes d'acceptations	12 615	13 228	14 021
Bureaux et matériel	4 604	4 581	4 454
Écart d'acquisition	4 995	5 002	5 378
Immobilisations incorporelles	2 130	2 090	2 266
Actifs d'impôt exigible	1 545	1 242	1 588
Actifs d'impôt différé	794	786	1 287
Actifs divers	28 228	27 635	22 411
	<b>94 628</b>	<b>100 384</b>	<b>88 118</b>
<b>Total des actifs</b>	<b>1 068 338 \$</b>	<b>1 041 565 \$</b>	<b>988 175 \$</b>
<b>Passifs et capitaux propres</b>			
<b>Dépôts (note 4)</b>	<b>729 385 \$</b>	<b>713 714 \$</b>	<b>685 631 \$</b>
<b>Autres passifs</b>			
Instruments dérivés	43 643	41 763	30 815
Acceptations	12 615	13 228	14 021
Titres vendus à découvert	41 187	39 316	32 073
Titres mis en pension ou prêtés	100 646	96 798	97 556
Passifs liés à la titrisation et aux entités structurées	25 020	24 692	25 486
Passifs d'impôt exigible	232	77	221
Passifs d'impôt différé	81	110	192
Passifs divers	41 092	38 039	37 764
	<b>264 516</b>	<b>254 023</b>	<b>238 128</b>
<b>Dette subordonnée (note 4)</b>	<b>7 443</b>	<b>8 236</b>	<b>6 893</b>
<b>Total des passifs</b>	<b>1 001 344 \$</b>	<b>975 973 \$</b>	<b>930 652 \$</b>
<b>Capitaux propres</b>			
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres (note 5)	5 708	5 708	5 558
Actions ordinaires (note 5)	17 392	17 038	13 599
Surplus d'apport	315	318	313
Résultats non distribués	41 653	41 275	35 497
Cumul des autres éléments du résultat global	1 926	1 253	2 556
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>66 994</b>	<b>65 592</b>	<b>57 523</b>
<b>Total des passifs et des capitaux propres</b>	<b>1 068 338 \$</b>	<b>1 041 565 \$</b>	<b>988 175 \$</b>

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

# État consolidé des variations des capitaux propres

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

	Pour les périodes de trois mois closes le		Pour les périodes de neuf mois closes le	
	31 juillet 2022	31 juillet 2021	31 juillet 2022	31 juillet 2021
<b>Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres (note 5)</b>				
Solde à l'ouverture de la période	5 708 \$	5 848 \$	5 558 \$	6 598 \$
Émises au cours de la période	500	—	1 250	—
Rachetées au cours de la période	(500)	—	(1 100)	(750)
Solde à la clôture de la période	5 708	5 848	5 708	5 848
<b>Actions ordinaires (note 5)</b>				
Solde à l'ouverture de la période	17 038	13 536	13 599	13 430
Émises en vertu du régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires	346	—	647	—
Émises en vertu du régime d'options sur actions	12	40	55	99
Rachetées aux fins d'annulation et actions propres vendues ou achetées	(4)	33	(15)	80
Émises pour financer une partie l'acquisition annoncée	—	—	3 106	—
Solde à la clôture de la période	17 392	13 609	17 392	13 609
<b>Surplus d'apport</b>				
Solde à l'ouverture de la période	318	313	313	302
Charges liées aux options sur actions, déduction faite des options exercées	(3)	—	2	7
Prime nette à la vente d'actions propres	—	(3)	—	—
Autres	—	—	—	1
Solde à la clôture de la période	315	310	315	310
<b>Résultats non distribués</b>				
Solde à l'ouverture de la période	41 275	32 561	35 497	30 745
Bénéfice net	1 365	2 275	9 054	5 595
Dividendes sur les actions privilégiées et distributions à payer sur les autres instruments de capitaux propres	(47)	(61)	(154)	(185)
Dividendes sur les actions ordinaires	(938)	(686)	(2 694)	(2 058)
Frais d'émission de titres de capitaux propres et prime payée au rachat d'actions privilégiées	(2)	—	(50)	(6)
Escompte net à la vente d'actions propres	—	—	—	(2)
Solde à la clôture de la période	41 653	34 089	41 653	34 089
<b>Cumul des autres éléments du résultat global (de la perte globale) attribuable aux titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, après impôts</b>				
Solde à l'ouverture de la période	(149)	295	171	355
Profits (pertes) latents sur les titres de créance à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global survenus au cours de la période	(2)	22	(302)	(10)
Profits (pertes) latents sur les titres de capitaux propres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global survenus au cours de la période	(1)	7	1	7
Reclassement, dans le résultat, de (profits) au cours de la période	(8)	(5)	(30)	(33)
Solde à la clôture de la période	(160)	319	(160)	319
<b>Cumul des autres éléments du résultat global (de la perte globale) attribuable aux couvertures de flux de trésorerie, après impôts</b>				
Solde à l'ouverture de la période	(2 975)	1 206	185	1 979
Profits (pertes) sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie survenus au cours de la période	546	218	(2 365)	(392)
Reclassement, dans le résultat, de (profits) sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie au cours de la période	(80)	(116)	(329)	(279)
Solde à la clôture de la période	(2 509)	1 308	(2 509)	1 308
<b>Cumul des autres éléments du résultat global attribuable à la conversion d'investissements nets dans des établissements à l'étranger, après impôts</b>				
Solde à l'ouverture de la période	3 236	2 082	2 269	3 980
Profits (pertes) latents à la conversion d'investissements nets dans des établissements à l'étranger	(77)	521	1 053	(1 914)
Profits (pertes) latents sur les couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger	(25)	(139)	(217)	398
Reclassement, dans le résultat, de pertes nettes liées aux dessaisissements (note 12)	—	—	29	—
Solde à la clôture de la période	3 134	2 464	3 134	2 464
<b>Cumul des autres éléments du résultat global attribuable aux régimes de retraite et à d'autres avantages futurs du personnel, après impôts</b>				
Solde à l'ouverture de la période	891	73	285	(638)
Profits (pertes) sur la réévaluation des régimes de retraite et d'autres avantages futurs du personnel	(95)	54	511	765
Solde à la clôture de la période	796	127	796	127
<b>Cumul des autres éléments du résultat global (de la perte globale) attribuable au risque de crédit propre sur les passifs financiers désignés à la juste valeur, après impôts</b>				
Solde à l'ouverture de la période	250	(400)	(354)	(158)
Profits (pertes) sur la réévaluation du risque de crédit propre sur les passifs financiers désignés à la juste valeur	415	22	1 019	(220)
Solde à la clôture de la période	665	(378)	665	(378)
<b>Total du cumul des autres éléments du résultat global</b>	<b>1 926</b>	<b>3 840</b>	<b>1 926</b>	<b>3 840</b>
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>66 994 \$</b>	<b>57 696 \$</b>	<b>66 994 \$</b>	<b>57 696 \$</b>

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

# État consolidé des flux de trésorerie

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

	Pour les périodes de trois mois closes le		Pour les périodes de neuf mois closes le	
	31 juillet 2022	31 juillet 2021	31 juillet 2022	31 juillet 2021
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>				
Bénéfice net	1 365 \$	2 275 \$	9 054 \$	5 595 \$
Ajustements en vue de déterminer les entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation				
Dotation à la provision relative (recouvrement relatif) aux titres, autres que de négociation	2	—	3	(1)
(Profit) net sur les titres, autres que de négociation	(87)	(198)	(312)	(410)
(Augmentation) nette des titres de négociation	(10 729)	(10 335)	(3 983)	(7 415)
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances (note 3)	136	(70)	87	146
Variation des instruments dérivés – (augmentation) diminution des actifs dérivés	4 647	2 648	(4 356)	1 779
– augmentation (diminution) des passifs dérivés	2 437	(5 367)	11 711	(1 683)
Amortissement des bureaux et du matériel	192	195	579	588
Amortissement d'autres actifs	24	32	74	110
Amortissement des immobilisations incorporelles	151	157	448	471
Perte nette liée aux dessaisissements (note 12)	—	—	29	—
Dépréciation de l'écart d'acquisition	—	8	—	755
(Augmentation) diminution nette des actifs d'impôt différé	(6)	91	510	212
Augmentation (diminution) nette des passifs d'impôt différé	(29)	24	(111)	80
(Augmentation) diminution nette des actifs d'impôt exigible	(293)	53	137	(56)
Augmentation (diminution) nette des passifs d'impôt exigible	154	(43)	(8)	70
Variation des intérêts courus – (augmentation) diminution des intérêts à recevoir	(129)	67	(509)	267
– augmentation (diminution) des intérêts à payer	380	(32)	490	(434)
Variation nette des autres éléments et charges à payer	(32)	(2 233)	(6 540)	(549)
Augmentation nette des dépôts	16 443	17 752	28 736	45 947
(Augmentation) nette des prêts	(20 938)	(8 222)	(58 680)	(19 737)
Augmentation (diminution) nette des titres vendus à découvert	1 968	(4 243)	8 896	(159)
Augmentation nette des titres mis en pension ou prêtés	3 970	4 232	1 255	7 661
(Augmentation) diminution nette des titres pris en pension ou empruntés	(1 925)	(5 480)	255	2 972
Augmentation (diminution) nette des passifs liés à la titrisation et aux entités structurées	333	(1 822)	(667)	(2 591)
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	(1 966)	(10 511)	(12 902)	33 618
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>				
Augmentation nette des passifs des filiales	3 161	—	6 927	—
Produit de l'émission d'obligations sécurisées	3 203	1 837	10 486	1 837
Remboursement/rachats d'obligations sécurisées	(2 252)	(1 860)	(4 474)	(4 074)
Produit de l'émission de la dette subordonnée	—	1 000	1 587	1 000
Remboursement sur la dette subordonnée (note 4)	(850)	(1 250)	(850)	(2 250)
Produit de l'émission d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres, déduction faite des frais d'émission (note 5)	498	—	1 247	—
Rachat d'actions privilégiées (note 5)	(500)	—	(1 100)	(756)
Produit net de l'émission d'actions ordinaires et de la vente (l'achat) d'actions propres (note 5)	11	71	3 097	172
Dividendes et distributions versés en trésorerie	(599)	(755)	(1 962)	(2 234)
Remboursement des obligations locatives	(79)	(82)	(215)	(244)
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités de financement	2 593	(1 039)	14 743	(6 549)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>				
(Augmentation) diminution nette des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	376	300	1 281	(265)
Achats de titres, autres que de négociation	(12 131)	(14 397)	(78 054)	(38 783)
Échéances de titres, autres que de négociation	4 545	7 266	16 793	21 530
Produit de la vente de titres, autres que de négociation	6 444	2 998	33 594	19 417
Bureaux et matériel – (achats) nets	(175)	(124)	(476)	(327)
Logiciels achetés et développés – (achats) nets	(188)	(118)	(484)	(358)
Produit net de dessaisissements (note 12)	—	63	1 226	63
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	(1 129)	(4 012)	(26 120)	1 277
Effet des variations des cours de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(198)	794	604	(1 929)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(700)	(14 768)	(23 675)	26 417
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	70 286	98 593	93 261	57 408
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période</b>	<b>69 586 \$</b>	<b>83 825 \$</b>	<b>69 586 \$</b>	<b>83 825 \$</b>
<b>Autres renseignements sur les flux de trésorerie</b>				
Inclusions dans les entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation :				
Intérêts versés au cours de la période 1)	2 445 \$	1 373 \$	5 086 \$	4 679 \$
Impôts sur le résultat payés au cours de la période	788 \$	650 \$	1 779 \$	1 476 \$
Intérêts reçus au cours de la période	6 519 \$	4 562 \$	16 013 \$	13 936 \$
Dividendes reçus au cours de la période	537 \$	415 \$	1 407 \$	1 255 \$

1) Comprend les dividendes versés sur les titres vendus à découvert.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

# Notes afférentes aux états financiers intermédiaires

31 juillet 2022 (non audité)

## Note 1 : Mode de présentation

La Banque de Montréal (la Banque ou BMO) est une banque à charte en vertu de la *Loi sur les banques* (Canada) et une société ouverte constituée au Canada. Nous sommes une société de services financiers hautement diversifiés, qui offre une vaste gamme de produits et de services dans les domaines des services bancaires aux particuliers et aux entreprises, de la gestion de patrimoine et des produits et services de banque d'affaires. Le siège social de la Banque est situé au 129, rue Saint-Jacques, à Montréal, au Québec, et ses bureaux administratifs se trouvent au 100 King Street West, 1 First Canadian Place, à Toronto, en Ontario. Nos actions ordinaires sont inscrites à la cote de la Bourse de Toronto (TSX) et de la Bourse de New York.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été dressés conformément à l'International Accounting Standard 34, *Information financière intermédiaire* publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB) à l'aide des mêmes méthodes comptables qui sont présentées dans nos états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2021. Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent être lus à la lumière des notes afférentes à nos états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 octobre 2021. Nous nous conformons également aux interprétations des Normes internationales d'information financière (IFRS) que fait notre organisme de réglementation, à savoir le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF). La publication des présents états financiers consolidés intermédiaires a été autorisée par le Conseil d'administration le 30 août 2022.

## Réforme des taux interbancaires offerts (TIO)

Notre Bureau de transition du TIO continue de coordonner et de superviser la transition des TIO vers des taux de référence complémentaires sans aucune variation importante des risques liés au projet ou à la transition présentés à la note 1 de nos états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2021. Comme prévu, la fixation du TIOL en livres sterling, du TIOL en euros, du TIOL en francs suisses et du TIOL en yens japonais ainsi que du TIOL en dollars américains à 1 semaine et à 2 mois a cessé d'être offerte le 31 décembre 2021.

Aucun changement important aux risques découlant de la transition relativement à nos expositions restantes au TIOL libellé en dollars américains n'a été noté depuis le 31 octobre 2021. Notre plan de projet est toujours sur la bonne voie et harmonisé avec les directives en matière de supervision des organismes en réglementation prudentielle aux États-Unis, du fait que nous avons cessé d'émettre de nouveaux instruments basés sur le TIOL, sauf dans des circonstances particulières permises. Cependant, alors que nous nous approchons de la date de cessation du 30 juin 2023, dans le cours normal des activités, nos expositions pourraient encore fluctuer, notamment dans les cas où des clients utiliseraient les facilités existantes fondées sur le TIOL qui n'ont pas encore été renouvelées. Ces fluctuations aux expositions aux TIOL libellés en dollars américains n'ont eu aucune incidence importante sur nos plans de conversion des TIO.

Le 16 décembre 2021, le Groupe de travail sur le taux de référence complémentaire pour le marché canadien (TARCOM) a recommandé à l'administrateur du taux offert en dollar canadien (Canadian Dollar Offered Rate, ou CDOR), Refinitiv Benchmark Services UK Limited (RBSL), d'en cesser la publication immédiatement après le 28 juin 2024, au cours d'une période de transition en deux étapes. Au terme de la première période, soit le 30 juin 2023, le Groupe de travail s'attend à ce que le taux des opérations de pension à un jour (Canadian Overnight Repo Rate Average ou CORRA) soit devenu le taux de référence utilisé pour tous les nouveaux produits dérivés et titres, sauf dans le cas où les produits dérivés couvrent ou réduisent les expositions au CDOR liées i) à des produits dérivés ou des titres négociés avant le 30 juin 2023, ou ii) liées à des contrats de prêt négociés avant le 28 juin 2024. Le taux CORRA devrait devenir le taux de référence pour toutes les autres expositions au CDOR d'ici le 28 juin 2024, ce qui marquera la fin de la seconde étape.

À la suite d'une consultation publique, le 16 mai 2022, RBSL a annoncé que tous les taux CDOR restants cesseront d'être publiés immédiatement après le 28 juin 2024, conformément à la recommandation du TARCOM. Le Bureau de transition du TIO évalue actuellement l'incidence de cette annonce, y compris les instruments financiers fondés sur le CDOR, les relations de couverture et les plans de projet.

Le tableau suivant présente des informations quantitatives sur les instruments financiers ayant subi l'incidence de l'annonce de RBSL, portant sur le CDOR et les taux des acceptations bancaires, dont l'échéance est prévue après le 28 juin 2024, ou s'ils constituent des facilités à vue qui seront soumises à des rectifications en vue de modifier le taux d'intérêt de référence.

(en millions de dollars canadiens)

	31 juillet 2022
Actifs non dérivés 1)	33 008
Passifs non dérivés 1)	4 595
Montants nominaux liés aux dérivés 2)	1 399 004
Engagements de prêt autorisés et engagés 3)	26 298

1) Tous les montants sont présentés sur la base des montants contractuels en cours, à l'exception des titres, comptabilisés dans les actifs non dérivés, qui sont présentés sur la base de leur valeur comptable.

2) Les montants nominaux représentent le montant auquel un taux ou un prix s'applique pour calculer la somme en trésorerie qui doit être échangée en vertu du contrat. Les montants nominaux ne constituent pas des actifs ni des passifs et ne sont donc pas inscrits à notre bilan consolidé.

3) Ne tient pas compte des marges de crédit personnelles ni des cartes de crédit que nous pouvons annuler sans condition à notre entière discrétion. La grande majorité de ces engagements arrivent à échéance avant d'avoir été utilisés. Par conséquent, le montant contractuel total peut ne pas être représentatif du financement qui sera vraisemblablement requis dans le cadre de ces engagements.

Nous continuons d'appliquer la phase 1 des modifications de l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation* et de l'IFRS 7, *Instruments financiers : Informations à fournir*, de l'IASB qui modifie certaines dispositions en matière de comptabilité de couverture et prévoit une mesure d'allègement à l'incertitude entourant la réforme des TIO dans la période précédant le remplacement des TIO. Le montant nominal des swaps de taux d'intérêt afférents aux opérations de couverture de flux de trésorerie et de juste valeur liés aux acceptations bancaires échéant après le 28 juin 2024 et, par conséquent, qui sont assujettis à la transition vers le CDOR s'établissait à 39 246 millions de dollars et à 16 763 millions, respectivement, au 31 juillet 2022. Le montant nominal des swaps sur rendement total afférents aux couvertures de flux de trésorerie liés au CDOR échéant après le 28 juin 2024 et, par conséquent, qui sont assujettis à la transition vers le CDOR se chiffraient à 658 millions au 31 juillet 2022. Nous n'avions aucun swap de devises assorti de couverture de flux de trésorerie et de juste valeur, lié au CDOR ou aux taux des acceptations bancaires au 31 juillet 2022. Nous exercerons notre jugement en ce qui a trait à la nécessité de mettre en place de nouvelles relations de couverture selon le CDOR ou de réviser de telles couvertures. Cependant, en raison de l'incertitude des marchés, la Banque poursuit son évaluation de l'incidence de ses relations de couverture et de ses stratégies d'atténuation.

### Utilisation d'estimations et recours à des jugements

L'établissement des états financiers consolidés intermédiaires exige de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur la valeur comptable de certains actifs et passifs ainsi que sur certains montants inclus dans le bénéfice net et d'autres informations connexes.

Les actifs et passifs les plus importants à l'égard desquels nous devons faire des estimations et poser des jugements comprennent : la provision pour pertes sur créances; les instruments financiers évalués à la juste valeur; les prestations de retraite et autres avantages futurs du personnel; la dépréciation de titres; les impôts sur le résultat et les actifs d'impôt différé; l'écart d'acquisition et les immobilisations incorporelles; les passifs liés à l'assurance; les provisions, y compris pour les poursuites judiciaires et les charges de restructuration, les contrats de location, ainsi que les transferts d'actifs financiers et la consolidation d'entités structurées. Si les résultats réels différaient des estimations, l'incidence serait constatée dans des périodes ultérieures.

Les perspectives économiques du Canada et des États-Unis sont soumises à plusieurs risques qui pourraient entraîner un grave ralentissement économique, notamment une inflation élevée persistante et de nouvelles hausses importantes des taux d'intérêt, une escalade du conflit en Ukraine, un accroissement des tensions géopolitiques entre les États-Unis et la Chine et de nouveaux variants du coronavirus. Une correction importante du marché immobilier pourrait également se produire si la politique monétaire devient un peu trop restrictive afin de juguler l'inflation. L'incidence sur les activités, les résultats d'exploitation, la réputation et la situation financière de BMO, ce qui inclut le potentiel de pertes sur créances, des pertes liées à des contreparties et des pertes évaluées à la valeur de marché, ses notations de crédit et ses ratios de fonds propres réglementaires et de liquidité, de même que l'incidence sur ses clients et ses concurrents dépendra de l'évolution de la situation, qui demeure incertaine. En raison de leur nature, les jugements que nous posons et les estimations que nous faisons aux fins de l'établissement de nos états financiers portent sur des questions qui sont inévitablement incertaines. Toutefois, nous disposons de politiques détaillées et de contrôles internes qui visent à assurer que les décisions fondées sur ces jugements et estimations sont bien contrôlées, vérifiées de façon indépendante et nous appliquons nos politiques uniformément d'une période à l'autre. Nous sommes d'avis que nos estimations de la valeur de nos actifs et de nos passifs sont adéquates en date du 31 juillet 2022.

#### *Provision pour pertes sur créances*

Comme il est précisé de façon détaillée à la note 1 afférente à nos états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2021, la provision pour pertes sur créances se compose des provisions liées aux prêts douteux qui représentent l'estimation des pertes liées aux prêts douteux dans le portefeuille ayant déjà fait l'objet de provisions, mais qui ne sont pas encore sortis du bilan, et les provisions liées aux prêts productifs, qui constituent notre meilleure estimation de la perte de valeur des prêts du portefeuille existant qui n'ont pas encore été individuellement désignés comme étant douteux.

Le modèle de pertes sur créances attendues exige la comptabilisation des pertes sur créances en fonction des pertes attendues en général sur une période de 12 mois pour les prêts productifs et la comptabilisation des pertes sur créances attendues pour la durée de vie des prêts productifs dont le risque de crédit a augmenté de manière importante depuis qu'ils ont été accordés.

Pour déterminer si le risque de crédit a augmenté de manière importante, il faut tenir compte de nombreux facteurs et cela varie en fonction des catégories de produits et de risques. La méthode de la Banque pour déterminer si le risque de crédit a augmenté de manière importante est établie en fonction de la variation de la probabilité de défaut entre l'octroi et la date de clôture, et il est évalué à l'aide de scénarios pondérés en fonction de la probabilité et de certains autres critères, dont le fait qu'un compte soit en souffrance depuis 30 jours ou qu'il soit inscrit dans une liste de comptes à surveiller. Un jugement éclairé concernant la qualité du crédit devra être exercé afin d'évaluer si le risque de crédit a augmenté de manière importante.

Les jugements que nous posons pour déterminer la provision pour pertes sur créances reflètent l'incidence des incertitudes de l'environnement économique sur les conditions de crédit qui peuvent faire en sorte que les évaluations futures du risque de crédit diffèrent dans une mesure importante des évaluations actuelles, ce qui pourrait nécessiter une augmentation ou une diminution de la provision pour pertes sur créances.

On trouvera d'autres renseignements sur la provision pour pertes sur créances à la note 3.



## Note 2 : Valeurs mobilières

### Classement des valeurs mobilières

Les titres à la juste valeur par le biais du résultat net de la Banque, qui se chiffrent à 14 036 millions de dollars (14 210 millions au 31 octobre 2021), se composent de titres obligatoirement évalués à la juste valeur de 4 121 millions et de titres de placement détenus par les filiales du secteur de l'assurance, désignés à la juste valeur, de 9 915 millions (3 038 millions et 11 172 millions, respectivement, au 31 octobre 2021).

Nos titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, qui totalisent 39 273 millions de dollars (63 123 millions au 31 octobre 2021), sont présentés déduction faite d'une provision pour pertes sur créances de 4 millions (2 millions au 31 octobre 2021).

Les titres au coût amorti, qui totalisent 100 906 millions de dollars (49 970 millions au 31 octobre 2021), sont présentés déduction faite d'une provision pour pertes sur créances de 3 millions (1 million au 31 octobre 2021).

### Profits et pertes latents sur les titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global

Le tableau qui suit présente un sommaire des profits et pertes latents :

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2022				31 octobre 2021			
	Coût/coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur	Coût/coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
Titres émis ou garantis par :								
l'administration fédérale canadienne	9 546	47	162	9 431	13 087	62	84	13 065
des administrations provinciales et municipales canadiennes	4 502	27	75	4 454	2 973	29	15	2 987
l'administration fédérale américaine	3 590	—	183	3 407	21 041	282	297	21 026
des municipalités, agences et États américains	3 573	20	56	3 537	4 034	85	5	4 114
d'autres administrations publiques	6 317	9	71	6 255	6 476	55	29	6 502
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> (LNH)	928	5	11	922	1 122	6	3	1 125
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	6 440	8	117	6 331	10 894	151	34	11 011
Titres de créance d'entreprises	4 883	18	117	4 784	3 147	34	20	3 161
Titres de participation d'entreprises	122	30	—	152	103	29	—	132
Total	39 901	164	792	39 273	62 877	733	487	63 123

Les profits (pertes) latents peuvent être compensés par les (pertes) profits connexes sur les contrats de couverture.

### Revenus d'intérêts sur les titres de créance

Le tableau suivant présente les revenus d'intérêts calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif :

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de trois mois closes le		Pour les périodes de neuf mois closes le	
	31 juillet 2022	31 juillet 2021	31 juillet 2022	31 juillet 2021
À la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global – titres de créance	153	114	343	366
Au coût amorti	365	101	837	309
Total	518	215	1 180	675

### Revenus autres que d'intérêts

Les profits et pertes nets provenant des titres, compte non tenu des profits et des pertes sur les titres de négociation, ont été constatés dans notre état consolidé des résultats comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de trois mois closes le		Pour les périodes de neuf mois closes le	
	31 juillet 2022	31 juillet 2021	31 juillet 2022	31 juillet 2021
Titres à la juste valeur par le biais du résultat net	75	192	272	368
Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global – profits (pertes) réalisés 1)	12	6	39	43
Pertes de valeur	(2)	—	(2)	—
Profits sur titres, autres que de négociation	85	198	309	411

1) Les profits (pertes) réalisés sont présentés déduction faite des (pertes) profits sur les contrats de couverture.

Les revenus d'intérêts et de dividendes et les profits (pertes) sur les titres détenus relativement à nos activités d'assurance sont pris en compte dans les revenus autres que d'intérêts, au poste revenus d'assurance de notre état consolidé des résultats. Ils comprennent :

- Des revenus d'intérêts et de dividendes de 103 millions de dollars et de 293 millions pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2022, respectivement (95 millions et 282 millions pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2021, respectivement). Les revenus d'intérêts sont calculés à l'aide de la méthode du taux d'intérêt effectif;
- Des profits (pertes) sur titres à la juste valeur par le biais du résultat net de 51 millions de dollars et de (1 303) millions pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2022, respectivement (429 millions et 92 millions pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2021, respectivement);
- Des profits réalisés sur titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global de néant et néant pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2022, respectivement (néant et 1 million de dollars pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2021, respectivement).



## Note 3 : Prêts et provision pour pertes sur créances

### Exposition au risque de crédit

Le tableau qui suit présente notre exposition au risque de crédit pour tous les prêts comptabilisés au coût amorti, à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ou à la juste valeur par le biais du résultat net au 31 juillet 2022 et au 31 octobre 2021. L'étape 1 représente les prêts productifs comptabilisés en fonction des pertes sur créances attendues sur une période maximale de 12 mois, l'étape 2 représente les prêts productifs comptabilisés en fonction des pertes sur créances attendues sur la durée de vie et l'étape 3 représente les prêts douteux comptabilisés en fonction des pertes sur créances attendues sur la durée de vie.

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2022				31 octobre 2021			
	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
<b>Prêts hypothécaires à l'habitation</b>								
Exceptionnellement faible	6	—	—	6	4	—	—	4
Très faible	100 097	316	—	100 413	94 566	179	—	94 745
Bas	23 960	2 816	—	26 776	23 471	1 293	—	24 764
Moyen	11 976	2 912	—	14 888	12 066	2 250	—	14 316
Haut	149	305	—	454	167	306	—	473
Non coté	1 190	47	—	1 237	1 051	46	—	1 097
Douteux	—	—	302	302	—	—	351	351
Solde brut des prêts hypothécaires à l'habitation	137 378	6 396	302	144 076	131 325	4 074	351	135 750
Provision pour pertes sur créances	42	41	8	91	46	39	12	97
Valeur comptable	137 336	6 355	294	143 985	131 279	4 035	339	135 653
<b>Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers</b>								
Exceptionnellement faible	1 668	43	—	1 711	1 487	37	—	1 524
Très faible	37 443	28	—	37 471	30 672	8	—	30 680
Bas	21 571	873	—	22 444	21 660	534	—	22 194
Moyen	11 531	4 531	—	16 062	13 336	3 607	—	16 943
Haut	903	1 334	—	2 237	661	1 375	—	2 036
Non coté	4 096	31	—	4 127	3 450	50	—	3 500
Douteux	—	—	285	285	—	—	287	287
Solde brut des prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	77 212	6 840	285	84 337	71 266	5 611	287	77 164
Provision pour pertes sur créances	101	282	94	477	113	333	91	537
Valeur comptable	77 111	6 558	191	83 860	71 153	5 278	196	76 627
<b>Prêts sur cartes de crédit 1)</b>								
Exceptionnellement faible	2 844	—	—	2 844	2 532	—	—	2 532
Très faible	530	1	—	531	450	—	—	450
Bas	2 182	157	—	2 339	1 801	66	—	1 867
Moyen	2 096	786	—	2 882	1 743	663	—	2 406
Haut	103	348	—	451	75	287	—	362
Non coté	85	—	—	85	486	—	—	486
Douteux	—	—	—	—	—	—	—	—
Solde brut des prêts sur cartes de crédit	7 840	1 292	—	9 132	7 087	1 016	—	8 103
Provision pour pertes sur créances	65	186	—	251	67	209	—	276
Valeur comptable	7 775	1 106	—	8 881	7 020	807	—	7 827
<b>Prêts aux entreprises et aux administrations publiques 2)</b>								
Risque acceptable								
Catégorie investissement	176 477	3 801	—	180 278	144 807	1 446	—	146 253
Catégorie spéculative	92 058	20 852	—	112 910	85 375	14 534	—	99 909
Liste de surveillance	—	5 729	—	5 729	—	6 137	—	6 137
Douteux	—	—	1 367	1 367	—	—	1 531	1 531
Solde brut des prêts aux entreprises et aux administrations publiques	268 535	30 382	1 367	300 284	230 182	22 117	1 531	253 830
Provision pour pertes sur créances	627	586	380	1 593	529	730	395	1 654
Valeur comptable	267 908	29 796	987	298 691	229 653	21 387	1 136	252 176
Total du solde brut des prêts et acceptations	490 965	44 910	1 954	537 829	439 860	32 818	2 169	474 847
Total du solde net des prêts et acceptations	490 130	43 815	1 472	535 417	439 105	31 507	1 671	472 283
<b>Engagements de prêt et contrats de garantie financière</b>								
Risque acceptable								
Catégorie investissement	173 173	2 507	—	175 680	154 975	2 367	—	157 342
Catégorie spéculative	43 680	14 815	—	58 495	46 827	8 164	—	54 991
Liste de surveillance	—	1 647	—	1 647	—	2 453	—	2 453
Douteux	—	—	400	400	—	—	682	682
Provision pour pertes sur créances	221	147	14	382	195	186	13	394
Valeur comptable 3) 4)	216 632	18 822	386	235 840	201 607	12 798	669	215 074

1) Les prêts sur cartes de crédit sont immédiatement sortis du bilan lorsque les versements de capital ou d'intérêts sont en souffrance depuis 180 jours; par conséquent, ils ne sont pas présentés comme douteux à l'étape 3.

2) Comprend les engagements de clients aux termes d'acceptations.

3) Représente le montant contractuel total des facilités de crédit inutilisées et les autres éléments hors bilan, exclusion faite des marges de crédit personnelles et des cartes de crédit que nous pouvons annuler sans condition à notre entière discrétion.

4) Certains engagements de grandes entreprises emprunteuses sont conditionnels et pourraient inclure un recours auprès d'autres parties.

## Provision pour pertes sur créances

La provision pour pertes sur créances figurant à notre bilan consolidé est maintenue à un montant que nous considérons comme adéquat pour éponger les pertes sur créances liées à nos prêts et à d'autres instruments de crédit. Au 31 juillet 2022, la provision pour pertes sur créances s'est chiffrée à 2 794 millions de dollars (2 958 millions au 31 octobre 2021), dont une tranche de 2 412 millions (2 564 millions au 31 octobre 2021) a été comptabilisée dans les prêts et une tranche de 382 millions (394 millions au 31 octobre 2021), dans les autres passifs, à notre bilan consolidé.

Les importantes variations des soldes bruts, notamment en ce qui a trait aux montages, aux échéances et aux remboursements dans le cours normal des activités, ont une incidence sur la provision pour pertes sur créances.

Les tableaux ci-dessous présentent l'évolution de la provision pour pertes par catégorie de produit pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos le 31 juillet 2022 et le 31 juillet 2021. Les transferts représentent les pertes sur créances attendues qui sont passées d'une étape à l'autre au cours de la période, par exemple des pertes sur créances attendues sur un horizon de 12 mois (étape 1) à des pertes sur la durée de vie (étape 2). Les réévaluations nettes correspondent à l'incidence des pertes sur créances attendues afférente au transfert d'étape, aux changements des prévisions économiques et à la qualité du crédit. Les changements apportés à un modèle comprennent de nouveaux modèles ou méthodologies de calcul.

(en millions de dollars canadiens)

Pour les périodes de trois mois closes le	31 juillet 2022				31 juillet 2021			
	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
<b>Prêts hypothécaires à l'habitation</b>								
Solde à l'ouverture de la période	37	36	16	89	60	53	22	135
Transfert à l'étape 1	9	(8)	(1)	—	14	(13)	(1)	—
Transfert à l'étape 2	(1)	2	(1)	—	(1)	3	(2)	—
Transfert à l'étape 3	—	(1)	1	—	—	(2)	2	—
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(13)	11	1	(1)	(35)	—	3	(32)
Montages des prêts	9	—	—	9	15	—	—	15
Décomptabilisations et échéances	(1)	(2)	—	(3)	(2)	(3)	—	(5)
Changements apportés à un modèle	2	5	—	7	—	—	—	—
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances 1)	5	7	—	12	(9)	(15)	2	(22)
Montants sortis du bilan 2)	—	—	(1)	(1)	—	—	(3)	(3)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	—	—	3	3	—	—	4	4
Change et autres	—	(1)	(3)	(4)	—	—	(3)	(3)
Solde à la clôture de la période	42	42	15	99	51	38	22	111
<b>Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers</b>								
Solde à l'ouverture de la période	106	306	92	504	141	401	101	643
Transfert à l'étape 1	54	(52)	(2)	—	58	(56)	(2)	—
Transfert à l'étape 2	(8)	16	(8)	—	(5)	16	(11)	—
Transfert à l'étape 3	(2)	(18)	20	—	(3)	(24)	27	—
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(59)	73	29	43	(64)	60	18	14
Montages des prêts	24	—	—	24	23	—	—	23
Décomptabilisations et échéances	(4)	(9)	—	(13)	(8)	(13)	—	(21)
Changements apportés à un modèle	2	(12)	—	(10)	—	—	—	—
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances 1)	7	(2)	39	44	1	(17)	32	16
Montants sortis du bilan 2)	—	—	(52)	(52)	—	—	(55)	(55)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	—	—	20	20	—	—	24	24
Change et autres	1	(1)	(5)	(5)	—	2	(4)	(2)
Solde à la clôture de la période	114	303	94	511	142	386	98	626
<b>Prêts sur cartes de crédit</b>								
Solde à l'ouverture de la période	98	203	—	301	106	284	—	390
Transfert à l'étape 1	29	(29)	—	—	42	(42)	—	—
Transfert à l'étape 2	(8)	8	—	—	(6)	6	—	—
Transfert à l'étape 3	—	(27)	27	—	—	(47)	47	—
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(18)	51	22	55	(39)	84	2	47
Montages des prêts	13	—	—	13	11	—	—	11
Décomptabilisations et échéances	(1)	(6)	—	(7)	(3)	(7)	—	(10)
Changements apportés à un modèle	(8)	26	—	18	—	—	—	—
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances 1)	7	23	49	79	5	(6)	49	48
Montants sortis du bilan 2)	—	—	(63)	(63)	—	—	(70)	(70)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	—	—	18	18	—	—	26	26
Change et autres	1	(1)	(4)	(4)	(1)	(1)	(5)	(7)
Solde à la clôture de la période	106	225	—	331	110	277	—	387
<b>Prêts aux entreprises et aux administrations publiques</b>								
Solde à l'ouverture de la période	736	752	412	1 900	689	1 075	541	2 305
Transfert à l'étape 1	59	(51)	(8)	—	114	(113)	(1)	—
Transfert à l'étape 2	(40)	45	(5)	—	(23)	63	(40)	—
Transfert à l'étape 3	(1)	(8)	9	—	—	(17)	17	—
Réévaluation nette de la provision pour pertes	39	(7)	20	52	(112)	13	12	(87)
Montages des prêts	91	—	—	91	87	—	—	87
Décomptabilisations et échéances	(111)	(33)	—	(144)	(36)	(72)	—	(108)
Changements apportés à un modèle	18	(26)	—	(8)	—	—	—	—
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances 1)	55	(80)	16	(9)	30	(126)	(12)	(108)
Montants sortis du bilan 2)	—	—	(40)	(40)	—	—	(101)	(101)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	—	—	8	8	—	—	13	13
Change et autres	3	—	(9)	(6)	9	5	1	15
Solde à la clôture de la période	794	672	387	1 853	728	954	442	2 124
Total à la clôture de la période	1 056	1 242	496	2 794	1 031	1 655	562	3 248
Composition : Prêts	835	1 095	482	2 412	822	1 464	538	2 824
Autres instruments de crédit 3)	221	147	14	382	209	191	24	424

1) Exclut la provision pour pertes sur créances liée aux autres actifs de 10 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 juillet 2022 ((4) millions pour le trimestre clos le 31 juillet 2021).

2) En règle générale, nous nous efforçons de recouvrer les montants qui ont été sortis du bilan au cours de l'exercice, à moins que le prêt ait été vendu, que nous n'ayons plus le droit de recouvrer le montant ou que nous ayons épuisé toutes les voies de recours raisonnables pour recouvrer le montant.

3) D'autres instruments de crédit, y compris des éléments hors bilan, sont comptabilisés dans les autres passifs dans notre bilan consolidé.

(en millions de dollars canadiens)

Pour les périodes de neuf mois closes le	31 juillet 2022				31 juillet 2021			
	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
<b>Prêts hypothécaires à l'habitation</b>								
Solde à l'ouverture de la période	46	40	19	105	51	75	26	152
Transfert à l'étape 1	29	(27)	(2)	—	48	(39)	(9)	—
Transfert à l'étape 2	(3)	8	(5)	—	(3)	20	(17)	—
Transfert à l'étape 3	—	(5)	5	—	—	(11)	11	—
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(51)	27	5	(19)	(68)	5	29	(34)
Montages des prêts	24	—	—	24	28	—	—	28
Décomptabilisations et échéances	(4)	(6)	—	(10)	(5)	(10)	—	(15)
Changements apportés à un modèle	2	5	—	7	—	—	—	—
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances 1)	(3)	2	3	2	—	(35)	14	(21)
Montants sortis du bilan 2)	—	—	(5)	(5)	—	—	(9)	(9)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	—	—	6	6	—	—	8	8
Change et autres	(1)	—	(8)	(9)	—	(2)	(17)	(19)
Solde à la clôture de la période	42	42	15	99	51	38	22	111
<b>Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers</b>								
Solde à l'ouverture de la période	128	357	91	576	148	454	105	707
Transfert à l'étape 1	183	(176)	(7)	—	175	(168)	(7)	—
Transfert à l'étape 2	(30)	51	(21)	—	(21)	50	(29)	—
Transfert à l'étape 3	(4)	(61)	65	—	(6)	(76)	82	—
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(199)	173	62	36	(197)	169	77	49
Montages des prêts	60	—	—	60	66	—	—	66
Décomptabilisations et échéances	(16)	(30)	—	(46)	(21)	(37)	—	(58)
Changements apportés à un modèle	(9)	(13)	—	(22)	—	—	—	—
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances 1)	(15)	(56)	99	28	(4)	(62)	123	57
Montants sortis du bilan 2)	—	—	(144)	(144)	—	—	(184)	(184)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	—	—	59	59	—	—	70	70
Change et autres	1	2	(11)	(8)	(2)	(6)	(16)	(24)
Solde à la clôture de la période	114	303	94	511	142	386	98	626
<b>Prêts sur cartes de crédit</b>								
Solde à l'ouverture de la période	114	245	—	359	110	321	—	431
Transfert à l'étape 1	114	(114)	—	—	141	(141)	—	—
Transfert à l'étape 2	(25)	25	—	—	(21)	21	—	—
Transfert à l'étape 3	(1)	(83)	84	—	(1)	(134)	135	—
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(125)	151	48	74	(139)	234	22	117
Montages des prêts	38	—	—	38	28	—	—	28
Décomptabilisations et échéances	(4)	(17)	—	(21)	(6)	(22)	—	(28)
Changements apportés à un modèle	(6)	18	—	12	—	—	—	—
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances 1)	(9)	(20)	132	103	2	(42)	157	117
Montants sortis du bilan 2)	—	—	(177)	(177)	—	—	(212)	(212)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	—	—	58	58	—	—	73	73
Change et autres	1	—	(13)	(12)	(2)	(2)	(18)	(22)
Solde à la clôture de la période	106	225	—	331	110	277	—	387
<b>Prêts aux entreprises et aux administrations publiques</b>								
Solde à l'ouverture de la période	662	855	401	1 918	658	1 258	608	2 524
Transfert à l'étape 1	226	(188)	(38)	—	385	(380)	(5)	—
Transfert à l'étape 2	(96)	147	(51)	—	(86)	138	(52)	—
Transfert à l'étape 3	(1)	(40)	41	—	(2)	(83)	85	—
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(266)	23	124	(119)	(327)	268	119	60
Montages des prêts	383	—	—	383	232	—	—	232
Décomptabilisations et échéances	(184)	(124)	—	(308)	(102)	(165)	—	(267)
Changements apportés à un modèle	19	(32)	—	(13)	(5)	(19)	—	(24)
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances 1)	81	(214)	76	(57)	95	(241)	147	1
Montants sortis du bilan 2)	—	—	(96)	(96)	—	—	(285)	(285)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	—	—	26	26	—	—	40	40
Change et autres	51	31	(20)	62	(25)	(63)	(68)	(156)
Solde à la clôture de la période	794	672	387	1 853	728	954	442	2 124
Total à la clôture de la période	1 056	1 242	496	2 794	1 031	1 655	562	3 248
Composition : Prêts	835	1 095	482	2 412	822	1 464	538	2 824
Autres instruments de crédit 3)	221	147	14	382	209	191	24	424

1) Exclut la provision pour pertes sur créances liée aux autres actifs de 11 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2022 ((8) millions pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2021).

2) En règle générale, nous nous efforçons de recouvrer les montants qui ont été sortis du bilan au cours de l'exercice, à moins que le prêt ait été vendu, que nous n'ayons plus le droit de recouvrer le montant ou que nous ayons épuisé toutes les voies de recours raisonnables pour recouvrer le montant.

3) D'autres instruments de crédit, y compris des éléments hors bilan, sont comptabilisés dans les autres passifs dans notre bilan consolidé.

Les prêts et la provision pour pertes sur créances par répartition géographique au 31 juillet 2022 et au 31 octobre 2021 se présentent comme suit :

	31 juillet 2022				31 octobre 2021			
	Montant brut	Provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux 2)	Provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs 3)	Montant net	Montant brut	Provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux 2)	Provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs 3)	Montant net
Répartition géographique 1) :								
Canada	332 973	328	1 051	331 594	299 905	345	1 143	298 417
États-Unis	181 598	154	865	180 579	153 479	153	910	152 416
Autres pays	10 643	—	14	10 629	7 442	—	13	7 429
<b>Total</b>	<b>525 214</b>	<b>482</b>	<b>1 930</b>	<b>522 802</b>	<b>460 826</b>	<b>498</b>	<b>2 066</b>	<b>458 262</b>

1) La répartition géographique est établie en fonction du pays où le risque ultime est assumé.

2) Exclut la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux de 14 millions de dollars relativement aux autres instruments de crédit (13 millions au 31 octobre 2021), laquelle est comprise dans les autres passifs.

3) Exclut la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 368 millions de dollars relativement aux autres instruments de crédit (381 millions au 31 octobre 2021), laquelle est comprise dans les autres passifs.

Le tableau ci-dessous fait état des prêts douteux (étape 3) ainsi que des provisions correspondantes au 31 juillet 2022 et au 31 octobre 2021 :

	31 juillet 2022				31 octobre 2021	
	Solde brut des prêts douteux 3)	Provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux 4)	Solde net des prêts douteux 3)	Solde brut des prêts douteux 3)	Provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux 4)	Solde net des prêts douteux 3)
Prêts hypothécaires à l'habitation	302	8	294	351	12	339
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	285	94	191	287	91	196
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques 1)	1 367	380	987	1 531	395	1 136
<b>Total</b>	<b>1 954</b>	<b>482</b>	<b>1 472</b>	<b>2 169</b>	<b>498</b>	<b>1 671</b>
Répartition géographique 2) :						
Canada	1 201	328	873	1 195	345	850
États-Unis	753	154	599	974	153	821
Autres pays	—	—	—	—	—	—
<b>Total</b>	<b>1 954</b>	<b>482</b>	<b>1 472</b>	<b>2 169</b>	<b>498</b>	<b>1 671</b>

1) Comprend les engagements de clients aux termes d'acceptations.

2) La répartition géographique est établie en fonction du pays où le risque ultime est assumé.

3) Le solde brut des prêts douteux et le solde net des prêts douteux ne tiennent pas compte des prêts douteux qui ont été acquis.

4) Exclut la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux de 14 millions de dollars relativement aux autres instruments de crédit (13 millions au 31 octobre 2021), laquelle est comprise dans les autres passifs.

## Prêts en souffrance non classés douteux

Les prêts qui sont en souffrance, mais qui n'ont pas été classés comme douteux, sont des prêts dont les titulaires n'ont pas fait les paiements dans les délais stipulés dans le contrat, mais pour lesquels nous nous attendons à recouvrer la totalité du capital et des intérêts ou qui sont détenus à la juste valeur. Le tableau suivant fait état des prêts en souffrance, mais non classés comme douteux au 31 juillet 2022 et au 31 octobre 2021. Les prêts en souffrance depuis moins de 30 jours sont exclus, car ils ne sont pas d'ordinaire représentatifs de la capacité des emprunteurs d'honorer leurs obligations de paiement.

	31 juillet 2022			31 octobre 2021		
	De 30 à 89 jours	90 jours ou plus	Total	De 30 à 89 jours	90 jours ou plus	Total
Prêts hypothécaires à l'habitation	390	14	404	404	14	418
Prêts sur cartes de crédit, prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	326	67	393	279	59	338
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	206	37	243	264	33	297
<b>Total</b>	<b>922</b>	<b>118</b>	<b>1 040</b>	<b>947</b>	<b>106</b>	<b>1 053</b>

Le solde des prêts entièrement garantis en souffrance depuis une période allant de 90 à 180 jours, mais qui n'avaient pas encore été classés comme douteux, s'établissait à 36 millions de dollars et à 36 millions au 31 juillet 2022 et au 31 octobre 2021, respectivement.

## Sensibilité des pertes sur créances attendues et principales variables économiques

Le modèle de pertes sur créances attendues exige la comptabilisation des pertes sur créances en fonction des pertes attendues en général sur une période de 12 mois pour les prêts productifs et la comptabilisation des pertes sur créances attendues pour la durée de vie des prêts productifs dont le risque de crédit a augmenté de manière importante depuis qu'ils ont été accordés.

La provision liée aux prêts productifs est sensible aux changements des prévisions économiques et de la pondération selon la probabilité de chaque scénario de prévision. Les prévisions sont élaborées en interne par notre groupe Études économiques, et tiennent compte de données externes et de notre point de vue quant à la conjoncture économique future. Nous appliquons un jugement fondé sur l'expérience en matière de crédit pour refléter les facteurs qui ne sont pas pris en compte dans les modèles de pertes sur créances attendues, comme nous le jugeons nécessaire. Nous avons appliqué un jugement éclairé concernant la qualité du crédit pour refléter l'incidence persistante de l'incertitude conjoncturelle sur les conditions du crédit et la situation économique résultant de la pandémie de COVID-19 de même que les répercussions d'une inflation élevée et des perturbations de la chaîne d'approvisionnement.

Au 31 juillet 2022, notre scénario de référence prévoit une croissance économique plus faible, tant au Canada qu'aux États-Unis, étant donné que la croissance est atténuée par une inflation élevée, la hausse rapide des taux d'intérêt et l'essoufflement de la demande mondiale. En revanche, selon notre scénario de référence publié au 31 octobre 2021, nous avons prévu une croissance économique plus forte, tant au Canada qu'aux États-Unis, au cours de la période visée par les prévisions. En supposant que les prévisions économiques du scénario de référence se réalisent à 100 % et compte tenu de l'incidence de la migration des prêts après reclassement, toutes les autres hypothèses demeurant constantes, y compris l'application d'un jugement fondé sur l'expérience en matière de crédit, la provision liée aux prêts productifs s'établirait à environ 1 750 millions de dollars au 31 juillet 2022 (1 725 millions au 31 octobre 2021), contre 2 298 millions pour la provision comptable liée aux prêts productifs (2 447 millions au 31 octobre 2021).

Le scénario optimiste au 31 juillet 2022 suppose un contexte économique beaucoup plus solide que les prévisions du scénario de référence, compte tenu d'un taux de chômage nettement plus bas.

Au 31 juillet 2022, notre scénario économique défavorable fait état d'une contraction de l'économie avec un PIB réel moyen annuel à la baisse au Canada et aux États-Unis. Le scénario défavorable au 31 octobre 2021 prévoyait un contexte économique légèrement plus faible au Canada et aux États-Unis compte tenu de taux de chômage plus élevés. En supposant que les prévisions économiques du scénario défavorable se réalisent à 100 % et compte tenu de l'incidence de la migration des prêts après reclassement, les autres hypothèses demeurant constantes, y compris l'application d'un jugement fondé sur l'expérience en matière de crédit, la provision liée aux prêts productifs serait d'environ 3 150 millions de dollars au 31 juillet 2022 (3 825 millions au 31 octobre 2021), contre 2 298 millions pour la provision comptable liée aux prêts productifs (2 447 millions au 31 octobre 2021).

Lorsque des variations de la performance économique sont mesurées dans nos prévisions, nous nous appuyons sur le PIB réel, qui est le principal moteur des variations de bon nombre des autres variables économiques et du marché, y compris l'indice de volatilité VIX, les écarts de taux de sociétés BBB, les taux de chômage, les indices des prix des habitations et le crédit à la consommation. Bon nombre de ces variables présentent un degré élevé d'interdépendance et, par conséquent, il n'y a pas qu'un facteur unique auquel l'ensemble des provisions liées aux prêts douteux sont sensibles.

Le tableau suivant présente certaines des principales variables économiques utilisées pour estimer la provision liée aux prêts productifs au cours de la période visée par les prévisions. Les valeurs indiquées représentent les niveaux ou les taux de croissance annuels moyens nationaux pour les 12 prochains mois et les 12 mois suivants de chaque période de présentation pour tous les scénarios. Bien que les valeurs indiquées ci-dessous soient des variables nationales, nous utilisons également des variables régionales dans nos modèles sous-jacents, le cas échéant.

	Au 31 juillet 2022						Au 31 octobre 2021					
	Scénario favorable		Scénario de référence		Scénario défavorable		Scénario favorable		Scénario de référence		Scénario défavorable	
	12 premiers mois	12 mois suivants	12 premiers mois	12 mois suivants	12 premiers mois	12 mois suivants	12 premiers mois	12 mois suivants	12 premiers mois	12 mois suivants	12 premiers mois	12 mois suivants
Tous les pourcentages correspondent à des valeurs annuelles moyennes												
Taux de croissance du PIB réel 1)												
Canada	5,4 %	3,3 %	3,1 %	1,7 %	(2,0)%	(1,1)%	6,3 %	5,5 %	4,0 %	3,9 %	(2,7)%	(1,1)%
États-Unis	3,9 %	2,4 %	1,7 %	1,1 %	(2,8)%	(1,1)%	7,1 %	4,0 %	4,8 %	2,7 %	(1,2)%	(1,1)%
Écart de sociétés BBB sur dix ans												
Canada	1,9 %	1,8 %	2,2 %	2,1 %	3,7 %	4,4 %	1,4 %	1,7 %	1,8 %	2,0 %	3,6 %	4,4 %
États-Unis	1,4 %	1,5 %	1,7 %	1,9 %	4,2 %	4,5 %	0,9 %	1,1 %	1,2 %	1,5 %	4,2 %	4,5 %
Taux de chômage												
Canada	4,3 %	3,7 %	5,2 %	5,5 %	7,9 %	10,0 %	6,0 %	4,9 %	6,6 %	5,7 %	10,8 %	12,7 %
États-Unis	3,2 %	2,8 %	3,7 %	4,2 %	6,5 %	8,6 %	4,2 %	3,2 %	4,7 %	3,7 %	8,5 %	11,0 %
Indice des prix des habitations 1)												
Canada 2)	10,0 %	(2,3)%	6,6 %	(7,2)%	(4,6)%	(18,0)%	18,2 %	10,2 %	15,1 %	5,2 %	(6,4)%	(18,0)%
États-Unis 3)	13,3 %	4,2 %	11,0 %	1,3 %	(6,3)%	(15,5)%	14,6 %	6,7 %	12,3 %	4,3 %	(6,1)%	(15,5)%

1) Le produit intérieur brut réel et l'indice des prix des habitations correspondent à des taux de croissance d'un exercice à l'autre.

2) Pour le Canada, nous avons recours à l'indice composé des prix des habitations HPI.

3) Pour les États-Unis, nous avons recours à l'indice national des prix des habitations Case-Shiller.

Le modèle de pertes sur créances attendues exige la comptabilisation des pertes sur créances en fonction généralement des pertes attendues sur 12 mois pour les prêts productifs (étape 1) et la comptabilisation des pertes sur créances attendues pour la durée de vie des prêts productifs dont le risque de crédit a augmenté de manière importante depuis qu'ils ont été accordés (étape 2). Aux termes de nos scénarios actuels pondérés en fonction de la probabilité et compte tenu du profil de risque actuel de nos prêts, si la totalité de nos prêts productifs se situait à l'étape 1, notre provision liée aux prêts productifs s'élèverait à environ 1 725 millions de dollars (1 775 millions au 31 octobre 2021), comparativement à une provision comptable liée aux prêts productifs de 2 298 millions (2 447 millions au 31 octobre 2021).

## Note 4 : Dépôts et dette subordonnée

### Dépôts

(en millions de dollars canadiens)	Dépôts à vue		Dépôts à préavis	Dépôts à échéance fixe 4) 5)	31 juillet 2022	31 octobre 2021
	Productifs d'intérêts	Non productifs d'intérêts				
Catégories de déposants :						
Banques 1)	4 125	1 784	1 091	19 553	26 553	26 611
Entreprises et administrations publiques	49 266	54 397	145 766	225 052	474 481	442 248
Particuliers	4 804	38 816	120 858	63 873	228 351	216 772
Total 2) 3)	58 195	94 997	267 715	308 478	729 385	685 631
Domiciliation :						
Canada	49 809	84 608	129 183	227 402	491 002	427 316
États-Unis	8 050	10 315	137 094	51 987	207 446	232 830
Autres pays	336	74	1 438	29 089	30 937	25 485
Total	58 195	94 997	267 715	308 478	729 385	685 631

1) Comprend les banques réglementées et les banques centrales.

2) Comprend les billets structurés et les dépôts de métaux désignés à la juste valeur par le biais du résultat net (note 6).

3) Au 31 juillet 2022 et au 31 octobre 2021, les dépôts comprenaient des dépôts de 353 568 millions de dollars et de 342 967 millions, respectivement, libellés en dollars américains et des dépôts de 46 026 millions et de 29 937 millions, respectivement, libellés en d'autres monnaies étrangères.

4) Comprend 47 698 millions de dollars au titre de la dette de premier rang non garantie au 31 juillet 2022, sous réserve du régime de recapitalisation interne des banques (recapitalisation interne) (35 959 millions au 31 octobre 2021). Aux termes du régime de recapitalisation interne des banques, certains pouvoirs sont conférés par la loi à la Société d'assurance-dépôts du Canada, notamment la capacité de convertir certains types d'actions et de passifs admissibles en actions ordinaires si la Banque n'est plus viable.

5) Des dépôts de 26 970 millions de dollars au 31 juillet 2022 (20 991 millions au 31 octobre 2021) peuvent faire l'objet d'une demande de remboursement anticipé (en totalité ou en partie) par le client sans pénalité. Comme nous ne nous attendons pas à ce qu'un montant significatif soit remboursé avant l'échéance, nous les avons classés comme étant exigibles à une date fixe en fonction de leur échéance contractuelle restante.

Le tableau qui suit présente les dépôts à terme fixe supérieurs à cent mille dollars :

(en millions de dollars canadiens)	Canada	États-Unis	Autres	Total
Au 31 juillet 2022	202 448	48 394	29 088	279 930
Au 31 octobre 2021	140 002	72 399	23 921	236 322

Le tableau qui suit présente les échéances des dépôts à terme fixe et supérieurs à cent mille dollars qui sont domiciliés au Canada :

(en millions de dollars canadiens)	Moins de 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Plus de 12 mois	Total
Au 31 juillet 2022	26 966	23 794	54 143	97 545	202 448
Au 31 octobre 2021	20 626	12 761	20 933	85 682	140 002

### Dette subordonnée

Le 1<sup>er</sup> juin 2022, nous avons racheté la totalité de nos billets à moyen terme, série I, deuxième tranche, portant intérêt à 2,57 % d'une valeur de 850 millions de dollars, à un prix de rachat correspondant à 100 % du capital majoré des intérêts courus et impayés à la date de rachat, exclusion faite de celle-ci.

Le 10 janvier 2022, nous avons émis des titres de la dette subordonnée non garantie à 3,088 % pour un montant de 1 250 millions de dollars américains en vertu de notre programme de billets à moyen terme canadien. Ces titres viennent à échéance le 10 janvier 2037. Le taux des billets sera rajusté à un taux variable le 10 janvier 2032.

## Note 5 : Capitaux propres

### Actions privilégiées et ordinaires en circulation et autres instruments de capitaux propres <sup>1)</sup>

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	31 juillet 2022		31 octobre 2021			
	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant	Convertibles en	
<b>Actions privilégiées classées dans les capitaux propres</b>						
Catégorie B – Série 27	20 000 000	500	20 000 000	500	catégorie B – Série 28	2) 3)
Catégorie B – Série 29	16 000 000	400	16 000 000	400	catégorie B – Série 30	2) 3)
Catégorie B – Série 31	12 000 000	300	12 000 000	300	catégorie B – Série 32	2) 3)
Catégorie B – Série 33	8 000 000	200	8 000 000	200	catégorie B – Série 34	2) 3)
Catégorie B – Série 38	—	—	24 000 000	600	catégorie B – Série 39	9)
Catégorie B – Série 40	—	—	20 000 000	500	catégorie B – Série 41	10)
Catégorie B – Série 42	16 000 000	400	16 000 000	400	catégorie B – Série 43	2) 3)
Catégorie B – Série 44	16 000 000	400	16 000 000	400	catégorie B – Série 45	2) 3)
Catégorie B – Série 46	14 000 000	350	14 000 000	350	catégorie B – Série 47	2) 3)
Catégorie B – Série 50	500 000	500	—	—	—	3) 11)
<b>Actions privilégiées classées dans les capitaux propres</b>		<b>3 050</b>		<b>3 650</b>		
<b>Autres instruments de capitaux propres</b>						
Billets subordonnés à 4,800 % aux termes des fonds propres de catégorie 1 supplémentaires (billets de catégorie 1)		<b>658</b>		658	actions ordinaires	3)
Billets avec remboursement de capital à recours limité, série 1 à 4,300 % (billets avec remboursement de capital à recours limité, série 1)		<b>1 250</b>		1 250	actions ordinaires	3) 4)
Billets avec remboursement de capital à recours limité, série 2 à 5,625 % (billets avec remboursement de capital à recours limité, série 2)		<b>750</b>		—	actions ordinaires	3) 4) 12)
<b>Autres instruments de capitaux propres</b>		<b>2 658</b>		<b>1 908</b>		
<b>Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres</b>		<b>5 708</b>		<b>5 558</b>		
<b>Actions ordinaires 5) 6) 7) 8)</b>	<b>674 361 486</b>	<b>17 392</b>	648 136 472	13 599		

1) Pour de plus amples renseignements, se reporter aux notes 16 et 20 afférentes à nos états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 octobre 2021.

2) Si ces actions sont converties, leurs porteurs pourront les reconverter en actions privilégiées initiales à des dates de rachat subséquentes.

3) Les instruments émis sont assortis d'une clause concernant les fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (« FPUNV »), ce qui est nécessaire pour que les actions privilégiées, les billets de catégorie 1 et, en vertu du recours aux actions privilégiées, série 48 et aux actions privilégiées, série 49 au titre des billets avec remboursement de capital à recours limité, série 1 et série 2, respectivement, puissent être considérées comme des fonds propres réglementaires en vertu de Bâle III (voir la note 4 ci-dessous). Ainsi, ils peuvent être convertis en un nombre variable d'actions ordinaires si le BSIF annonce que la Banque n'est plus viable ou est sur le point de ne plus l'être, ou si une administration publique fédérale ou provinciale canadienne annonce publiquement que la Banque a accepté ou convenu d'accepter une injection de capital ou un soutien équivalent afin d'éviter de devenir non viable. Dans un tel cas, chaque action privilégiée, y compris les actions privilégiées, série 48 et les actions privilégiées, série 49 au titre des billets avec remboursement de capital à recours limité, série 1 et série 2, respectivement, et les billets de catégorie 1 sont convertibles en actions ordinaires selon une formule de conversion automatique à un prix de conversion correspondant au plus élevé des montants suivants : i) un prix plancher de 5,00 \$ et ii) le cours du marché de nos actions ordinaires basé sur le cours moyen de nos actions ordinaires pondéré en fonction du volume sur la TSX. Le nombre d'actions ordinaires émises est déterminé en divisant la valeur de l'action privilégiée ou d'un autre instrument de capitaux propres (y compris les dividendes déclarés et impayés) par le prix de conversion et ensuite multiplié par le multiplicateur.

4) Les intérêts, dont le paiement ne peut être reporté, afférents aux billets avec remboursement de capital à recours limité, doivent être versés semestriellement au gré de la Banque. Le non-paiement des intérêts donnera lieu à un recours et l'unique recours auquel les porteurs de billets auront droit portera sur la quote-part des porteurs dans les actifs de la fiducie, dont nos actions privilégiées, série 48 (FPUNV) au titre des billets avec remboursement de capital à recours limité, série 1 et nos actions privilégiées, série 49 au titre des billets avec remboursement de capital à recours limité, série 2, lesquelles sont éliminées au moment de la consolidation. En pareil cas, la remise des actifs de la fiducie entraînera l'extinction totale de nos engagements en vertu de nos billets avec remboursement de capital à recours limité. Dans des circonstances où des FPUNV, y compris les actions privilégiées, série 48 et les actions privilégiées, série 49 au titre des billets avec remboursement de capital à recours limité, série 1 et série 2, respectivement, seraient convertis en actions ordinaires de la Banque, les billets avec remboursement de capital à recours limité seraient remboursés, et le seul recours des porteurs de billets serait leur quote-part des actifs de la fiducie, alors constitués d'actions ordinaires de la Banque reçues par la fiducie à la conversion des actions privilégiées, série 48 et des actions privilégiées, série 49 au titre des billets avec remboursement de capital à recours limité, série 1 et série 2, respectivement.

5) Les options sur actions émises aux termes du régime d'options sur actions sont convertibles en 5 999 564 actions ordinaires au 31 juillet 2022 (5 682 206 actions ordinaires au 31 octobre 2021) dont 2 671 120 peuvent être exercées au 31 juillet 2022 (2 616 750 au 31 octobre 2021).

6) Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2022, nous avons émis 2 675 927 et 4 792 102 actions ordinaires, respectivement, dans le cadre du régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires et nous avons émis 155 300 et 710 897 actions ordinaires, respectivement, dans le cadre du régime d'options sur actions.

7) Le 29 mars 2022, nous avons émis 20 843 750 actions ordinaires pour un montant de 3 106 millions de dollars dans le but de financer une partie du prix d'achat relatif à l'acquisition annoncée de Bank of the West.

8) Les actions ordinaires sont présentées déduction faite de 158 256 actions propres au 31 juillet 2022 (36 521 actions propres au 31 octobre 2021).

9) La série 38 a été rachetée et les dividendes finaux ont été versés le 25 février 2022.

10) La série 40 a été rachetée et les dividendes finaux ont été versés le 25 mai 2022.

11) Le 27 juillet 2022, nous avons émis des actions privilégiées de catégorie B, série 50 pour un montant de 500 millions de dollars.

12) Le 15 mars 2022, nous avons émis des billets avec remboursement de capital à recours limité, série 2 pour un montant de 750 millions de dollars.

### Autres instruments de capitaux propres

Le 15 mars 2022, nous avons émis des billets avec remboursement de capital à recours limité, série 2 à 5,625 %, pour un montant de 750 millions de dollars (billets avec remboursement de capital à recours limité, série 2). Cette émission tout comme nos billets de fonds propres de catégorie 1 supplémentaires de la Banque à 4,800 %, d'un montant de 500 millions de dollars américains (658 millions de dollars canadiens) (billets de catégorie 1) et nos billets avec remboursement de capital à recours limité, série 1 à 4,300 %, d'un montant de 1 250 millions de dollars (billets avec remboursement de capital à recours limité, série 1) sont classés comme capitaux propres et font partie de notre clause concernant les fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité de catégorie 1 supplémentaires. Les billets de catégorie 1 et les billets avec remboursement de capital à recours limité sont des instruments financiers comportant à la fois une composante capitaux propres et une composante passif. À la date d'émission, nous avons attribué une valeur négligeable aux composantes passifs des deux instruments et, par conséquent, le montant intégral du produit a été classé comme capitaux propres. Les distributions semestrielles sur les billets de catégorie 1 et les billets avec remboursement de capital à recours limité sont comptabilisés en tant que réduction des capitaux propres lorsqu'elles seront à payer. Les billets de catégorie 1 et les billets avec remboursement de capital à recours limité sont subordonnés à ceux des déposants et de certains autres créanciers quant au droit de paiement.

### Actions privilégiées

Le 25 août 2022, nous avons racheté la totalité de nos 16 millions d'actions privilégiées de catégorie B à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, série 42 (FPUNV) en circulation pour un total global de 400 millions de dollars.

Le 27 juillet 2022, nous avons émis 500 000 actions privilégiées de catégorie B à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, série 50 (FPUNV), au prix de 1 000 \$ par action pour un produit brut de 500 millions de dollars. Les actions donnent droit à des dividendes en trésorerie trimestriels, s'ils sont déclarés, à un taux de 7,373 % par année pour la période initiale de cinq ans jusqu'à la date de rachat la plus rapprochée, soit le 26 novembre 2027. Le taux de dividende sera rajusté à la date de rachat la plus rapprochée et tous les cinq ans par la suite, et il correspondra alors au taux des obligations sur cinq ans du gouvernement du Canada majoré d'une prime de 4,250 %.

Le 25 mai 2022, nous avons racheté la totalité de nos 20 millions d'actions privilégiées de catégorie B à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, série 40 (FPUNV) en circulation pour un total global de 500 millions de dollars.

Le 25 février 2022, nous avons racheté la totalité de nos 24 millions d'actions privilégiées de catégorie B à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, série 38 (FPUNV) en circulation pour un total global de 600 millions de dollars.

### Actions ordinaires

Le 29 mars 2022, nous avons émis 20 843 750 actions ordinaires pour un montant de 3 106 millions de dollars dans le but de financer une partie du prix d'achat relatif à l'acquisition annoncée de Bank of the West.

### Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Le 3 décembre 2021, nous avons annoncé notre intention, sous réserve de l'approbation du BSIF et de la TSX, de racheter à des fins d'annulation jusqu'à 22,5 millions de nos actions ordinaires dans le cadre d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités. Concomitamment avec l'acquisition annoncée de Bank of the West, nous n'entendons pas établir une offre publique de rachat dans le cours normal des activités et nous ne prévoyons pas racheter les actions avant la clôture de l'acquisition.

### Régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires

Le 10 janvier 2022, nous avons annoncé que nous accordons un escompte de 2 % sur les nouvelles actions ordinaires émises selon les modalités de réinvestissement de dividendes du régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires de la Banque (le « régime »). À compter du dividende sur les actions ordinaires déclaré pour le premier trimestre de l'exercice 2022 et jusqu'à nouvel ordre, les actions ordinaires émises par la Banque en vertu du régime seront de nouvelles actions comportant un escompte de 2 % calculé conformément aux modalités du régime. L'escompte ne s'appliquera pas aux actions ordinaires achetées dans le volet « versements facultatifs en espèces » du régime.

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2022, nous avons émis 2 675 927 et 4 792 102 actions ordinaires, respectivement, aux termes du régime.



## Note 6 : Juste valeur des instruments financiers

### Juste valeur des instruments financiers non inscrits à la juste valeur au bilan

Le tableau ci-dessous fait état des montants qui seraient présentés si tous nos actifs et passifs financiers qui ne sont pas actuellement inscrits à la juste valeur étaient comptabilisés à leur juste valeur. Il ya lieu de se reporter à la note 17 afférente à nos états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2021 pour une analyse plus détaillée de l'établissement de la juste valeur.

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2022		31 octobre 2021	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
<b>Titres 1)</b>				
Titres comptabilisés au coût amorti	100 906	94 958	49 970	49 810
<b>Prêts 1)2)</b>				
Prêts hypothécaires à l'habitation	143 962	139 112	135 653	135 461
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	83 860	82 608	76 627	76 791
Prêts sur cartes de crédit	8 881	8 881	7 827	7 827
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	281 900	280 795	233 066	233 670
	518 603	511 396	453 173	453 749
<b>Dépôts 3)</b>	703 396	701 348	662 827	663 558
<b>Passifs liés à la titrisation et aux entités structurées 4)</b>	23 510	22 992	24 631	24 809
<b>Passifs divers 5)</b>	3 844	3 287	—	—
<b>Dettes subordonnées</b>	7 443	7 150	6 893	7 087

Ce tableau ne tient pas compte des instruments financiers dont la valeur comptable se rapproche de la juste valeur comme la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les dépôts portant intérêt à d'autres banques, les titres pris en pension ou empruntés, les engagements de clients aux termes d'acceptations, certains autres actifs, certains autres passifs, les acceptations et les titres mis en pension ou prêtés.

- 1) La valeur comptable est présentée déduction faite des provisions pour pertes sur créances.
- 2) Ne tient pas compte de 23 millions de dollars de prêts hypothécaires à l'habitation classés à la juste valeur par le biais du résultat net, de 4 161 millions de prêts aux entreprises et aux administrations publiques classés à la juste valeur par le biais du résultat net et de 62 millions de prêts aux entreprises et aux administrations publiques classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (néant, 5 022 millions et 134 millions, respectivement, au 31 octobre 2021).
- 3) Ne tient pas compte de 25 766 millions de dollars de passifs au titre des billets structurés (22 665 millions au 31 octobre 2021) et de 223 millions de dépôts de métaux (139 millions au 31 octobre 2021) désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net.
- 4) Ne tient pas compte de 1 510 millions de dollars de passifs liés à la titrisation et aux entités structurées désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net (855 millions au 31 octobre 2021).
- 5) Les passifs divers comprennent certains autres passifs de filiales autres que des dépôts.

### Hiérarchie de la juste valeur

Nous utilisons une hiérarchie de la juste valeur pour classer par catégorie les instruments financiers selon les données que nous utilisons dans nos techniques d'évaluation servant à mesurer la juste valeur.

### Techniques d'évaluation et données importantes

Pour déterminer la juste valeur des titres d'emprunt à échéance fixe et des titres de participation négociés en bourse, nous utilisons les cours sur des marchés (niveau 1) lorsqu'ils sont disponibles. S'ils ne le sont pas, nous déterminons la juste valeur des instruments financiers selon des modèles tels que les flux de trésorerie actualisés au moyen de données de marché observables pour les données comme les taux de rendement ou les cotes provenant de courtiers ou d'autres cotes de tiers (niveau 2). La juste valeur peut également être déterminée à l'aide de modèles faisant intervenir des données de marché qui ne sont pas observables en raison de marchés inactifs ou présentant une activité négligeable (niveau 3). Nous utilisons, dans la mesure du possible, le plus de données de marché observables.

Nos titres de négociation de niveau 2 et nos titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global sont essentiellement évalués au moyen de modèles de flux de trésorerie actualisés mettant en jeu des écarts observables ou des cotes provenant de courtiers et d'autres cotes de tiers. Les passifs au titre des billets structurés de niveau 2 sont évalués au moyen de modèles faisant intervenir des données de marché observables. Les actifs et passifs dérivés de niveau 2 sont évalués à l'aide de modèles normalisés du secteur et de données de marché observables.

Ce qui suit fait état de la mesure dans laquelle nous avons utilisé les cours sur des marchés actifs (niveau 1), des modèles internes fondés sur des données de marché observables (niveau 2) et des modèles internes ne comportant pas de données de marché observables (niveau 3) pour évaluer les titres, les prêts hypothécaires à l'habitation, les prêts aux entreprises et aux administrations publiques classés à la juste valeur par le biais du résultat net et à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, les autres actifs, les passifs inscrits à la juste valeur, les actifs dérivés et les passifs dérivés :

(en millions de dollars canadiens)								
31 juillet 2022					31 octobre 2021			
	Évaluation au moyen de cours du marché	Évaluation au moyen de modèles (comportant des données de marché observables)	Évaluation au moyen de modèles (ne comportant pas de données de marché observables)	Total	Évaluation au moyen de cours du marché	Évaluation au moyen de modèles (comportant des données de marché observables)	Évaluation au moyen de modèles (ne comportant pas de données de marché observables)	Total
<b>Titres de négociation</b>								
Titres émis ou garantis par :								
l'administration fédérale canadienne	8 536	1 877	—	10 413	3 123	4 473	—	7 596
des provinces et municipalités canadiennes	3 739	3 062	—	6 801	2 183	3 655	—	5 838
l'administration fédérale américaine	7 765	10 092	—	17 857	6 050	3 532	—	9 582
des municipalités, agences et États américains	27	181	—	208	—	458	—	458
d'autres administrations publiques	1 377	1 677	—	3 054	1 307	591	—	1 898
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	—	14 303	755	15 058	—	13 379	675	14 054
Titres de créance d'entreprises	1 757	8 467	5	10 229	2 231	7 656	7	9 894
Prêts détenus à des fins de transaction	—	329	—	329	—	160	—	160
Titres de participation d'entreprises	46 195	—	—	46 195	54 931	—	—	54 931
	69 396	39 988	760	110 144	69 825	33 904	682	104 411
<b>Titres à la juste valeur par le biais du résultat net</b>								
Titres émis ou garantis par :								
l'administration fédérale canadienne	537	75	—	612	704	159	—	863
des provinces et municipalités canadiennes	384	792	—	1 176	137	1 243	—	1 380
l'administration fédérale américaine	—	4	—	4	—	38	—	38
d'autres administrations publiques	—	88	—	88	—	92	—	92
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	—	8	—	8	—	9	—	9
Titres de créance d'entreprises	75	6 815	8	6 898	160	7 544	—	7 704
Titres de participation d'entreprises	1 513	10	3 727	5 250	1 670	12	2 442	4 124
	2 509	7 792	3 735	14 036	2 671	9 097	2 442	14 210
<b>Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global</b>								
Titres émis ou garantis par :								
l'administration fédérale canadienne	8 015	1 416	—	9 431	9 138	3 927	—	13 065
des provinces et municipalités canadiennes	2 576	1 878	—	4 454	1 438	1 549	—	2 987
l'administration fédérale américaine	1 617	1 790	—	3 407	18 873	2 153	—	21 026
des municipalités, agences et États américains	1	3 535	1	3 537	—	4 113	1	4 114
d'autres administrations publiques	1 609	4 646	—	6 255	2 803	3 699	—	6 502
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	—	7 253	—	7 253	—	12 136	—	12 136
Titres de créance d'entreprises	155	4 629	—	4 784	812	2 349	—	3 161
Titres de participation d'entreprises	—	—	152	152	—	—	132	132
	13 973	25 147	153	39 273	33 064	29 926	133	63 123
<b>Prêts</b>								
Prêts hypothécaires à l'habitation	—	23	—	23	—	—	—	—
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	—	4 217	6	4 223	—	5 150	6	5 156
	—	4 240	6	4 246	—	5 150	6	5 156
<b>Autres actifs 1)</b>	4 539	90	9	4 638	4 392	85	—	4 477
<b>Passifs à la juste valeur</b>								
Titres vendus à découvert	26 042	15 145	—	41 187	17 424	14 649	—	32 073
Passifs liés aux billets structurés 2)	—	25 766	—	25 766	—	22 665	—	22 665
Autres passifs 3)	1 173	2 639	1	3 813	1 106	2 125	—	3 231
	27 215	43 550	1	70 766	18 530	39 439	—	57 969
<b>Actifs dérivés</b>								
Contrats de taux d'intérêt	44	8 106	—	8 150	6	8 066	—	8 072
Contrats de change	7	13 844	—	13 851	3	14 982	—	14 985
Contrats sur produits de base	1 962	7 874	—	9 836	642	6 976	—	7 618
Contrats sur titres de participation	427	7 422	—	7 849	1 381	4 657	—	6 038
Swaps sur défaillance	3	28	—	31	—	—	—	—
	2 443	37 274	—	39 717	2 032	34 681	—	36 713
<b>Passifs dérivés</b>								
Contrats de taux d'intérêt	44	9 987	—	10 031	6	6 773	—	6 779
Contrats de change	4	15 049	—	15 053	4	12 451	—	12 455
Contrats sur produits de base	2 025	2 746	—	4 771	746	1 445	—	2 191
Contrats sur titres de participation	287	13 390	—	13 677	1 581	7 802	—	9 383
Swaps sur défaillance	3	104	4	111	—	5	2	7
	2 363	41 276	4	43 643	2 337	28 476	2	30 815

1) Les autres actifs comprennent les métaux précieux, les actifs de fonds distincts qui se rapportent à nos activités d'assurance, à certains débiteurs et à des placements mesurés à la juste valeur.

2) Ces passifs liés aux billets structurés ont été désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net.

3) Les autres passifs comprennent des contrats de placement et les passifs de fonds distincts qui se rapportent à nos activités d'assurance, certains créditeurs et des dépôts de métaux qui ont été désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net de même que certains passifs liés à la titrisation et aux entités structurées désignées comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net.

## Information quantitative concernant les évaluations de la juste valeur de niveau 3

Le tableau suivant présente la juste valeur de nos principaux instruments financiers de niveau 3 qui sont évalués à la juste valeur de manière récurrente, les techniques d'évaluation qui ont servi à déterminer leur juste valeur et la fourchette des valeurs des données d'entrée non observables importantes qui ont été utilisées aux fins des évaluations. Nous n'avons pas posé d'autres hypothèses raisonnables eu égard aux principales catégories de placements dans des titres de participation de sociétés fermées de niveau 3, puisque les valeurs liquidatives nous ont été fournies par des gestionnaires de fonds ou de placements.

Au 31 juillet 2022 (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Éléments de présentation du tableau de la hiérarchie des justes valeurs	Juste valeur des actifs	Techniques d'évaluation	Données d'entrée non observables importantes	Fourchette des valeurs des données d'entrée 1)	
					Minimum	Maximum
Titres de participation de sociétés fermées 2)	Titres de participation d'entreprises	<b>3 727</b>	Valeur liquidative VE/BAIIA	Valeur liquidative	<b>s. o.</b>	<b>s. o.</b>
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	<b>755</b>	Flux de trésorerie actualisés	Coefficient Taux de remboursement par anticipation	<b>6x</b> <b>3 %</b>	<b>19x</b> <b>46 %</b>
			Comparaison au marché	Ajustement de comparabilité 3)	<b>(3,71)</b>	<b>6,10</b>

1) Les valeurs d'entrée minimales et maximales représentent les données réelles des niveaux les plus faibles et les plus élevés qui sont utilisées pour évaluer un groupe d'instruments financiers d'une catégorie spécifique. Ces fourchettes ne reflètent pas le degré d'incertitude des données d'entrée, mais sont touchées par les instruments sous-jacents qui font précisément partie de chacune des catégories. Ces fourchettes varient donc d'une période à l'autre en fonction des caractéristiques des instruments sous-jacents détenus à chaque date de clôture.

2) Les titres de participation de sociétés fermées comprennent 784 millions de dollars d'actions de la Federal Reserve Bank et de la Federal Home Loan Bank des États-Unis que nous comptabilisons au coût au 31 juillet 2022 (453 millions au 31 octobre 2021), qui se rapproche de la juste valeur, et qui sont détenues afin de respecter des exigences réglementaires.

3) La fourchette des valeurs d'entrée représente le prix par titre après l'ajustement (en dollars canadiens).

s. o. – sans objet

## Principaux transferts

Nous avons pour politique de constater les transferts d'actifs et de passifs d'un niveau de la hiérarchie de la juste valeur à un autre à la fin de chaque période de présentation, ce qui correspond à la date d'établissement de la juste valeur. Les transferts d'un niveau de la hiérarchie de la juste valeur à un autre rendent compte des changements dans la disponibilité des cours du marché ou des données de marché observables par suite de l'évolution des conditions de marché. Les transferts du niveau 1 au niveau 2 ont été effectués en raison d'une moins grande observabilité des données servant à l'évaluation des titres. Les transferts du niveau 2 au niveau 1 ont été effectués en raison de la disponibilité accrue de cours du marché sur des marchés actifs.

Le tableau qui suit indique les principaux éléments qui ont été transférés entre les niveaux 1 et 2 au cours des trimestres et des périodes de neuf mois clos le 31 juillet 2022 et le 31 juillet 2021.

(en millions de dollars canadiens)

Pour les périodes de trois mois closes le	31 juillet 2022		31 juillet 2021	
	Du niveau 1 au niveau 2	Du niveau 2 au niveau 1	Du niveau 1 au niveau 2	Du niveau 2 au niveau 1
Titres de négociation	<b>589</b>	<b>7 994</b>	639	1 473
Titres à la juste valeur par le biais du résultat net	<b>17</b>	<b>489</b>	153	403
Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	<b>343</b>	<b>6 480</b>	1 016	1 917
Titres vendus à découvert	<b>990</b>	<b>10 845</b>	197	648

(en millions de dollars canadiens)

Pour les périodes de neuf mois closes le	31 juillet 2022		31 juillet 2021	
	Du niveau 1 au niveau 2	Du niveau 2 au niveau 1	Du niveau 1 au niveau 2	Du niveau 2 au niveau 1
Titres de négociation	<b>5 377</b>	<b>10 661</b>	4 067	11 009
Titres à la juste valeur par le biais du résultat net	<b>158</b>	<b>506</b>	361	804
Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	<b>9 222</b>	<b>10 138</b>	6 856	10 890
Titres vendus à découvert	<b>2 721</b>	<b>11 999</b>	1 198	5 905

## Évolution des instruments classés dans le niveau 3 de la hiérarchie de la juste valeur

Les tableaux suivants présentent un rapprochement de tous les changements ayant touché les instruments financiers classés dans le niveau 3 au cours des trimestres et des périodes de neuf mois clos le 31 juillet 2022 et le 31 juillet 2021, y compris les profits (pertes) réalisés et latents pris en compte dans le résultat et les autres éléments du résultat global ainsi que les transferts au niveau 3 et depuis le niveau 3. Les transferts depuis le niveau 2 au niveau 3 ont été effectués en raison de l'augmentation des données d'entrées non observables sur le marché qui ont servi à établir le prix des titres. Les transferts depuis le niveau 3 au niveau 2 ont été effectués en raison de l'augmentation des données d'entrées observables sur le marché qui ont servi à établir le prix des titres.

	Variation de la juste valeur			Fluctuations			Transferts			Variation des profits (pertes) latents constatés en résultat des instruments toujours détenus 3)
Pour la période de trois mois close le 31 juillet 2022 (en millions de dollars canadiens)	Solde au 30 avril 2022	Inclus dans les résultats	Inclus dans les autres éléments du résultat global 1)	Émissions/Achats	Ventes 2)	Échéances/Règlement	Transferts au niveau 3	Transferts depuis le niveau 3	Juste valeur au 31 juillet 2022	
<b>Titres de négociation</b>										
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	721	(60)	(1)	216	(146)	—	95	(70)	755	(11)
Titres de créance d'entreprises	4	—	—	—	—	—	1	—	5	—
<b>Total des titres de négociation</b>	<b>725</b>	<b>(60)</b>	<b>(1)</b>	<b>216</b>	<b>(146)</b>	<b>—</b>	<b>96</b>	<b>(70)</b>	<b>760</b>	<b>(11)</b>
<b>Titres à la juste valeur par le biais du résultat net</b>										
Titres de créance d'entreprises	—	—	—	8	—	—	—	—	8	—
Titres de participation d'entreprises	3 397	45	(3)	321	(89)	—	56	—	3 727	61
<b>Total des titres à la juste valeur par le biais du résultat net</b>	<b>3 397</b>	<b>45</b>	<b>(3)</b>	<b>329</b>	<b>(89)</b>	<b>—</b>	<b>56</b>	<b>—</b>	<b>3 735</b>	<b>61</b>
<b>Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global</b>										
Titres émis ou garantis par : des municipalités, agences et États américains	1	—	—	—	—	—	—	—	1	s. o.
Titres de participation d'entreprises	151	—	(2)	4	(1)	—	—	—	152	s. o.
<b>Total des titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global</b>	<b>152</b>	<b>—</b>	<b>(2)</b>	<b>4</b>	<b>(1)</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>153</b>	<b>s. o.</b>
<b>Prêts aux entreprises et aux administrations publiques</b>	<b>6</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>6</b>	<b>—</b>
<b>Autres actifs</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>9</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>9</b>	<b>—</b>
<b>Autres passifs</b>	<b>1</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>1</b>	<b>—</b>
<b>Passifs dérivés</b>										
Swaps sur défaillance	1	—	—	—	—	—	3	—	4	—
<b>Total des passifs dérivés</b>	<b>1</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>3</b>	<b>—</b>	<b>4</b>	<b>—</b>

	Variation de la juste valeur			Fluctuations			Transferts			Variation des profits (pertes) latents constatés en résultat des instruments toujours détenus 3)
Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2022 (en millions de dollars canadiens)	Solde au 31 octobre 2021	Inclus dans les résultats	Inclus dans les autres éléments du résultat global 1)	Émissions/Achats	Ventes 2)	Échéances/Règlement	Transferts au niveau 3	Transferts depuis le niveau 3	Juste valeur au 31 juillet 2022	
<b>Titres de négociation</b>										
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	675	(158)	29	818	(555)	—	251	(305)	755	(18)
Titres de créance d'entreprises	7	(2)	(1)	11	(4)	—	1	(7)	5	(1)
<b>Total des titres de négociation</b>	<b>682</b>	<b>(160)</b>	<b>28</b>	<b>829</b>	<b>(559)</b>	<b>—</b>	<b>252</b>	<b>(312)</b>	<b>760</b>	<b>(19)</b>
<b>Titres à la juste valeur par le biais du résultat net</b>										
Titres de créance d'entreprises	—	—	—	8	—	—	—	—	8	—
Titres de participation d'entreprises	2 442	197	50	1 238	(256)	—	56	—	3 727	223
<b>Total des titres à la juste valeur par le biais du résultat net</b>	<b>2 442</b>	<b>197</b>	<b>50</b>	<b>1 246</b>	<b>(256)</b>	<b>—</b>	<b>56</b>	<b>—</b>	<b>3 735</b>	<b>223</b>
<b>Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global</b>										
Titres émis ou garantis par : des municipalités, agences et États américains	1	—	—	—	—	—	—	—	1	s. o.
Titres de participation d'entreprises	132	—	—	15	(1)	—	6	—	152	s. o.
<b>Total des titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global</b>	<b>133</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>15</b>	<b>(1)</b>	<b>—</b>	<b>6</b>	<b>—</b>	<b>153</b>	<b>s. o.</b>
<b>Prêts aux entreprises et aux administrations publiques</b>	<b>6</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>6</b>	<b>—</b>
<b>Autres actifs</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>9</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>9</b>	<b>—</b>
<b>Autres passifs</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>1</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>1</b>	<b>—</b>
<b>Passifs dérivés</b>										
Swaps sur défaillance	2	—	—	—	—	—	3	(1)	4	—
<b>Total des passifs dérivés</b>	<b>2</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>3</b>	<b>(1)</b>	<b>4</b>	<b>—</b>

1) La conversion des devises en ce qui a trait aux actifs et aux passifs détenus par nos établissements à l'étranger est incluse dans les investissements nets dans des établissements à l'étranger présentés dans les autres éléments du résultat global.

2) Comprend le produit reçu des titres vendus à découvert.

3) Les variations des profits (pertes) latents sur les titres de négociation et les titres à la juste valeur par le biais du résultat net toujours détenus au 31 juillet 2022 ont été inscrites dans le résultat de la période.

Les profits (pertes) latents comptabilisés pour les instruments financiers de niveau 3 peuvent être compensés par les (pertes) profits sur les contrats de couverture économique.

s. o. – sans objet

	Variation de la juste valeur			Fluctuations			Transferts			Variation des profits (pertes) latents constatés en résultat des instruments toujours détenus 3)
	Solde au 30 avril 2021	Inclus dans les résultats	Inclus dans les autres éléments du résultat global 1)	Émissions/Achats	Ventes 2)	Échéances/Règlement	Transferts au niveau 3	Transferts depuis le niveau 3	Juste valeur au 31 juillet 2021	
Pour la période de trois mois close le 31 juillet 2021 (en millions de dollars canadiens)										
<b>Titres de négociation</b>										
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	702	(78)	11	441	(255)	—	35	(62)	794	5
Titres de créance d'entreprises	3	—	—	—	(1)	—	—	—	2	—
<b>Total des titres de négociation</b>	<b>705</b>	<b>(78)</b>	<b>11</b>	<b>441</b>	<b>(256)</b>	<b>—</b>	<b>35</b>	<b>(62)</b>	<b>796</b>	<b>5</b>
<b>Titres à la juste valeur par le biais du résultat net</b>										
Titres de créance d'entreprises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Titres de participation d'entreprises	2 048	158	20	175	(106)	—	—	(19)	2 276	149
<b>Total des titres à la juste valeur par le biais du résultat net</b>	<b>2 048</b>	<b>158</b>	<b>20</b>	<b>175</b>	<b>(106)</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>(19)</b>	<b>2 276</b>	<b>149</b>
<b>Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global</b>										
Titres émis ou garantis par : des municipalités, agences et États américains	1	—	—	—	—	—	—	—	1	s. o.
Titres de participation d'entreprises	100	—	9	4	—	—	—	—	113	s. o.
<b>Total des titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global</b>	<b>101</b>	<b>—</b>	<b>9</b>	<b>4</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>114</b>	<b>s. o.</b>
<b>Prêts aux entreprises et aux administrations publiques</b>	<b>2 841</b>	<b>—</b>	<b>45</b>	<b>113</b>	<b>—</b>	<b>(694)</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>2 305</b>	<b>—</b>
<b>Autres actifs</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>
<b>Autres passifs</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>13</b>	<b>—</b>	<b>13</b>	<b>—</b>
<b>Passifs dérivés</b>										
Swaps sur défaillance	4	—	—	—	—	—	—	—	4	—
<b>Total des passifs dérivés</b>	<b>4</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>4</b>	<b>—</b>

	Variation de la juste valeur			Fluctuations			Transferts			Variation des profits (pertes) latents constatés en résultat des instruments toujours détenus 3)
	Solde au 31 octobre 2020	Inclus dans les résultats	Inclus dans les autres éléments du résultat global 1)	Émissions/Achats	Ventes 2)	Échéances/Règlement	Transferts au niveau 3	Transferts depuis le niveau 3	Juste valeur au 31 juillet 2021	
Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2021 (en millions de dollars canadiens)										
<b>Titres de négociation</b>										
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	803	(172)	(50)	1 206	(938)	—	106	(161)	794	24
Titres de créance d'entreprises	—	—	—	3	(1)	—	—	—	2	—
<b>Total des titres de négociation</b>	<b>803</b>	<b>(172)</b>	<b>(50)</b>	<b>1 209</b>	<b>(939)</b>	<b>—</b>	<b>106</b>	<b>(161)</b>	<b>796</b>	<b>24</b>
<b>Titres à la juste valeur par le biais du résultat net</b>										
Titres de créance d'entreprises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Titres de participation d'entreprises	1 903	217	(81)	453	(193)	(4)	—	(19)	2 276	262
<b>Total des titres à la juste valeur par le biais du résultat net</b>	<b>1 903</b>	<b>217</b>	<b>(81)</b>	<b>453</b>	<b>(193)</b>	<b>(4)</b>	<b>—</b>	<b>(19)</b>	<b>2 276</b>	<b>262</b>
<b>Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global</b>										
Titres émis ou garantis par : des municipalités, agences et États américains	1	—	—	—	—	—	—	—	1	s. o.
Titres de participation d'entreprises	93	—	9	11	—	—	—	—	113	s. o.
<b>Total des titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global</b>	<b>94</b>	<b>—</b>	<b>9</b>	<b>11</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>114</b>	<b>s. o.</b>
<b>Prêts aux entreprises et aux administrations publiques</b>	<b>1 945</b>	<b>—</b>	<b>(150)</b>	<b>1 812</b>	<b>—</b>	<b>(1 302)</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>2 305</b>	<b>—</b>
<b>Autres actifs</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>
<b>Autres passifs</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>13</b>	<b>—</b>	<b>13</b>	<b>—</b>
<b>Passifs dérivés</b>										
Swaps sur défaillance	4	—	—	—	—	—	—	—	4	—
<b>Total des passifs dérivés</b>	<b>4</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>4</b>	<b>—</b>

1) La conversion des devises en ce qui a trait aux actifs et aux passifs détenus par nos établissements à l'étranger est incluse dans les investissements nets dans des établissements à l'étranger présentés dans les autres éléments du résultat global.

2) Comprend le produit reçu des titres vendus à découvert.

3) Les variations des profits (pertes) latents sur les titres de négociation et les titres à la juste valeur par le biais du résultat net toujours détenus au 31 juillet 2021 ont été inscrites dans le résultat de la période.

Les profits (pertes) latents comptabilisés pour les instruments financiers de niveau 3 peuvent être compensés par les (pertes) profits sur les contrats de couverture économique.

s. o. – sans objet

## Note 7 : Gestion du capital

Nous avons pour objectif de maintenir une assise financière solide grâce à une structure rentable qui est appropriée étant donné nos ratios cibles en matière de capital réglementaire et de notre évaluation interne du capital économique requis, qui étaye les stratégies de nos groupes d'exploitation, qui soutient la confiance des déposants, des investisseurs et des organismes de réglementation tout en créant de la valeur à long terme pour les actionnaires et qui est conforme à nos cotes de crédit cibles.

Au 31 juillet 2022, nous nous conformons aux exigences du BSIF concernant les ratios de capital cibles, lesquelles prévoient une réserve de fonds propres de 2,5 %, un supplément en fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de 2,5 % applicable aux banques d'importance systémique intérieure (BIS<sup>i</sup>), une réserve anticyclique et une réserve pour stabilité intérieure de 1,0 % applicable aux BIS<sup>i</sup>. Notre situation en matière de capital au 31 juillet 2022 est décrite de façon détaillée à la section qui traite de la gestion du capital de notre rapport de gestion intermédiaire.

### Mesures des fonds propres réglementaires et de capacité totale d'absorption des pertes, actifs pondérés en fonction des risques et exposition aux fins du ratio de levier<sup>1)</sup>

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	31 juillet 2022	31 octobre 2021
Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	55 464	44 491
Fonds propres de catégorie 1	60 684	49 966
Total des fonds propres	68 133	57 201
Capacité totale d'absorption des pertes (TLAC)	112 534	90 353
Actifs pondérés en fonction des risques	351 711	325 433
Exposition aux fins du ratio de levier	1 144 101	976 690
Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	15,8 %	13,7 %
Ratio des fonds propres de catégorie 1	17,3 %	15,4 %
Ratio du total des fonds propres	19,4 %	17,6 %
Ratio TLAC	32,0 %	27,8 %
Ratio de levier	5,3 %	5,1 %
Ratio de levier TLAC	9,8 %	9,3 %

1) Présenté conformément aux lignes directrices Normes de fonds propres, Exigences de levier et Capacité totale d'absorption des pertes (TLAC) du BSIF.

## Note 8 : Rémunération du personnel

### Options sur actions

Nous n'avons attribué aucune option sur actions au cours des trimestres clos le 31 juillet 2022 et 2021. Au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2022, nous avons attribué un total de 1 028 255 options sur actions (984 943 options sur actions au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2021). La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2022 a été de 14,17 \$ l'option (10,75 \$ l'option au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2021).

Pour établir la juste valeur des tranches d'options sur actions (soit chaque tranche qui devient acquise dans un exercice), nous avons utilisé les fourchettes de valeur suivantes pour chaque hypothèse quant aux prix des options :

Options sur actions attribuées au cours de la période de neuf mois close le	31 juillet 2022	31 juillet 2021
Rendement attendu des actions	4,2 %	4,9 %
Volatilité prévue du cours des actions	16,8 %	20,6 – 20,7 %
Taux de rendement sans risque	1,8 – 1,9 %	1,0 %
Période prévue jusqu'à l'exercice (en années)	6,5 – 7,0	6,5 – 7,0
Prix d'exercice (\$)	135,58	97,14

Des changements dans les hypothèses utilisées pourraient produire des justes valeurs estimatives différentes.

### Charges liées aux prestations de retraite et à d'autres avantages futurs du personnel

Le tableau qui suit fait état des charges liées aux prestations de retraite et à d'autres avantages futurs du personnel :

(en millions de dollars canadiens)

	Régimes de retraite		Régime d'autres avantages futurs du personnel	
	31 juillet 2022	31 juillet 2021	31 juillet 2022	31 juillet 2021
Pour les périodes de trois mois closes le				
Coût des services rendus au cours de la période	60	67	2	2
Coût des services passés (crédit)	(1)	—	—	—
(Revenu) charge nette d'intérêts sur (l'actif) le passif net au titre des prestations définies	(7)	2	8	8
(Profit) découlant du règlement	—	—	—	—
Charges administratives	1	1	—	—
Charge au titre des prestations	53	70	10	10
Charge pour les régimes de retraite gouvernementaux 1)	61	55	—	—
Charge au titre des cotisations définies	37	33	—	—
Total des charges de retraite et d'autres avantages futurs du personnel constaté à l'état consolidé des résultats	151	158	10	10

(en millions de dollars canadiens)

	Régimes de retraite		Régime d'autres avantages futurs du personnel	
	31 juillet 2022	31 juillet 2021	31 juillet 2022	31 juillet 2021
Pour les périodes de neuf mois closes le				
Coût des services rendus au cours de la période	178	201	6	6
Coût des services passés (crédit)	(1)	—	—	—
(Revenu) charge nette d'intérêts sur (l'actif) le passif net au titre des prestations définies	(21)	6	26	23
(Profit) découlant du règlement	(1)	—	—	—
Charges administratives	3	3	—	—
Charge au titre des prestations	158	210	32	29
Charge pour les régimes de retraite gouvernementaux 1)	201	173	—	—
Charge au titre des cotisations définies	138	126	—	—
Total des charges de retraite et d'autres avantages futurs du personnel constaté à l'état consolidé des résultats	497	509	32	29

1) Comprend le régime de pensions du Canada, le régime de rentes du Québec et la *U.S. Federal Insurance Contributions Act*.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

## Note 9 : Bénéfice par action

Nous calculons le bénéfice de base par action en divisant le bénéfice net, après avoir déduit les dividendes à payer sur les actions privilégiées et les distributions à payer sur les autres instruments de capitaux propres, par le nombre moyen quotidien d'actions ordinaires entièrement libérées et en circulation au cours de la période.

Le bénéfice dilué par action est calculé de la même façon, mais des ajustements additionnels sont faits afin de rendre compte de l'incidence dilutive des instruments convertibles en actions ordinaires.

Les tableaux qui suivent présentent notre bénéfice de base et dilué par action :

### Bénéfice de base par action ordinaire

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Pour les périodes de trois mois closes le		Pour les périodes de neuf mois closes le	
	31 juillet 2022	31 juillet 2021	31 juillet 2022	31 juillet 2021
Bénéfice net	1 365	2 275	9 054	5 595
Dividendes sur les actions privilégiées et distributions à payer sur les autres instruments de capitaux propres	(47)	(61)	(154)	(185)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 318	2 214	8 900	5 410
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	673 301	647 178	659 909	646 808
Bénéfice de base par action ordinaire (en dollars canadiens)	1,96	3,42	13,49	8,36

### Bénéfice dilué par action ordinaire

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Pour les périodes de trois mois closes le		Pour les périodes de neuf mois closes le	
	31 juillet 2022	31 juillet 2021	31 juillet 2022	31 juillet 2021
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, ajusté pour tenir compte de l'incidence des instruments dilutifs	1 318	2 214	8 900	5 410
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	673 301	647 178	659 909	646 808
Incidence des instruments dilutifs				
Options sur actions pouvant éventuellement être exercées 1)	5 032	6 213	5 252	6 585
Actions ordinaires pouvant éventuellement être rachetées	(3 529)	(4 394)	(3 420)	(5 229)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, après dilution (en milliers)	674 804	648 997	661 741	648 164
Bénéfice dilué par action ordinaire (en dollars canadiens)	1,95	3,41	13,45	8,35

1) En calculant le bénéfice dilué par action, nous avons exclu le nombre moyen d'options sur actions en cours, soit 1 028 255 et 915 260 options, dont le prix d'exercice moyen pondéré a été de 142,54 \$ et de 143,28 \$, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2022, le prix moyen des actions pour la période n'ayant pas été supérieur au prix d'exercice. Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2021, nous n'avons exclu aucune option sur actions en cours puisque le prix moyen des actions pour la période était supérieur au prix d'exercice.

## Note 10 : Impôts sur le résultat

Les autorités fiscales du Canada ont produit un avis de nouvelle cotisation visant des impôts et des intérêts additionnels d'environ 1 425 millions de dollars, à ce jour, relatifs à certains dividendes de sociétés canadiennes enregistrés de 2011 à 2017. Dans le cadre de ces nouvelles cotisations, certaines déductions pour dividendes ont été refusées du fait que les dividendes avaient été reçus dans le cadre d'un mécanisme de transfert de dividendes. En général, les points relatifs aux règles fiscales soulevés par les autorités fiscales du Canada ont été traités de façon prospective dans le budget fédéral de 2015 et dans celui de 2018. Nous avons déposé des avis d'appel auprès de la Cour de l'impôt du Canada et l'affaire fait désormais l'objet d'un litige. Nous nous attendons à recevoir un nouvel avis de cotisation visant des impôts importants en raison d'activités similaires qui ont eu lieu en 2018. Nous sommes toujours d'avis que notre déclaration fiscale était appropriée et nous entendons contester tout nouvel avis de cotisation. Cependant, si cette procédure n'aboutit pas, la charge additionnelle pourrait avoir une incidence néfaste sur notre bénéfice net.

## Note 11 : Segmentation opérationnelle

### Groupes d'exploitation

Nous exerçons nos activités par l'entremise de trois groupes d'exploitation, chacun de ces groupes ayant un mandat distinct. Nos groupes d'exploitation sont les Services bancaires Particuliers et entreprises (PE) (qui se composent de Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada) et Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis), BMO Gestion de patrimoine (BMO GP) et BMO Marchés des capitaux (BMO MC), de même que l'unité des Services d'entreprise.

Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 25 afférente aux états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2021.

Les tableaux ci-dessous présentent nos résultats et nos actifs moyens par unité d'exploitation :

(en millions de dollars canadiens)

	PE Canada	PE États-Unis	BMO GP	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total
Pour la période de trois mois close le 31 juillet 2022						
Revenus nets d'intérêts 2)	1 938	1 278	314	750	(83)	4 197
Revenus autres que d'intérêts	591	298	1 391	514	(892)	1 902
Total des revenus	2 529	1 576	1 705	1 264	(975)	6 099
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	104	22	2	(22)	(2)	104
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	(15)	46	(12)	15	(2)	32
Total des dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	89	68	(10)	(7)	(4)	136
Sinistres, commissions et variations du passif au titre des indemnités	—	—	413	—	—	413
Amortissement	131	105	63	68	—	367
Charges autres que d'intérêts	1 003	667	818	852	152	3 492
Bénéfice (perte) avant impôts	1 306	736	421	351	(1 123)	1 691
Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat	341	168	97	89	(369)	326
Bénéfice net (perte nette) comptable	965	568	324	262	(754)	1 365
Actifs moyens 3)	296 941	144 043	50 774	398 282	178 984	1 069 024

	PE Canada	PE États-Unis	BMO GP	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total
Pour la période de trois mois close le 31 juillet 2021						
Revenus nets d'intérêts 2)	1 660	1 048	247	696	(130)	3 521
Revenus autres que d'intérêts	580	305	2 180	888	88	4 041
Total des revenus	2 240	1 353	2 427	1 584	(42)	7 562
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	100	(9)	—	(19)	(1)	71
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	(7)	(53)	(2)	(75)	(4)	(141)
Total des dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	93	(62)	(2)	(94)	(5)	(70)
Sinistres, commissions et variations du passif au titre des indemnités	—	—	984	—	—	984
Amortissement	121	117	74	72	—	384
Charges autres que d'intérêts	907	576	870	853	94	3 300
Bénéfice (perte) avant impôts	1 119	722	501	753	(131)	2 964
Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat	291	172	122	200	(96)	689
Bénéfice net (perte nette) comptable	828	550	379	553	(35)	2 275
Actifs moyens 3)	265 689	125 840	48 053	367 900	162 761	970 243

(en millions de dollars canadiens)

	PE Canada	PE États-Unis	BMO GP	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total
Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2022						
Revenus nets d'intérêts 2)	5 488	3 575	864	2 419	(228)	12 118
Revenus autres que d'intérêts	1 833	974	2 730	2 348	3 137	11 022
Total des revenus	7 321	4 549	3 594	4 767	2 909	23 140
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	290	60	2	(37)	(5)	310
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	(123)	(105)	(7)	12	—	(223)
Total des dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	167	(45)	(5)	(25)	(5)	87
Sinistres, commissions et variations du passif au titre des indemnités	—	—	(314)	—	—	(314)
Amortissement	382	314	193	212	—	1 101
Charges autres que d'intérêts	2 836	1 895	2 470	2 678	438	10 317
Bénéfice avant impôts	3 936	2 385	1 250	1 902	2 476	11 949
Charge d'impôts sur le résultat	1 027	548	297	487	536	2 895
Bénéfice net comptable	2 909	1 837	953	1 415	1 940	9 054
Actifs moyens 3)	287 326	141 294	50 008	398 394	178 228	1 055 250



Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2021	PE Canada	PE États-Unis	BMO GP	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total
Revenus nets d'intérêts 2)	4 849	3 194	723	2 242	(454)	10 554
Revenus autres que d'intérêts	1 633	935	4 795	2 454	242	10 059
Total des revenus	6 482	4 129	5 518	4 696	(212)	20 613
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	404	17	3	20	(3)	441
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	(22)	(133)	(10)	(126)	(4)	(295)
Total des dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	382	(116)	(7)	(106)	(7)	146
Sinistres, commissions et variations du passif au titre des indemnités	—	—	1 302	—	—	1 302
Amortissement	360	355	243	211	—	1 169
Charges autres que d'intérêts	2 559	1 711	2 610	2 442	1 215	10 537
Bénéfice (perte) avant impôts	3 181	2 179	1 370	2 149	(1 420)	7 459
Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat	826	512	333	560	(367)	1 864
Bénéfice net (perte nette) comptable	2 355	1 667	1 037	1 589	(1 053)	5 595
Actifs moyens 3)	259 864	128 722	47 761	371 046	166 411	973 804

1) Les Services d'entreprise comprennent le groupe Technologie et opérations.

2) Les données des groupes d'exploitation sont présentées sur une base d'imposition comparable (bic). Les revenus et la charge d'impôts sur le résultat relativement aux titres exonérés d'impôts sont augmentés à un montant équivalent avant impôts afin de faciliter la comparaison du bénéfice sur le plan des sources imposables et de celles qui ne le sont pas. La compensation des ajustements sur une bic des groupes est reflétée dans les revenus et la charge d'impôts sur le résultat des Services d'entreprise.

3) Les actifs moyens comprennent l'actif productif moyen, qui englobe les dépôts à d'autres banques, les dépôts auprès de banques centrales, les prises en pension, les prêts et les titres. Le total de l'actif productif moyen pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2022 s'élève à 972 879 millions de dollars et à 965 120 millions, soit 282 781 millions et 273 270 millions pour les Services bancaires PE Canada, 137 169 millions et 134 175 millions pour les Services bancaires PE États-Unis et 552 929 millions et 557 675 millions pour tous les autres groupes d'exploitation, y compris les Services d'entreprise (pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2021 : total : 887 231 millions et 890 240 millions, Services bancaires PE Canada, 250 980 millions et 244 893 millions, Services bancaires PE États-Unis, 119 129 millions et 121 833 millions et tous les autres groupes d'exploitation, 517 122 millions et 523 514 millions).

À compter du premier trimestre de l'exercice 2022, les ventilations de certaines charges au sein de nos secteurs d'exploitation ont été actualisées afin de mieux refléter les circonstances actuelles, ce qui n'a eu aucune incidence sur la Banque dans son ensemble. Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

## Note 12 : Acquisitions et dessaisissements

### Acquisitions

#### Bank of the West

Le 20 décembre 2021, nous avons annoncé la signature d'une entente définitive avec BNP Paribas en vue d'acquérir Bank of the West et ses filiales à un prix d'achat au comptant de 16,3 milliards de dollars américains, soit 13,4 milliards de dollars américains, déduction faite du capital excédentaire (à la conclusion) qui est estimé à 2,9 milliards de dollars américains. Bank of the West offre un large éventail de produits et services bancaires, principalement dans l'Ouest et le Midwest des États-Unis. La clôture de cette transaction devrait avoir lieu vers la fin de l'année civile 2022, sous réserve des conditions de clôture habituelles et de l'approbation des organismes de réglementation. Bank of the West intégrera essentiellement notre groupe d'exploitation Services bancaires PE États-Unis.

À la clôture de la transaction, le prix d'achat sera réparti entre des actifs identifiables acquis et des passifs identifiables repris de Bank of the West, sur la base de leur juste valeur relative, la différence étant comptabilisée en tant qu'écart d'acquisition. La juste valeur des prêts à taux fixe et des dépôts repose en grande partie sur les taux d'intérêt. Si les taux augmentaient, la juste valeur des actifs à taux fixe acquis (plus particulièrement, les prêts et les titres) diminuerait, ce qui donnerait lieu à un écart d'acquisition plus élevé. L'inverse serait vrai si les taux d'intérêt diminuaient. En revanche, la juste valeur des actifs (passifs) à taux variable et des dépôts sans échéance se rapproche de la valeur nominale, faisant en sorte que la variation de la juste valeur ne serait pas compensée naturellement.

Les variations de l'écart d'acquisition eu égard à nos hypothèses initiales annoncées le 20 décembre 2021 auront une incidence sur les ratios des fonds propres à la clôture de la transaction du fait que l'écart d'acquisition est comptabilisé en déduction des fonds propres selon les règles de l'accord de Bâle III du BSIF. De plus, comme le prix d'achat afférent à l'acquisition est libellé en dollars américains, toute variation des cours de change entre le dollar canadien et le dollar américain depuis l'annonce de l'acquisition à la clôture de celle-ci, donnera lieu à une variation de l'écart d'acquisition en équivalent en dollars canadiens.

Pour atténuer l'impact des variations des taux d'intérêt depuis l'annonce de l'acquisition à la clôture de celle-ci, nous avons conclu des swaps de taux d'intérêt payeur de taux fixe/receveur de taux variable et avons constitué un portefeuille de titres de créance d'administrations publiques et d'autres instruments inscrits au bilan assortis d'une durée comparable qui génèrent des revenus d'intérêts (incidence comptabilisée dans les Services d'entreprise). Des (pertes) profits évalués à la valeur de marché de (983) millions de dollars et de 2 967 millions sur les swaps pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2022, respectivement, ont été inclus dans les revenus de négociation, sous revenus autres que d'intérêts, inscrits à notre état consolidé des résultats, étant donné que les swaps ne répondent pas aux conditions de la comptabilité de couverture. Les titres de créance d'administrations publiques et autres instruments, évalués au coût amorti, d'un montant de 38 millions et de 205 millions ont été pris en compte dans notre état consolidé des résultats, dans les revenus d'intérêts, de dividendes et de commissions, au poste valeurs mobilières, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2022, respectivement.

Nous avons conclu des contrats à terme de gré à gré qui répondent aux conditions de la comptabilité de couverture dans le but d'atténuer les fluctuations du prix d'achat libellé en dollars canadiens à la clôture de la transaction. Les variations de la juste valeur afférentes à ces contrats à terme de gré à gré de (4) millions de dollars et de (68) millions pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2022, respectivement, sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global jusqu'au moment où la transaction se matérialisera.

#### *Radicle Group Inc.*

Le 20 juillet 2022, nous avons annoncé la conclusion d'une entente définitive en vue d'acquérir Radicle Group Inc. (Radicle), société de Calgary et chef de file des solutions et services-conseils en matière de durabilité et des solutions technologiques de mesure et de gestion des émissions. L'acquisition est assujettie à l'approbation des organismes de réglementation et l'opération devrait être conclue d'ici la fin de l'année civile 2022. Radicle sera intégrée au groupe d'exploitation BMO Marchés des capitaux. Cette acquisition ne devrait pas avoir d'incidence importante pour la Banque.

### Dessaisissements

#### *Activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique ainsi qu'aux États-Unis*

Le 8 novembre 2021, nous avons conclu la vente de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique, faisant partie de notre secteur d'exploitation BMO Gestion du patrimoine, à Ameriprise Financial Inc. (Ameriprise) pour un produit de 615 millions de livres sterling (1 038 millions de dollars canadiens) dans le cadre d'une transaction entièrement en trésorerie. À la date de la vente, des actifs et des passifs respectivement d'environ 1 779 millions de dollars et 527 millions ont été décomptabilisés. En relation avec la conclusion de la vente des activités en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique, nous avons constaté une perte de 29 millions, avant et après impôts, afférente à la conversion des monnaies étrangères, montant qui a été reclassé du cumul des autres éléments du résultat global figurant sous les capitaux propres vers les profits de change, autres que de négociation, figurant sous les revenus autres que d'intérêts dans notre état consolidé des résultats du premier trimestre. La transaction comprend également la possibilité que certains clients des activités de gestion d'actifs aux États-Unis transfèrent leurs comptes chez Ameriprise. Ces transferts ont été réalisés au cours du premier trimestre, ce qui a donné lieu à une charge d'impôt de 22 millions. Des transferts additionnels de clients des activités de gestion d'actifs aux États-Unis ont été effectués au cours du deuxième trimestre sans incidence importante pour la Banque.

#### *Taplin, Canida & Habacht LLC*

Le 27 janvier 2022, nous avons conclu la vente de Taplin, Canida & Habacht, LLC, faisant partie de nos activités de gestion d'actifs aux États-Unis, à Loop Capital. La vente de cette entreprise n'était pas considérée comme étant significative pour la Banque.

### Note 13 : Poursuites judiciaires

La Banque et ses filiales sont parties à des poursuites judiciaires, dont des enquêtes réglementaires, dans le cours normal des activités. Nous examinons régulièrement l'état de ces poursuites et établissons des dispositions lorsque, à notre avis, il est probable que nous subirons une perte et que le montant peut être estimé de façon fiable. Les provisions de la Banque représentent nos meilleures estimations qui reposent sur l'information actuellement disponible afférente aux poursuites pour lesquelles des estimations peuvent être formulées. Toutefois, les provisions constituées par la Banque peuvent différer sensiblement des pertes réelles subies en raison notamment de ce qui suit : l'incertitude inhérente quant aux diverses issues potentielles de ces poursuites; les diverses étapes des procédures; l'existence de nombreux défendeurs nommés dont la part de responsabilité n'a peut-être pas encore été établie; des points en suspens dans le cadre de telles poursuites, dont certains pourraient faire intervenir de nouvelles théories et interprétations; le fait que les procédures sous-jacentes évolueront dans le temps; et ces poursuites peuvent mener à des dommages-intérêts très importants ou indéterminés. Bien qu'il soit intrinsèquement difficile de prévoir l'issue finale de ces poursuites, d'après nos connaissances actuelles, nous ne nous attendons pas à ce que l'issue de ces poursuites, individuellement ou globalement, ait un effet négatif important sur la situation financière consolidée ou sur les résultats d'exploitation de la Banque. Cependant, en raison des facteurs qui précèdent et d'autres incertitudes inhérentes à un litige ou à des questions d'ordre réglementaire, il est possible que la résolution ultime des poursuites judiciaires ou des enquêtes réglementaires puisse avoir une incidence significative sur la situation financière consolidée de la Banque ou sur ses résultats d'exploitation pour l'une ou l'autre des périodes de présentation de l'information financière.

BMO et ses filiales ont été cités comme défendeurs ou autrement mis en cause dans un certain nombre important de poursuites judiciaires. BMO Harris Bank N.A. (BMO Harris), société remplaçante de M&I Marshall and Ilse Bank (M&I), a été nommée défenderesse dans une poursuite déposée devant le tribunal de la faillite américain (US Bankruptcy Court) du district du Minnesota (le tribunal de la faillite) en lien avec une combine à la Ponzi mise en place par Thomas J. Petters et certaines personnes et entités affiliées (collectivement, Petters). La poursuite intentée par un fiduciaire dans le cadre d'une procédure de faillite contre certaines entités Petters allègue que M&I (et une banque que celle-ci a remplacée) a facilité la combine à la Ponzi menée par Petters entre 1999 et 2008. BMO Harris nie ces allégations et continue de se défendre vigoureusement. Le fiduciaire demande des dommages-intérêts compensatoires de 1,9 milliard de dollars américains auxquels s'ajoutent des intérêts antérieurs au jugement, des dommages punitifs et les honoraires d'avocat. Le tribunal de la faillite a accordé au fiduciaire la requête de sanctions fondée sur la dissimulation alléguée de preuve; et en juillet 2019, il a transféré la cause à la Cour de district des États-Unis (US District Court) du district du Minnesota (la Cour de district) où elle pourra être entendue. Le 18 juillet 2022, la Cour de district a confirmé les sanctions fondées sur la dissimulation de preuve prononcées par le tribunal de la faillite. Le procès devrait commencer en octobre 2022.

# INFORMATION À L'INTENTION DES INVESTISSEURS ET DES MÉDIAS

## Documents destinés aux investisseurs

Les parties intéressées peuvent prendre connaissance du rapport de gestion annuel et des états financiers consolidés annuels audités pour 2021, des documents de présentation trimestriels, des données financières complémentaires et des informations complémentaires sur les fonds propres réglementaires sur le site Web de BMO à l'adresse [www.bmo.com/relationsinvestisseurs](http://www.bmo.com/relationsinvestisseurs).

## Téléconférence et cyberconférence trimestrielles

Les parties intéressées sont également invitées à se joindre à notre téléconférence trimestrielle, le mardi 30 août 2022 à 8 h 00 (HE). La conférence sera accessible par téléphone, au 416-406-0743 (région de Toronto) ou au 1-800-898-3989 (extérieur de Toronto, sans frais) (code d'accès 2522858#). L'enregistrement de la téléconférence sera accessible jusqu'au 30 septembre 2022 au 905-694-9451 (région de Toronto) ou au 1-800-408-3053 (extérieur de Toronto, sans frais) (code d'accès 2979715#).

La cyberconférence trimestrielle sera accessible en direct à l'adresse suivante : [www.bmo.com/relationsinvestisseurs](http://www.bmo.com/relationsinvestisseurs). Elle sera également accessible en différé sur notre site.

## Relations avec les médias

Jeff Roman, directeur général, relations médias à l'échelle de l'organisation, [jeff.roman@bmo.com](mailto:jeff.roman@bmo.com), 416-867-3996

## Relations avec les investisseurs

Christine Viau, chef, relations avec les investisseurs, [christine.viau@bmo.com](mailto:christine.viau@bmo.com), 416-867-6956

Bill Anderson, directeur, relations avec les investisseurs, [bill2.anderson@bmo.com](mailto:bill2.anderson@bmo.com), 416-867-7834

### Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires (le Régime)

Prix moyen du marché, tel qu'il est défini par le Régime

Mai 2022 : 129,37 \$

Juin 2022 : 123,75 \$

Juillet 2022 : 126,54 \$

### Pour obtenir des renseignements sur les dividendes ou signaler un changement d'adresse ou un envoi en double, prière de s'adresser à la :

Société de fiducie Computershare du Canada

100 University Avenue, 8<sup>th</sup> Floor

Toronto, Ontario M5J 2Y1

Téléphone : 1-800-340-5021 (Canada et États-Unis)

Téléphone : 514-982-7800 (international)

Télécopieur : 1-888-453-0330 (Canada et États-Unis)

Télécopieur : 416-263-9394 (international)

Courriel : [service@computershare.com](mailto:service@computershare.com)

### Les actionnaires qui désirent obtenir de plus amples renseignements sont priés de s'adresser à la :

Banque de Montréal

Relations avec les actionnaires

Secrétariat général

One First Canadian Place, 21<sup>st</sup> Floor

Toronto, Ontario M5X 1A1

Téléphone : 416-867-6785

Courriel : [corp.secretary@bmo.com](mailto:corp.secretary@bmo.com)

### Pour de plus amples informations sur ce document, prière de s'adresser à la :

Banque de Montréal

Relations avec les investisseurs

P.O. Box 1, One First Canadian Place, 10<sup>th</sup> Floor

Toronto, Ontario M5X 1A1

**Pour consulter en ligne les résultats financiers ainsi que les documents et les informations que nous déposons auprès des organismes de réglementation, visitez le site Web de BMO, à l'adresse [www.bmo.com/relationsinvestisseurs](http://www.bmo.com/relationsinvestisseurs).**

Le Rapport de gestion annuel de BMO pour 2021, ses états financiers consolidés audités, sa notice annuelle et son Rapport annuel sur Formulaire 40-F (déposé auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis) peuvent être consultés en ligne, au [www.bmo.com/relationsinvestisseurs](http://www.bmo.com/relationsinvestisseurs) ainsi qu'au [www.sedar.com](http://www.sedar.com). Des exemplaires du jeu complet d'états financiers consolidés audités pour 2021 de la Banque peuvent être obtenus gratuitement en faisant la demande par téléphone au 416-867-6785 ou par courriel à l'adresse [corp.secretary@bmo.com](mailto:corp.secretary@bmo.com).

## Assemblée annuelle 2023

La prochaine assemblée annuelle des actionnaires aura lieu le mardi 18 avril 2023.